



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

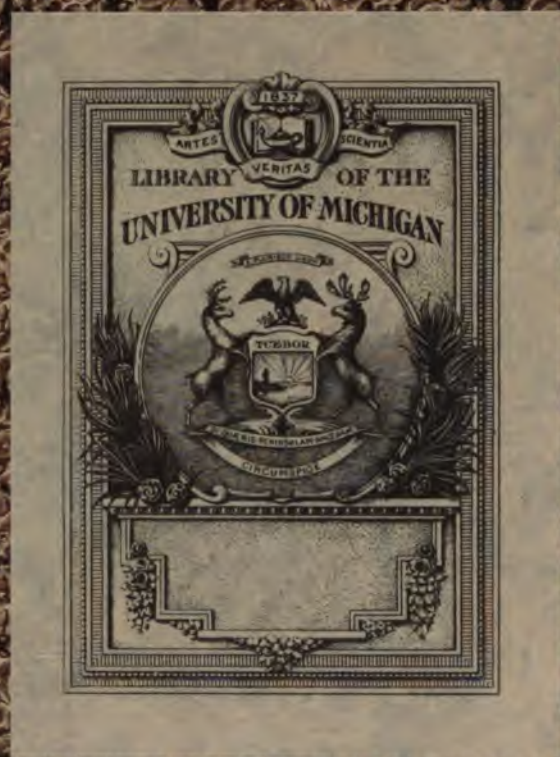
- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

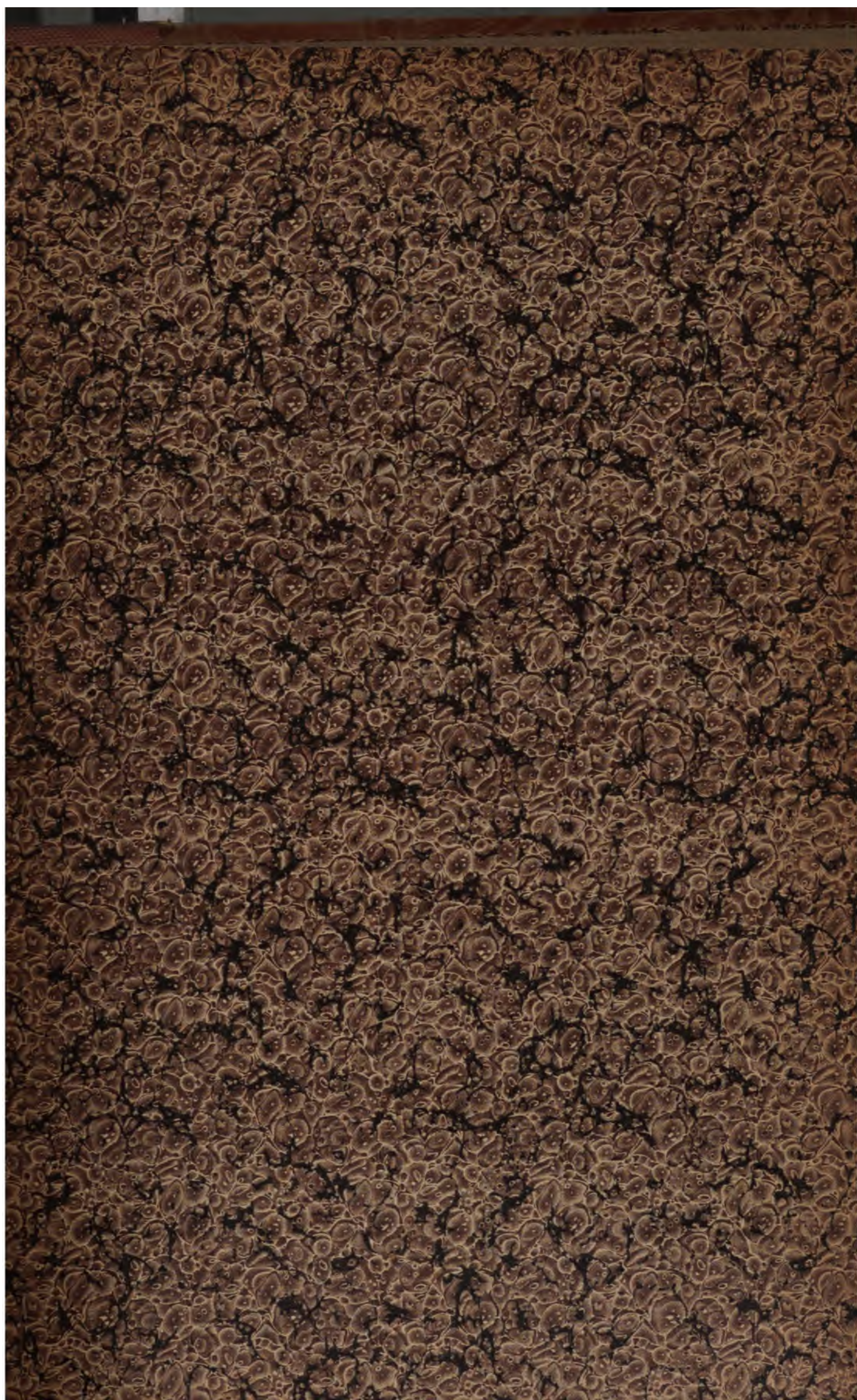
À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

C 509,569









JX
681
A2
1886a

CONFÉRENCE INTERNATIONALE

POUR

. LA PROTECTION DES Câbles SOUS-MARINS.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

CONFÉRENCE INTERNATIONALE

POUR

LA PROTECTION DES CÂBLES SOUS-MARINS. *Paris, 18*

(12-21 MAI 1886.)



PARIS.

IMPRIMERIE NATIONALE.

1886.



Lib. com
Champ.
2-20-24
9959

PROTECTION DES CÂBLES SOUS-MARINS.

I.

CONVENTION INTERNATIONALE DU 14 MARS 1884.

ARTICLE PREMIER.

La présente Convention s'applique, en dehors des eaux territoriales, à tous les câbles sous-marins légalement établis et qui atterrissent sur les territoires, colonies ou possessions de l'une ou de plusieurs des Hautes Parties contractantes.

Convention
de 1884.

ART. 2.

La rupture ou la détérioration d'un câble sous-marin, faite volontairement ou par négligence coupable, et qui pourrait avoir pour résultat d'interrompre ou d'entraver, en tout ou en partie, les communications télégraphiques est punissable, sans préjudice de l'action civile en dommages-intérêts.

Cette disposition ne s'applique pas aux ruptures ou détériorations dont les auteurs n'auraient eu que le but légitime de protéger leur vie

ou la sécurité de leurs bâtiments, après avoir pris toutes les précautions nécessaires pour éviter ces ruptures ou détériorations.

ART. 3.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à imposer, autant que possible, quand elles autoriseront l'atterrissement d'un câble sous-marin, les conditions de sûreté convenables, tant sous le rapport du tracé que sous celui des dimensions du câble.

ART. 4.

Le propriétaire d'un câble qui, par la pose ou la réparation de ce câble, cause la rupture ou la détérioration d'un autre câble doit supporter les frais de réparation que cette rupture ou cette détérioration aura rendus nécessaires, sans préjudice, s'il y a lieu, de l'application de l'article 2 de la présente Convention.

ART. 5.

Les bâtiments occupés à la pose ou à la réparation des câbles sous-marins doivent observer les règles sur les signaux qui sont ou seront adoptées, d'un commun accord, par les Hautes Parties contractantes, en vue de prévenir les abordages.

Quand un bâtiment occupé à la réparation d'un câble porte lesdits signaux, les autres bâtiments qui aperçoivent ou sont en mesure d'apercevoir ces signaux doivent ou se retirer ou se tenir éloignés d'un mille nautique au moins de ce bâtiment, pour ne pas le gêner dans ses opérations.

Les engins ou filets des pêcheurs devront être tenus à la même distance.

Toutefois les bateaux de pêche qui aperçoivent ou sont en mesure d'apercevoir un navire télégraphique portant lesdits signaux auront, pour se conformer à l'avertissement ainsi donné, un délai de vingt-quatre heures au plus, pendant lequel aucun obstacle ne devra être apporté à leurs manœuvres.

Les opérations du navire télégraphique devront être achevées dans le plus bref délai possible.

Convention
de 1884.
(Suite.)

ART. 6.

Les bâtiments qui voient ou sont en mesure de voir les bouées destinées à indiquer la position des câbles, en cas de pose, de dérangement ou de rupture, doivent se tenir éloignés de ces bouées à un quart de mille nautique au moins.

Les engins ou filets des pêcheurs devront être tenus à la même distance.

ART. 7.

Les propriétaires des navires ou bâtiments qui peuvent prouver qu'ils ont sacrifié une ancre, un filet ou un autre engin de pêche, pour ne pas endommager un câble sous-marin, doivent être indemnisés par le propriétaire du câble.

Pour avoir droit à une telle indemnité, il faut, autant que possible, qu'aussitôt après l'accident, on ait dressé, pour le constater, un procès-verbal appuyé des témoignages des gens de l'équipage, et que le capitaine du navire fasse, dans les vingt-quatre heures de son arrivée, au premier port de retour ou de relâche, sa déclaration aux autorités compétentes. Celles-ci en donnent avis aux autorités consulaires de la nation du propriétaire du câble.

ART. 8.

Les tribunaux compétents pour connaître des infractions à la présente Convention sont ceux du pays auquel appartient le bâtiment à bord duquel l'infraction a été commise.

Il est, d'ailleurs, entendu que, dans les cas où la disposition insérée dans le précédent alinéa ne pourrait pas recevoir d'exécution, la répression des infractions à la présente Convention aurait lieu, dans chacun des États contractants à l'égard de ses nationaux, conformément aux règles générales de compétence pénale résultant des lois particulières de ces États ou des traités internationaux.

ART. 9.

Convention
de 1884.
(Suite.)

La poursuite des infractions prévues aux articles 2, 5 et 6 de la présente Convention aura lieu par l'État ou en son nom.

ART. 10.

Les infractions à la présente Convention pourront être constatées par tous les moyens de preuve admis dans la législation du pays où siège le tribunal saisi.

Lorsque les officiers commandant les bâtiments de guerre ou les bâtiments spécialement commissionnés à cet effet de l'une des Hautes Parties contractantes auront lieu de croire qu'une infraction aux mesures prévues par la présente Convention a été commise par un bâtiment autre qu'un bâtiment de guerre, ils pourront exiger du capitaine ou du patron l'exhibition des pièces officielles justifiant de la nationalité dudit bâtiment. Mention sommaire de cette exhibition sera faite immédiatement sur les pièces produites.

En outre, des procès-verbaux pourront être dressés par lesdits officiers, quelle que soit la nationalité du bâtiment inculpé. Ces procès-verbaux seront dressés suivant les formes et dans la langue en usage dans le pays auquel appartient l'officier qui les dresse; ils pourront servir de moyen de preuve dans le pays où ils seront invoqués et suivant la législation de ce pays. Les inculpés et les témoins auront le droit d'y ajouter ou d'y faire ajouter, dans leur propre langue, toutes explications qu'ils croiront utiles; ces déclarations devront être dûment signées.

ART. 11.

La procédure et le jugement des infractions aux dispositions de la présente Convention ont toujours lieu aussi sommairement que les lois et règlements en vigueur le permettent.

ART. 12.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à prendre ou à proposer à leurs législatures respectives les mesures nécessaires pour assurer

l'exécution de la présente Convention, et notamment pour faire punir soit de l'emprisonnement, soit de l'amende, soit de ces deux peines, ceux qui contreviendraient aux dispositions des articles 2, 5 et 6.

Convention
de 1884.
(Suite.)

ART. 13.

Les Hautes Parties contractantes se communiqueront les lois qui auraient déjà été rendues ou qui viendraient à l'être dans leurs États, relativement à l'objet de la présente Convention.

ART. 14.

Les États qui n'ont point pris part à la présente Convention sont admis à y adhérer, sur leur demande. Cette adhésion sera notifiée par la voie diplomatique au Gouvernement de la République française, et par celui-ci aux autres Gouvernements signataires.

ART. 15.

Il est bien entendu que les stipulations de la présente Convention ne portent aucune atteinte à la liberté d'action des belligérants.

ART. 16.

La présente Convention sera mise à exécution à partir du jour dont les Hautes Parties contractantes conviendront.

Elle restera en vigueur pendant cinq années à dater de ce jour, et, dans le cas où aucune des Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant l'expiration de ladite période de cinq années, son intention d'en faire cesser les effets, elle continuera à rester en vigueur une année, et ainsi de suite d'année en année.

Dans le cas où l'une des Puissances signataires dénoncerait la Convention, cette dénonciation n'aurait d'effet qu'à son égard.

ART. 17.

La présente Convention sera ratifiée; les ratifications en seront échangées à Paris, le plus tôt possible, et, au plus tard, dans le délai d'un an.

Convention
de 1884.
(Suite.)

— x —

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont
apposé leurs cachets.

Fait en vingt-six exemplaires, à Paris, le 14 mars 1884.

(L. S.)	Signé : HOHENLOHE.	
(L. S.)	M. BALCARCE.	
(L. S.)	LADISLAS, Comte HOYOS.	
(L. S.)	BEYENS;	(L. S.) Signé : LÉOPOLD ORBAN.
(L. S.)	Baron D'ITAJUBA.	
(L. S.)	LÉON SOMZÉE.	
(L. S.)	EMMANUEL DE ALMEDA.	
(L. S.)	MOLTKE-HVITFELDT.	
(L. S.)	MANUEL SILVELA.	
(L. S.)	L.-P. MORTON;	(L. S.) Signé : HENRY VIGNAUD.
(L. S.)	José G. TRIANA.	
(L. S.)	JULES FERRY;	(L. S.) Signé : A. COCHERY.
(L. S.)	LYONS.	
(L. S.)	CRISANTO MEDINA.	
(L. S.)	MAVROCORDATO.	
(L. S.)	L. L. MENABREA.	
(L. S.)	ESSAD.	
(L. S.)	Baron DE ZUYLEN DE NYEVELT.	
(L. S.)	NAZARÉ AGA.	
(L. S.)	F. D'AZEVEDO.	
(L. S.)	ODOBESCO.	
(L. S.)	Prince ORLOFF.	
(L. S.)	J.-M. TORRÉS-CAICEDO.	
(L. S.)	J. MARINOVITCH.	
(L. S.)	G. SIBBERN.	
(L. S.)	JUAN J. DIAZ.	

ARTICLE ADDITIONNEL.

Les stipulations de la Convention conclue, à la date de ce jour, pour la protection des câbles sous-marins seront applicables, conformément à l'article 1^{er}, aux colonies et possessions de Sa Majesté Britannique, à l'exception de celles ci-après dénommées, savoir :

Le Canada;
Terre-Neuve;
Le Cap;
Natal;
La Nouvelle-Galles du Sud;
Victoria;
Queensland;
La Tasmanie;
L'Australie du Sud;
L'Australie occidentale;
La Nouvelle-Zélande.

Toutefois les stipulations de ladite Convention seront applicables à l'une des colonies ou possessions ci-dessus indiquées, si, en leur nom, une notification à cet effet a été adressée par le Représentant de Sa Majesté Britannique à Paris au Ministre des Affaires étrangères de France.

Chacune des colonies ou possessions ci-dessus dénommées qui aurait adhéré à ladite Convention conserve la faculté de se retirer de la même manière que les Puissances contractantes. Dans le cas où l'une des colonies ou possessions dont il s'agit désirerait se retirer de la Convention, une notification à cet effet serait adressée par le Représentant de Sa

Convention
de 1884.
(Suite.)

Majesté Britannique à Paris au Ministre des Affaires étrangères de France.

Fait en vingt-six exemplaires, à Paris, le 14 mars 1884.

Signé : HOHENLOHE.

M. BALCARCE.

LADISLAS, Comte HOYOS.

BEYENS;

Signé : LÉOPOLD ORBAN.

Baron D'ITAJUBA.

LÉON SOMZÉE.

MOLTKE-HVITFELDT.

EMMANUEL DE ALMEDA.

MANUEL SILVELA.

L.-P. MORTON;

Signé : HENRY VIGNAUD.

JOSÉ G. TRIANA.

JULES FERRY;

Signé : A. COCHERY.

LYONS.

CRISANTO MEDINA.

MAVROCORDATO.

L. L. MENABREA.

ESSAD.

Baron DE ZUYLEN DE NYEVELT.

NAZARE AGA.

F. D'AZEVEDO.

ODOBESCO.

Prince ORLOFF.

J.-M. TORRÉS CAICEDO.

J. MARINOVITCH.

G. SIBBERN.

JUAN J. DIAZ.

II.

LISTE DES ÉTATS CONTRACTANTS QUI ONT RATIFIÉ LA CONVENTION.

Allemagne.
Argentine (Confédération).
Autriche-Hongrie.
Belgique.
Brésil.
Costa-Rica (République de).
Danemark.
Dominicaine (République).
Espagne.
États-Unis d'Amérique.
France.
Grande-Bretagne.
Guatemala (République de).
Grèce.
Italie.
Pays-Bas.
Portugal.
Roumanie.
Russie.
Salvador (République de).
Serbie.
Suède et Norvège.
Turquie.
Uruguay (République orientale de l').

Liste
des
États contractants.

OBSERVATION. — La Perse et les États-Unis de Colombie, qui figuraient parmi les États contractants au 14 mars 1884, n'ont pas ratifié la Convention.

Le Japon a adhéré à la Convention le 12 avril 1884.



II.

CONFÉRENCE INTERNATIONALE

POUR

LA PROTECTION DES CÂBLES SOUS-MARINS.

(12-21 MAI 1886.)

PROCÈS-VERBAUX.



CONFÉRENCE INTERNATIONALE
POUR
LA PROTECTION DES CÂBLES SOUS-MARINS.

PREMIÈRE SÉANCE.

(MERCREDI 12 MAI 1886.)

PRÉSIDENCE DE M. DE FREYCINET,

PRÉSIDENT DU CONSEIL, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,

ET DE M. GRANET,

MINISTRE DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.

MM. les Délégués de la République Argentine, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, du Brésil, de Costa-Rica, du Danemark, de la République Dominicaine, de l'Espagne, des États-Unis d'Amérique, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Grèce, du Guatemala, de l'Italie, du Japon, des Pays-Bas, du Portugal, de la Roumanie, de la Russie, du Salvador, de la Serbie, de la Suède et de la Norvège, de la Turquie et de l'Uruguay se sont réunis en conférence à Paris, le 12 mai 1886, à 2 heures, à l'hôtel du Ministère des Affaires étrangères.

Ouverture
de la Conférence.

Étaient présents :

Pour la Confédération Argentine :

M. PAZ, Ministre de la Confédération Argentine à Paris;

Pour l'Autriche-Hongrie :

M. le Comte GOLUCHOWSKI, Conseiller de l'Ambassade d'Autriche-Hongrie à Paris;

Liste
de
MM. les Délégués.

Liste
de
MM. les Délégués.
(Suite.)

Pour la Belgique :

M. LÉOPOLD ORBAN, Ministre plénipotentiaire, Directeur des Affaires politiques au Ministère des Affaires étrangères de Belgique;

Pour le Brésil :

M. le Baron d'ARINOS, Ministre du Brésil à Paris;

Pour Costa-Rica :

M. LÉON FERNANDEZ, Ministre de Costa-Rica à Paris;

Pour le Danemark :

M. le Comte DE MOLTKE-HVITFELDT, Ministre du Danemark à Paris;

Pour la République Dominicaine :

M. le Baron d'ALMEDA, Ministre de la République Dominicaine à Paris;

Pour l'Espagne :

Son Excellence Monsieur ALBAREDA, Ambassadeur d'Espagne à Paris;

M. COROMINA Y MARCELLAN, Chef de l'Office international des Télégraphes;

M. le Capitaine de vaisseau SANCHEZ ACAÑA;

Pour les États-Unis de l'Amérique du Nord :

M. MAC-LANE, Ministre des États-Unis à Paris;

Pour la France :

M. GRANET, Ministre des Postes et des Télégraphes;

assisté de MM. CLAVERY, Ministre plénipotentiaire, Directeur des Affaires commerciales et consulaires au Ministère des Affaires étrangères;

FRIBOURG, Directeur au Ministère des Postes et des Télégraphes;

LOUIS RENAULT, Professeur à la Faculté de droit de Paris;

CHASSÉRIAU, Capitaine de frégate;

RAYNAUD, Ingénieur des Télégraphes;

Pour la Grande-Bretagne :

MM. C. KENNEDY, C. B., Directeur du Service commercial au *Foreign-Office*;

C. TREVOR, C. B., Secrétaire adjoint du *Board of Trade*;

J. C. LAMB, Directeur du Service des Télégraphes au *Post-Office*;

assistés de M. H. FARNALL, Attaché au *Foreign-Office*;

Pour la Grèce :

M. DELYANNI, Ministre de Grèce à Paris;

Pour le Guatemala :

M. GOGUEL, Consul général du Guatemala à Paris;

Pour l'Italie :

MM. FEDELE SALVATORI, Inspecteur général des Télégraphes d'Italie;
POLACCO, Secrétaire de l'Ambassade d'Italie à Paris;

Pour le Japon :

M. F. MARSHALL, Conseiller de la Légation du Japon à Paris;

Pour les Pays-Bas :

M. le Chevalier DE STUERS, Ministre des Pays-Bas à Paris;

Pour le Portugal :

MM. D'ANDRADE-CORVO, Ministre du Portugal à Paris;
DE BRISSAC DAS NEVES FERREIRA, Capitaine de corvette;

Pour la Roumanie :

M. ALECSANDRI, Ministre de Roumanie à Paris;

Pour la Russie :

M. le Capitaine de vaisseau ALEXEIEFF, Attaché naval à l'Ambassade
de Russie à Paris;

Pour le Salvador :

M. PECTOR, Consul général du Salvador à Paris;

Pour la Serbie :

M. MARINOVITCH, Ministre de Serbie à Paris;

Pour la Suède et la Norvège :

M. le Comte CHARLES LEWENHAUPT, Ministre de Suède et Norvège à
Paris;

Pour la Turquie :

DJEMAL BEY, Premier Secrétaire de l'Ambassade Ottomane à Paris;

Pour l'Uruguay :

M. le Colonel DIAZ, Ministre de l'Uruguay à Paris.

Allocution
de
M. le Président
du Conseil,
Ministre
des
Affaires étrangères

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES déclare la séance ouverte et prononce les paroles suivantes :

« MESSIEURS,

« Bien que je ne sois pas particulièrement compétent en la matière qui fait l'objet de vos travaux, j'ai tenu à les inaugurer, afin de vous souhaiter la bienvenue au nom du Gouvernement français et de vous remercier du concours que vous voulez bien nous prêter.

« Vos délibérations, je n'en doute pas, seront courtes et faciles, car le champ en est très nettement délimité. Il ne s'agit plus de créer la législation internationale destinée à garantir aux câbles sous-marins une protection conventionnelle : cette protection leur est acquise en vertu de l'Acte du 14 mars 1884 que tous les États représentés dans cette Conférence ont signé et ratifié. Mais, les lois d'exécution nécessaires pour assurer l'observation de la loi internationale n'ayant pas été rendues dans tous les Pays contractants, et, d'autre part, quelques-unes des lois déjà promulguées, notamment la loi britannique, se trouvant sur certains points en désaccord avec le texte de la Convention, vous avez été convoqués, Messieurs, à l'effet de vous prononcer sur les conséquences de ces lacunes et de ces divergences. Nous remercions, de nouveau, Messieurs, vos Gouvernements d'avoir bien voulu répondre à notre invitation. »

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, ajoute qu'il se trouvera, à regret, dans l'impossibilité de continuer à diriger les délibérations de la Conférence et il prie Messieurs les Délégués de vouloir bien constituer leur bureau en faisant choix d'un Président et d'un Vice-Président.

Présidence
déférée à
M. le Ministre
des Postes
et
des Télégraphes.

D'un assentiment unanime, la présidence est déférée à M. le Ministre des Postes et Télégraphes, et la vice-présidence à Son Exc. M. ALBAREDA, ambassadeur d'Espagne.

—
Vice-Présidence
déférée
à S. Exc.
M. l'Ambassadeur
d'Espagne.

A ce moment, M. le PRÉSIDENT DU CONSEIL, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, s'excuse de ne pouvoir assister à la suite de la séance et se retire.

—
Discours
de
M. le Ministre
des Postes
et
des Télégraphes.

M. LE MINISTRE DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES prend place au fauteuil et s'exprime en ces termes :

« MESSIEURS,

« Je dois, tout d'abord, vous adresser mes plus vifs remerciements pour l'honneur que vous m'avez fait en m'appelant à diriger vos délibérations.

7

« Comme l'indiquait tout à l'heure M. le Président du Conseil, j'ai la confiance qu'il sera facile de les amener promptement à une conclusion favorable.

« Ainsi que vous le savez, la Convention internationale pour la protection des câbles sous-marins, signée le 14 mars 1884, a été ratifiée, le 16 avril 1885, par vingt-quatre des vingt-six États contractants; le Japon y a, en outre, accédé. La date de l'entrée en vigueur de cette Convention avait été fixée au 15 janvier 1886, et nous avons proposé de la reporter au 1^{er} janvier 1887. Dans l'intervalle, les Puissances signataires doivent, conformément à l'article 12 de la Convention, « prendre ou proposer à leurs législatures respectives les « mesures nécessaires pour assurer l'exécution de la Convention, et notamment pour faire punir, soit de l'emprisonnement, soit de l'amende, soit de « ces deux peines, ceux qui contreviendraient aux dispositions des articles « 2, 5 et 6 ».

« La plupart des Parties contractantes ont rempli l'engagement résultant de cet article, et les lois rendues en conséquence dans les divers pays sont réunies dans un recueil qui a été distribué à MM. les membres de la Conférence. (*Voir annexe A au présent procès-verbal.*) Comme vous avez pu vous en convaincre, Messieurs, presque toutes sont en complète harmonie avec la Convention du 14 mars 1884. Cependant, certaines divergences ont été signalées entre le texte de quelques-unes de ces lois et celui de la Convention. Quelles pouvaient, quelles devaient être les conséquences de ces divergences? Le Gouvernement français a pensé qu'il appartenait à une Conférence de l'examiner : il a, en conséquence, demandé à ses coassociés de se joindre à lui, convaincu que, dans cette nouvelle réunion, ils apporteraient le même esprit de conciliation que dans les précédentes et le même désir d'arriver à une entente.

« Tous les États signataires de la Convention de 1884 ont répondu à l'appel qui leur était adressé; tous sont représentés dans cette enceinte, à l'exception toutefois du Gouvernement allemand qui, n'ayant pas désigné de Délégués, a fait connaître ses vues dans une communication écrite destinée à prendre place dans la discussion.

« Votre présence, Messieurs, témoigne que notre pensée a été comprise; elle est le gage de l'accord définitif que nous espérons.

« Permettez-moi donc, Messieurs, d'en remercier, en vos personnes, les Gouvernements que vous représentez. Permettez-moi aussi de vous renouveler l'expression de ma gratitude pour le choix si flatteur dont vous m'avez honoré : je m'attacherai à le justifier en facilitant, autant qu'il dépendra de moi, le succès de nos communs travaux. »

Discours
de
M. le Ministre
des Postes
et
des Télégraphes.
(Suite.)

Secrétariat.

Sur la proposition de M. le PRÉSIDENT, la Conférence confie les fonctions de secrétaires à MM. RENÉ LAVOLLÉE, Consul général de France, et LORIN, Chef de bureau au Ministère des Postes et des Télégraphes; et celles de secrétaires adjoints à MM. VEILLET DUFRÈCHE, Commis principal au Ministère des affaires étrangères et GÉRARD, Secrétaire du Comité technique des travaux au Ministère des Postes et des Télégraphes.

Fixation
de
l'ordre des travaux.

M. LE PRÉSIDENT demande ensuite à la Conférence de fixer l'ordre de ses travaux. Il émet l'avis qu'au lieu de procéder en séance plénière à l'examen des diverses lois d'exécution adoptées dans les différents États, il serait préférable de confier la revision préliminaire de ces textes législatifs à une Commission composée d'un petit nombre de membres choisis par la Conférence dans son propre sein.

Constitution
d'une Commission

Cette proposition obtenant l'assentiment unanime, la Conférence décide la constitution d'une Commission et fixe à cinq le nombre de ses membres.

Sa composition.

MM. Léopold ORBAN (*Belgique*), SANCHEZ ACAÑA (*Espagne*), MAC-LANE (*États-Unis*), RENAULT (*France*) et LAMB (*Grande-Bretagne*), sont désignés pour en faire partie et veulent bien accepter ce mandat.

Il est entendu que tous les autres membres de la Conférence pourront, s'ils le désirent, assister aux séances de la Commission et que celle-ci aura le droit de convoquer ceux de Messieurs les Délégués auxquels elle aurait à demander des éclaircissements sur les lois soumises à son examen.

Question
de l'audition
des Délégués
des compagnies
de câbles
sous-marins.

M. LE MINISTRE DES ÉTATS-UNIS annonce à la Conférence qu'il vient de recevoir une dépêche télégraphique de son Gouvernement l'invitant à demander que deux délégués des compagnies américaines de câbles sous-marins soient admis à prendre part aux délibérations de la Conférence comme délégués adjoints des États-Unis, mais seulement avec voix consultative. Ces délégués seraient M. Von Chauvin pour la *Western Union Company*, un autre délégué, dont le nom n'est pas indiqué, pour la *Commercial Cable Company*.

M. LE PRÉSIDENT dit qu'il y aurait peut-être un moyen plus prompt, plus simple et plus pratique de répondre à la pensée dont s'est inspiré le Gouvernement des États-Unis: ne pourrait-on pas laisser à la Commission que la Conférence vient de nommer toute liberté d'autoriser, si elle le jugeait à propos, les délégués des compagnies américaines de câbles sous-marins à se présenter à l'une de ses séances et à prendre part à ses délibérations à titre purement consultatif?

M. KENNEDY fait observer que, si des représentants de compagnies améri-

caines de câbles sous-marins sont admis à prendre part aux délibérations soit de la Commission, soit de la Conférence, la Délégation britannique devra réserver la même faculté pour les représentants de compagnies anglaises.

Question
de l'audition
des Délégués
des Compagnies
de câbles
sous-marins.
(Suite.)

M. LE PRÉSIDENT considère qu'une telle demande serait pleinement fondée; il y voit, d'ailleurs, un motif de plus pour décider que les représentants des compagnies, soit des États-Unis, soit de tout autre pays, seront entendus non par la Conférence plénière, mais par la Commission.

M. CLAVERY pense qu'une telle solution donnerait aux compagnies de câbles sous-marins toute satisfaction, sans déroger aux usages constamment suivis en ce qui concerne l'audition de délégués techniques. A la différence de la Conférence télégraphique qui s'est tenue en dernier lieu à Berlin et qui avait un caractère purement administratif, celle-ci est une Conférence diplomatique, et il est de règle de ne pas admettre de représentants d'intérêts particuliers dans des réunions de cette nature, et surtout de ne pas les laisser prendre part aux délibérations.

M. LE MINISTRE DE LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE prie la Conférence de remarquer qu'il existe peut-être cent compagnies de câbles sous-marins. Si le représentant de l'une d'elles était admis à siéger dans la Conférence, il serait impossible de refuser d'admettre également ceux de toutes les autres. C'est un résultat que la Conférence tiendra sans doute à prévenir.

M. LE MINISTRE DES ÉTATS-UNIS rappelle que la demande de son Gouvernement tend à l'admission, non pas dans la Commission, mais au sein de la Conférence même, de deux Commissaires adjoints des États-Unis, ayant simplement voix consultative.

M. LOUIS RENAULT pense qu'il serait plus conforme au rôle et au caractère de la Conférence que les représentants des Compagnies de câbles sous-marins fussent admis à comparaître au sein de la Commission comme experts techniques, et à déposer devant elle, mais sans prendre part aux délibérations.

A la suite de diverses autres observations échangées entre MM. les Délégués, M. LE PRÉSIDENT propose de décider que la Commission sera autorisée à recevoir comme déposants, à titre consultatif, les représentants des Compagnies des câbles sous-marins et à les entendre, mais sans que ceux-ci aient le droit de délibérer ni de voter.

M. LE MINISTRE DES ÉTATS-UNIS déclare qu'en présence de l'opinion mani-

Question
de l'admission
des Délégués
des Compagnies
de câbles
sous-marins.
(Suite.)

festée par la Conférence et pour déférer au désir de M. le Président, il croit devoir se rallier à cette solution.

M. KENNEDY, se ralliant aussi à la proposition faite par M. le Président, est d'avis que la question y trouvera une solution qui satisfera les parties intéressées.

La proposition de M. le Président, acceptée par M. le Ministre des États-Unis et par M. Kennedy, est mise aux voix et adoptée sans opposition.

Dépôt
de documents.

M. CLAVERY dépose sur le bureau de la Conférence le texte de deux documents législatifs parvenus au Département des Affaires étrangères depuis l'impression du Recueil contenant les lois d'exécution votées dans les différents États en vue de la mise en vigueur de la Convention du 14 mars 1884 : l'un est une ordonnance rendue, le 11 septembre 1885, par S. M. le Roi de Suède et de Norvège et complétant la loi suédoise du 9 janvier de la même année; l'autre, un décret du 5 avril 1886 rendu par la Commission permanente du Congrès constitutionnel de la République de Costa-Rica. (*Voir annexes B et C au présent procès-verbal.*)

Déclaration
de la
Délégation
britannique.

M. KENNEDY présente, au nom de la Délégation britannique, la déclaration suivante, dont il est donné lecture :

« Les Délégués britanniques ont l'honneur de soumettre à la Conférence les observations suivantes :

« Selon les dispositions de l'article 12 de la Convention de 1884, les Puissances signataires ont présenté à leurs législatures respectives les lois nécessaires pour mettre la Convention en vigueur. Dans certains pays, les projets de loi conçus dans ce but ont passé à l'état de lois; dans d'autres, ils sont encore à l'état de projet. L'objet principal de la Conférence est de considérer et de discuter ces lois et ces projets de loi.

« La Délégation britannique propose donc que la Conférence se rende compte, en premier lieu, du progrès qu'ont fait les Puissances signataires quant à la réalisation des dispositions de l'article 12 de la Convention. On sait que la clause 4 du *Submarine Telegraph Act* de la Grande-Bretagne ne se trouve pas en harmonie avec la Convention, en tant qu'elle limite l'application de l'article 4 aux câbles immergés à une profondeur n'excédant pas 100 brasses. Les compagnies anglaises sont propriétaires de la plus grande partie des câbles sous-marins; elles ont, en conséquence, le plus grand intérêt à désirer que la solution des questions en discussion leur soit favorable; on doit donner la plus grande attention aux objections qu'elles ont soulevées relativement à l'application de

l'article 4 de la Convention aux câbles immergés dans les eaux profondes. Les Délégués des Puissances représentées aux Conférences de 1882 et 1883 connaissent parfaitement les conditions de la navigation, de la pose et de la réparation des câbles dans les eaux peu profondes. Ces conditions sont loin d'être les mêmes dans de grandes profondeurs.

« La législature anglaise a adopté le chiffre de 100 brasses dans la quatrième clause de l'Acte, parce que c'est la limite extrême du mouillage ; la limite pratique en deçà de laquelle les câbles courent le risque d'être endommagés, et la limite dans laquelle il est facile de les réparer.

« Les compagnies anglaises sont prêtes à accepter, avec cette limitation, l'obligation de la réparation des câbles que leur impose l'article 4 de la Convention, et cela sans rien diminuer de l'étendue de cette obligation, quelque grande qu'elle soit. Mais ces compagnies se sont opposées et s'opposent encore à ce qu'on leur impose, dans les termes de la Convention, l'obligation de la réparation des câbles endommagés à une profondeur excédant les 100 brasses. Le Gouvernement de S. M. Britannique juge donc qu'il faut laisser l'appréciation de la responsabilité de pareils cas aux tribunaux saisis de la plainte du propriétaire lésé.

« Les Délégués de la Grande-Bretagne ont l'honneur de proposer qu'un comité de rédaction soit nommé de nouveau, qu'il examine jusqu'à quel point la législation des divers Pays est en harmonie avec les dispositions de la Convention du 14 mars 1884 et qu'il en rende compte à la Conférence. Les Délégués britanniques se garderont bien de préjuger le résultat des délibérations du Comité de rédaction et de celles de la Conférence ; mais ils osent espérer que leurs collègues, les Délégués des autres Puissances trouveront moyen de consentir, tout en réservant l'approbation de leurs Gouvernements respectifs, à la demande que fait le Gouvernement de S. M. Britannique, que l'article 4 de la Convention soit amendé dans le sens de la quatrième clause de l'acte du Parlement britannique. »

M. LE PRÉSIDENT donne acte de cette déclaration à MM. les Délégués de la Grande-Bretagne. Il constate, d'ailleurs, qu'au moins en ce qui concerne la procédure à suivre, les décisions de la Conférence ont satisfait, par avance, aux vœux du Gouvernement britannique.

M. ORBAN appelle l'attention de la Conférence sur une question qu'il lui paraît urgent de régler. Plusieurs des États signataires de la Convention du 14 mars 1884 n'ont pas encore mis en vigueur les lois spéciales nécessaires, d'après l'article 12 de cet acte international, pour en assurer l'exécution. Or, en admettant que toutes les lois déjà existantes soient conformes à la Convention, que sera-t-il décidé quant aux lois à venir et quelle valeur aura la

Déclaration
de la
Délégation
britannique.
(Suite.)

Situation
des États en retard
pour l'exécution
de l'article 12.

Situation
des États en retard
pour l'exécution
de l'article 12.
(Suite.)

signature de la Convention de 1884 par les États qui, comme le Brésil par exemple, n'ont pas adopté ces lois spéciales? A l'expiration du terme qui sera définitivement adopté pour l'entrée en vigueur de la Convention, celle-ci devra-t-elle être applicable même à l'égard et au profit des États qui n'auraient pas rempli l'obligation résultant de l'article 12 de cet arrangement? Dans ce cas, la Conférence actuelle n'aurait plus de raison d'être; car, si les États qui n'auraient aucune loi d'exécution devaient être admis à bénéficier de la Convention, à plus forte raison devrait-il en être ainsi de ceux qui auraient mis en vigueur des lois de cette nature, alors même qu'il subsisterait quelques divergences entre les dispositions de ces lois et celles de la Convention de 1884. La conséquence forcée semblerait devoir être que les États, dont la loi spéciale d'exécution ne serait pas promulguée lors de la mise en vigueur de la Convention, seraient réputés ne plus faire partie de l'Union pour la protection des câbles sous-marins : ils ne pourraient plus qu'y accéder ultérieurement, à la condition de justifier de l'adoption d'une loi d'exécution. Encore y aurait-il lieu de décider comment et par qui cette loi d'exécution serait examinée et déclarée conforme ou non aux dispositions de la Convention.

M. CLIVERY rappelle que, dans diverses communications aux États signataires de la Convention du 14 mars 1884, le Gouvernement français a signalé l'intérêt qu'il y aurait à ce que le Représentant de chaque Puissance à la présente Conférence se trouvât en mesure soit de communiquer le texte des dispositions adoptées à cet égard par son Gouvernement, soit de faire connaître tout au moins celles qui seraient actuellement soumises aux Pouvoirs compétents en vue de l'exécution de la Convention.

La date du 1^{er} janvier 1887 a été, d'autre part, proposée pour la mise en vigueur de cet acte. Il sera utile que la Conférence veuille bien émettre le vœu que l'échéance du 1^{er} janvier 1887, si elle est adoptée, soit absolument ferme et qu'à cette date l'union se constitue sans autre délai.

M. LE MINISTRE DU BRÉSIL fait connaître que, dès à présent, la législation générale de son pays suffit, dans une certaine mesure, pour assurer la répression des infractions à la Convention du 14 mars 1884.

Le Gouvernement brésilien s'occupe, d'ailleurs, très activement de l'élaboration d'une loi spéciale d'exécution, qui sera en complète harmonie avec les dispositions de la Convention du 14 mars 1884 et qu'il espère être en mesure de promulguer avant la date qui sera fixée pour l'entrée en vigueur de cet acte international. Dans tous les cas, le Brésil ne se trouve pas en retard, puisque les délais ne sont pas expirés, et il convient de remarquer que, si ces délais ont dû être prorogés, si la Conférence actuelle a dû être réunie, ce fait tient,



non pas au défaut de lois spéciales dans certains pays, mais bien aux doutes qui se sont élevés sur les dispositions des lois déjà votées dans quelques autres États.

Situation
des États en retard
pour l'exécution
de l'article 12.
(Suite.)

M. ORBAN insiste sur la nécessité de déterminer très clairement, dès à présent, quelle sera la situation des États qui, à la date fixée pour l'entrée en vigueur de la Convention, n'auraient pas encore rempli l'engagement contenu dans l'article 12 de cet acte international, au point de vue de la promulgation d'une loi spéciale d'exécution.

M. le PRÉSIDENT remercie M. Orban d'avoir abordé cette intéressante question; mais il pense qu'il conviendrait d'en renvoyer l'examen à la fin des travaux de la Conférence.

Aucune autre proposition n'étant à l'ordre du jour, la Conférence s'ajourne sans date déterminée. Il est entendu qu'elle sera convoquée par les soins de M. le Président, dès que les travaux de la Commission seront assez avancés pour servir de base à de nouvelles délibérations.

La séance est levée à 3 heures et demie.

Le Ministre des Postes et des Télégraphes,

Président de la Conférence,

F. GRANET.

Les Secrétaires :

RENÉ LAVOLLÉE, E. LORIN,

P. VEILLET DUFRÊCHE, GÉRARD.



ANNEXE A AU PROCÈS-VERBAL DE LA PREMIÈRE SÉANCE.

TEXTE

Texte des lois.

DES LOIS RENDUES DANS LES DIVERS ÉTATS

SIGNATAIRES

DE LA CONVENTION INTERNATIONALE DU 14 MARS 1884

EN VUE DE LA MISE EN VIGUEUR DE CETTE CONVENTION.

ALLEMAGNE.

Aucune loi spéciale n'a encore été rendue.

Allemagne.

Le Gouvernement allemand estime que la sanction pénale des dispositions insérées dans la Convention paraît être assurée dans la plupart des cas par les lois existantes.

Néanmoins, il se propose de faire compléter la législation sur certains points de détail en vue de la mise en vigueur de la Convention.

Texte des lois.
(Suite.)

CONFÉDÉRATION ARGENTINE.

Confédération
Argentine.

Le Gouvernement français n'a pas été informé qu'une loi ait été rendue par le Gouvernement de la République Argentine en vue de la mise en vigueur de la Convention et, notamment, pour assurer la répression des infractions prévues.

AUTRICHE-HONGRIE.

(Projet de loi n'ayant pas encore reçu l'approbation du Parlement autrichien.)

Texte des lois.
(Suite.)
—
Autriche-Hongrie.

NOTA. — En ce qui concerne la Hongrie, le Gouvernement français n'a pas encore été avisé qu'une loi analogue ait été présentée au Parlement hongrois.

ARTICLE PREMIER.

En exécution de l'article 12 de la Convention internationale, en date du 14 mars 1884 (*Bulletin des lois*), concernant la sécurité des communications télégraphiques sous-marines, sont édictées les dispositions suivantes, savoir :

§ 1^{er}.

Se rendront coupables d'une contravention :

1° Le capitaine d'un bâtiment occupé à la pose ou à la réparation d'un câble sous-marin qui n'observera pas les règles relatives aux signaux adoptés en vue d'empêcher les collisions :

2° Le capitaine qui, apercevant ou à même d'apercevoir les signaux mentionnés à l'alinéa 1^{er}, ne se retirera pas ou ne se tiendra pas au moins à la distance d'un mille marin du navire occupé à la pose ou à la réparation du câble sous-marin ;

3° Le capitaine qui, apercevant ou à même d'apercevoir les bouées destinées à indiquer la position des câbles sous-marins, ne se tiendra pas à la distance d'un quart de mille au moins de la ligne de ces bouées.

Cette contravention est passible d'une amende de 300 florins au maximum.

§ 2.

Se rendront coupables d'une contravention :

1° Le capitaine qui, excepté en cas de nécessité, aura jeté l'ancre à une distance moindre d'un quart de mille d'un câble sous-marin dont il aura pu reconnaître la position, par la ligne des bouées ou de toute autre façon, ou bien le capitaine qui amarrera son bâtiment à une bouée destinée à indiquer la position du câble sous-marin ;

2° Le patron d'une barque de pêche qui ne tiendra pas ses engins ou ses filets à la distance d'un mille marin au moins du navire occupé à la pose ou à la réparation d'un câble sous-marin.

Texte des lois.
(Suite.)
—
Autriche-Hongrie.
(Suite.)

Néanmoins, cette dernière disposition ne s'appliquera que sous la réserve qu'il est accordé aux bateaux de pêche apercevant ou à même d'apercevoir un navire affecté au service télégraphique qui portera les signaux convenus, le délai nécessaire, qui ne devra cependant pas dépasser vingt-quatre heures, pour l'achèvement de leurs opérations, afin qu'ils puissent se conformer à l'avis donné;

3° Le capitaine d'un bateau de pêche qui ne tiendra pas ses engins et ses filets à la distance d'un quart de mille marin au moins de la ligne des bouées destinées à indiquer la position des câbles sous-marins.

La contravention est passible de huit jours de prison ou d'une amende de 300 florins au maximum.

§ 3.

Celui qui, par négligence ou dans les cas tombant sous l'application des paragraphes 1 et 2, rompra un câble sous-marin ou le détériorera à ce point qu'il puisse en résulter une interruption totale ou partielle, ou bien une perturbation des communications télégraphiques, sera puni d'une semaine à deux mois de prison ou de 300 florins d'amende au maximum.

§ 4.

Quiconque rompra de propos délibéré un câble télégraphique sous-marin, ou le détériorera à ce point qu'il puisse en résulter une interruption totale ou partielle, ou bien une perturbation des communications télégraphiques, se rendra coupable d'un crime et sera puni de trois mois à cinq ans de prison, peine à laquelle pourra être ajoutée une amende de 50 à 500 florins.

§ 5.

Les dispositions des paragraphes 3 et 4 ne s'appliqueront pas lorsqu'il y aura pour les auteurs urgente nécessité de briser ou de détériorer le câble sous-marin, pour sauvegarder leur vie ou la sécurité de leur bâtiment.

§ 6.

Se rendra coupable d'une contravention quiconque refusera de présenter les documents officiels établissant la nationalité du bâtiment, en vue des procès-verbaux à dresser, actes prévus par l'article 1 de la présente loi.

La contravention sera punie de trois à quinze jours de prison ou d'une amende de 100 florins au maximum.

§ 7.

Seront appliquées les dispositions des articles 68 à 72, 81, 82, 312 et 313 du Code pénal de l'Autriche-Hongrie, en date du 27 mai 1852 (*Bulletin des lois* n° 117), lorsque les actes qui y sont spécifiés seront commis vis-à-vis des officiers cités dans l'article 10 du traité mentionné à l'article 1 de la présente loi, se trouvant dans l'exercice de la fonction prévue par ce même article 10.

§ 8.

Les tribunaux de district (Bezirksgericht) poursuivront et jugeront les contraventions spécifiées par la présente loi.

Texte des lois.
(Suite.)

§ 9.

Autriche-Hongrie.
(Suite.)

La juridiction concernant les actes délictueux commis en pleine mer par des personnes faisant partie de l'équipage d'un bâtiment autrichien appartiendra au tribunal du port d'attache de ce bâtiment, ou à celui du premier port autrichien où entrera ledit bâtiment.

La juridiction concernant les actes délictueux commis dans les eaux autrichiennes appartiendra, en dehors du tribunal spécifié au premier alinéa, au tribunal de l'endroit où un acte délictueux aura été commis.

ART. 2.

Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution de la présente loi.

Texte des lois.
(Suite.)

BELGIQUE.

LOI DU 18 AVRIL 1885.

ARTICLE PREMIER.

Belgique.

Sont compétents pour rechercher les infractions aux dispositions de la Convention du 14 mars 1884, relative à la protection des câbles sous-marins, outre les officiers de police judiciaire, institués pour les délits de droit commun, les commissaires maritimes, les employés de la douane, les officiers commandants mentionnés à l'article 10 de cette Convention. Toutefois l'action des officiers commandants étrangers est limitée aux eaux non territoriales, et leurs procès-verbaux ne vaudront en justice que comme renseignements.

ART. 2.

Sera puni d'une amende de 300 à 1,000 francs et d'un emprisonnement de trois mois à cinq ans quiconque, volontairement et hors le cas spécifié par l'article 2, § 2, de la Convention, aura rompu un câble sous-marin ou lui aura causé une détérioration pouvant avoir pour résultat d'interrompre ou d'entraver, en tout ou en partie, les communications télégraphiques.

Les coupables pourront être condamnés, en outre, à l'interdiction, conformément à l'article 33 du Code pénal, et être placés sous la surveillance spéciale de la police pendant cinq ans au moins et dix ans au plus.

La tentative de ce délit sera punie d'une amende de 150 à 500 francs et d'un emprisonnement d'un mois à trois ans.

ART. 3.

Sera puni d'une amende de 26 à 300 francs et d'un emprisonnement de huit jours à deux mois, ou d'une de ces peines seulement, quiconque aura, par négligence coupable, rompu un câble sous-marin ou lui aura causé une détérioration pouvant avoir pour résultat d'interrompre ou d'entraver, en tout ou en partie, les communications télégraphiques.

ART. 4.

Sera puni de la manière indiquée en l'article précédent quiconque aura fabriqué, vendu, mis en vente, embarqué ou fait embarquer des instruments ou engins servant exclusivement à couper ou à détruire des câbles sous-marins.

Les instruments et engins seront confisqués.

ART. 5.

Sera puni d'une amende de 26 à 300 francs et d'un emprisonnement de huit jours

à un mois, ou d'une de ces peines seulement, quiconque se sera refusé à exhiber les pièces nécessaires pour rédiger des procès-verbaux.

Texte des lois.
(Suite.)

ART. 6.

Toute attaque, toute résistance avec violences ou menaces envers les officiers commandants étrangers agissant en la qualité énoncée en l'article 1^{er} sera assimilée à la rébellion et punie comme telle, conformément au Code pénal.

Belgique.
(Suite.)

ART. 7.

Sera puni d'une amende de 26 à 300 francs :

Le capitaine d'un bâtiment occupé à la pose ou à la réparation d'un câble sous-marin qui n'observera pas les règles sur les signaux adoptés en vue de prévenir les abordages;

Le capitaine ou patron de tout bâtiment qui, apercevant ou étant en mesure d'apercevoir ces signaux, aura négligé de se retirer ou de se tenir éloigné d'un mille nautique au moins du bâtiment occupé à la pose ou à la réparation d'un câble sous-marin;

Le patron de tout bateau de pêche qui, dans les mêmes conditions et sous la réserve stipulée en l'article 5 de la Convention, aura négligé de tenir à la même distance ses engins ou filets de pêche;

Le capitaine ou patron de tout bâtiment qui, voyant ou étant en mesure de voir les bouées destinées à indiquer la position des câbles (en cas de pose, de dérangement ou de rupture), ne se tiendra pas éloigné de ces bouées à un quart de mille nautique au moins;

Le patron de tout bateau de pêche qui, dans ces conditions, ne tiendra pas ses engins et filets à la même distance.

ART. 8.

Les articles 2, 3, 4, 5 et 7 de la présente loi seront applicables, que l'infraction ait été commise dans les eaux territoriales ou dans les eaux non territoriales.

ART. 9.

Le livre I du Code pénal, sans exception du chapitre VII, des paragraphes 2 et 3 de l'article 72, du paragraphe 2 de l'article 76 et de l'article 85, sera appliqué aux délits prévus par la présente loi.

ART. 10.

Le tribunal compétent pour statuer sur les infractions commises dans les eaux non territoriales est celui de la situation du port d'attache auquel appartient le bâtiment du délinquant.

Texte des lois.
(Suite.)

BRÉSIL.

Brésil.

Le Gouvernement français n'a pas été informé qu'une loi ait été rendue par le Gouvernement brésilien en vue de la mise en vigueur de la Convention, et, notamment, pour assurer la répression des infractions prévues.

RÉPUBLIQUE DE COSTA-RICA.

Texte des lois.
(Suite.)

Le Gouvernement français n'a pas été informé qu'une loi ait été rendue par le Gouvernement de Costa-Rica en vue de la mise en vigueur de la Convention, et, notamment, pour assurer la répression des infractions prévues.

Costa-Rica.

Tout des lois.
(Suite.)

DANEMARK.

LOI DU 30 MARS 1855.

§ 1^{er}.

Danemark.

Quiconque, expressément ou par négligence coupable, aura rompu ou endommagé un câble sous-marin, aussi bien dans les eaux territoriales qu'en dehors d'elles, de telle sorte que les communications télégraphiques, en tout ou en partie, puissent être interrompues ou entravées, sera responsable devant les tribunaux et pourra, en outre, être condamné civilement à payer les dégâts.

Toutefois ces dispositions ne s'appliquent pas aux personnes qui, après avoir pris toutes les mesures de précaution nécessaires, auraient été contraintes de rompre un câble sous-marin ou de lui causer une détérioration, par la nécessité de protéger leur vie ou d'assurer la sécurité de leur navire.

§ 2.

Lorsqu'un navire en dehors des eaux territoriales est occupé à la mise en place d'un câble sous-marin, et porte les signaux prescrits par l'ordonnance royale, les autres bâtiments apercevant ou étant en mesure d'apercevoir ces signaux doivent se tenir éloignés d'un quart de mille nautique au moins du navire télégraphique.

Les filets et autres engins de pêche seront tenus à la même distance; toutefois les bateaux de pêche, qui aperçoivent ou qui sont en mesure d'apercevoir le bâtiment télégraphique portant les signaux adoptés, auront un délai de vingt-quatre heures pour se conformer à l'avertissement et, pendant ce laps de temps, aucun empêchement ne pourra être apporté à leurs mouvements.

§ 3.

En outre, les bâtiments qui, en dehors des eaux territoriales, aperçoivent ou sont en état d'apercevoir les bouées destinées à indiquer la position d'un câble sous-marin. sa rupture ou sa détérioration, doivent se tenir à une distance d'au moins un quart de mille nautique de ces bouées.

§ 4.

Si un navire ou bâtiment a dû sacrifier une ancre, un filet ou tout autre engin de pêche, pour ne pas endommager un câble sous-marin dans les eaux territoriales ou en dehors d'elles, le propriétaire du navire ou du bâtiment a droit à une indemnité pour le dommage qu'il a subi, de la part du propriétaire du câble. Ce droit ne peut toutefois être exercé que si la perte de l'engin est constatée par un procès-verbal dressé autant que possible immédiatement et muni du témoignage de l'équipage, et

si le capitaine, dans les vingt-quatre heures de l'arrivée de son bâtiment au premier port où il retourne ou fait escale, a déposé sa déclaration devant les autorités compétentes.

Texte des lois.
(Suite.)

Danemark.
(Suite.)

Celles-ci donneront connaissance de ce qui s'est passé aux autorités consulaires du pays où le propriétaire du câble habite.

§ 5.

Le propriétaire d'un câble sous-marin dont la pose ou la réparation, dans les eaux territoriales ou en dehors d'elles, aura occasionné la rupture ou la détérioration d'un autre câble sous-marin, est obligé à un dédommagement envers le propriétaire de ce dernier câble pour les dépenses de sa remise en état, sans préjudice de l'application éventuelle du paragraphe 1 de l'article 1^{er}.

§ 6.

Les infractions aux prescriptions des articles 1-3 de cette loi seront punies d'amendes ou de prison.

Les affaires concernant ces infractions seront portées devant le tribunal de police de l'endroit où le navire ou les personnes ayant commis le délit se trouveront. A Copenhague, elles seront jugées par le tribunal de commerce et de navigation. Les amendes seront payées au trésor de l'État.

§ 7.

Cette loi restera valable pendant cinq ans à compter du jour où les Gouvernements contractants décideront que la Convention internationale signée à Paris le 14 mars 1884, concernant la protection des câbles sous-marins, sera mise en vigueur.

Texte des lois.
(Suite.)

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE.

LOI DU 18 JUILLET 1884.

ARTICLE PREMIER.

République
dominicaine.

Les câbles sous-marins placés sous la protection de l'État seront désormais considérés comme des objets d'utilité publique.

ART. 2.

Les habitants de la République, nationaux ou étrangers, qui, soit de terre, soit dans des navires aux couleurs dominicaines, soit avec des instruments de pêche, entraîneront volontairement ou par suite d'une négligence coupable la rupture ou la détérioration d'un câble sous-marin, en sorte d'entraver les communications télégraphiques, seront passibles, suivant la gravité du cas, d'un emprisonnement correctionnel d'un mois à une année et d'une amende de 10 à 100 pesos fuertes (52 fr. 50 cent. à 525 francs), sans préjudice des condamnations qui pourront être prononcées en faveur de la compagnie propriétaire.

Cette disposition n'est pas applicable aux cas de rupture ou de détérioration dans lesquels les auteurs pourront prouver qu'ils ont agi en vue de protéger leur vie et la sécurité de leurs embarcations, et cela après avoir pris toutes les précautions nécessaires pour éviter ces ruptures ou ces détériorations.

ART. 3.

Quand un navire employé à la réparation d'un câble portera les signes caractéristiques établis d'un commun accord par les puissances signataires de la susdite convention, afin d'éviter les abordages, les embarcations nationales apercevant ou en état d'apercevoir ces signaux devront se retirer ou se tenir éloignées d'un mille marin au moins de ce navire, afin de ne pas l'entraver dans ses opérations. Devront se maintenir à une distance égale les canots et les bateaux de pêche, et cela sous peine, pour les embarcations, les canots et les bateaux de pêche, d'une amende de 10 pesos (52 fr. 50 cent.) s'ils n'observent pas la distance spécifiée, et d'une amende de 100 pesos (525 francs) s'ils entravent ou rendent difficiles, d'une manière quelconque, les travaux de réparation. Lesdites amendes seront prononcées sous réserve des indemnités pour dommages-intérêts qu'il y aura lieu de prononcer. Cependant, les bateaux pêcheurs, apercevant ou en état d'apercevoir un navire télégraphique portant les signaux mentionnés, auront un délai maximum de vingt-quatre heures pour se conformer à la disposition ci-dessus, sans que l'on puisse entraver leurs manœuvres.

ART. 4.

Les embarcations voyant ou en mesure de voir les bouées destinées à indiquer les positions des câbles dans les cas de pose, de changement de direction ou de rupture, devront se maintenir éloignées desdites bouées d'un quart de mille marin au moins. Devront se maintenir à une égale distance les canots et bateaux pêcheurs, et cela sous peine des dispositions pénales signalées à l'article précédent, suivant les cas.

Texte des lois.
(Suite.)
—
République
dominicaine.
(Suite.)

ART. 5.

Les infractions aux précédents articles seront poursuivies d'office par les capitaines de port et par toute autre autorité de terre ou de mer qui en aura connaissance. Le jugement sera prononcé par l'alcade du premier port de la République dans lequel entrera l'embarcation répréhensible, ou par l'alcade de la localité la plus rapprochée de l'endroit où la contravention aura été commise.

ART. 6.

Quand les officiers commandant un vaisseau de guerre ou les navires à ce spécialement affectés par l'une des Hautes Parties signataires de la Convention auront fait constater une contravention visée par la présente loi et commise par une embarcation de nationalité dominicaine, le procès-verbal et les autres documents faisant constater cette contravention serviront de preuve devant l'alcade appelé à appliquer la peine. Si ces documents sont rédigés en une langue étrangère, ils seront traduits par un traducteur juré ou par quiconque en remplira les fonctions.

Texte des lois.
(Suite.)

ESPAGNE.

Espagne.

Le Gouvernement français n'a pas été informé qu'une loi ait été rendue par le Gouvernement espagnol en vue de la mise en vigueur de la Convention, et, notamment, pour assurer la répression des infractions prévues.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

Texte des lois.
(Suite.)

Le Congrès des États-Unis n'a pas encore terminé l'examen des mesures à prendre pour assurer la répression des infractions visées dans la Convention.

États-Unis.

Texte des lois.
(Suite.)

FRANCE.

LOI DU 20 DÉCEMBRE 1884.

TITRE I^{er}.

DISPOSITIONS SPÉCIALES AUX EAUX NON TERRITORIALES.

ARTICLE PREMIER.

France. Les infractions à la Convention internationale du 14 mars 1884, ayant pour objet d'assurer la protection des câbles sous-marins, qui seront commises par tout individu faisant partie de l'équipage d'un navire français seront jugées par le tribunal correctionnel, soit de l'arrondissement où sera situé le port d'attache du bâtiment du délinquant, soit de l'arrondissement du premier port de France dans lequel sera conduit le bâtiment.

ART. 2.

Les poursuites auront lieu à la diligence du ministère public, sans préjudice du droit des parties civiles.

ART. 3.

Les procès-verbaux dressés conformément à l'article 10 de la Convention du 14 mars 1884 ne seront point soumis à l'affirmation; ils font foi jusqu'à inscription de faux.

A défaut de procès-verbaux, ou en cas d'insuffisance de ces actes, les infractions pourront être prouvées par témoins.

ART. 4.

Sera puni d'une amende de 5 à 100 francs et d'un emprisonnement de deux à dix jours quiconque se sera refusé à exhiber les pièces nécessaires pour rédiger les procès-verbaux prévus par l'article précédent.

ART. 5.

Toute attaque, toute résistance avec violence et voies de fait envers les personnes ayant qualité, aux termes de l'article 10 de la Convention du 14 mars 1884, à l'effet de dresser procès-verbal, dans l'exercice de leurs fonctions, sera punie des peines appliquées à la rébellion, suivant les distinctions établies au Code pénal.

ART. 6.

Sera puni d'une amende de 16 à 300 francs :

1° Le capitaine d'un bâtiment qui, occupé à la réparation ou à la pose d'un câble

sous-marin, n'observera pas les règles sur les signaux adoptés en vue de prévenir les abordages ;

2° Le capitaine ou patron de tout bâtiment qui, apercevant ou étant en mesure d'apercevoir ces signaux, ne se retirera pas ou ne se tiendra pas éloigné d'un mille nautique au moins du bâtiment occupé à la pose ou à la réparation d'un câble sous-marin ;

3° Le capitaine ou patron de tout bâtiment qui, voyant ou étant en mesure de voir les bouées destinées à indiquer la position des câbles, ne se tiendra pas éloigné de la ligne des bouées d'un quart de mille nautique au moins.

ART. 7.

Sera puni d'une amende de 16 à 300 francs et pourra être puni d'un emprisonnement de un à cinq jours :

1° Le capitaine ou patron de tout bâtiment qui aura jeté l'ancre à moins d'un quart de mille nautique d'un câble sous-marin dont il est en mesure de connaître la position au moyen de lignes de bouées ou autrement, ou se sera amarré à une bouée destinée à indiquer la position du câble, sauf les cas de force majeure ;

2° Le patron de tout bateau de pêche qui ne tiendra pas ses engins ou filets à un mille nautique au moins du bâtiment occupé à la pose ou à la réparation d'un câble sous-marin ; toutefois les bateaux de pêche qui aperçoivent ou sont en mesure d'apercevoir le bâtiment télégraphique portant les signaux adoptés auront, pour se conformer à l'avertissement, le délai nécessaire pour terminer l'opération en cours, sans que ce délai puisse dépasser vingt-quatre heures ;

3° Le patron de tout bateau de pêche qui ne tiendra pas ses engins ou filets à un quart de mille nautique au moins de la ligne des bouées destinées à indiquer la position des câbles sous-marins.

ART. 8.

Sera puni d'une amende de 16 à 300 francs et pourra être puni d'un emprisonnement de six jours à deux mois :

1° Quiconque par négligence coupable, et notamment dans les cas visés par les articles 6 et 7, aura rompu un câble sous-marin ou lui aura causé une détérioration qui pourrait avoir pour résultat d'interrompre ou d'entraver, en tout ou en partie, les communications télégraphiques ;

2° Le capitaine de tout bâtiment qui, occupé à la pose ou à la réparation d'un câble sous-marin, sera cause, par l'inobservation des règles sur les signaux adoptés en vue de prévenir les abordages, de la rupture ou de la détérioration d'un câble commise par tout autre navire.

ART. 9.

Sera puni d'une amende de 16 à 300 francs et pourra être puni d'un emprisonnement de six jours à deux mois :

1° Quiconque aura fabriqué, détenu hors de son domicile, mis en vente, embar-

Texte des lois.
(Suite.)

France.
(Suite.)

Texte des lois.
(Suite.)
—

France.
(Suite.)

qué ou fait embarquer des instruments ou engins servant exclusivement à couper ou à détruire des câbles sous-marins;

2° Quiconque aura fait usage des mêmes instruments ou engins.

ART. 10.

Sera puni d'une amende de 300 à 1,000 francs et d'un emprisonnement de trois mois à cinq ans quiconque, volontairement, aura rompu un câble sous-marin ou lui aura causé une détérioration qui pourrait interrompre ou entraver, en tout ou en partie, les communications télégraphiques.

Les mêmes peines seront prononcées contre les auteurs des tentatives des mêmes faits.

Le coupable pourra, en outre, être mis sous la surveillance de la haute police pendant dix ans au plus, à partir du jour où il aura subi sa peine.

Toutefois ces dispositions ne s'appliquent pas aux personnes qui auraient été contraintes de rompre un câble sous-marin ou de lui causer une détérioration par la nécessité actuelle de protéger leur vie ou d'assurer la sécurité de leur navire.

TITRE II.

DISPOSITIONS SPÉCIALES AUX EAUX TERRITORIALES.

ART. 11.

Les dispositions des articles 4, 6 à 10 ci-dessus seront observées dans le cas où l'infraction aurait été commise dans nos eaux territoriales par tout individu faisant partie de l'équipage d'un navire quelconque, français ou étranger, sans préjudice des dispositions de l'article 4 du décret du 27 décembre 1851.

ART. 12.

Les infractions poursuivies aux termes de l'article précédent seront jugées par le tribunal correctionnel soit du port d'attache du navire sur lequel est embarqué le délinquant, soit du premier port français où ce navire abordera, soit du lieu du délit.

ART. 13.

Les infractions commises dans nos eaux territoriales seront établies par procès-verbaux et, à défaut de procès-verbaux, par témoins.

ART. 14.

Les procès-verbaux prévus à l'article précédent seront dressés :

Par les officiers commandant les navires de guerre français ;

Par tous officiers de police judiciaire ;

Par tous officiers de police municipale assermentés ;

Par les autres fonctionnaires énumérés aux articles 10 du décret du 27 décembre 1851, 16 du décret du 9 janvier 1852.

Toute attaque, toute résistance avec violences et voies de fait envers les agents ayant qualité, aux termes des dispositions ci-dessus, pour dresser procès-verbal, dans l'exercice de leurs fonctions, sera punie des peines appliquées à la rébellion, suivant les distinctions établies au Code pénal.

Texte des lois.
(Suite.)

France.
(Suite.)

ART. 15.

Les procès-verbaux dressés par les officiers commandant les navires de guerre français ne sont point soumis à l'affirmation ; ils font foi jusqu'à inscription de faux.

Les procès-verbaux dressés par tous autres agents ayant qualité à cet effet, aux termes de l'article 14, ont la force probante et sont soumis aux formalités réglées par les lois spéciales, notamment les articles 10 et 11 du décret du 27 décembre 1851, 17 et 20 du décret du 9 janvier 1852.

TITRE III.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. 16.

Le délinquant, dans le cas de l'article 8, § 1^{er}, sera tenu, dans les vingt-quatre heures de son arrivée, de donner avis aux autorités locales du premier port où le navire sur lequel il est embarqué abordera de la rupture ou de la détérioration du câble sous-marin dont il se serait rendu coupable.

A défaut de déclaration, les peines encourues seront élevées jusqu'au double.

Dans le cas de l'article 10, § 4, l'auteur de la rupture ou détérioration sera tenu, sous peine d'une amende de 16 à 100 francs, de faire la déclaration ci-dessus.

ART. 17.

En cas de récidive, le maximum des peines édictées ci-dessus sera prononcé ; ce maximum pourra être élevé jusqu'au double.

Il y a récidive :

1° Pour les faits prévus par les articles 6, 7, 8 et 9 de la présente loi, lorsque, dans les deux années qui précèdent, il a été rendu contre le contrevenant un jugement définitif pour infraction aux dispositions desdits articles ;

2° Pour les faits prévus par l'article 10, lorsque, à une époque quelconque, il a été rendu contre le délinquant un jugement définitif pour infraction aux dispositions de cet article.

ART. 18.

Seront déclarés responsables des amendes prononcées pour infraction à la présente loi et des condamnations civiles auxquelles ces infractions pourraient donner lieu, les armateurs des navires, qu'ils en soient ou non propriétaires, à raison des faits de l'équipage de ces navires.

Les autres cas de responsabilité civile seront réglés conformément aux dispositions de l'article 1384 du Code civil.

ART. 19.

Texte des lois.
(Suite.)

En cas de conviction de plusieurs infractions prévues par la présente loi, la peine la plus forte sera seule prononcée.

France.
(Suite.)

ART. 20.

L'article 463 du Code pénal est applicable aux condamnations prononcées pour infractions à la présente loi.

GRANDE-BRETAGNE.

Texte des lois.
(Suite.)

LOI DU 6 AOÛT 1885.

TEXTE ANGLAIS.

TRADUCTION FRANÇAISE.

1. This Act may be cited as the Submarine Telegraph Act, 1885.

1. La présente loi portera le titre de « Submarine Telegraph Act, 1885 ».

Grande-Bretagne.

2. The Convention of the fourteenth of March one thousand eight hundred and eighty-four mentioned in the schedule to this Act as set forth in that schedule is hereby confirmed, and subject to the provisions of this Act the articles of such Convention (referred to in this Act as the Convention) shall be of the same force as if they were enacted in the body of this Act.

2. La Convention du 14 mars 1884 mentionnée dans l'Annexe à la présente loi, telle qu'elle est reproduite dans cette annexe, est confirmée et, conformément aux dispositions de la présente loi, les clauses de cette Convention (auxquelles il est fait référence dans la présente loi par la mention « Convention ») sortiront les mêmes effets que si elles avaient été comprises dans le texte de cet Acte.

3. (1) A person shall not unlawfully and wilfully, or by culpable negligence, break or injure any submarine cable to which the Convention for the time being applies, in such manner as might interrupt or obstruct in whole or in part telegraphic communication.

3. (1) Personne ne rompra ou endommagera, illicitement et volontairement, un des câbles sous-marins auxquels la Convention est actuellement applicable, de manière à interrompre ou entraver, soit entièrement, soit partiellement, la communication télégraphique.

(2) Any person who acts or attempts to act in contravention of this section shall be guilty of a misdemeanour, and on conviction:

(2) Quiconque agira ou cherchera à agir contrairement à cette disposition se rendra coupable d'une infraction; et après en avoir été convaincu :

a) If he acted wilfully, shall be liable to penal servitude for a term not exceeding five years, or to imprisonment, with or without hard labour, for a term not exceeding two years and to a fine either in lieu of or in addition to such penal servitude or imprisonment; and

a) S'il a agi volontairement, il sera passible d'une condamnation à la servitude pénale pour un terme qui n'excédera pas cinq ans, ou à l'emprisonnement, avec ou sans travaux forcés, pour deux années au maximum et à une amende, soit en remplacement, soit en sus des deux peines ci-dessus édictées;

b) If he acted by culpable negligence, shall be liable to imprisonment for a term not exceeding three months, without hard

b) S'il a agi par négligence coupable, il sera passible d'un emprisonnement de trois mois au maximum, sans travaux forcés, et

Texte des lois.
(Suite.)
—
Grande-Bretagne.
(Suite.)

labour, and to a fine not exceeding one hundred pounds either in lieu of or in addition to such imprisonment.

(3) Where a person does any act with the object of preserving the life or limb of himself or of any other person, or of preserving the vessel to which he belongs or any other vessel, and takes all reasonable precautions to avoid injury to a submarine cable, such person shall not be deemed to have acted unlawfully and wilfully within the meaning of this section.

(4) A person shall not be deemed to have unlawfully and wilfully broken or injured any submarine cable, where in the bona fide attempt to repair another submarine cable injury has been done to such first-mentioned cable, or the same has been broken; but this shall not apply so as to exempt such person from any liability under this Act or otherwise to pay the cost of repairing such breakage or injury.

(5) Any person who within or (being a subject of Her Majesty) without Her Majesty's dominions in any manner procures, counsels, aids, abets, or is accessory to the commission of any offence under this section, shall be guilty of a misdemeanour, and shall be liable to be tried and punished for the offence as if he had been guilty as a principal.

4. Article four of the schedule to this Act shall not apply to that part of a cable which is laid in a depth of water exceeding one hundred fathoms; but nothing in the Convention or this Act shall take away, prejudice, or affect any right or remedy to which by law any party is or may be entitled otherwise than under the provisions of the Convention or this Act.

d'une amende qui ne pourra excéder 100 livres, soit en remplacement, soit en sus de la peine de l'emprisonnement.

(3) Quiconque rompt ou détériore un câble dans le but de prévenir, pour soi-même ou pour toute autre personne, la perte de la vie ou d'un membre, ou d'assurer la sécurité du navire auquel il appartient ou celle de tout autre navire, après avoir pris toutes les précautions nécessaires pour éviter l'endommagement d'un câble sous-marin, ne sera pas censé avoir commis un acte illégal et volontaire au sens de la présente section.

(4) Une personne ne sera pas censée avoir rompu ou détérioré illégalement et volontairement un câble sous-marin si, en cherchant de bonne foi à réparer un autre câble, elle a détérioré le câble premièrement mentionné, ou si ce même câble a été rompu; cette disposition n'aura toutefois pas pour effet d'exempter cette personne de l'obligation établie par cet Acte ou autrement, de payer les frais de réparation de la rupture ou de la détérioration.

(5) Quiconque, dans les limites ou (si c'est un sujet de Sa Majesté) hors des limites du territoire des États de Sa Majesté, favorise, suggère, aide ou encourage une infraction quelconque aux dispositions de la présente section, ou qui participe de quelque manière que ce soit à un acte de ce genre, se rendra coupable d'une contravention et sera passible d'une condamnation pour ce fait comme s'il avait été l'auteur principal de l'infraction en question.

4. L'article 4 de l'Annexe à la présente loi ne sera pas applicable à la partie du câble immergée à une profondeur de mer de plus de cent brasses; mais aucune disposition de la Convention ou de la présente loi n'infirmera, ne restreindra ou n'affectera tout droit ou moyen qui est ou peut être légalement concédé à toute partie quelconque, en vertu de dispositions autres que celles de la Convention ou de la présente loi.

5. (1) It is hereby declared that the enactments of the Merchant Shipping Act, 1862, and the enactments amending the same, touching regulations as to lights and to signals and for the avoiding of collisions, shall extend to authorise regulations for carrying into effect Articles five and six of the schedule to this Act, within as well as without the territorial waters of Her Majesty's dominions, and regulations may be made, applied, altered, and revoked, and the contravention thereof punished accordingly under the said enactments, and section six of the Sea Fisheries Act, 1883, shall extend to the enforcement of the said regulations as regards sea fishing boats within the limits of that Act.

(2) If any vessel engaged in the laying of repairing of a submarine cable to which the Convention for the time being applies, interferes contrary to the said regulations or articles with any vessel engaged in fishing, or if the operations of any vessel in connexion with any such submarine cable are wilfully delayed so as to interfere with sea fishing, the master of the vessel, or the owner thereof, if it appears that he was in fault, shall be deemed guilty of a breach of the said regulations and may be punished accordingly.

6. (1) For the purpose of carrying into effect the Convention, a person commanding a ship of war of Her Majesty or of any foreign state for the time being bound by the Convention, or a ship specially commissioned for the purpose of the Convention by Her Majesty or by the government of such foreign state, may exercise and perform the powers and duties vested in and imposed on such officer by any article in the Schedule to this Act.

5. (1) Il est déclaré par la présente que les dispositions de la loi sur la marine marchande, de 1862, ainsi que les dispositions qui les modifient, concernant le règlement des feux et des signaux et des mesures tendant à éviter les collisions de navires, comporteront aussi l'autorisation d'établir des règlements pour l'exécution des articles 5 et 6 de l'Annexe à la présente loi, dans les limites et hors des limites des eaux territoriales des États de Sa Majesté; des règlements pourront être établis, appliqués, modifiés et abrogés, et les infractions à ces règlements punies conformément auxdites lois; et le chapitre 6 de la loi sur les pêcheries maritimes, de 1883, s'appliquera à l'exécution desdites règles concernant les bateaux pêcheurs dans les limites de ladite loi.

(2) Si un navire quelconque, occupé à la pose ou à la réparation d'un câble sous-marin auquel s'applique actuellement la Convention, entrave, contrairement auxdits règlements ou articles, les opérations d'un bateau de pêche, ou si un navire retarde volontairement ses opérations relatives à un câble sous-marin, de manière à entraver la pêche, le patron ou le propriétaire du navire sera, s'il est reconnu en faute, considéré comme coupable d'une violation desdits règlements et pourra être condamné en conséquence.

6. (1) Dans le but de l'exécution de la Convention, une personne commandant un vaisseau de guerre de Sa Majesté ou d'un État étranger actuellement lié par la Convention, ou un vaisseau spécialement commissionné par Sa Majesté ou par le Gouvernement d'un autre État contractant en vue de ladite exécution, pourra exercer et remplir les pouvoirs et devoirs attribués et imposés au fonctionnaire ainsi qualifié par un article quelconque de l'Annexe à la présente loi.

Texte des lois.
(Suite.)
—
Grande-Bretagne.
(Suite.)

Texte des lois,
(Suite.)
—
Grande-Bretagne.
(Suite.)

(2) If any person obstructs any such officer in such exercise or performance, or refuses or neglects to comply with any demand or direction lawfully made or given by him in pursuance of this Act, such person shall be liable, on summary conviction, to a fine not exceeding fifty pounds, or to be imprisoned for a term not exceeding two months, with or without hard labour.

(3) Any action, prosecution, or proceeding against any officer for any act done in pursuance or execution or intended execution of this Act, or in respect of any alleged neglect or default in the execution of this Act, shall not lie or be instituted unless it is commenced within twelve months next after the act, neglect, or default complained of.

(4) In any such action tender of amends before the action was commenced may, in lieu of or in addition to any other plea, be pleaded. If the action was commenced after such tender, or is proceeded with after payment into court of any money in satisfaction of the plaintiff's claim, and the plaintiff does not recover more than the sum tendered or paid, he shall not recover any costs incurred after such tender or payment, and the defendants shall be entitled to costs, to be taxed as between solicitor and client, as from the time of such tender or payment.

(5) Every such action shall be brought in one of Her Majesty's superior courts in the United Kingdom (which courts shall have jurisdiction to try the same wherever the matter complained of occurred) or in a supreme court in India or in a court exercising in a British possession the like authority

(2) Quiconque entrave ledit fonctionnaire dans l'exercice ou l'accomplissement desdits pouvoirs ou devoirs, ou refuse ou néglige de se conformer à toute injonction ou instruction que cet officier lui donnerait légalement en exécution de la présente loi, sera passible, sur conviction sommaire, d'une amende n'excédant pas 50 £ ou d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois, avec ou sans travaux forcés.

(3) Aucune action, poursuite ou procédure contre un fonctionnaire pour un acte accompli en conformité ou en exécution, ou en vue de l'exécution de la présente loi, ou pour toute négligence ou faute qu'il serait accusé d'avoir commise dans l'exécution de la présente loi, ne pourra être ouverte ou intentée que si elle a été entamée dans le délai de douze mois après l'acte, la négligence ou la faute qui fait l'objet de la plainte.

(4) Dans le cas d'une action de ce genre, toute offre de dédommagement présentée avant que l'action ait commencé pourra être produite au lieu ou en sus de tout autre moyen de justification. Si l'action a été entamée après la présentation de cette offre ou si elle est continuée après le paiement en tribunal d'une somme pour satisfaire le demandeur, et si celui-ci n'exige pas une somme plus forte que celle qui lui aura été offerte ou payée, il ne lui sera pas adjugé les dépenses encourues après l'offre ou le paiement; mais les défendeurs auront droit à une compensation de leurs dépens, qui devront être estimés par une entente entre l'avocat et son client, en les faisant partir de la date de la présentation de l'offre ou du paiement des dommages-intérêts.

(5) Toute action de ce genre devra être portée devant un des tribunaux supérieurs de Sa Majesté dans le Royaume-Uni (qui auront compétence pour connaître de ces actions, quel que soit le lieu où l'acte incriminé ait été commis), ou devant une Cour suprême aux Indes, ou devant un tribunal exerçant dans

as the High Court of Justice in England, but in no other court whatsoever.

une possession britannique la même autorité que la Haute Cour de Justice en Angleterre, et cela à l'exclusion de tout autre tribunal.

Texte des lois.
(Suite.)
—
Grande-Bretagne.
(Suite.)

7. Part X. of the Merchant Shipping Act, 1854 (which relates to legal procedure), and the enactments amending the same, so far as unrepealed, shall have effect as if enacted in this Act, and offences under this Act may be tried, and fines under this Act recovered accordingly, save that nothing in the said part shall authorise the award of any punishment not authorised by this Act, or the summary prosecution of any indictable offence under this Act.

7. La section X de la loi sur la marine marchande, 1854 (qui se rapporte à la procédure légale), et les dispositions qui la modifient, en tant qu'elles n'ont pas été abrogées, sortiront leurs effets comme si elles avaient été incorporées dans la présente loi, et les infractions prévues par cette loi pourront être jugées et les amendes fixées par cette loi pourront être exigées en conséquence, sous réserve qu'aucune disposition de cette section n'autorisera la condamnation à une peine qui ne serait pas fixée par la présente loi ou la poursuite sommaire d'une infraction spécifiée par cette loi.

8. (1) Any document drawn up in pursuance of Article seven or Article ten of the schedule to this Act shall be admissible in any proceeding, civil or criminal, as prima facie evidence of the facts or matters therein stated.

8. (1) Tous les documents dressés conformément à l'article 7 ou à l'article 10 de l'Annexe à la présente loi seront admis, dans tout procès, civil ou criminel, comme une preuve majeure des faits ou choses qui y sont mentionnés.

(2) If evidence contained in any such document was taken on oath in the presence of the person charged in such evidence, and such person had an opportunity of cross-examining the person giving such evidence, and of making his reply to such evidence, the officer drawing up such document may certify the said facts, or any of them.

(2) Si la preuve contenue dans un de ces documents a été fournie par une déposition faite sous serment en présence de la personne accusée par cette preuve, et si cette personne a été en mesure de faire subir au témoin un contre-interrogatoire et de répondre à son accusation, le fonctionnaire dressant ce document pourra certifier lesdits faits ou l'un quelconque d'entre eux.

(3) Any document or certificate in this section mentioned purporting to be signed by an officer authorised to act under the schedule to this Act for carrying into effect the Convention, shall be admissible in evidence without proof of such signature, and, if purporting to be signed by any other person, shall, if certified by any such officer to have been so signed, be deemed until the contrary is proved to have been signed by such other person.

(3) Tout document ou certificat mentionné dans cette section et comportant la signature d'un fonctionnaire autorisé à agir d'après l'Annexe à la présente loi afin d'assurer l'exécution des dispositions de la Convention, sera admis comme preuve sans légalisation de cette signature, et, s'il doit être signé par une autre personne quelconque et si le fonctionnaire a légalisé cette signature, il sera considéré jusqu'à preuve du contraire comme ayant été signé par ladite autre personne.

Texte des lois.
(Suite.)
Grande-Bretagne.
(Suite.)

(4) If any person forges the signature of any such officer to any such document as above mentioned, or makes use of any such document knowing the signature thereto to be forged, such person shall be guilty of a misdemeanour and liable on summary conviction to imprisonment for a term not exceeding three months with or without hard labour, and on conviction on indictment to imprisonment with or without hard labour for a term not exceeding two years.

9. Where any offence against this Act has been committed by means of a vessel, or of any boat belonging to a vessel, the master of such vessel shall, until some other person is shown to have been in charge of and navigating such vessel or boat, be deemed to have been in charge of and navigating the same, and be liable to be punished accordingly.

10. The provisions of this Act shall be in addition to and not in derogation of any other provisions existing at common law or under Act of Parliament or under the law of a British possession for the protection of submarine cables; and nothing in this Act shall prevent any person being liable under any Act of Parliament, law of a British possession, or otherwise to any indictment, proceeding, punishment, or penalty, other than is provided for any offence by this Act, so that no person shall be punished twice for the same offence; and nothing in this Act, nor any proceedings with respect to any matter, shall exempt a person from any liability in any action or suit with reference to the same matter so that no person shall be required to pay compensation twice in respect of the same injury.

11. This Act shall so far as such extension is consistent with the tenor of this Act

(4) Quiconque falsifiera la signature d'un fonctionnaire dans un des documents ci-dessus mentionnés ou fera usage d'un tel document, en sachant que la signature est falsifiée, sera coupable d'une contravention et passible, sur conviction sommaire, d'emprisonnement pour un terme n'excédant pas trois mois avec ou sans travaux forcés, ou après jugement rendu sur sa mise en accusation, d'un emprisonnement avec ou sans travaux forcés pour un terme qui ne pourra excéder deux années.

9. Quand une infraction à la présente loi a été commise au moyen d'un navire ou d'un canot dépendant d'un navire, le patron de ce navire sera, jusqu'à ce qu'il ait été constaté qu'une autre personne en avait la charge et le commandement, considéré comme ayant eu le commandement et la direction de ce navire, et sera soumis ainsi à la peine encourue.

10. Les dispositions de cette loi constituent une addition et non une dérogation aux dispositions existantes du droit commun, ou d'une loi du Parlement, ou d'une loi d'une possession britannique ayant en vue la protection des câbles sous-marins; et rien dans cette loi n'empêchera une personne quelconque d'encourir, en vertu d'un Acte du Parlement ou d'une loi d'une possession britannique, ou autrement, toute mise en accusation, poursuite, condamnation ou peine autre que celles qui sont prévues pour une infraction quelconque par la présente loi, sous cette réserve cependant que personne ne soit puni deux fois pour la même infraction. Aucune disposition de cette loi et aucune procédure dans une affaire quelconque n'exempteront personne d'encourir toute poursuite ou action se rapportant à la même affaire, sous cette réserve cependant que personne ne sera contraint de payer une double réparation pour un seul et même dommage.

11. Cette loi sera applicable — en tant que cette application sera compatible avec

extend to the whole of Her Majesty's dominions, and to all places within the jurisdiction of the Admiral of England, and to all places where Her Majesty has jurisdiction.

12. In this Act, unless the context otherwise requires :

The expression *vessel* means every description of vessel used in navigation in whatever way it is propelled; and any reference to a vessel shall include a reference to a boat belonging to such vessel.

The expression *master* includes every person having command or charge of a vessel.

The expression *British possession* includes any part of Her Majesty's dominions exclusive of the United Kingdom.

The expression *person* includes a body of persons corporate or unincorporate.

13. This Act shall come into force on such day as may be fixed by a notice in that behalf published in the London Gazette, and if the Convention ceases to be binding on Her Majesty, shall cease to be of any effect.

(Schedule. Submarine Telegraphs Convention.)

son texte — à toutes les possessions de Sa Majesté et à toutes les localités qui se trouvent dans le ressort de l'Amirauté anglaise ou sur lesquelles Sa Majesté a juridiction.

12. Dans cette loi et à moins que le contexte ne le précise autrement :

L'expression *navire* s'applique à tout genre de navire employé à la navigation, quel qu'en soit le mode de propulsion, et toute mention d'un navire comprendra aussi celle du ou des canots en dépendant.

L'expression *patron* comprend toute personne ayant la charge ou le commandement d'un navire.

L'expression *Possession britannique* comprend toute partie des territoires relevant de Sa Majesté, à l'exclusion du Royaume-Uni.

L'expression *personne* comprend un groupe de personnes formant ou ne formant pas une corporation.

13. Cet Acte entrera en vigueur à la date qui sera fixée par un avis à cet effet publié dans la *Gazette de Londres*, et cessera de produire ses effets à partir du jour où la Convention cessera d'être obligatoire pour Sa Majesté.

(Suit le texte de la Convention.)

Texte des lois.
(Suite.)
—
Grande-Bretagne.
(Suite.)

Texte des lois.
(Suite.)

GRÈCE.

LOI DU 9 DÉCEMBRE 1885.

TITRE I^{er}.

DISPOSITIONS SPÉCIALES AUX EAUX NON TERRITORIALES.

ARTICLE PREMIER.

Grèce.

Les infractions à la Convention internationale du 2-14 mars 1884, ayant pour objet d'assurer la protection des câbles sous-marins, qui seront commises par tout individu faisant partie de l'équipage d'un navire hellénique, seront jugées par le tribunal correctionnel, soit de l'arrondissement où sera situé le port d'attache du bâtiment du délinquant, soit de l'arrondissement du premier port de Grèce dans lequel sera conduit le bâtiment. Les poursuites auront lieu à la diligence du ministère public, sans préjudice du droit des parties civiles.

ART. 2.

Les procès-verbaux dressés conformément à l'article 10 de la Convention du 2-14 mars 1884 ne seront point soumis à l'affirmation; ils font foi, suivant les distinctions de l'article 134 de l'instruction criminelle, comme s'ils étaient dressés par un officier public. A défaut de procès-verbaux, ou en cas d'insuffisance de ces actes, les infractions pourront être prouvées par témoins.

ART. 3.

Sera puni d'une amende de 100 drachmes au plus et d'un emprisonnement qui ne pourra excéder quinze jours quiconque se sera refusé à exhiber les pièces nécessaires pour rédiger les procès-verbaux prévus par l'article précédent.

ART. 4.

Toute attaque, toute résistance avec violence et voies de fait envers les personnes ayant qualité, aux termes de l'article 10 de la Convention du 2-14 mars 1884, à l'effet de dresser procès-verbal, dans l'exercice de leurs fonctions, sera punie des peines édictées par l'article 169 du Code pénal.

ART. 5.

Sera puni d'une amende de 300 drachmes au plus:

a) Le capitaine d'un bâtiment qui, occupé à la réparation ou à la pose d'un câble

sous-marin, n'observera pas les règles sur les signaux adoptés en vue de prévenir les abordages;

Texte des lois.
(Suite.)

b) Le capitaine ou patron de tout bâtiment qui, apercevant ou étant en mesure d'apercevoir ces signaux, ne se retirera ou ne se tiendra pas éloigné d'un mille nautique au moins du bâtiment occupé à la pose ou à la réparation d'un câble sous-marin;

Grèce.
(Suite.)

c) Le capitaine ou patron de tout bâtiment qui, voyant ou étant en mesure de voir les bouées destinées à indiquer la position des câbles, ne se tiendra pas éloigné de la ligne des bouées d'un quart de mille nautique au moins.

ART. 6.

Sera puni d'une amende de 300 drachmes au plus et pourra être puni d'un emprisonnement n'excédant pas quinze jours :

a) Le capitaine ou patron de tout bâtiment qui aura jeté l'ancre à moins d'un quart de mille nautique d'un câble sous-marin dont il est en mesure de connaître la position au moyen des lignes des bouées ou autrement, ou se sera amarré à une bouée destinée à indiquer la position du câble, sauf le cas de force majeure;

b) Le patron de tout bateau de pêche qui ne tiendra pas ses engins ou filets à un mille nautique au moins du bâtiment occupé à la pose ou à la réparation d'un câble sous-marin; toutefois les bateaux de pêche qui aperçoivent ou sont en mesure d'apercevoir le bâtiment télégraphique portant les signaux adoptés auront, pour se conformer à l'avertissement, un délai de vingt-quatre heures au plus;

c) Le patron de tout bateau de pêche qui ne tiendra pas ses engins ou filets à un quart de mille nautique au moins de la ligne des bouées destinées à indiquer la position des câbles sous-marins.

ART. 7.

Sera puni d'une amende de 300 drachmes au plus et pourra être puni d'un emprisonnement n'excédant pas deux mois :

a) Quiconque, par négligence coupable et notamment dans les cas visés par les articles 5 et 6, aura rompu un câble sous-marin ou lui aura causé une détérioration qui pourrait avoir pour résultat d'interrompre ou d'entraver, en tout ou en partie, la communication télégraphique;

b) Le capitaine de tout bâtiment qui, occupé à la pose ou à la réparation d'un câble sous-marin, sera cause, par l'inobservation des règles sur les signaux adoptés en vue de prévenir les abordages, de la rupture ou de la détérioration d'un câble commise par tout autre navire.

ART. 8.

Sera puni des mêmes peines édictées par l'article qui précède :

a) Quiconque aura fabriqué, détenu hors de son domicile, mis en vente, embarqué ou fait embarquer des instruments ou engins servant exclusivement à couper ou à détruire des câbles sous-marins.

ART. 9.

Texte des lois.
(Suite.)

—
Grèce.
(Suite.)

Sera puni d'une amende de 300 à 1,000 drachmes et d'un emprisonnement de trois mois au moins, quiconque volontairement aura rompu un câble sous-marin ou lui aura causé une détérioration qui pourrait interrompre ou entraver, en tout ou en partie, les communications télégraphiques.

Les mêmes peines seront prononcées contre les auteurs des tentatives des mêmes faits.

Le coupable pourra, en outre, être mis sous la surveillance de la haute police pendant dix ans au plus, à partir du jour où il aura subi sa peine.

Toutefois ces dispositions ne s'appliquent pas aux personnes qui auraient été contraintes de rompre un câble sous-marin ou de lui causer une détérioration, par la nécessité de protéger leur vie ou d'assurer la sécurité de leur navire.

TITRE II.

DISPOSITIONS SPÉCIALES AUX EAUX TERRITORIALES.

ART. 10.

Les dispositions des articles 3, 5 à 9 ci-dessus seront observées dans les cas où l'infraction aurait été commise dans nos eaux territoriales par tout individu faisant partie de l'équipage d'un navire quelconque, hellénique ou étranger, sans préjudice de l'article 60 de l'ordonnance royale du 15 décembre 1836.

ART. 11.

Les infractions poursuivies aux termes de l'article précédent seront jugées par le tribunal correctionnel soit du port d'attache du navire sur lequel est embarqué le délinquant, soit du premier port hellénique où ce navire abordera, soit du lieu du délit.

ART. 12.

Les infractions commises dans nos eaux territoriales seront établies par procès-verbaux et, à défaut des procès-verbaux, par témoins.

Sont compétents à dresser les procès-verbaux prévus par l'article précédent, outre les officiers énumérés par les articles 17 et 18 de l'instruction criminelle, les officiers de tout grade de la marine royale et les capitaines du port, suivant les directions de l'article 11, § 26, de l'ordonnance royale du 4 janvier 1834.

La preuve de ces procès-verbaux sera réglée d'après les prescriptions de l'article 184 du Code pénal.

ART. 13.

Toute attaque, toute résistance avec violence et voies de fait envers les agents ayant qualité, aux termes des dispositions ci-dessus, pour dresser procès-verbal, dans l'exercice de leurs fonctions, sera punie des peines appliquées par l'article 169 du Code pénal.

TITRE III.
DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Texte des lois.
(Suite.)
—
Grèce.
(Suite.)

ART. 14.

Le délinquant, dans le cas de l'article 7, § 1^{er}, sera tenu, dans les vingt-quatre heures de son arrivée, de donner avis aux autorités locales du premier port où le navire sur lequel il est embarqué abordera, de la rupture ou de la détérioration du câble sous-marin dont il se serait rendu coupable.

A défaut de déclaration, les peines encourues sont élevées au double.

Dans le cas de l'article 9, § 4, l'auteur de la rupture ou détérioration sera tenu, sous peine d'une amende qui ne peut excéder 100 drachmes, de faire la déclaration ci-dessus.

ART. 15.

Les articles 109 et 111 du Code pénal sont applicables, en cas de récidive, aux infractions à la présente loi.

ART. 16.

Seront déclarés responsables des amendes prononcées pour infractions à la présente loi et des condamnations civiles auxquelles ces infractions pourraient donner lieu, les armateurs des navires, qu'ils en soient ou non propriétaires, à raison des faits de l'équipage de ces navires.

Les autres cas de responsabilité civile seront réglés conformément aux dispositions du Code civil.

Texte des lois.
(Suite.)

RÉPUBLIQUE DE GUATEMALA.

Guatemala.

Le Gouvernement français n'a pas été informé qu'une loi ait été rendue par le Gouvernement du Guatemala en vue de la mise en vigueur de la Convention, et, notamment, pour assurer la répression des infractions prévues.

ITALIE.

Texte des lois.
(Suite.)

LOI DU 1^{er} JANVIER 1886.

ARTICLE PREMIER.

Pleine et entière exécution sera donnée à la Convention pour la protection des câbles sous-marins conclue à Paris entre l'Italie et d'autres États, le 14 mars 1884, et dont les ratifications ont été échangées dans cette ville, le 16 avril 1885.

Italie.

ART. 2.

En exécution de l'article 12 de la Convention précitée, la répression des délits visés par elle et commis à bord d'un navire italien ou par un national justiciable dans le royaume, aux termes de l'article 8 de la même Convention, sera soumise aux règles suivantes :

TÉLÉGRAPHES SOUS-MARINS PLACÉS HORS DES EAUX TERRITORIALES.

ART. 3.

Quiconque aura volontairement rompu ou détérioré, en dehors des eaux territoriales, un câble ou tout autre engin de télégraphie sous-marine légalement posé et touchant le territoire, la colonie ou une possession quelconque d'un ou de plusieurs des États signataires de la Convention du 14 mars 1884, et qui, par ce fait, aura interrompu ou empêché, en tout ou en partie, les communications télégraphiques, sera condamné à un emprisonnement d'un an au moins et à une amende qui ne pourra être inférieure à 500 francs, sans préjudice de l'action qui pourrait lui être intentée pour réparation des dommages.

ART. 4.

L'article précédent n'est pas applicable aux personnes qui, après avoir observé toutes les précautions nécessaires, auront été forcées de rompre un câble sous-marin ou de lui causer des dommages pour la protection de leur vie ou la sûreté de leurs navires.

Ces personnes devront toutefois donner connaissance de la rupture ou de la détérioration aux autorités du premier port où abordera le navire sur lequel elles seront embarquées, et cela dans les vingt-quatre heures de leur arrivée ; faute de remplir cette formalité, elles seront passibles d'une amende de 51 à 500 francs.

ART. 5.

Sera passible d'une amende de 51 à 500 francs celui qui aura sciemment em-

Texte des lois.
(Suite.)
—

barqué des instruments exclusivement propres à la rupture ou à la détérioration des câbles sous-marins.

ART. 6.

Italie.
(Suite.)

Sera passible d'une amende de 51 à 500 francs et de six jours à deux mois de prison :

1° Quiconque, en haute mer, par négligence ou imprudence, et spécialement dans les cas indiqués aux articles 7 et 8 ci-après, aura rompu un fil de télégraphie sous-marine ou lui aura occasionné des dommages de nature à interrompre ou à empêcher, en tout ou en partie, les communications télégraphiques ;

2° Le capitaine d'un navire qui, en faisant placer ou réparer un câble ou un fil sous-marin, n'aura pas observé les règles sur les signaux établies dans le but d'empêcher les rencontres et aura été ainsi cause qu'un autre navire aura rompu ou détérioré un télégraphe sous-marin.

Dans le premier cas, l'auteur de la rupture ou de la détérioration devra en donner connaissance aux autorités du premier port où abordera le navire sur lequel il sera embarqué, dans un délai de vingt-quatre heures après son arrivée; faute de remplir cette formalité, la peine de la prison pourra être portée jusqu'à quatre mois et l'amende jusqu'à 600 francs.

ART. 7.

Sera puni d'une amende de 51 à 500 francs :

1° Le capitaine d'un navire qui, en faisant poser ou réparer un télégraphe sous-marin, n'observera pas les règles sur les signaux établis pour empêcher les rencontres;

2° Le capitaine ou le patron d'un navire qui, voyant ou étant à même de voir lesdits signaux, ne se retirera pas ou ne se tiendra pas à une distance d'un mille nautique au moins du navire occupé à poser ou à réparer un télégraphe sous-marin;

3° Le capitaine ou le patron d'un navire qui, voyant ou étant à même de voir les signaux servant à indiquer la position des télégraphes sous-marins, ne se tiendra pas à une distance d'un quart de mille nautique au moins de la ligne des signaux.

ART. 8.

Sera puni d'une amende de 51 à 500 francs et d'un emprisonnement de six jours à un mois :

1° Le capitaine d'un navire qui aura jeté l'ancre à moins d'un quart de mille nautique d'un télégraphe sous-marin dont il aura pu connaître la position par le moyen de lignes de signaux ou par tout autre moyen, ou qui aura heurté un signal destiné à indiquer la position d'un télégraphe sous-marin, sauf le cas de force majeure;

2° Le patron d'une barque de pêche qui ne maintiendra pas ses filets à une distance d'au moins un mille nautique d'un navire occupé à réparer un télégraphe sous-

marin. Toutefois les patrons des barques de pêche, qui aperçoivent ou sont en situation d'apercevoir le navire télégraphique portant lesdits signaux, auront, pour se conformer à l'avertissement, le délai nécessaire pour terminer l'opération en cours, mais ce délai ne pourra excéder vingt-quatre heures ;

Texte des lois.
(Suite.)

—
Italie.
(Suite.)

3° Le patron d'une barque de pêche qui ne maintiendra pas ses filets à la distance d'au moins un quart de mille nautique de la ligne des signaux destinés à indiquer la position des télégraphes sous-marins.

TÉLÉGRAPHES SOUS-MARINS DANS LES EAUX TERRITORIALES.

ART. 9.

Les dispositions des articles précédents seront applicables également dans le cas où les délits susvisés auront été commis dans les eaux territoriales par toute personne placée à bord d'un navire italien ou étranger.

Néanmoins les distances fixées par les articles 7 et 8 ne seront observées qu'autant que le comportera l'extension des eaux territoriales.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. 10.

La connaissance des délits indiqués dans les articles précédents appartient aux tribunaux et aux préteurs, selon les règles du Code de procédure pénale, et aux tribunaux royaux consulaires existant dans les pays étrangers, et dans lesquels est autorisé l'exercice de la juridiction consulaire.

ART. 11.

La compétence pour connaître des délits susmentionnés commis dans le territoire de l'État ou dans la mer territoriale est déterminée par le lieu où ils ont été commis.

Si les délits sont survenus en haute mer ou en pays étranger, la compétence appartient aux autorités du lieu de premier abordage du navire dans le royaume, lorsqu'aucune notification n'a été faite aux consuls royaux ou aux commandants des lignes de la marine royale à l'extérieur. La compétence appartient aux autorités du lieu où le navire est inscrit, quand cette notification a été faite, sans préjudice, dans ce dernier cas, de la juridiction consulaire.

Si le national a commis l'un des délits prévus par la présente loi à bord d'un navire étranger et en haute mer, et s'il doit être jugé dans le royaume, il y aura lieu d'observer à son égard les règles de compétence établies par les lois ordinaires en vigueur.

ART. 12.

L'action pénale dérivant des délits susdits s'exerce d'office.

ART. 13.

Les instructions relatives à de semblables délits devront être expédiées d'urgence.

ART. 14.

Texte des lois.
(Suite.)
—
Italie.
(Suite.)

La preuve des délits par la présente loi pourra être faite dans la forme et par l'intermédiaire des agents indiqués au Code de procédure pénale et au Code applicable à la marine marchande.

Lorsque les officiers commandant les navires de guerre, ou les navires désignés à cet effet par l'un des États qui ont signé la Convention internationale du 14 mars 1884, ou par ceux qui y ont postérieurement accédé, auront des motifs raisonnables de supposer que quelques-uns des délits prévus par ladite Convention ont été commis en haute mer par des personnes embarquées sur un navire de commerce, ils peuvent exiger du capitaine ou du patron d'un semblable navire la production des documents officiels concernant la nationalité de ce dernier navire.

Cette production devra être consignée sur les documents eux-mêmes.

Les mêmes officiers pourront, en outre, dresser des procès-verbaux pour certifier l'existence du délit, quelle que soit la nationalité du navire sur lequel il a été commis. Les procès-verbaux seront établis dans les formes et dans la langue du pays auquel appartiendra l'officier rédacteur. Les inculpés et les témoins pourront ajouter ou faire ajouter, dans leur langue, toutes les explications qu'ils jugeront utiles et au bas desquelles ils devront apposer leur signature.

Ces procès-verbaux feront foi en justice jusqu'à inscription de faux lorsqu'ils auront été rédigés par des commandants de nationalité italienne, et jusqu'à preuve contraire lorsqu'ils auront été rédigés par des officiers ou des commandants de navires étrangers.

ART. 15.

Le capitaine d'un navire italien qui refusera d'exhiber les documents qui lui seront demandés par les officiers indiqués à l'article précédent sera passible d'une amende de 51 à 500 francs.

ART. 16.

Les officiers qui, en vertu du paragraphe 1^{er} de l'article 14, ont le droit de demander la production des documents ci-dessus indiqués et de dresser des procès-verbaux pour les délits punis par la présente loi, devront être considérés comme officiers publics, et par suite les outrages, violences ou tous autres actes commis contre eux seront passibles des peines infligées pour délits analogues au préjudice des officiers publics de l'État.

ART. 17.

En cas de récidive, le maximum de la peine sera appliqué au coupable. Ce maximum pourra même être augmenté de moitié.

Il y a récidive lorsque, entre le nouveau délit et l'exécution de la peine appliquée au précédent, il ne s'est pas écoulé une période de deux ans.

ART. 18.

Pour les personnes coupables de plusieurs délits, on applique les règles établies

par le Code pénal du 20 novembre 1850, articles 106 et suivants, et par le Code pénal toscan, articles 72 et suivants.

Texte des lois.
(Suite.)

ART. 19.

Dans l'application des peines établies par la présente loi, on suivra d'ailleurs les règles établies par lesdits codes sur le passage de l'une à l'autre peine, sur les causes qui excluent ou diminuent la culpabilité, sur la tentative, sur le concours de plusieurs personnes à un même délit et sur la prescription.

Italie.
(Suite.)

ART. 20.

Dans les cas indiqués aux articles 3 et 16 de la présente loi, le capitaine ou le patron d'un navire sur lequel aura été commis le délit observera, à l'égard de l'inculpé, les règles établies par les articles 436 et suivants du Code pour la marine marchande.

ART. 21.

Si des circonstances atténuantes existent en faveur des personnes qui ont commis les délits punis par la présente loi, la peine devra être diminuée d'un degré.

ART. 22.

Seront déclarés civilement responsables des amendes infligées pour délits punis par la présente loi, et des dommages qui en ont été la conséquence, les armateurs des navires sur lesquels les délits auront été commis, alors même que ces navires ne leur appartiendraient pas.

Les autres cas de responsabilité civile seront soumis aux règles établies par le Code civil.

Toutefois, pour l'indemnité spécifiée à la première partie de l'article 7 de la Convention internationale du 14 mars 1884, il conviendra de se conformer aux dispositions du même article.

ART. 23.

Les dispositions de la présente loi entreront en vigueur le 15 janvier 1886 et ne pourront concerner, en aucune façon, les belligérants, ni entraver leur liberté d'action.

Texte des lois.
(Suite.)

JAPON.

RÈGLEMENT DU 17 JUILLET 1885.

ARTICLE PREMIER.

Japon. Les infractions aux dispositions de l'article 2 de la Convention seront punies conformément à l'article 164 du Code pénal, et les tentatives, conformément aux dispositions du Code pénal concernant les infractions non consommées.

Art. 164 du Code pénal. Seront punis d'un emprisonnement avec travail de trois mois à trois ans et d'une amende de 5 à 50 yens ceux qui auront méchamment renversé ou détruit les poteaux télégraphiques ou les appareils des stations ou qui auront rompu des fils télégraphiques, si la communication en est interrompue.

Les infractions commises par imprudence ou négligence seront punies conformément au paragraphe 2 de l'article 59 du Code télégraphique.

Art. LIX du Code télégraphique. Quiconque, par imprudence ou négligence, aura interrompu la communication télégraphique par le renversement des poteaux ou autre matériel sera puni d'une amende de 2 à 10 yens.

Dans le cas où il s'agit d'un câble sous-marin, ou sous-fluvial, l'amende sera de 5 à 50 yens.

ART. 2.

Quiconque, par imprudence ou négligence, aura rompu ou détérioré un câble sous-marin, devra en faire la déclaration dans les vingt-quatre heures de son arrivée à l'autorité compétente du premier lieu où abordera son navire (en pays étranger au consulat du Japon). A défaut de déclaration, le délinquant sera passible d'une amende de 10 à 100 yens.

ART. 3.

Les personnes qui auraient été contraintes de rompre ou de détériorer un câble sous-marin par la nécessité de protéger leur vie ou d'assurer la sécurité de leur navire devront en faire la déclaration ainsi qu'il est dit à l'article précédent, sous peine d'une amende de 2 à 10 yens.

ART. 4.

Les infractions aux dispositions de l'article 6 et des paragraphes 1, 2 et 3 de l'article 5 de la Convention seront punies d'une amende de 5 à 100 yens.

Si le commandant d'un bâtiment occupé à la réparation ou à la pose d'un câble sous-marin a, par suite de sa contravention au paragraphe 1 de l'article 5 de la Convention, obligé un autre bâtiment à rompre ou à détériorer un câble sous-marin, les peines énoncées dans l'alinéa précédent lui seront appliquées avec augmentation d'un degré.

ART. 5.

Quiconque se sera refusé à exhiber ses pièces officielles, conformément à l'article 10 de la Convention, sera passible d'une amende de 4 à 40 yens.

Si le refus est accompagné de violences ou de menaces, l'article 139 du Code pénal sera appliqué.

Art. 139 du Code pénal. Sera puni d'un emprisonnement avec travail de quatre mois à quatre ans et d'une amende de 5 à 50 yens tout individu coupable d'avoir résisté, avec violences ou menaces graves, aux fonctionnaires publics agissant régulièrement pour l'application des lois et règlements ou pour l'exécution d'une décision administrative ou judiciaire.

ART. 6.

Les infractions prévues par la présente loi seront instruites et jugées par le tribunal correctionnel du lieu auquel appartient le bâtiment du délinquant ou par celui du lieu où il se trouve.

Texte des lois.
(Suite.)

—
Japon.
(Suite.)

Texte des lois.
(Suite.)

PAYS-BAS.

LOI DU 15 AVRIL 1886.

ARTICLE PREMIER.

Pays-Bas.

Les dispositions de la présente loi s'appliquent, en dehors des eaux territoriales, à tous les câbles sous-marins légalement établis et qui atterrissent sur les territoires de l'un ou de plusieurs des États qui ont adhéré ou qui adhéreront à la Convention internationale du 14 mars 1884, approuvée par la loi du 15 avril 1885 (*Bulletin des lois*, n° 89), ou bien atterrissant sur les colonies ou possessions de ces États, dans le cas où la Convention susdite aura été déclarée applicable à ces colonies et possessions.

ART. 2.

Sera puni d'un emprisonnement de un jour à trois ans celui qui, en dehors du cas prévu par le second alinéa de l'article 2 de la Convention internationale du 14 mars 1884, approuvée par la loi du 15 avril 1885 (*Bulletin des lois*, n° 89), aura détruit, détérioré ou endommagé volontairement ou à dessein un des câbles mentionnés par l'article 1^{er}, de manière à interrompre ou entraver la communication télégraphique.

Sera puni d'une détention de un jour à un mois ou d'une amende de 50 cents à 300 florins celui auquel tels rupture, détérioration ou endommagement pourront être imputés.

ART. 3.

Sera puni d'une amende de 50 cents à 300 florins :

1° Le capitaine, ou celui qui le remplace, qui ne se sera pas retiré avec son bâtiment ou qui ne le tiendra pas éloigné au moins d'un mille nautique (de 60 par degré) d'un bâtiment occupé à la pose ou à la réparation des câbles mentionnés par l'article 1^{er}, et portant les signaux prescrits pour lesdits navires de manière que ces signaux soient visibles pour l'autre bâtiment;

2° Celui qui ne tiendra pas ses engins ou filets de pêche à la distance énoncée au paragraphe précédent.

Toutefois les bateaux de pêche qui aperçoivent ou sont en mesure d'apercevoir un navire télégraphique portant lesdits signaux auront, pour se conformer à l'avertissement ainsi donné, un délai de vingt-quatre heures au plus, pendant lequel aucun obstacle ne devra être apporté à leurs manœuvres;

3° Le capitaine, ou celui qui le remplace, qui n'aura pas tenu éloigné son navire d'au moins un quart de mille nautique (de 60 au degré) des bouées, à lui visibles,

destinées à indiquer la position des câbles, en cas de pose, de dérangement ou de rupture ;

4° Celui qui ne tiendra pas ses engins ou filets de pêche à la distance mentionnée au paragraphe 3.

Texte des lois.
(Suite.)

—
Pays-Bas.
(Suite.)

ART. 4.

Sera puni d'un emprisonnement d'un jour à trois mois ou d'une amende de 50 cents à 600 florins celui qui négligera à dessein d'observer les ordres à lui donnés, en vertu de la Convention susmentionnée, par les officiers commandant des bâtiments de guerre d'un des États qui ont adhéré à la Convention ou des bâtiments spécialement chargés de veiller à l'exécution de la Convention.

ART. 5.

Les faits énoncés par les articles 2 et 4 sont considérés comme des délits (misdrijven) et ceux qu'énonce l'article 3 comme des contraventions (overtredingen).

ART. 6.

La présente loi entrera en vigueur simultanément avec la Convention internationale susdite.

Texte des lois.
(Suite)

PORTUGAL.

LOI VOTÉE MAIS NON ENCORE PROMULGUÉE.

TITRE I^{er}.

DISPOSITIONS RELATIVES AUX EAUX NON TERRITORIALES.

ARTICLE PREMIER.

Portugal. Les infractions à la Convention internationale du 14 mars 1884, relative à la protection des câbles sous-marins, commises par une personne de l'équipage d'un navire portugais, seront jugées au criminel par les tribunaux ordinaires et poursuivies par le ministère public, sans préjudice de l'action civile de qui il appartiendrait.

ART. 2.

Le juge compétent pour connaître desdites infractions sera celui de la première localité du territoire portugais à laquelle le navire ou l'équipage abordera, ou du port auquel appartient ledit navire.

ART. 3.

Les procès-verbaux auxquels se réfère l'article 10 de la Convention du 14 mars 1884 feront foi en justice jusqu'à preuve du contraire, sauf dans le cas où l'infraction tomberait sous le coup d'une peine supérieure à trois mois de prison, les procès-verbaux devant, dans ce cas, être corroborés en justice par la preuve testimoniale.

§ 1^{er}. — Les officiers commandants de navires de guerre portugais, ou de navires spécialement commissionnés par le Gouvernement portugais pour veiller à l'accomplissement de ladite Convention, dresseront procès-verbaux des infractions.

Ces procès-verbaux seront signés par lesdits officiers, par les délinquants, s'il est possible, et par deux témoins.

Ces procès-verbaux auront même force de loi que les précédents, sauf les modifications prévues à l'article 10 de ladite Convention.

§ 2. — Les procès-verbaux dressés par des officiers étrangers devront être authentiques et produits pardevant leur consulat.

§ 3. — En cas de défaut ou d'insuffisance des procès-verbaux ou des constatations de qui de droit, tout autre moyen de preuve sera admissible.

ART. 4.

Seront punis d'une amende de 2\$000 à 50\$000 reis :

1° Le capitaine d'un navire occupé à la réparation ou à la pose d'un câble sous-marin qui n'aura pas observé les règlements sur les signaux adoptés pour prévenir les abordages ;

2° Le capitaine ou maître d'équipage d'un navire quelconque qui, apercevant ou en mesure d'apercevoir ces signaux, ne se retirera pas, ou ne conservera pas au moins un mille nautique de distance entre lui et le navire occupé à la pose ou à la réparation du câble ;

3° Le capitaine ou maître d'équipage d'un navire quelconque qui, voyant ou en mesure de voir les bouées destinées à indiquer la position du câble, en cas de pose, de dérangement ou de rupture, ne se tiendra pas à une distance de ces bouées d'un quart de mille nautique au moins.

ART. 5.

Sera puni d'une amende de 2\$000 à 50\$000 reis, et, au besoin même, de la prison pour un à cinq jours :

1° Le capitaine ou maître d'équipage qui, sauf le cas de force majeure, jettera l'ancre à moins d'un quart de mille nautique de distance d'un câble sous-marin en pose ou réparation, et dont la position lui aura été indiquée par les bouées ou de toute autre manière, ou qui aura amarré à l'une de ces bouées ;

2° Les pilotes ou maîtres de bateaux de pêche qui ne tiendront pas leurs appareils ou filets à un mille nautique au moins du navire occupé à la pose ou à la réparation d'un câble sous-marin. Toutefois, les bateaux de pêche qui s'apercevront ou seront en mesure de s'apercevoir de la présence du navire télégraphique donnant les signaux adoptés, auront, pour se conformer à l'avis donné sous cette forme, un délai de vingt-quatre heures au plus, durant lequel nul obstacle ne pourra empêcher leurs manœuvres ;

3° Les pilotes ou maîtres de bateaux de pêche qui n'auront pas conservé leurs appareils ou filets à un quart de mille nautique au moins de la ligne des bouées destinées à indiquer la position des câbles en pose ou en réparation.

ART. 6.

Sera puni d'une amende de 2\$000 à 50\$000 reis, et, au besoin, de six jours à deux mois de prison :

1° Quiconque, par sa négligence, et notamment dans les cas prévus aux deux articles précédents, aura occasionné la rupture ou la détérioration d'un câble sous-marin, qui aurait pu avoir pour résultat d'interrompre ou empêcher, en tout ou en partie, les communications télégraphiques ;

2° Le capitaine de tout navire occupé à la pose ou à la réparation d'un câble sous-marin qui, en n'observant pas les règlements concernant les signaux adoptés pour

Texte des lois.

(Suite.)

—

Portugal.

(Suite.)

Texte des lois.
(Suite.)

prévenir les abordages, aura provoqué la rupture ou la détérioration d'un câble sous-marin.

Portugal.
(Suite.)

Paragraphe unique. — En cas de rupture ou de détérioration d'un câble, le capitaine du navire qui a mouillé est tenu, dans les vingt-quatre heures de son arrivée au premier port auquel il aura touché, de porter le fait à la connaissance des autorités locales, sous peine de voir élevée au double la peine édictée par cet article pour le cas prévu en la clause n° 1, et de se voir infliger cette peine alors même que la rupture ou la détérioration ne viendrait ni de son fait ni de sa négligence.

ART. 7.

Sera puni d'une amende de 24000 à 504000 reis, et au besoin même de six jours à deux mois de prison, quiconque fabriquera, vendra ou mettra en vente, embarquera ou fera embarquer des instruments ou des appareils servant exclusivement à la rupture ou à la destruction des câbles sous-marins.

ART. 8.

Sera puni d'une amende de 504000 à 1804000 reis, et de prison correctionnelle ou même réclusion jusqu'à cinq ans, quiconque aura volontairement coupé ou tenté de couper un câble sous-marin, ou lui aura causé ou tenté de causer une détérioration pouvant avoir pour résultat d'interrompre ou empêcher, en tout ou en partie, les communications télégraphiques.

§ 1^{er}. — Cette disposition n'est pas applicable aux auteurs de ruptures ou détériorations nécessitées par la protection de leur vie ou de leurs navires, s'ils ont pris toutes les précautions nécessaires pour éviter ces ruptures ou détériorations.

§ 2. — Dans le cas prévu au paragraphe précédent, l'auteur de la rupture ou de la détérioration sera tenu, sous peine d'une amende de 24000 à 204000 reis, de la porter à la connaissance de l'autorité locale du premier port où aura touché le navire à conduire, et cela dans le délai de vingt-quatre heures de son arrivée audit port.

TITRE II.

DISPOSITIONS RELATIVES AUX EAUX TERRITORIALES.

ART 9.

Les dispositions des articles 4 à 8 de la présente loi seront applicables aux infractions commises dans les eaux de notre territoire, par tout homme d'équipage d'un navire soit portugais, soit étranger, sauf les modifications suivantes :

§ 1^{er}. — La disposition du paragraphe 1 de l'article 6 ne s'applique pas au cas où, la rupture ou détérioration ayant eu lieu sur la portion du câble qui, aux termes des conventions des compagnies respectives, devait être protégée par une ligne de bouées

et des signaux, ces bouées ou signaux n'existeraient pas ou n'auraient pas été visibles.

Texte des lois.
(Suite.)

Portugal.
(Suite.)

§ 2. Dans les ports ou havres où passent les câbles, ou bien où est leur point d'atterrissage, il sera permis de mouiller ou conserver des appareils de pêche à moins d'un quart de mille de distance de ces câbles en pose ou réparation, s'il en a été disposé ainsi par le capitaine du port, conformément aux conditions du mouillage.

§ 3. Les cordages et filets de pêche seront, pour le délai dans lequel ils devront être relevés, l'objet d'une décision du capitaine du port, au cas où ce relèvement sera jugé indispensable à la pose ou à la réparation du câble.

ART. 10.

Le tribunal compétent pour connaître des infractions sera celui du port auquel appartient le navire sur lequel se sera embarqué le délinquant, ou le tribunal du premier port portugais auquel le navire touchera, ou du lieu où aura été commis le délit.

ART. 11.

Les infractions commises dans les eaux de notre territoire seront prouvées par actes authentiques, et, à défaut de ces actes ou en cas de leur insuffisance, toute autre preuve sera admissible.

ART. 12.

Sont compétents pour dresser les actes dont il est question en l'article précédent :

- 1° Les officiers commandants de navires portugais ;
- 2° Les chefs des départements, les capitaines de port et leurs délégués ;
- 3° Les fonctionnaires qui, d'après la législation en vigueur, ont qualité pour dresser des actes de contravention de police.

ART. 13.

Ces actes authentiques seront dressés selon les formalités prescrites au paragraphe 1^{er} de l'article 3 et feront foi en justice au même titre que les procès-verbaux dont il est question audit article.

ART. 14.

Lorsqu'il y aura lieu de relever les filets de pêche pour cause de pose ou de réparation des câbles, le relèvement donnera droit à une indemnité de la part du propriétaire des câbles.

Auront de même droit à une indemnité les propriétaires de navires qui pourront prouver qu'ils ont été obligés de sacrifier une ancre, un filet ou un appareil de pêche quelconque pour ne point endommager un câble sous-marin.

Texte des lois.
(Suite.)

Portugal.
(Suite.)

TITRE III.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. 15.

Les infractions prévues par les articles 4 à 7 et rappelées en l'article 9 seront poursuivies correctionnellement.

L'infraction à l'article 8, également rappelée dans ce dernier article, sera l'objet d'une procédure ordinaire, mais sans intervention de jurés et sous les modifications suivantes :

- 1° Le procès-verbal suffira pour constituer le corps du délit.
- 2° L'instruction sera terminée aussitôt que trois témoins auront été interrogés.

ART. 16.

Le refus de faire les dépositions nécessaires à la rédaction des procès-verbaux et actes de notoriété, les injures, la résistance, les offenses et voies de fait contre les personnes chargées de dresser les procès-verbaux ou actes de notoriété, dans l'exercice de leurs fonctions, seront punis des peines dont la loi pénale frappe ceux qui commettent les résistances à l'autorité publique; la procédure en sera poursuivie dans les formes établies par la loi en général.

ART. 17.

Pour les infractions qui tombent sous la responsabilité des capitaines ou maîtres d'équipage, cette responsabilité cesse et incombe aux pilotes de l'entrée et de la sortie des ports du royaume, dès que ces pilotes sont montés à bord des navires, sauf le cas prévu en l'article 47 du règlement approuvé par la loi du 6 mai 1878.

ART. 18.

Les instruments et appareils auxquels se rapporte l'article 7 (filets et cordages) et tous les objets ayant servi à commettre l'infraction prévue en l'article 8 seront saisis et considérés comme perdus pour leurs propriétaires et dévolus à l'État.

ART. 19.

Dans les cas de complicité, accumulation ou récidive de délits, il y aura lieu de faire application des règlements prescrits dans la loi pénale.

ART. 20.

La responsabilité civile sera réglée suivant le droit commun.

ART. 21.

Est rapportée toute législation contraire à la présente.

ROUMANIE.

Texte des lois.
(Suite.)

Le Gouvernement français n'a pas été informé qu'une loi ait été rendue par le Gouvernement roumain en vue de la mise en vigueur de la Convention et, notamment, pour assurer la répression des infractions prévues.

Roumanie.

Texte des lois.
(Suite.)

RUSSIE.

Russie.

(Quant à présent aucune loi spéciale n'a été rendue en Russie pour assurer l'exécution de la Convention. Toutefois les dispositions suivantes des lois russes sont applicables aux atteintes portées aux communications sous-marines.)

CODE DES LOIS RUSSES. — RÈGLEMENT SUR LES PEINES.

ART. 1140.

Quiconque, non par imprudence mais avec intention, endommage un télégraphe, à quelque propriétaire qu'il appartienne, est passible : de la privation de tous les droits et privilèges particuliers attachés à sa personne ou à ses biens; de l'envoi en Sibérie pour la vie, ou bien de l'incorporation dans des compagnies correctionnelles de discipline, en vertu du troisième ou quatrième point de l'article 31 de ce règlement.

ART. 1141.

Quand la détérioration du télégraphe a été commise dans le but de voler les matières entrant dans la composition de ce télégraphe, alors le coupable, d'après les bases du règlement établi sur le cumul des crimes (art. 152) est toujours passible (quelle que soit la valeur de la détérioration) de la plus sévère des peines énoncées dans l'article précédent.

RÈGLEMENT SUR LES PEINES INFLIGÉES PAR LES JUGES DE PAIX.

ART. 101.

Dans le cas d'une détérioration du télégraphe commise par imprudence, détérioration pouvant produire un arrêt dans les transmissions, si les coupables ne préviennent pas immédiatement la Direction du télégraphe du dégât qu'ils ont fait, ils sont passibles d'une amende pécuniaire qui peut aller jusqu'à 15 roubles.

RÉPUBLIQUE DE SALVADOR.

Texte des lois.
(Suite.)

Le Gouvernement français n'a pas été informé qu'une loi ait été rendue par le Gouvernement de Salvador en vue de la mise en vigueur de la Convention et, notamment, pour assurer la répression des infractions prévues.

Salvador.

Texte des lois.
(Suite.)

SERBIE.

Serbie.

Le Gouvernement français n'a pas été informé qu'une loi ait été rendue par le Gouvernement serbe en vue de la mise en vigueur de la Convention et, notamment, pour assurer la répression des infractions prévues.

SUÈDE.

Texte des lois.
Suite.)

LOI DU 9 JANVIER 1885.

ARTICLE PREMIER.

Celui qui, en haute mer, en dehors des eaux territoriales, aura volontairement rompu ou détérioré un câble sous-marin, de manière que les communications télégraphiques pourraient être interrompues ou entravées, de même que celui qui, involontairement, par négligence coupable, aura causé une telle rupture ou détérioration, sera puni, d'après les dispositions du Code pénal, au chapitre 19, articles 13 et 21 (1), relatives à la détérioration des appareils télégraphiques de l'État, et suivant les distinctions y établies. Il payera en outre le dommage.

Suède.

Cette disposition ne s'applique pas aux ruptures ou aux détériorations dont les auteurs n'auraient eu que le but de protéger leur vie ou la sécurité de leur navire,

(1) Les articles du Code pénal invoqués ci-dessus ont la teneur suivante :

CHAPITRE 19.

ART. 13.

Sera puni d'un emprisonnement de six mois au plus, ou des travaux forcés pendant deux ans au plus, celui qui aura volontairement rompu ou détérioré les télégraphes de l'État, leurs parties constitutantes ou dépendances, ou qui aura volontairement agi de manière à empêcher ou entraver l'expédition des télégrammes. Il pourra être prononcé une amende, si le dommage a été de peu d'importance et s'il n'a causé aucun empêchement à l'expédition des télégrammes.

ART. 21.

Sera puni d'un emprisonnement de six mois au plus ou d'une amende celui qui, par manque de soin, imprudence ou négligence, aura été la cause involontaire, soit du dommage fait par le feu à la propriété d'autrui, soit d'un naufrage, soit du dommage ou de l'inondation mentionnés à l'article 11, soit encore du danger qu'il y a eu à se servir des ouvrages, édifices ou travaux indiqués audit article.

Sera puni d'une amende celui qui, ainsi qu'il vient d'être dit, aura involontairement causé du dommage aux phares, aux fanaux ou aux autres marques mentionnées à l'article 10.

Sera puni d'une amende de 200 couronnes au plus celui qui, de la même manière, aura involontairement causé le dommage, l'empêchement ou le retard mentionnés aux articles 12 ou 13, ou le dommage indiqué à l'article 15.

Ce qui a été arrêté dans cet article par rapport aux canaux et écluses de l'État, aux autres constructions semblables, aux chemins de fer et aux télégraphes, pourra également s'appliquer aux pareils travaux faits par des particuliers, communes ou sociétés, si le Roi a ordonné que ces travaux doivent jouir de la même protection que ceux de l'État.

Le capitaine du navire qui a été touché par le câble doit immédiatement faire connaître à l'autorité compétente les circonstances de l'accident.

ART. 3.

Le capitaine du navire qui a été touché par le câble doit immédiatement faire connaître à l'autorité compétente les circonstances de l'accident.

ART. 4.

Le capitaine du navire qui a été touché par le câble doit immédiatement faire connaître à l'autorité compétente les circonstances de l'accident.

Il est tenu de tenir à jour une telle déclaration. Le capitaine du navire est tenu de tenir à jour une telle déclaration. Le capitaine du navire est tenu de tenir à jour une telle déclaration.

ART. 5.

Le capitaine du navire qui a été touché par le câble doit immédiatement faire connaître à l'autorité compétente les circonstances de l'accident.

NORVÈGE.

Texte des lois.
(Suite.)

LOI DU 14 JUIN 1884.

ARTICLE PREMIER.

Lorsque, pendant la pose ou la réparation d'un câble, un autre câble est ou brisé ou endommagé, le propriétaire du premier câble doit supporter les frais de réparation qui sont ainsi occasionnés.

Norvège.

ART. 2.

Lorsqu'un navire occupé à la réparation d'un câble arbore les signaux prescrits pour de semblables bâtiments, tous les autres navires, ainsi que les instruments et filets de pêche, doivent s'en tenir à une distance d'au moins un quart de mille ($1/60^{\circ}$ de degré de latitude).

Si quelqu'un, qui a ou devrait avoir vu les signaux, enfreint cette prescription, il sera puni d'amende ou de prison. Toutefois les bateaux de pêche ont, pour l'exécution de cette prescription, un délai de vingt-quatre heures, au plus, pendant lequel nul ne peut mettre obstacle à leurs manœuvres.

Les travaux du navire télégraphique doivent être menés à fin dans le plus bref délai possible.

ART. 3.

Les navires, ainsi que les instruments et filets des pêcheurs, doivent se tenir à distance d'au moins un seizième de mille des bouées servant à indiquer la position des câbles télégraphiques en cas de pose, de dérangement ou de rupture. Si quelqu'un enfreint cette prescription, il sera puni d'amende ou de prison.

ART. 4.

Les propriétaires de vaisseaux ou de navires qui peuvent prouver qu'ils ont sacrifié une ancre, un filet ou un autre instrument de pêche, pour ne pas endommager un câble sous-marin, doivent être indemnisés par le propriétaire du câble.

Pour avoir droit à une telle indemnité, celui qui la réclame doit, autant que possible, immédiatement après l'événement et pour le constater, en établir une déclaration appuyée du témoignage de l'équipage du navire. Cette déclaration est transcrite dans le journal du navire en question, là où un tel journal existe.

En outre, le chef du navire doit, dans les vingt-quatre heures de son arrivée au premier port d'atterrissement ou de retour, faire sa déclaration aux autorités compétentes de la manière prescrite par l'article 20 de la loi du 24 mars 1860 sur la navigation.

Texte des lois.
(Suite.)
—

Norvège.
(Suite.)

Lorsque cette déclaration a lieu en Norvège, le notaire public doit, séance tenante, en informer l'autorité consulaire la plus voisine accréditée en Norvège par la nation à laquelle appartient le propriétaire du câble.

ART. 5.

Les procès relatifs à des objets se rapportant à cette loi ressortissent à la Cour maritime.

Les infractions aux articles 2 et 3 sont traitées correctionnellement.

ART. 6.

Les prescriptions de la présente loi ne sont applicables qu'en ce qui concerne les câbles télégraphiques placés en dehors des eaux territoriales et, parmi ceux-ci, seulement aux câbles légalement placés et ayant leur point d'attache sur des territoires, colonies ou possessions appartenant à l'une des puissances signataires de la Convention internationale pour la protection des câbles télégraphiques sous-marins.

La présente loi entrera en vigueur et y restera dès l'instant et aussi longtemps que la susdite Convention sera valable en ce qui concerne la Norvège.

TURQUIE.

Texte des lois.
(Suite.)

Le Gouvernement français n'a pas été informé qu'une loi ait été rendue par le Gouvernement ottoman en vue de la mise en vigueur de la Convention et, notamment, pour assurer la répression des infractions prévues.

Turquie.

Texte des lois.
(Suite.)

RÉPUBLIQUE ORIENTALE DE L'URUGUAY.

LOI DU 11 DÉCEMBRE 1885.

TITRE PREMIER.

MANIÈRE D'ÉTABLIR LA RESPONSABILITÉ EN CAS DE RUPTURES OU DE DÉTÉRIORATIONS
DES CÂBLES SOUS-MARINS
ET DES INDEMNITÉS AUXQUELLES CES ACCIDENTS PEUVENT DONNER LIEU.

ARTICLE PREMIER.

Uruguay.

Toute personne qui occasionne volontairement ou par négligence coupable la rupture ou la détérioration d'un câble sous-marin, si cet accident peut causer l'interruption des communications télégraphiques en tout ou en partie, ou rendre ces communications moins faciles, encourt les peines que les articles suivants de la présente loi établissent, sans préjudice de l'action civile pour les dommages et les dégâts.

ART. 2.

Cette responsabilité dont parle l'article précédent ne pourra être annulée que si la rupture ou la détérioration du câble a été causée par son auteur dans le but de protéger sa vie ou de pourvoir à la sécurité d'un navire en danger. Toutefois il faudra qu'il ait pris toutes les précautions nécessaires pour éviter ces accidents et que, pour arriver à ses fins, il ait été absolument obligé d'endommager le câble.

ART. 3.

L'exception citée dans l'article précédent ne pourra être maintenue que si elle est affirmée par le témoignage que donnera le capitaine ou le patron de la barque devant les autorités maritimes ou autres autorités compétentes qu'il trouvera dans le premier port où il débarquera après avoir amené la rupture ou la détérioration du câble.

ART. 4.

Les maîtres, patrons ou armateurs des navires qui peuvent prouver qu'ils ont sacrifié un filet, une ancre ou quelque autre ustensile de pêche pour éviter d'abîmer un câble sous-marin, devront être indemnisés par le propriétaire du câble.

ART. 5.

Pour prouver l'acte dont parle l'article antérieur et avoir droit à l'indemnité, il est nécessaire que la personne qui prétend y avoir droit fasse, le plus vite possible après l'événement, une déclaration en forme pour témoigner de ce qui lui est arrivé. Cette

déclaration devra se faire dans le premier port de relâche ou de débarquement et dans les premières vingt-quatre heures qui suivront l'arrivée du navire.

Texte des lois.
(Suite.)

ART. 6.

Uruguay.
(Suite.)

Le propriétaire d'un câble qui, pour poser ou réparer ce câble, occasionne la rupture ou la détérioration d'un autre câble, doit indemniser des réparations que cette rupture ou détérioration aura rendues nécessaires.

ART. 7.

Les navires occupés à placer ou à réparer un câble sous-marin devront arborer les signaux qui sont ou seront adoptés par les Hautes Parties contractantes pour prévenir les abordages, et les navires de pêche qui apercevront ou seront en mesure d'apercevoir un bateau télégraphique qui arbore les signaux convenus auront, pour obéir à l'avis ainsi donné, un délai de vingt-quatre heures au plus pendant lesquelles le navire télégraphique ne devra mettre aucun obstacle à leurs manœuvres. Ce dernier, de son côté, devra terminer ses opérations dans le temps le plus bref possible.

TITRE II.

COMPÉTENCE DES TRIBUNAUX POUR CONNAÎTRE DES INFRACTIONS À LA CONVENTION
DU 14 MARS 1884.

ART. 8.

Ces actions peuvent être engagées par le ministère public ou par la partie intéressée.

ART. 9.

Les tribunaux compétents pour connaître des infractions à la Convention de mars 1884 sont ceux du pays auquel appartient le navire à bord duquel s'est commise l'infraction.

ART. 10.

Sans préjudice de ce qui est établi dans l'article précédent, dans le cas où la répression des infractions ne pourrait être effectuée devant les tribunaux du pays auquel appartient le navire reconnu coupable de l'infraction, le jugement pourra avoir lieu dans un quelconque des États contractants, en tenant compte de la nationalité du navire, conformément aux règles générales en matière pénale qui résultent des lois particulières des États en cause ou des traités internationaux.

ART. 11.

Les infractions à la Convention pourront se prouver par tous les modes de témoignages admis par la législation du pays où réside le tribunal compétent.

ART. 12.

Quand les officiers qui commandent un navire de guerre ou un navire spéciale-

Texte des lois.
(Suite.)

Uruguay.
(Suite.)

ment chargé de la surveillance des câbles par les Hautes Parties contractantes ont lieu de croire qu'une infraction à la Convention a été commise par un navire autre qu'un navire de guerre, ils pourront exiger du capitaine ou du patron l'exhibition des pièces officielles qui justifient de la nationalité dudit navire et on fera immédiatement mention sommaire de cette exhibition dans les pièces produites.

ART. 13.

En outre, ces officiers pourront dresser acte de la contravention, quelle que soit la nationalité du navire accusé. Ces actes seront rédigés suivant les formes et la langue en usage dans le pays auquel appartient l'officier qui les instruit et ils pourront servir comme moyen de preuve dans le pays où ils seront invoqués selon la législation de ce pays.

ART. 14.

Les inculpés et les témoins auront le droit d'inscrire ou de faire inscrire dans leur propre langue toutes les explications qu'ils jugeront utiles, et ces déclarations devront être dûment signées.

ART. 15.

La procédure et le jugement des infractions à la Convention devront être aussi expéditifs que le permettent les lois et les règlements du pays.

TITRE III.

DISPOSITIONS SPÉCIALES.

ART. 16.

Les infractions à la Convention du 14 mars 1884 qui sont commises par un individu faisant partie de l'équipage d'un navire de la République orientale seront jugées par le tribunal départemental de la juridiction dans laquelle est situé le port d'arrivée du navire où se trouve le délinquant, ou de la juridiction dans laquelle est le premier port de la République où se rend le navire.

ART. 17.

Quiconque aura refusé d'exhiber les pièces nécessaires pour dresser les actes dont parle l'article 13 sera puni d'une amende de 1 à 20 piastres ou de deux à dix jours de prison.

ART. 18.

Toute attaque, toute résistance avec violence ou voies de fait envers les personnes remplissant une fonction officielle, indiquée dans l'article 13, pour dresser les actes et dans l'exercice de leurs fonctions, subira les peines appliquées à la rébellion.

ART. 19.

Seront punis d'une amende de 3 à 60 piastres :

1° Le capitaine d'un navire qui, étant occupé au placement ou à la réparation

d'un câble sous-marin, n'observera pas les règlements relatifs aux signaux destinés à éviter l'abordage;

2° Le capitaine ou le patron d'une barque qui, apercevant ou étant placé de manière à apercevoir les signaux, ne se maintiendra pas éloigné d'un mille au moins du navire occupé à placer ou à réparer un câble sous-marin;

3° Le capitaine ou le patron d'un navire qui, voyant ou étant placé de manière à voir les bouées destinées à indiquer la position des câbles, ne se maintiendra pas éloigné de la ligne des bouées d'un quart de mille marin au moins.

ART. 20.

Seront punis d'une amende de 3 à 60 piastres ou, à son défaut, de un à ci q jours de prison :

1° Le capitaine ou le patron d'un navire qui aura jeté l'ancre à moins d'un quart de mille marin d'un câble sous-marin dont la position aura pu lui être indiquée par les lignes de bouées ou par tout autre moyen. La même peine sera infligée s'il a amarré son navire à une des bouées destinées à indiquer la position du câble, les cas de force majeure exceptés (art. 2 et 3);

2° Le patron de tout navire de pêche qui jettera ses engins à moins d'un mille marin au moins d'un navire occupé à placer ou à réparer un câble sous-marin; il devra se garer dans le délai accordé à cet effet (art. 7);

3° Le patron de tout navire de pêche qui jette ses engins à moins d'un quart de mille marin au moins de la ligne des bouées destinées à indiquer la position des câbles sous-marins.

ART. 21.

Seront punis d'une amende de 3 à 60 piastres ou, à son défaut, de six jours à deux mois de prison :

1° Quiconque, par négligence coupable et principalement dans les cas prévus par les articles 20 et 21, aura rompu un câble sous-marin ou l'aura détérioré de manière à intercepter ou à rendre moins faciles, en tout ou en partie, les communications télégraphiques;

2° Le capitaine ou le patron d'un navire qui, se trouvant occupé à placer ou à réparer un câble, négligera de faire les signaux convenus et sera ainsi cause de la détérioration du câble par un autre navire.

ART. 22.

Seront punis d'une amende de 4 à 60 piastres ou, à son défaut, de six jours à deux mois de prison :

1° Quiconque aura fabriqué, détenu hors de son domicile, mis en vente, embarqué ou fait embarquer les instruments ou les appareils qui servent exclusivement pour couper les câbles sous-marins.

ART. 23.

Sera puni d'une amende de 60 à 200 piastres ou, à son défaut, de six mois à cinq

Texte des lois.
(Suite.)

Uruguay.
(Suite.)

Texte des lois.
(Suite.)
—
Uruguay.
(Suite.)

ans de prison quiconque, volontairement et sans y être obligé par une raison de force majeure, aura rompu un câble sous-marin ou l'aura détérioré de manière à interrompre en tout ou en partie les communications télégraphiques.

Sera puni d'une amende de 40 à 60 piastres ou de un mois à deux ans de prison quiconque sera convaincu en jugement d'avoir fait les tentatives des mêmes faits.

TITRE IV.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. 24.

Le délinquant se trouvant dans le cas prévu par l'article 23, § 1^{er}, sera tenu, dans les vingt-quatre heures de son arrivée dans un port, de donner avis aux autorités locales de la rupture ou de l'accident arrivé au câble sous-marin et qui l'aura occasionnée. Le défaut de cette déclaration entraînerait la condamnation au double de la peine.

Dans le cas prévu par l'article 23, l'auteur de la rupture ou de la détérioration du câble serait obligé, sous peine d'être condamné à une amende de 3 à 20 piastres, de faire également sa déclaration.

ART. 25.

En cas de récidive, les peines ci-dessus seront appliquées dans leur maximum, et ce maximum pourra être élevé jusqu'au double. Il y a récidive :

1° Pour les faits prévus dans les articles 19, 20, 21 et 22 de la présente loi quand, dans les deux ans qui précèdent, il a été prononcé contre le délinquant un jugement définitif pour infraction aux dispositions énoncées dans lesdits articles;

2° Pour les faits prévus par l'article 23, quand, à une époque quelconque, il a été prononcé contre le délinquant un jugement définitif pour infraction aux dispositions de cet article.

ART. 26.

Les armateurs des navires, qu'ils en soient ou non propriétaires, devant rendre raison des faits de l'équipage de ces navires, seront déclarés responsables des amendes imposées pour infractions à la présente loi et des condamnations civiles auxquelles ces infractions pourront donner lieu.

Les autres cas de responsabilité civile seront réglés conformément aux dispositions du droit civil.

ART. 27.

Une peine plus élevée sera appliquée au délinquant si, dans le jugement, il est reconnu coupable de plusieurs infractions à la présente loi.

ART. 28.

La présente loi restera en vigueur dans la République tant que son Gouvernement maintiendra son adhésion à la Convention du 14 mars 1884.

ANNEXE B AU PROCÈS-VERBAL DE LA PREMIÈRE SÉANCE.

Texte des lois.
(Suite.)

SUÈDE.

Suède.

ORDONNANCE ROYALE CONTENANT DES DISPOSITIONS À L'EFFET DE PROTÉGER LES
CÂBLES TÉLÉGRAPHIQUES SOUS-MARINS, DONNÉE AU CHÂTEAU DE STOCKHOLM, LE
11 SEPTEMBRE 1885.

(TRADUCTION.)

Nous OSCAR, etc. . . , savoir faisons qu'ayant conclu avec plusieurs Puissances étrangères une Convention pour la protection des câbles télégraphiques sous-marins légalement établis et qui atterrissent sur les territoires, colonies ou possessions d'une des Puissances qui participent à la Convention, et ayant rendu en date du 9 janvier de l'année courante une loi pour la protection des câbles sous-marins, avons jugé bon d'arrêter en outre ce qui suit, relativement aux câbles visés par la Convention :

§ 1^{er}.

Quand un bâtiment occupé à la pose ou à la réparation d'un câble télégraphique sous-marin porte les signaux prescrits pour les bâtiments qui se livrent à ces opérations, les autres bâtiments qui aperçoivent ou sont en mesure d'apercevoir ces signaux doivent se tenir éloignés d'un mille nautique ($\frac{1}{16}$ de degré) au moins de ce bâtiment.

La même disposition sera applicable aux engins et filets des pêcheurs; toutefois les bateaux de pêche auront, pour se conformer aux signaux, un délai de vingt-quatre heures à partir du moment où leur équipage aura été en mesure d'apercevoir les signaux, et pendant ce temps aucun obstacle ne devra être apporté à leurs manœuvres.

§ 2.

Les bâtiments qui aperçoivent ou sont en mesure d'apercevoir les bouées destinées à indiquer la position des câbles télégraphiques en cas de pose, de dérangement ou de rupture, doivent se tenir éloignés de ces bouées à un quart de mille nautique au moins. Les engins ou filets des pêcheurs devront être tenus à la même distance.

§ 3.

Texte des lois.
(Suite.)

Quiconque enfreindra les dispositions des paragraphes 1 et 2 de la présente ordonnance sera passible d'une amende de 50 à 500 couronnes.

Suède.
(Suite.)

Si le condamné n'a pas les moyens d'acquitter l'amende, elle sera convertie conformément aux prescriptions du Code pénal.

§ 4.

Les infractions aux dispositions de la présente ordonnance seront poursuivies devant les tribunaux par le Ministère public.

La présente ordonnance entrera en vigueur le 15 janvier 1886.

ANNEXE C AU PROCÈS-VERBAL DE LA PREMIÈRE SÉANCE.

Texte des lois.
(Suite.)

COSTA-RICA.

Costa-Rica.

(DÉCRET DU 5 AVRIL 1886.)

(TRADUCTION.)

La Commission permanente du Congrès constitutionnel de la république de Costa-Rica,

En exécution des stipulations de l'article 12 de la Convention signée à Paris le 14 mars 1884, pour la protection des câbles sous-marins, et en vertu des attributions que lui confère le paragraphe 4 de l'article 94 de la Constitution,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER.

Sera puni d'une amende de 300 à 666 piastres, ou du bague intérieur du degré inférieur, celui qui, volontairement ou méchamment, aura coupé un câble sous-marin ou l'aura détérioré de manière à interrompre ou entraver, en tout ou en partie, les communications télégraphiques.

ART. 2.

Sera puni d'une amende de 101 à 300 piastres ou de la reclusion au degré inférieur :

1° Celui qui, par imprudence ou par négligence coupable, aura coupé un câble ou l'aura détérioré de manière à interrompre ou entraver, en tout ou en partie, les communications télégraphiques;

2° Le capitaine de tout navire occupé à la pose ou à la réparation d'un câble sous-marin, qui, par l'inobservation des règles sur les signaux adoptés ou qui seraient adoptés pour prévenir les collisions, sera cause qu'un câble sous-marin aura été coupé ou détérioré par un autre bâtiment.

La personne responsable du délit défini dans le paragraphe 1^{er} du présent article doit, dans les vingt-quatre heures après son arrivée, donner avis aux autorités locales du premier port où mouille le navire à bord duquel il se trouve, de la rupture ou de la détérioration du câble sous-marin; à défaut de cette déclaration, la peine sera doublée.

ART. 3.

Texte des lois.
(Suite.)

Costa-Rica.
(Suite.)

Sera puni d'une amende de 10 à 100 piastres, ou d'une détention de un à vingt jours :

1° Le capitaine d'un bâtiment occupé à la pose ou à la réparation d'un câble sous-marin qui n'observe pas les signaux adoptés ou qui seront adoptés pour prévenir les collisions ;

2° Le capitaine ou patron de tout bâtiment qui, apercevant ou étant en mesure d'apercevoir ces signaux, ne se retirera pas ou ne se maintiendra pas à la distance d'un mille marin, au moins, du navire occupé à la pose ou à la réparation d'un câble sous-marin ;

3° Le capitaine de tout bâtiment qui, voyant ou étant en mesure de voir les bouées destinées à indiquer la position des câbles, ne se maintient pas à la distance d'un quart de mille marin, au moins, de la ligne des bouées ;

4° Le capitaine ou patron de tout bâtiment qui jette l'ancre à moins de un quart de mille d'un câble sous-marin, dont la position a pu être connue au moyen des lignes de bouées ou de toute autre façon ;

5° Le capitaine de tout bâtiment de pêche qui ne tient pas ses filets ou engins à un quart de mille, au moins, de la ligne de bouées qui indique la position des câbles sous-marins ;

6° Le capitaine de tout bâtiment de pêche qui ne maintiendra pas ses filets ou engins à la distance d'un mille, au moins, d'un navire occupé à la pose ou à la réparation d'un câble. Si le bâtiment était actuellement occupé des opérations de pêche, il ne sera encouru aucune peine par le capitaine ou patron qui, dans un délai de vingt-quatre heures à partir du moment où il aura vu, ou aura été en mesure de voir le navire télégraphique qui porte les signaux adoptés, se retire à la distance ci-dessus indiquée.

ART. 4.

Il sera connu des contraventions détaillées dans les articles précédents :

Si elles ont été commises hors des eaux territoriales et par des individus faisant partie de l'équipage d'un bâtiment national, par le juge du premier port de relâche dudit bâtiment.

Si elles ont été commises dans les eaux territoriales par des individus faisant partie de l'équipage d'un navire quelconque, national ou étranger, par le juge du premier endroit où abordera le navire, ou par le juge du lieu où les délits ont été commis.

ART. 5.

La présente loi cessera d'être obligatoire dès que la Convention du 14 mars 1884 cessera elle-même d'être obligatoire à Costa-Rica.

Le Pouvoir exécutif est chargé de faire connaître le jour à partir duquel la Convention et la loi entreront en vigueur.

Donné en la salle des séances du Palais National, à San José, le 5 avril 1886.

DEUXIÈME SÉANCE.

(19 MAI 1886.)

PRÉSIDENCE DE M. GRANET,

MINISTRE DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.

Étaient présents :

MM. les Délégués et Secrétaires qui assistaient à la précédente réunion.

Le procès-verbal de la première séance, préalablement communiqué en épreuves à MM. les Délégués, est adopté.

Procès-verbal.

M. LE PRÉSIDENT rappelle que, dans sa précédente séance, la Conférence avait confié à une commission de cinq membres le soin de prendre connaissance des différentes lois d'exécution qui lui ont été soumises et de vérifier si elles sont en concordance avec les dispositions de la Convention du 14 mars 1884. Cet examen est terminé, et le résultat s'en trouve consigné dans un rapport rédigé par M. LOUIS RENAULT, président de la Commission.

Lecture
du rapport
de
la Commission.

Sur l'invitation de M. le Président, M. LOUIS RENAULT donne lecture de ce rapport, dont le texte est annexé au présent procès-verbal. (*Annexe A.*)

Avant l'ouverture de la discussion sur les conclusions de ce rapport, la parole est donnée à M. CLAVERY pour porter à la connaissance de la Conférence la déclaration du Gouvernement allemand à laquelle il a déjà été fait allusion dans la précédente séance.

Déclaration
du Gouvernement
allemand.

M. CLAVERY rappelle que le Gouvernement allemand, qui n'est pas représenté à la Conférence, a remis à M. l'Ambassadeur de France à Berlin, pour être communiquée à MM. les Délégués, la Note suivante dans laquelle se trouvent

Déclaration
du Gouvernement
allemand.
(Suite.)

indiquées les vues de la Chancellerie impériale sur les questions en délibération :

« Le Gouvernement allemand a informé le Gouvernement de la République Française qu'en ce qui concerne l'Allemagne, les mesures nécessaires seront prises pour assurer, dans toute son intégralité, la mise en vigueur de la Convention à la date du 1^{er} janvier 1887, proposée par la France, si cette date est définitivement arrêtée et pourvu que les difficultés relatives à la loi anglaise soient écartées.

« Dans la pensée de la Chancellerie Impériale, toute loi qui soumettrait l'application de certaines stipulations de la Convention à des conditions particulières, s'écartant de l'accord ratifié le 16 avril 1885, devrait être mise en harmonie avec le texte de l'Acte international signé le 14 mars 1884. »

Discussion
sur
les conclusions
du rapport
de
la Commission.

M. LE PRÉSIDENT demande si quelqu'un de MM. les Délégués désire prendre la parole soit pour rectifier ou compléter le rapport de la Commission, soit pour en discuter les conclusions.

Déclaration
de
la Délégation
britannique :
demande
d'ajournement
de la discussion
sur l'article 4.

M. KENNEDY donne lecture de la Déclaration suivante:

« Les Délégués britanniques ont soumis à leur Gouvernement la déclaration formulée par la Commission; mais ils n'ont pas encore reçu les instructions nécessaires pour discuter cette Déclaration. Ils demandent donc que la discussion sur l'article 4 soit remise à la prochaine séance. Cela n'empêcherait pas la Conférence de vider toutes les autres questions qui ont surgi. »

M. LE PRÉSIDENT est d'avis que, du moment où MM. les Délégués britanniques n'ont pas reçu les instructions nécessaires pour prendre part à la discussion de l'article 4, l'ajournement qu'ils demandent est de droit.

Observations
de M. Orban.

M. ORBAN fait remarquer que la Conférence ignore à quel moment la Délégation britannique recevra les instructions qu'elle attend; il n'est pas impossible que leur arrivée subisse des retards. D'un autre côté, si le travail de la Commission lui a permis de constater qu'un grand nombre des États signataires de la Convention du 15 mars 1884 sont en règle au point de vue du vote des lois d'exécution, ce même travail a fait ressortir aussi que treize d'entre eux n'étaient pas encore en mesure de présenter les lois nécessaires. Si la Conférence devait se réunir à une date ultérieure pour examiner ces lois dont l'envoi est annoncé, elle pourrait réserver pour le même moment la discussion des conclusions de la Commission en ce qui concerne la loi anglaise. Au contraire, en procédant isolément, d'ici à quelques jours, à un débat et à

un vote sur les moyens de concilier les dispositions de la Convention avec celles de l'Acte britannique, la Conférence ne se sera acquittée que d'une partie de son mandat. En effet, elle ne sera vraiment en mesure de fixer la date de l'entrée en vigueur de la Convention qu'après avoir reçu communication des diverses lois d'exécution qui manquent encore et qu'il est indispensable de connaître pour décider si les différents États par lesquels elles doivent être rendues pourront faire partie de l'Union projetée pour la protection des câbles sous-marins.

Aucune des Puissances contractantes ne saurait ni accepter ces lois d'exécution sans examen, ni, encore moins, admettre dans l'Union des États qui ne les auraient pas rendues. Il faudra donc ou que la Conférence s'ajourne pour procéder ultérieurement à cette vérification, ou qu'elle confie à l'un des Gouvernements contractants, au Gouvernement français, par exemple, le soin de recueillir ces lois, de les examiner et de les communiquer aux autres États dans un délai suffisant pour qu'il soit possible de les étudier avant la date de l'entrée en vigueur de la Convention. Sans cette garantie, la publication et l'exécution de la Convention rencontreraient, en Belgique, les plus sérieuses difficultés : on ne voit pas notamment comment il serait possible de prononcer une pénalité quelconque contre un Belge qui aurait coupé ou endommagé un câble appartenant à un citoyen d'un autre État, alors que cet État ne se serait pas mis en mesure d'accorder, le cas échéant, la réciprocité à la Belgique.

M. LE PRÉSIDENT fait observer que la question soulevée de nouveau par M. Orban est distincte de celle à laquelle se rapporte la proposition de MM. les Délégués anglais. Le délai demandé par ceux-ci paraît devoir être un délai très court et nullement comparable à ceux que nécessite l'élaboration des lois d'exécution.

Dans cette situation, il semblerait utile de procéder comme l'a proposé M. Kennedy, c'est-à-dire, en réservant la discussion relative à l'article 4, de régler toutes les autres questions qu'a pu soulever l'examen des lois d'exécution par la Commission.

La Conférence pourrait ensuite être appelée à se prononcer sur la proposition de M. Orban; mais la priorité doit appartenir à la motion de M. Kennedy.

M. LE MINISTRE DES ÉTATS-UNIS estime que la mission de la Conférence consiste uniquement à rechercher les moyens de faire concorder ensemble les dispositions de la Convention et celles de l'Acte du Parlement britannique. Tous les autres États représentés à la Conférence ont déjà rendu les lois d'exécution nécessaires ou se sont engagés à les présenter à leurs Parlements. Il ne subsiste donc plus de difficultés que du côté de l'Angleterre, sur les articles 2 et 4 de

Discussion
sur
les conclusions
du rapport
de
la Commission.
(Suite.)

—
Observations
de M. Orban.
(Suite.)

M. le Ministre
des États-Unis.

Discussion
sur
les conclusions
du rapport
de
la Commission.
(Suite.)

—
M. le Ministre
des États-Unis.
(Suite.)

la Convention. Toutefois, en ce qui concerne l'article 2, M. Renault reconnaît, dans son remarquable rapport, qu'il n'existe pas de désaccord entre les dispositions de la Convention et celles de l'Acte britannique (art. 3, § 4). Sur ce point, il suffirait donc de constater l'entente par une déclaration signée des membres de la Conférence et il ne resterait plus, dès lors, qu'à discuter l'article 4, lorsque MM. les Délégués britanniques auront reçu les instructions nécessaires. En attendant, la Conférence pourrait s'ajourner au lendemain.

M. le Ministre des États-Unis insiste, en terminant, sur l'utilité qu'il y aurait, dans son opinion, à ce que l'accord de l'article 3 (§ 4) de l'Acte britannique avec l'article 2 de la Convention, soit non seulement constaté dans le rapport de la Commission, dont les conclusions seraient probablement sans action sur les décisions des tribunaux britanniques, mais encore consacré par une déclaration officielle et formelle de la Conférence. A cet effet, M. LE MINISTRE DES ÉTATS-UNIS a rédigé le projet de Protocole suivant qu'il dépose sur le bureau de la Conférence :

PROTOCOLE.

Projet
de protocole
proposé
par
M. le Ministre
des États-Unis.

« Aujourd'hui, les soussignés, Délégués des Puissances signataires de la Convention du 14 mars 1884 pour la protection des câbles sous-marins, réunis en Conférence à Paris, à l'Hôtel du Ministère des Affaires étrangères, sont convenus de la Déclaration suivante, qui aura la même valeur que les dispositions de l'Acte original :

« Il est entendu que ni l'article 2 ni l'article 4 de la susdite Convention n'ont eu pour objet d'imposer une responsabilité pénale à ceux qui rompraient ou endommageraient un câble par accident ou par nécessité, pour procéder à des réparations indispensables.

« La Conférence constate, en outre, que l'article 4 de la Convention n'a eu d'autre but et ne doit avoir d'autre effet que de charger les tribunaux compétents de chaque pays de résoudre, conformément à leurs lois et suivant les circonstances, la question de la responsabilité civile du propriétaire d'un câble qui, par la pose ou la réparation de ce câble, cause la rupture ou la détérioration d'un autre câble, de même que les conséquences de cette responsabilité. »

M. LE MINISTRE DES ÉTATS-UNIS fait remarquer qu'il s'est borné à mettre par écrit les conclusions de la Commission, dont il n'a même fait, en ce qui concerne l'article 4, que reproduire textuellement la proposition.

M. Louis Renault.

M. LOUIS RENAULT se plaît à constater qu'en effet il y a, sur le fond, accord complet entre M. le Ministre des États-Unis et la Commission. Il appartiendra

à la Conférence de décider s'il convient de faire un Protocole spécial pour constater ses résolutions; mais la discussion sur ce point n'est pas encore ouverte. M. Louis Renault se bornera donc, quant à présent, à signaler une rectification de forme que lui paraît comporter le Projet de protocole présenté par M. le Ministre des États-Unis. Il est dit, dans le deuxième paragraphe de ce projet, que « ni l'article 2 ni l'article 4 de la Convention n'ont eu pour objet d'imposer une responsabilité pénale, etc. » Or l'article 4 de la Convention n'établit pas de responsabilité pénale, mais une simple responsabilité civile. Il semble donc nécessaire de ne pas viser ensemble les deux articles.

Il est d'ailleurs d'autant moins utile de signer une Déclaration concernant l'article 2 que la conformité de cet article avec l'article 3, paragraphe 4, de l'Acte du Parlement britannique n'a pas été contestée et que cette dernière disposition peut dès lors être reproduite *in extenso* dans les lois d'exécution respectives par ceux des États contractants qui, comme les États-Unis, n'ont pas encore fait procéder au vote de ces lois.

M. LE MINISTRE DES ÉTATS-UNIS persiste à considérer comme nécessaire une Déclaration de la Conférence pour réaliser et consacrer l'accord entre la Convention et l'Acte du Parlement britannique. Cet accord est, en effet, le but assigné aux travaux de la Conférence par le Gouvernement français, qui l'a convoquée, et l'Allemagne, dans la note dont il vient d'être donné lecture, en fait la condition du vote de sa loi d'exécution. Or il ne suffit pas que la concordance entre les deux Actes ait été reconnue ou établie dans les discussions ou les conclusions de la Commission : il importe qu'elle soit consacrée par une constatation émanant de la Conférence.

Sur l'article 2 l'accord est et a toujours été complet : on n'a jamais contesté que l'Acte du Parlement britannique (art. 3, § 4) ne fût en complète harmonie avec la Convention. S'il en est ainsi, pourquoi ne pas le dire ?

Quant à l'article 4, M. le Ministre des États-Unis aurait été tout disposé à accepter la disposition restrictive que renferme l'article 4, § 1^{er}, de l'Acte du Parlement britannique; il est prêt à la voter, en vue des nombreux intérêts qui se rattachent, dans son pays, à l'industrie des câbles sous-marins. Il a même formulé, dans la Commission, un amendement équivalent à l'article 4, § 1^{er}, de l'Acte du Parlement britannique : il a demandé que les stipulations de la Convention ne fussent pas applicables aux câbles immergés à une profondeur dépassant la limite d'ancrage. Toutefois il a reconnu dans la Commission qu'il serait impossible d'obtenir un vote en ce sens, et il désire, avant tout, que les travaux de la Conférence aient une solution pratique.

Il reconnaît d'ailleurs qu'en réservant pour chaque cas spécial l'appréciation des circonstances et l'application du droit commun, le rapport de M. Renault concède tout ce qu'il est nécessaire de concéder et donne com-

Discussion
sur les conclusions
du rapport
de
la Commission.
(Suite.)

M. Louis Renault.
(Suite.)

M. le Ministre
des États-Unis.

Discussion
sur les conclusions
du rapport
de
la Commission.
(Suite.)

M. le Ministre
des
États-Unis.
(Suite.)

plète satisfaction aux *desiderata* de l'Angleterre. Il admet même, avec le rapporteur, qu'en substituant à la responsabilité absolue des compagnies, en deçà des cent brasses, une responsabilité applicable même au delà de cette limite, mais toujours tempérée par l'appréciation du juge, l'interprétation donnée à la Convention est plus avantageuse pour les compagnies de câbles télégraphiques que l'application pure et simple de l'article 4 de l'Acte britannique. C'est par ces motifs qu'il croit pouvoir se rallier aux conclusions du rapport de la Commission, mais à la condition que ces conclusions soient reproduites et consacrées par une déclaration formelle de la Conférence.

M. LE PRÉSIDENT rappelle que l'article 4 n'est pas encore en discussion. Quant à présent il s'agit de fixer tout d'abord les termes dans lesquels sera constaté l'accord existant entre l'article 2 de la Convention et l'article 3, § 4, de l'Acte du Parlement britannique.

Rédaction
proposée
en ce qui concerne
l'article 2.

M. LE PRÉSIDENT propose la formule suivante, empruntée en partie à celle qui a été présentée par M. le Ministre des États-Unis :

« Il est entendu que la disposition de responsabilité pénale mentionnée à l'article 2 de la Convention ne s'applique pas aux cas de ruptures ou de détériorations occasionnées accidentellement ou nécessairement en réparant un câble, alors que toutes les précautions ont été prises pour éviter ces ruptures et détériorations. »

M. ORBAN, sans s'opposer à l'adoption de cette formule, fait remarquer qu'elle est absolument inutile, puisqu'on n'a jamais contesté que les dispositions de l'article 3, § 4, de l'Acte du Parlement britannique fussent en complète harmonie avec celles de l'article 2 de la Convention.

M. LE C^{te} GOLUCHOWSKI demande si la Conférence ne devrait pas se borner à constater l'interprétation donnée par la Commission aux textes qui lui ont été soumis, et ensuite en référer aux Gouvernements respectifs, sans émettre de vote.

M. CLAVERY estime que la Conférence est absolument dans son mandat et dans sa mission en émettant, sous réserve de l'approbation des divers Gouvernements, un avis motivé et définitif sur les questions dont elle est saisie. Elle ne saurait se séparer en prenant simplement acte des propositions de la Commission, alors que les travaux de celle-ci n'ont eu précisément d'autre but que de préparer les décisions de la Conférence.

M. LE MINISTRE DES ÉTATS-UNIS juge une explication encore plus indispensable sur l'article 2 que sur l'article 4 de la Convention. Ce dernier pourrait, à la rigueur, être supprimé, tandis que l'article 2 doit être maintenu, mais avec un commentaire qui en restreigne le sens trop étendu.

Discussion
sur les conclusions
du rapport
de
la Commission.
(Suite.)

M. LE MINISTRE DE LA CONFÉDÉRATION ARGENTINE fait remarquer que la formule proposée par M. le Président ne vise pas le cas de négligence coupable qui, en droit, équivaut au dol. Il s'est produit sur ce point des doutes qu'il importerait de dissiper.

Rédaction
proposée
en ce qui concerne
l'article 2.
(Suite.)

M. LOUIS RENAULT répond que la formule en discussion laisse subsister la responsabilité en cas de négligence coupable, puisqu'elle l'exclut seulement dans le cas où « toutes les précautions ont été prises pour éviter les ruptures ou détériorations ». Les mots *négligence coupable* ne sont pas insérés dans le projet de déclaration : ils n'ont d'ailleurs donné lieu à aucune difficulté. C'est le mot *volontairement* qui a provoqué des réclamations ; c'est la crainte d'une interprétation rigoureuse de cette expression qui a motivé les doléances des compagnies anglaises. Mais on dissipe cette crainte en déclarant qu'aucune responsabilité pénale n'est encourue, si toutes les précautions ont été prises pour éviter les ruptures ou détériorations de câbles.

Observations
de M. le Ministre
de
la Confédération
Argentine.

Sur la proposition de M. CLAVERY et pour répondre aux préoccupations de M. LE MINISTRE DE LA CONFÉDÉRATION ARGENTINE, la formule en discussion est complétée de la manière suivante :

Amendement
de
la rédaction
proposée.

« Certains doutes s'étant élevés sur le sens du mot *volontairement* inséré dans l'article 2 de la Convention du 14 mars 1884, il est entendu que la disposition de responsabilité pénale mentionnée audit article ne s'applique pas aux cas de ruptures ou de détériorations occasionnées accidentellement ou nécessairement en réparant un câble, alors que toutes les précautions ont été prises pour éviter ces ruptures ou détériorations. »

M. LE PRÉSIDENT consulte la Conférence sur cette formule et constate qu'elle est admise sans opposition.

Adoption.

Sur la proposition de M. LE PRÉSIDENT, la Conférence renvoie à sa prochaine séance la discussion des conclusions de la Commission relativement à l'article 4 de la Convention, ainsi que la détermination de la forme à donner à ses résolutions.

M. CLAVERY dépose sur le bureau de la Conférence : 1° la traduction de la loi préparée par le Gouvernement espagnol pour l'exécution de la Convention

Dépôt
de documents.

Dépôt
de documents.
(Suite.)

du 14 mars 1884; 2° la traduction d'une loi norvégienne édictant des peines contre la rupture ou la détérioration des télégraphes et la traduction de deux ordonnances concernant l'emploi des signaux à bord des navires suédois et norvégiens. (*Voir annexes B et C au présent procès-verbal.*)

La prochaine réunion est fixée au lendemain, jeudi 20 mai, à 3 heures.

La séance est levée à 6 heures.

Le Ministre des Postes et des Télégraphes,
F. GRANET.

Les secrétaires :

RÉNÉ LAVOLLEE, E. LORIN;
P. VEILLET DUFRÊCHE, GÉRARD.

ANNEXE A AU PROCÈS-VERBAL DE LA DEUXIÈME SÉANCE.

RAPPORT DE LA COMMISSION

CHARGÉE

PAR LA CONFÉRENCE

DE PROCÉDER À L'EXAMEN DES MESURES PRISES

PAR LES DIFFÉRENTS ÉTATS

POUR ASSURER L'EXÉCUTION DE LA CONVENTION

DU 14 MARS 1884 ⁽¹⁾.

D'après l'article 12 de la Convention du 14 mars 1884, « les Hautes Parties contractantes s'engagent à prendre ou à proposer à leurs législatures respectives les mesures nécessaires pour assurer l'exécution de la présente Convention »; et, d'après l'article 13, « les Hautes Parties contractantes se communiqueront les lois qui auraient déjà été rendues ou qui viendraient à l'être dans leurs États relativement à l'objet de la présente Convention ». La Conférence est donc naturellement saisie de l'examen des lois ou projets de lois qui, dans les différents États contractants et représentés à la Conférence, sont destinés à permettre d'exécuter la Convention; elle a bien voulu nous charger de procéder à cet examen, nous venons lui rendre compte de nos études. Mais la Commission tient à déclarer tout d'abord que ses appréciations ou propositions n'engagent en rien les Gouvernements dont ses membres sont les délégués; elle n'a fait qu'un travail destiné à faciliter les délibérations de la Conférence.

Rapport
de
la Commission.

⁽¹⁾ La Conférence, dans sa première séance, a désigné comme membres de cette Commission: MM. Léopold Orban (*Belgique*), Sanchez Acaña (*Espagne*), Mac-Lane (*États-Unis*), Louis Renault (*France*), et Lamb (*Grande-Bretagne*).

Rapport
de
la Commission.
(Suite.)

Avant de passer en revue les diverses législations, une observation générale est indispensable.

La Convention du 14 mars 1884 contient deux séries de dispositions ayant un caractère législatif proprement dit, c'est-à-dire étant de nature à être invoquées devant les tribunaux qui auront à en procurer l'application :

1° Les articles qui, dans l'intérêt des communications télégraphiques, déclarent punissables certains faits de destruction ou de détérioration (art. 2), ou bien qui prescrivent, soit aux bâtiments occupés à la pose ou à la réparation des câbles, soit aux autres bâtiments, spécialement aux bateaux de pêche, certaines règles destinées à faciliter les opérations relatives aux câbles (art. 5 et 6), règles devant être sanctionnées par des peines ;

2° Les articles qui posent des principes de droit civil, qui permettent aux tribunaux d'allouer des indemnités, soit pour le cas de rupture ou de détérioration d'un câble occasionnée par la pose ou la réparation d'un autre câble (art. 4), soit pour le cas où des propriétaires de navires ou bâtiments peuvent prouver qu'ils ont sacrifié une ancre, un filet ou un autre engin de pêche pour ne pas endommager un câble sous-marin (art. 7).

Il y a grand intérêt à faire cette distinction. En effet, les dispositions pénales de la Convention ne sauraient se suffire à elles-mêmes, puisqu'elles ne précisent pas la peine applicable (cf. art. 12) ; il faut donc, pour que la Convention soit exécutée sur ce point dans un pays déterminé, que la législation de ce pays prévoie expressément les faits visés et les punisse. Au contraire, les dispositions de droit civil peuvent se trouver applicables et obligatoires pour les tribunaux d'un pays par cela seul que la Convention a été régulièrement ratifiée par le Gouvernement de ce pays, de telle sorte qu'elle soit ainsi devenue de plein droit partie intégrante de la législation. Par conséquent, de ce que, dans une loi spéciale d'exécution de la Convention, les règles des articles 4 et 7 ne sont pas reproduites, il ne suit pas nécessairement que ces règles ne soient pas en vigueur dans le pays dont il s'agit ; il faut se demander quel a été, d'après la constitution de ce pays, l'effet de la ratification de la Convention. C'est une question que la Commission n'a pas manqué de se poser pour les divers pays dans lesquels les lois d'exécution ne contenaient pas les principes des articles 4 et 7.

La Commission n'avait pas à se livrer à un examen comparatif minutieux des diverses lois, dont quelques-unes sont fort développées ; elle avait seulement à rechercher si l'article 12 de la Convention avait été exécuté. Chaque pays a pu librement graduer les peines applicables aux différentes infractions, statuer pour les eaux territoriales en même temps que pour les eaux non ter-

ritoriales, adresser des injonctions spéciales à ses nationaux, régler l'organisation et la procédure des tribunaux, etc.; la Commission n'avait pas à entrer dans ces détails qui sont du domaine de la souveraineté intérieure de chaque pays.

Rapport
de
la Commission.
(Suite.)

La Commission remercie MM. les Délégués qui ont bien voulu répondre à son invitation et lui donner des explications sur leurs législations respectives. Elle s'est efforcée de les reproduire fidèlement; mais elle leur sera reconnaissante de lui signaler les inexactitudes qui auraient été commises.

CONFÉDÉRATION ARGENTINE.

Confédération
Argentine.

La Convention du 14 mars 1884, ayant été ratifiée par le Gouvernement Argentin, après approbation du Congrès, est devenue loi du pays; par suite, les règles des articles 4 et 7 y sont obligatoires.

En ce qui touche les prescriptions pénales, nous avons reçu communication d'une loi argentine sur les télégraphes, du 30 septembre 1875, dont les dispositions avaient probablement paru au Gouvernement Argentin de nature à satisfaire à l'article 12 de la Convention. Les articles 50 et 52 de cette loi édictent bien des pénalités pour les cas de rupture ou de détérioration de lignes télégraphiques, qu'il y ait eu intention criminelle ou simple négligence; mais il est à remarquer que la loi, d'après son titre même, ne concerne que les télégraphes *nationaux*, et que, suivant l'article 2, on doit considérer comme tels : 1° les télégraphes appartenant à la nation; 2° les télégraphes concédés, subventionnés ou autorisés par elle; 3° les télégraphes unissant un territoire fédéral à une ou plusieurs provinces; ceux qui unissent une province avec une autre et ceux qui mettent en communication un point quelconque du territoire de la nation avec un *État étranger*. Il résulte de cette énumération que les actes de destruction ou de détérioration des câbles atterrissant dans la République Argentine sont punis par la loi, mais que ces actes ne tombent pas sous le coup de la loi s'ils concernent des câbles sous-marins qui n'y atterrissent pas. Un bateau argentin pourrait donc détruire impunément un câble faisant communiquer par exemple le Brésil avec les Antilles ou les États-Unis, ce qui est contraire au texte même de la Convention. Par conséquent, il est indispensable, pour remplir l'engagement pris dans l'article 12 de la Convention du 14 mars 1884, que la République Argentine ait une loi étendant expressément l'application de la loi du 30 septembre 1875 aux câbles protégés par la Convention.

La législation argentine présente une autre lacune : aucune peine n'y est édictée pour les infractions aux articles 5 et 6 de la Convention. M. le Délégué de la République Argentine nous a déclaré que son Gouvernement préparait un projet de loi destiné à combler cette lacune, projet qui serait incessamment soumis au Congrès. La Commission a pris acte de cette déclara-

Rapport
de
la Commission.
(Suite.)

tion; elle se permet d'attirer l'attention de M. le Délégué sur le premier point relevé par elle et auquel elle attache une grande importance.

Autriche-Hongrie.

AUTRICHE-HONGRIE.

La Convention du 14 mars 1884, ayant été régulièrement ratifiée, est devenue loi de l'État dans toute l'étendue de la Monarchie; ainsi, les articles 4 et 7 y sont applicables. Il n'y a donc à pourvoir qu'aux prescriptions relatives aux infractions, et pour cela des lois spéciales sont nécessaires dans les deux parties de la Monarchie.

Autriche.

AUTRICHE.

Un projet soumis au Parlement sanctionne les articles 2, 5 et 6 de la Convention; il sera voté prochainement et aucune difficulté n'est à prévoir quant à son adoption.

Hongrie.

HONGRIE.

Un projet analogue au projet autrichien a été préparé par le Cabinet hongrois, qui se trouve dans une situation particulière, parce qu'il doit se concerter avec la Croatie et la Slavonie pour que des mesures identiques soient prises dans toutes les parties de la Transleithanie.

M. le Délégué d'Autriche-Hongrie pense que son pays sera tout à fait en règle d'ici à la fin de l'année et que provisoirement la législation criminelle en vigueur serait suffisante pour réprimer les faits les plus graves visés par la Convention, spécialement ceux de l'article 2.

Belgique.

BELGIQUE.

La Convention a été approuvée par une loi et est ainsi devenue obligatoire pour les tribunaux.

Une loi spéciale du 18 avril 1885 a sanctionné les articles 2, 5 et 6 de la Convention.

Brésil.

BRÉSIL.

La Convention régulièrement ratifiée est devenue une loi dont l'application est obligatoire pour les tribunaux.

Une loi spéciale est seulement nécessaire pour fixer les pénalités applicables aux infractions prévues par les articles 2, 5 et 6 de la Convention. Elle

est en préparation ; M. le Délégué du Brésil ne doute pas qu'elle ne soit votée dans le courant de cette année et ne soit entièrement conforme à la Convention.

Rapport
de
la Commission.
(Suite.)

COSTA-RICA.

Costa-Rica.

La Convention ayant été ratifiée a dû devenir obligatoire pour les tribunaux du pays.

Un décret du 5 avril 1886 a prononcé des peines contre ceux qui commettraient les infractions prévues par les articles 2, 5 et 6 de la Convention.

DANEMARK.

Danemark.

Une loi du 30 mars 1885 contient à la fois les règles de droit civil posées par la Convention (§§ 4 et 5) et les dispositions punissant les infractions prévues par celle-ci (§§ 1, 2, 3 et 6). Une observation doit seulement être faite : d'après le paragraphe 2, alinéa 1, de la loi, les bâtiments apercevant ou en mesure d'apercevoir les signaux portés par un bâtiment télégraphique doivent se tenir éloignés d'un *quart de mille nautique* au moins de ce bâtiment ; telle est du moins la traduction. Si elle était exacte, il y aurait violation du texte de la Convention qui prescrit dans ce cas une distance d'un *mille nautique au moins* (art. 5, al. 2 et 3). M. le Délégué du Danemark était convaincu qu'il y avait une erreur de traduction, que la loi danoise parlait d'un quart de *mille danois* et non d'un quart de *mille nautique*. Le mille danois valant à peu près quatre milles nautiques, il en résultait que la distance fixée par la loi danoise était bien celle que la Convention a prévue. Les termes du paragraphe 4 de la loi confirment cette explication. M. le Délégué du Danemark a, depuis, reçu de son Gouvernement une dépêche qui confirme pleinement cette explication.

La Commission croit devoir remarquer que la loi danoise est faite pour une durée fixe de cinq ans à partir du moment où la Convention sera mise en vigueur, alors que la Convention, bien que conclue pour cinq ans, ne doit cependant pas cesser ses effets par la seule expiration de ce délai (art. 16).

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE.

République
Dominicaine.

La Convention a été votée par le Pouvoir législatif ; les tribunaux sont ainsi tenus d'en appliquer les dispositions, notamment celles des articles 4 et 7.

Une loi spéciale du 18 juillet 1884 sanctionne par des pénalités les articles 2, 5 et 6.

ESPAGNE.

Espagne.

M. le Délégué de l'Espagne nous a communiqué un projet de loi préparé par son Gouvernement. Ce projet édicte des peines contre ceux qui commet-

Rapport
de
la Commission.
(Suite.)
Espagne.
(Suite.)

traient les infractions prévues par les articles 2, 5 et 6 de la Convention. Il reproduit, de plus, l'article 7 de cette convention (art. 5); mais il n'y a rien au sujet de l'article 4. M. le Délégué de l'Espagne s'engage à signaler cette lacune à son Gouvernement et ne doute pas qu'elle ne soit comblée dans le projet.

États-Unis.

ÉTATS-UNIS.

La Convention, régulièrement ratifiée, est devenue loi du pays et, par suite, obligatoire pour les tribunaux. Une loi spéciale n'est nécessaire que pour les pénalités; elle est pendante devant le Congrès; il n'y a pas à douter de sa conformité avec la Convention et de son adoption par le Congrès.

France.

FRANCE.

La Convention est devenue obligatoire en vertu d'une loi. De plus, une loi spéciale du 20 décembre 1884 édicte des pénalités pour les infractions prévues par la Convention.

Grande-Bretagne.

GRANDE-BRETAGNE.

Quoique la Convention eût été ratifiée, l'intervention du Parlement était nécessaire pour en rendre les diverses dispositions obligatoires pour les tribunaux. Une loi a été, en effet, promulguée à la date du 6 août 1885. Avant de parler des dispositions de cette loi qui soulèvent ou peuvent soulever des difficultés, il convient de signaler quelques points importants. L'article 2 confirme la Convention d'une manière générale et donne effet à ses dispositions: en vertu de cette clause, l'article 7 de la Convention est obligatoire pour les tribunaux anglais comme s'il était reproduit dans l'Acte même; de même l'article 9, d'après lequel la poursuite des infractions aura lieu par l'État ou en son nom, est mis en vigueur. L'article 5 de l'Acte permet au Gouvernement de faire des règlements pour l'exécution des articles 5 et 6 de la Convention; ces règlements ont été ou seront promulgués.

Deux dispositions de la Convention du 14 mars 1884, celles des articles 2 et 4, ont provoqué de vives réclamations de la part de Compagnies télégraphiques anglaises et américaines qui représentent des intérêts considérables. La Commission a entendu leurs Délégués avec le vif désir de donner satisfaction à ce qu'il y avait de légitime dans leurs griefs; il est seulement permis de regretter que les dispositions critiquées n'aient pas appelé plus tôt l'attention des Compagnies intéressées. Ces dispositions avaient été adoptées par la Conférence de 1882 et n'ont subi aucun changement en 1883. Si, dans cet in-

tervalle, les Compagnies anglaises avaient soulevé les objections dont elles ont parlé seulement en 1885, alors que, la Convention étant ratifiée, une loi était pendante devant le Parlement anglais pour lui donner effet, il aurait été facile de leur fournir des explications qui auraient évité les difficultés actuelles.

Quoi qu'il en soit, il s'agit maintenant d'exposer les griefs des Compagnies et de rechercher s'ils sont ou non fondés. Pour que la Conférence fût à même de statuer en pleine connaissance de cause, les Délégués des Compagnies ont bien voulu, à notre demande, rédiger des notes explicatives qui sont annexées au présent rapport.

Les doléances des Compagnies portent, ainsi que nous l'avons dit, sur les articles 2 et 4 de la Convention.

Nous allons les examiner successivement.

ART. 2 DE LA CONVENTION.

Cet article déclare punissable *la rupture ou la détérioration d'un câble sous-marin, faite volontairement ou par négligence coupable, et qui pourrait avoir pour résultat d'interrompre ou d'entraver, en tout ou en partie, les communications télégraphiques*. L'alinéa 2 du même article dit que *cette disposition ne s'applique pas aux ruptures ou détériorations dont les auteurs n'auraient eu que le but légitime de protéger leur vie ou la sécurité de leurs bâtiments, après avoir pris toutes les précautions nécessaires pour éviter ces ruptures ou détériorations*.

Les compagnies croient leurs capitaines exposés, en vertu de cet article, à des peines sévères, bien qu'ils aient agi avec les précautions voulues et dans un but parfaitement légitime. Voici comment : les câbles des diverses compagnies sont souvent juxtaposés ou même superposés; il peut se faire que, pour réparer ou relever un câble, il soit absolument nécessaire d'en rompre un autre; le capitaine qui le ferait semble devoir être passible des conséquences pénales prévues par l'article 2, puisqu'il aurait agi *volontairement*, quoique sans intention de nuire, et qu'il ne serait pas dans les cas d'exception prévus par le second alinéa de l'article

La Commission n'a pas à rechercher si ce raisonnement serait considéré comme fondé par un tribunal britannique ou américain. Elle n'hésite pas à affirmer qu'il est contraire à l'esprit même de la disposition dont il s'agit, et pour le prouver elle n'a qu'à reproduire les explications données à la Conférence de 1882 au nom de la Commission de rédaction (*Procès-verbaux*, 1882, p. 134 et 135) :

« Les expressions du premier alinéa de l'article (art. 2) sont communément employées en pareil cas. Elles visent deux séries de faits très différents. *L'auteur de la destruction peut avoir voulu cette destruction même dans une intention méchante; il a voulu dans un intérêt quelconque interrompre la communication*

Rapport
de
la Commission.
(Suite.)
Grande-Bretagne.
(Suite.)

Art. 2.

Rapport
de
la Commission.
(Suite.)
Grande-Bretagne.
Art. 2.
(Suite.)

télégraphique. C'est le cas le plus simple et sur lequel il ne peut y avoir aucune hésitation, puisqu'il s'agit d'un fait à la fois immoral et préjudiciable. Il peut arriver que la destruction n'ait pas été voulue au sens que nous venons d'indiquer, mais qu'elle ait été le résultat de la négligence. Ainsi, une ancre ou un chalut a ramené un câble; il serait possible, avec un peu de précaution ou, comme le dit une décision judiciaire anglaise, avec une habileté nautique ordinaire, de dégager le chalut ou l'ancre sans endommager le câble; au contraire, le marin ou le pêcheur n'emploie pas ces précautions, il procède brutalement et amène, par son défaut de soin, la rupture ou la détérioration du câble; il doit être puni. Nous avons cru devoir nous borner à cette règle générale et laisser aux juges le soin d'apprécier, dans chaque cas, si l'on peut dire qu'il y a eu négligence coupable, si, pour employer une expression empruntée à un important document officiel, on a pris les précautions *que commandent l'expérience ordinaire du marin et les circonstances particulières dans lesquelles le bâtiment se trouve.* — Rigoureusement l'article aurait pu être restreint au premier alinéa; si, en effet, c'est uniquement pour sauver sa vie ou son bâtiment que le marin coupe ou endommage le câble, on ne peut dire qu'il y ait eu de sa part intention frauduleuse ou négligence coupable. Toutefois on a cru nécessaire de formuler une disposition expresse pour écarter toute équivoque et pour rassurer les marins et pêcheurs qui seraient effrayés par les termes généraux du premier alinéa. »

La Commission de 1882 n'avait pas pensé que les Compagnies télégraphiques se laisseraient aussi facilement effrayer et elle a oublié, peut-être à tort, de les rassurer en termes exprès. Mais le commentaire que nous venons de rapporter ne laisse subsister aucun doute et sur le sens du mot *volontairement* du premier alinéa et sur la portée du second alinéa. La *volonté* dont il est question ici, c'est l'intention frauduleuse, méchante, et cette intention n'existe pas dans les cas qui préoccupent les Compagnies. Le second alinéa n'a pas pour but d'indiquer les seuls cas dans lesquels on puisse écarter la criminalité de l'acte; il a donné des exemples qui se présentaient naturellement à l'esprit.

La plupart des lois ont reproduit les termes de l'article 2 sans qu'ils aient soulevé la moindre difficulté. Si, dans la langue juridique d'un pays, ces termes doivent être entendus d'une manière trop absolue et peuvent, par leur application littérale, entraîner des conséquences injustes et contraires à l'esprit même de la Convention, tel qu'il ressort des explications précédentes, rien de plus légitime, de la part du législateur de ce pays, que de les interpréter conformément à cet esprit. C'est ainsi que la Commission estime que l'article 3 de l'Acte britannique ne fait, dans son paragraphe 4, que développer régulièrement l'article 2 de la Convention. Celui qui, *en cherchant de bonne foi à réparer son câble*, détériore ou rompt un autre câble, ne tombe pas sous le coup de l'article 2, puisque toute intention frauduleuse est absente. M. le Ministre

des États-Unis désire que la Conférence s'approprie officiellement cette interprétation dans les termes suivants :

« Il est entendu que les dispositions pénales mentionnées à l'article 2 de la Convention ne s'appliqueront pas non plus aux cas de ruptures ou de détériorations occasionnées accidentellement ou nécessairement en réparant un câble, alors que toutes les précautions ont été prises pour éviter ces ruptures ou détériorations. »

ART. 4 DE LA CONVENTION.

Il est ainsi conçu : « *Le propriétaire d'un câble qui, par la pose ou la réparation de ce câble, cause la rupture ou la détérioration d'un autre câble, doit supporter les frais de réparation que cette rupture ou cette détérioration aura rendus nécessaires, sans préjudice, s'il y a lieu, de l'application de l'article 2 de la présente Convention.* »

Les actes commis à l'occasion de la pose ou de la réparation d'un câble peuvent soulever une question de responsabilité civile ou une question de responsabilité pénale; celle-ci est réglée par l'article 2 qui vient d'être commenté. Il n'y a donc plus à parler que de la première qu'a en vue l'article 4. Ici encore les compagnies sont grandement effrayées, et il faut avouer que, si la Convention avait le sens qu'elles lui attribuent, elles n'auraient pas tort de l'être. L'article 4 ne menace pas l'honneur, la liberté de leurs capitaines, mais il expose les compagnies auxquelles on imputerait la rupture ou la détérioration d'un câble à être ruinées inopinément, même sans qu'une faute puisse être relevée à leur charge. Il y a là un point fort délicat, le plus délicat que la Commission ait eu à examiner, et des explications un peu développées sont absolument nécessaires pour faire comprendre la nature de la difficulté et la solution que la Commission croit devoir proposer à la Conférence d'adopter.

Les compagnies font observer que les opérations de pose ou de réparation de câbles ont lieu dans des circonstances très diverses, tantôt dans des eaux peu profondes, tantôt à des profondeurs de 4 à 5,000 mètres; qu'elles sont souvent difficiles et même dangereuses; que des câbles peuvent se trouver très rapprochés les uns des autres, juxtaposés ou même superposés; qu'il peut être procédé aux opérations avec négligence ou au contraire avec le souci de respecter la propriété d'autrui. Voilà bien des hypothèses, bien des nuances dans les faits possibles, et cependant la Convention n'en tient pas compte; son article 4 pose une règle absolue : « Dans tous ces différents cas, le coût des réparations est expressément mis à la charge du propriétaire du câble que l'on posait ou réparait, *sans qu'il soit tenu compte des circonstances*, tandis que la somme à dépenser pour effectuer la réparation est illimitée, non plus que le temps pendant lequel les tentatives de réparation devront être effectuées.

Rapport
de
la Commission.
(Suite.)
—
Grande-Bretagne.
—
Art. 2.
(Suite.)

Art. 4

Rapport
de
la Commission.
(Suite.)
—
Grande-Bretagne.
—
Art. 4.
(Suite.)

Une des compagnies a dépensé 80,000 £ (2,000,000 fr.) dans une tentative sans succès pour réparer un de ses câbles, les opérations ayant duré plusieurs mois. La responsabilité des compagnies, d'après l'article 4, n'est en réalité limitée que par la valeur de leur propriété et le plus ou moins de possibilité qu'elles ont de trouver les fonds. C'est là un fardeau trop lourd à porter. » (*Mémoire des compagnies britanniques.*)

La Convention « impose, par l'article 4, des responsabilités pécuniaires sur la même base dans tous les cas, et sans égard à aucune des circonstances diverses qui peuvent se présenter, telles que l'ancienneté, l'état, la qualité (*character*), la valeur ou la position du câble endommagé, dont la dépense de réparation peut signifier la dépense de remplacement total. Il se peut bien qu'une disposition telle que celle de l'article 4 soit désirable dans la limite de cent brasses, alors que les frais et les difficultés de la réparation sont relativement faibles; mais, en mer profonde, et applicable aux câbles vieux ou neufs actuellement existants ou futurs, sans aucun égard à leur construction ou à la possibilité de les réparer, une telle disposition, on en est convaincu, constituerait une charge insupportable. » (*Mémoire des compagnies américaines.*)

Ainsi, suivant les compagnies, l'article 4 pose un principe de responsabilité agissant en quelque sorte mécaniquement et pouvant avoir pour résultat de prendre comme dans un engrenage le capital des compagnies. On comprend qu'ayant entendu la disposition de cette façon, elles en aient redouté les conséquences et qu'elles aient tâché de les écarter dans une certaine mesure. Les compagnies britanniques ont donc vivement insisté auprès du Gouvernement et du Parlement pour que l'Acte destiné à exécuter la Convention ne donnât pas purement et simplement effet à cet article 4. Leurs réclamations furent écoutées. Comme il a été expliqué plus haut, l'article 2 de la loi du 6 août 1885 confirme bien d'une manière générale la Convention du 14 mars 1884, dont les clauses doivent avoir la même force que si elles avaient été comprises dans le texte même de la loi; mais l'article 4 restreint la portée de cette règle en ce qui concerne la disposition que nous discutons : « *L'article 4 de la Convention ne sera pas applicable à la partie du câble immergée dans une profondeur de mer de plus de cent brasses; mais aucune disposition de la Convention ou de la présente loi n'infirmera, ne restreindra ou n'affectera tout droit ou moyen qui est ou peut être légalement concédé à toute partie quelconque, en vertu de dispositions autres que celles de la Convention ou de la présente loi.* » Voici comment il faut entendre ce texte : jusqu'à cent brasses, la Convention s'applique pleinement et les compagnies acceptent la responsabilité même aussi rigoureusement interprétée qu'il a été dit plus haut. Au delà de cent brasses, quelle sera la règle? On n'accorde pas aux compagnies une irresponsabilité absolue pour toutes leurs opérations; la législation générale, en ce qui touche les atteintes

portées à la propriété d'autrui, reprend son empire; les tribunaux pourraient donc rechercher si la compagnie qui pose ou répare un câble au delà de cent brasses n'a pas commis une faute et si elle ne doit pas un dédommagement à la compagnie dont elle aurait endommagé ou rompu le câble. C'est à cela que fait allusion la seconde partie de l'article 4 de l'Acte britannique.

En résumé, cette espèce de *compromis*, ainsi qu'on l'a appelé, consiste en ceci: jusqu'à cent brasses, les compagnies acceptent le caractère absolu du principe et des conséquences de la responsabilité qu'elles croient voir dans l'article 4 de la Convention; à une plus grande profondeur, elles veulent n'être tenues que dans les termes du droit commun. « La limite de cent brasses est arbitraire; mais elle est considérée comme raisonnable, les opérations de pose et de réparation des câbles étant, à cette profondeur, beaucoup plus faciles à diriger que dans les mers profondes. De plus, les frais de réparation sont maintenus dans des limites raisonnables, et quoique cette stipulation constitue une nouvelle loi applicable à tous les cas indifféremment, qu'il y ait faute ou négligence ou non, cependant les Compagnies sont disposées à s'y soumettre, et, à tout prendre, pensent qu'il est désirable qu'il en soit ainsi, afin d'établir et de fixer une règle uniforme pouvant servir de guide aux tribunaux de tous les pays où des questions de cette nature peuvent surgir. » (*Mémoire des Compagnies britanniques.*)

Les délégués des compagnies demandent donc à la Conférence d'amender la Convention dans le sens de l'article 4 de l'Acte britannique. Les Délégués de la Grande-Bretagne ont fait la même demande par la note insérée dans le procès-verbal de la première séance de la Conférence. M. Lamb a réitéré cette demande au sein de la Commission.

M. le Ministre des États-Unis voudrait, d'autre part, qu'il fût entendu que « la responsabilité civile mentionnée à l'article 4 ne peut être encourue dans les cas de ruptures ou de détériorations d'un câble posé à des profondeurs où l'ancrage est impossible. Aucune disposition de la Convention n'infirmera, ne préjudiciera ou n'affectera tout droit ou moyen qui est ou peut être légalement concédé à toute personne ou partie quelconque en vertu de dispositions autres que celles de la Convention ».

La Commission s'est demandé d'abord si la Convention avait la portée que lui attribuent les compagnies télégraphiques et que la rédaction brève et un peu absolue de l'article 4 peut sembler signifier au premier abord. Elle s'est reportée aux procès-verbaux de la Conférence de 1882, et, après un examen sérieux, elle a reconnu que l'insertion de l'article 4 n'avait pas eu pour but de produire une révolution dans les principes du droit civil des divers pays en ce qui touche les dommages-intérêts. Quelques Délégués avaient d'abord pensé

Rapport
de
la Commission.
(Suite.)

—
Grande-Bretagne.

—
Art. 4.
(Suite.)

Rapport
de
la Commission.
(Suite.)
—
Grande-Bretagne.
—
Art. 4.
(Suite.)

qu'il était possible de régler d'une manière précise les rapports et les droits respectifs de compagnies ayant des câbles rapprochés; diverses propositions avaient été faites dans ce but (*V. notamment le procès-verbal de la séance du 23 octobre 1882, p. 75 et suiv.*). Elles n'ont pas abouti et l'on s'est borné à adopter sans difficulté la règle de l'article 4, parce qu'on y a vu, non pas une règle de droit nouveau, mais simplement la consécration de ce principe d'équité et de bon sens d'après lequel « tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer ». (*Art. 1382 du Code civil français.*) Aussi l'honorable Délégué de la Belgique disait-il : « Cette règle est tellement constante qu'il ne semble pas nécessaire de s'y référer », et il rappelait ce qui a lieu en cas d'abordage en pleine mer, les tribunaux recherchant s'il y a eu une faute commise, et quelle est l'étendue du préjudice causé. (*Procès-verbaux de 1882, p. 85.*) M. Orban n'aurait pu évidemment tenir ce langage si l'article 4 avait eu pour but d'édicter la règle qu'y voient les compagnies télégraphiques, règle qui dérogerait aux principes de toutes les législations, soit quant au principe de la responsabilité, soit quant à ses conséquences.

Pourquoi donc a-t-on inséré l'article 4 dans la Convention? C'est par suite d'un scrupule peut-être excessif. On a dit qu'il n'y avait pas de droit civil applicable en mer libre et l'on a craint que, par suite, un tribunal ne pût refuser d'examiner une question de responsabilité sous ce prétexte qu'il s'agissait d'une propriété qui n'était protégée par aucune législation (*V. Procès-verbaux de 1882, p. 85 et 86*). On a ainsi voulu que la propriété des câbles sous-marins, même dans la partie située en haute mer, fût protégée par la législation de tous les Pays contractants, en ce sens que les juges de ces Pays dussent examiner les actions en indemnité soulevées par des actes de destruction ou de détérioration, comme si ces actes concernaient des biens situés sur leur territoire; on n'a nullement voulu imposer aux juges l'obligation de reconnaître l'existence d'une responsabilité sans examen des circonstances dans lesquelles se sont produits les actes dont on se plaint, ni l'obligation de ne pas proportionner l'indemnité au dommage réellement causé, dommage qui varie naturellement suivant l'état, l'âge du câble avarié ou rompu. Il est donc certain que personne n'a songé à imposer aux compagnies télégraphiques ce lourd fardeau qu'elles rejettent avec raison. Cela résulte des textes mêmes des procès-verbaux, comme il vient d'être dit, et cela peut être affirmé avec énergie par ceux des membres de la Commission qui ont pris part aux travaux des Conférences de 1882 et 1883.

Cela posé, que convient-il de faire pour écarter les doutes et les inquiétudes qui ont surgi?

Toucher à la Convention, supprimer l'article 4 ou lui substituer une disposition nouvelle inspirée par l'Acte britannique? Il est singulièrement grave de revenir sur un engagement pris, de modifier une Convention non seulement signée, mais ratifiée. Cela ne se conçoit que dans des circonstances extraordinaires, par exemple, si telle disposition a été adoptée par suite d'une erreur. Rien de semblable dans notre cas, puisque c'est en parfaite connaissance de cause que la disposition dont il s'agit a été insérée dans le Traité et qu'on s'est bien rendu compte de sa portée. Outre ce motif juridique et décisif, on peut ajouter que, si on touche à la Convention sur un point, on remet tout en question et on risque de détruire le résultat des travaux et des négociations qui se poursuivent depuis bientôt quatre années dans le but de protéger les câbles sous-marins. Tous les États signataires ne sont pas représentés à la Conférence; tous accepteront-ils la modification proposée? Même s'ils l'acceptent, il faudra remplir pour cette modification les formalités qui ont été nécessaires pour la Convention elle-même, et l'expérience prouve que ce n'est ni sans peine, ni sans délai que ces formalités peuvent être accomplies pour un grand nombre d'États. Il y aurait donc là un ajournement presque indéfini de la mise en vigueur des mesures protectrices qui étaient réclamées avec tant d'instance par les intéressés.

Rapport
de
la Commission.
(Suite.)
—
Grande-Bretagne.
—
Art. 4.
(Suite.)

La Commission pense qu'il est possible de donner satisfaction aux griefs des compagnies sans toucher à la Convention elle-même. Ces griefs viennent plutôt d'une interprétation erronée du texte que de la Convention, puisque, ainsi que nous avons tâché de le démontrer, les auteurs de la Convention n'ont jamais songé à poser la règle contre laquelle les compagnies protestent. Il faudrait donc écarter les doutes et les difficultés qui pourraient naître du texte de la Convention, et, pour cela, la Conférence n'aurait qu'à indiquer le sens qui, suivant elle, doit être attribué à la disposition en litige. La Commission proposerait une déclaration conçue dans les termes suivants :

« La Conférence constate que l'article 4 de la Convention n'a eu d'autre but et ne doit avoir d'autre effet que de charger les tribunaux compétents de chaque pays de résoudre, conformément à leurs lois et suivant les circonstances, la question de la responsabilité civile du propriétaire d'un câble qui, par la pose ou la réparation de ce câble, cause la rupture ou la détérioration d'un autre câble, de même que les conséquences de cette responsabilité. »

Cette déclaration nous semble donner pleine satisfaction aux réclamations des compagnies. La règle de la responsabilité ainsi entendue est plus simple, plus rationnelle et plus avantageuse pour elles que la règle de l'article 4 de

Rapport
de
la Commission.
(Suite.)
—
Grande-Bretagne.
—
Art. 4.
(Suite.)

l'Acte britannique : elle ne fait pas de distinction arbitraire suivant la profondeur à laquelle se poursuivent les opérations de pose ou de réparation ; elle n'impose de responsabilité absolue pas plus en deçà qu'au delà de cent brasses ; elle laisse dans tous les cas au juge qui est saisi de l'action en dommages-intérêts, par application des règles ordinaires de compétence, le soin de rechercher si la compagnie poursuivie doit être, d'après les circonstances, reconnue responsable de la rupture ou de la détérioration qui s'est produite, et, en cas d'affirmative, d'évaluer l'indemnité due. Cette interprétation officielle de la Conférence servira naturellement de guide aux législateurs et aux juges des divers pays, et nous ne voyons pas quelle autre satisfaction pourrait être réclamée.

Grèce.

GRÈCE.

La Convention a été votée par la Chambre et est ainsi devenue loi de l'État.
Une loi spéciale du 9 décembre 1885 édicte des pénalités.

Guatemala.

GUATÉMALA.

M. le Délégué du Guatemala dit que son Gouvernement prépare une loi qui, vraisemblablement, sera analogue à celles qu'ont déjà faites les Républiques de Costa-Rica et de l'Uruguay ; il espère que le Guatemala sera, à bref délai, en mesure d'exécuter la Convention.

Italie.

ITALIE.

La Convention ratifiée est devenue loi du pays.
Une loi spéciale du 1^{er} janvier 1886 contient des dispositions pénales visant les divers faits prévus par la Convention.

Japon.

JAPON.

La Convention ratifiée est devenue loi du pays.
Un règlement du 17 juillet 1885 contient les pénalités.

Pays-Bas.

PAYS-BAS.

La Convention a été approuvée par une loi, et par suite est pleinement obligatoire.
Une loi du 15 avril 1886 édicte les pénalités. Un arrêté royal du 26 juillet 1885 contient une disposition relative aux signaux que doivent porter les bâtiments télégraphiques.



PORTUGAL.

La Convention a dû être approuvée par les Cortès avant sa ratification; elle est donc devenue loi du pays.

Une loi spéciale contient des dispositions pénales.

Rapport
de
la Commission.
(Suite.)
—
Portugal.

ROUMANIE.

La Convention a dû être votée par les Chambres avant sa ratification; elle est donc devenue loi du pays.

Le Gouvernement roumain a préparé une loi d'exécution; elle sera prochainement votée.

Roumanie.

RUSSIE.

La Convention ratifiée est certainement devenue obligatoire pour les tribunaux.

Aucune mesure législative spéciale n'a été prise pour les pénalités. Le Gouvernement russe a communiqué des dispositions de ses lois générales qui permettent de punir les faits prévus par l'article 2 de la Convention. Mais cela est insuffisant pour donner tout son effet à la Convention; le Gouvernement russe n'aura rempli pleinement l'engagement contenu dans l'article 12 que quand il aura édicté des pénalités contre ceux qui méconnaîtraient les prescriptions des articles 5 et 6 de la Convention.

Russie.

SALVADOR.

La Convention ratifiée fait, dès à présent, partie de la législation du pays.

Le Gouvernement du Salvador se mettra en mesure de faire voter une loi réglant les pénalités applicables aux infractions prévues par les articles 2, 5 et 6 de la Convention.

Salvador.

SERBIE.

Les circonstances politiques sont seules cause que le Gouvernement Serbe ne s'est pas encore mis en règle avec la Convention. Une loi, de tout point conforme aux dispositions de celle-ci, sera présentée à la prochaine assemblée, et il n'y a pas à douter de son adoption.

Serbie.

SUÈDE.

Deux actes ont été promulgués pour donner effet à la Convention : 1° une loi du 9 janvier 1885, qui punit les faits prévus par l'article 2 de la Convention et qui reproduit les articles 4 et 7 de cette Convention ; 2° une ordonnance

Suède.

Rapport
de
la Commission.
(Suite.)

—
Suède.
(Suite.)

Norvège.

royale du 11 septembre 1885, qui sanctionne les articles 5 et 6 de la Convention. Une ordonnance spéciale prescrit aux bateaux télégraphiques d'observer les signaux prescrits.

NORVÈGE.

L'exécution de la Convention est assurée : 1° par une loi générale du 31 juillet 1854, qui édicte des peines pour la rupture ou la détérioration des télégraphes et qui est applicable aux télégraphes protégés par la Convention ; 2° par une loi spéciale du 14 juin 1884, qui reproduit les articles 4 et 7 de la Convention (art. 1 et 4) et contient des pénalités pour les cas prévus par les articles 5 et 6 de cette Convention. Une ordonnance spéciale prescrit aux bateaux télégraphiques l'observation de signaux. Les articles 2 et 3 de la loi de 1884 parlent d'un quart et d'un seizième de mille. Il faut remarquer qu'il s'agit d'un mille marin norvégien, qui équivaut à quatre milles nautiques et qu'ainsi la Convention est respectée.

Turquie.

TURQUIE.

La Convention ratifiée est certainement obligatoire pour les tribunaux ottomans.

Des mesures ont-elles été ou doivent-elles être prises pour sanctionner les dispositions pénales de la Convention ? M. le Délégué de la Turquie sera sans doute en mesure de fournir des explications à la Conférence et de combler la lacune que contient sur ce point le rapport de la Commission.

Uruguay.

URUGUAY.

Une loi du 11 décembre 1885 reproduit les dispositions civiles et pénales de la Convention en déterminant les peines applicables aux diverses infractions.

Proposition
de M. Orban.

Un membre de la Commission, M. Orban, est d'avis que la Conférence devra statuer sur la position qui sera faite aux États qui ne seraient pas, à la date fixée pour l'entrée en vigueur, en mesure d'exécuter la Convention.

LOUIS RENAULT,

Président et Rapporteur de la Commission.

ANNEXE A.

MÉMOIRE

*des Compagnies anglaises de câbles sous-marins, relativement aux articles 2 et 4
de la Convention du 14 mars 1884.*

(TRADUCTION.)

1. Les compagnies dont les vues sont exposées dans le présent mémoire sont celles qui sont mentionnées dans la liste ci-annexée. La longueur des câbles qui leur appartiennent et le chiffre de leur capital respectif sont indiqués, afin de montrer combien est grande la proportion des câbles existants qu'elles représentent et combien leur intérêt est important dans la question. C'est sur leurs instances que le Gouvernement anglais, tout d'abord, en 1881 et 1882, a soulevé la question de la protection des câbles et des navires employés à la pose des câbles et à leur réparation.

Mémoire
des compagnies
anglaises.

2. L'objet principal des compagnies a été d'obtenir protection contre la destruction ou la détérioration des câbles, des bouées télégraphiques et autres appareils, par les bateaux de pêche, les chaluts et les navires mouillant dans les petites profondeurs.

Incidemment, elles ont tenté de déterminer l'établissement d'un système de signaux pour les opérations de câbles télégraphiques et la publication de cartes géographiques indiquant le tracé des câbles déjà posés et de ceux à poser ultérieurement, de telle sorte que les capitaines de navires fussent renseignés quant à leur situation, de manière à prendre les précautions utiles pour éviter de les endommager. Les compagnies reconnaissent pleinement que la Convention donne entière satisfaction à leurs intérêts, sur beaucoup de points importants. Elles font des objections sur deux dispositions seulement.

3. Les articles 2 et 4 de la Convention ont évidemment pour objet de donner la plus grande protection possible aux propriétaires des câbles, et, à cet égard, les compagnies apprécient leur importance et leur valeur ; mais elles considèrent que les termes dans lesquels ces articles sont conçus pourraient causer de grands préjudices

dans certains cas qui n'ont peut-être pas été suffisamment envisagés par la Conférence. Elles ont, en conséquence, demandé au Gouvernement anglais d'obtenir des éclaircissements ou des explications de ces articles, afin d'éviter des conséquences préjudiciables dans les cas susmentionnés.

4. Le Gouvernement anglais n'adopta pas facilement les vues des compagnies ; mais, après de longues discussions et explications et après les débats à la Chambre des lords, le Gouvernement consentit à l'introduction du paragraphe 4 de la 3^e section de la loi du Parlement anglais (qui a trait à l'article 2 de la Convention), et de celui de la section 4 de la loi (qui a trait à l'article 4 de la Convention).

5. En ce qui concerne le premier desdits paragraphes, des jurisconsultes éminents déclarèrent aux compagnies que, d'après la loi anglaise, l'exception spécifiée à l'article 2, pour la protection des navires et des équipages, serait comprise comme impliquant formellement que tout autre acte d'avarie intentionnelle des câbles serait considéré comme délit punissable, si innocent et justifié que ledit acte pût être dans les circonstances.

Dans nombre de cas (surtout en eau peu profonde), les câbles se croisent et sont posés près et le long les uns des autres, et plusieurs des câbles de l'Atlantique du Nord sont ainsi situés dans des profondeurs d'eau de 2,500 fathoms (environ 4,550 mètres).

Pour réparer un de ces câbles, il est nécessaire de traîner un grappin sur le fond de la mer, de soulever et d'amener le câble à la surface. Il en est de même si, lors de la pose d'un nouveau câble, en cas de rupture, le câble est rompu par suite du mauvais temps, le bout du câble est momentanément perdu.

Si un autre câble est superposé au câble à réparer près du point où se trouve la rupture ou le défaut, il peut être impossible de relever le câble avarié sans avoir préalablement relevé ou rompu le câble supérieur. Si, dans ces circonstances, un capitaine de navire rompait sciemment le câble supérieur, il serait (d'après l'opinion donnée aux compagnies) passible des conséquences pénales prévues par l'article 2, par la raison qu'il aurait agi volontairement, quoique sans intention de nuire.

C'est par ces considérations que le Gouvernement anglais fut amené à consentir à l'introduction dans l'Acte du Parlement d'une clause explicative sur ce point, qualifiant les cas de délit.

Cette clause n'est pas considérée comme une modification absolue de l'article 2, mais simplement comme une déclaration de l'esprit et de l'intention dudit article, afin de protéger les officiers des compagnies contre les conséquences pénales de leurs actes dans l'exécution des opérations légitimes de la pose et de la réparation des câbles, qui ne peuvent souvent être effectuées qu'avec une grande difficulté et de grands dangers.

6. En ce qui concerne l'article 4, cet article, d'après ses termes, n'est pas limité à la rupture ou détérioration volontaire ou par négligence des câbles ; mais, d'après son interprétation par d'éminents jurisconsultes anglais, il s'applique à tous les cas de rupture ou de détérioration d'un câble survenues à l'occasion de la réparation ou de la pose d'un autre câble.

Ainsi, dans le cas des câbles reposant l'un près de l'autre, comme il est dit ci-dessus, un câble peut être rompu sans intention ou même sans que la personne qui l'endommage le sache, ou il peut être rompu inévitablement pour pouvoir réparer le câble inférieur. Un câble très ancien, qui ne peut lui-même être réparé, peut être ainsi rompu. La rupture peut se produire à 4,000 ou 5,000 mètres de profondeur, là où, forcément, les officiers chargés de l'opération n'ont pas le moindre contrôle sur leurs grappins; ou elle peut être faite volontairement ou par négligence dans les eaux peu profondes où, avec des précautions raisonnables, le dommage aurait pu être évité.

Dans tous ces différents cas, le coût des réparations est expressément mis à la charge du propriétaire du câble que l'on posait ou réparait, sans qu'il soit tenu compte des circonstances, tandis que la somme à dépenser pour effectuer la réparation est illimitée, non plus que le temps pendant lequel les tentatives de réparation devront être effectuées.

Une des compagnies a dépensé £ 80,000 (2,000,000 fr.) dans une tentative sans succès pour réparer un de ses câbles, les opérations ayant duré plusieurs mois.

La responsabilité des compagnies d'après l'article 4 n'est, en réalité, limitée que par la valeur de leur propriété et le plus ou moins de possibilité qu'elles ont de trouver des fonds.

C'est là un fardeau trop lourd à porter. D'après le droit commun en Angleterre, une compagnie, essayant légalement de réparer un de ses propres câbles et prenant toutes précautions raisonnables pour éviter d'endommager un autre câble, ne serait tenue de payer ni les frais de réparations d'une avarie accidentelle à cet autre câble, ni des dommages-intérêts.

L'article 4, par conséquent, est, par là même, contraire à la loi anglaise.

Les compagnies sont unanimes à désirer vivement qu'une telle modification ne soit pas apportée en ce qui regarde les câbles posés à de grandes profondeurs, le coût des réparations pouvant être si considérable et les conséquences ne pouvant en être calculées.

Elles appuyèrent sur ces objections auprès du Gouvernement anglais qui fut obligé d'admettre leur bien fondé et suggéra, en manière de compromis, que l'application de l'article 4 fût limitée aux câbles posés dans des profondeurs n'excédant pas 100 fathoms (182^m,5), avec la stipulation importante que les responsabilités des parties, d'après les lois ou contrats existants, indépendamment de la Convention, ne seraient pas affectées.

Les compagnies acceptèrent cette proposition, et elle est comprise dans la section 4 de l'Acte du Parlement britannique.

La limite de 100 fathoms (182^m,5) est arbitraire; mais elle est considérée comme raisonnable, les opérations de pose et de réparation des câbles étant, à cette profondeur, beaucoup plus faciles à diriger que dans les mers profondes. De plus, les frais de réparation sont maintenus dans des limites raisonnables, et, quoique cette stipulation constitue une nouvelle loi applicable à tous les cas indifféremment, qu'il y ait ou non faute ou négligence coupable, cependant les compagnies sont disposées à s'y soumettre, et, à tout prendre, pensent qu'il est désirable qu'il en soit ainsi, afin d'établir

Mémoire
des compagnies
anglaises.
(Suite.)

Mémoire
des compagnies
anglaises.
(Suite.)

et de fixer une règle uniforme pouvant servir de guide aux tribunaux de tous les pays où des questions de cette nature peuvent surgir.

Les compagnies ne veulent pas s'étendre davantage sur ces remarques et explications, certaines qu'elles sont que la Conférence saura apprécier l'importance de la question et des intérêts qu'elle met en jeu, et qu'elle sera désireuse de donner satisfaction aux demandes raisonnables des compagnies, considérant que lesdites compagnies (avec les compagnies américaines également représentées à la Conférence) sont propriétaires d'environ 90 p. o/o de tous les câbles sous-marins du globe.

En conséquence, elles prient respectueusement et instamment la Conférence d'adopter certaines modifications ou quelque addition à la Convention de mars 1884 dans le sens des clauses de l'Acte du Parlement britannique mentionné ci-dessus.

LISTE

*des Compagnies télégraphiques anglaises au nom desquelles le mémoire
ci-dessus a été présenté.*

Liste
des compagnies
anglaises.

COMPAGNIES DE CÂBLES SOUS-MARINS.

	CAPITAL.	MILLES NAUTIQUES.
Anglo American Telegraph C ^o , Limited	Fr. 175,000,000	10,437
Black Sea Telegraph C ^o	3,250,000	351
Brazilian Submarine Tel. C ^o	36,250,000	7,496
Cuba Submarine Telegraph C ^o	5,500,000	940
Direct Spanish Telegraph C ^o	5,884,475	1,175
Direct United States Cable C ^o	30,355,000	2,983
Eastern Telegraph C ^o	141,099,875	19,121
Eastern and South African Tel. C ^o	23,750,000	3,864
Eastern Extension Tel. C ^o	89,000,000	12,612
Platino Brasileira Tel. C ^o	12,087,000	1,058
West India and Panama Tel. C ^o	33,138,250	4,119
Western and Brazilian Tel. C ^o	37,466,250	2,543
West Coast of America Tel. C ^o	11,250,000	1,699
TOTAL	Fr. 604,030,850	68,398

NOTE

Note
jointe au mémoire
des compagnies
anglaises.

jointe au mémoire des Compagnies télégraphiques anglaises.

La consultation, en date du 3 juin 1885, de Sir Walter Phillimore, avocat de la Reine en Angleterre, contient les paragraphes suivants relatifs à l'article 2 :

« On m'a fait remarquer que, dans l'état actuel des choses, les câbles télégraphiques des différentes compagnies reposent souvent près les uns des autres, quelquefois les uns sur ou sous les autres, et qu'il pourrait leur arriver, si une rupture se produisait dans un câble inférieur, que le seul moyen d'atteindre l'endroit cassé fût de soulever et probablement de briser pendant ce temps le câble supérieur.

« Mon opinion est que, si cet acte était commis, les personnes qui le commettraient, si raisonnable que l'acte puisse être, seraient, si le présent projet devenait une loi (c'est-à-dire, si le projet comprenait la section 4 actuelle), coupables d'un délit.

« Je ne pense pas que ces personnes seraient considérées comme ayant « agi avec une négligence coupable »; mais je le dis avec défiance (sous réserves), n'étant pas sûr de comprendre l'expression « négligence coupable », ni la phrase ni l'idée n'étant connues dans la loi criminelle anglaise, excepté peut-être en cas de meurtre.

« Mais je crois que telle personne serait considérée comme ayant « agi avec préméditation » et, par conséquent, serait passible des travaux forcés pendant cinq ans ou des peines moindres prévues au paragraphe A de la section 3 du projet. »

ANNEXE B.

MÉMOIRE

présenté au nom de la Western Union Telegraph Company et de la Commercial Cable Company, relativement à la Convention pour la protection des câbles télégraphiques sous-marins, signée à Paris le 14 mars 1884.

(TRADUCTION.)

La « *Western Union Telegraph Company* » et la « *Commercial Cable Company* » sont des compagnies ayant leur siège dans les États-Unis d'Amérique. La première de ces compagnies possède un réseau de lignes terrestres s'étendant sur tout le continent de l'Amérique du Nord et deux lignes de câbles télégraphiques sous-marins unissant l'Amérique du Nord à l'Europe. La dernière de ces compagnies possède deux lignes de câbles télégraphiques sous-marins entre l'Europe et l'Amérique et, de plus, un important réseau de lignes terrestres.

Mémoire
des compagnies
américaines.

Ces deux compagnies sont donc vivement intéressées dans la question de la protection des câbles télégraphiques sous-marins.

Les compagnies reconnaissent avec gratitude les avantages résultant de beaucoup de dispositions de la Convention ; mais elles élèvent les plus fortes objections contre les articles 2 et 4, à moins que leur interprétation et leur effet ne soient limités de la manière indiquée dans l'Acte du Parlement anglais (*Submarine Telegraph Act 1885, 48 et 49 Victoria, C. 49*).

Toutes les compagnies télégraphiques sont unanimes sur ce point et, quand le projet de cet Acte a été soumis au Parlement anglais, elles ont toutes pétitionné pour que la Convention fût complétée et interprétée par les clauses qui sont maintenant insérées dans l'Acte ci-dessus mentionné, et elles désirent qu'une addition semblable soit faite à la Convention elle-même.

Quelle qu'ait été l'intention de ceux qui ont rédigé la Convention, les compagnies sont avisées que, si un procès s'engageait à son sujet devant les tribunaux des États-Unis ou d'Angleterre, elle serait interprétée suivant son sens littéral, sans tenir compte d'aucun des commentaires (*qualifications*) que l'on propose maintenant de donner à son texte ; et, s'il s'élevait une question concernant une des compagnies propriétaires de lignes réunissant l'Angleterre aux États-Unis, ce serait devant les tri-

Mémoire
des compagnies
américaines.
(Suite.)

bunaux de l'un ou de l'autre de ces deux pays que l'affaire viendrait pour être jugée.

Si les articles 2 et 4 de la Convention restent sans restrictions (*unqualified*), dans l'opinion de la « *Western Union Telegraph Company* » et de la « *Commercial Cable Company* », ils rendront à peu près impossibles la conservation et les réparations des câbles en mer profonde. Les dispositions qui avaient en apparence pour but la protection des câbles sous-marins, en rendraient, en fait, la conservation et la réparation impossibles.

Ces dispositions protègent la compagnie dont le câble pourrait être endommagé par une autre compagnie; mais elles imposent une obligation intolérable à la compagnie qui, en réparant son propre câble, pourrait endommager celui d'une autre compagnie.

En fait, les câbles sous-marins sont posés les uns à côté des autres et se croisent; et il en doit être ainsi nécessairement, car, autrement, une compagnie, en posant un câble d'un point à un autre, intercepterait toute communication entre les pays situés sur les deux côtés de sa ligne.

Il peut donc arriver que des compagnies, dans le but légitime de réparer leurs propres câbles, puissent nécessairement endommager les câbles d'une autre compagnie.

La Convention modifie sous ce rapport les lois existantes, et, outre les dispositions pénales de l'article 2, elle impose, par l'article 4, des responsabilités pécuniaires, sur la même base dans tous les cas, et sans égard à aucune des circonstances diverses qui peuvent se présenter, telles que l'ancienneté, l'état, la qualité (*character*), la valeur ou la position du câble endommagé, dont la dépense de « réparation » peut signifier la dépense de remplacement total.

Il se peut bien qu'une disposition telle que celle de l'article 4 soit désirable dans la limite de cent brasses (*fathom*), alors que les frais et les difficultés de la réparation sont relativement faibles; mais, en mer profonde, et applicable aux câbles vieux ou neufs, actuellement existants ou futurs, sans aucun égard à leur construction ou à la possibilité de les réparer, une telle disposition, on en est convaincu, constituerait une charge insupportable.

Quant à l'article 2, la « *Western Union Telegraph Company* » et la « *Commercial Cable Company* » font remarquer qu'à moins d'être restreint (*qualified*) comme dans l'Acte anglais, il fait un attentat criminel de ce qui peut n'être qu'une opération parfaitement légitime et nécessaire: ayant en apparence pour unique objet de protéger les compagnies de câbles contre les dégâts malveillants commis par les bateaux pêcheurs et autres bâtiments, il a pour effet de rendre criminelles des opérations de pose et de réparation de câbles dans quelques cas et dans des conditions possibles et très probables.

Dans cet état de choses, la « *Western Union Telegraph Company* » et la « *Commercial Cable Company* » demandent respectueusement qu'une déclaration des Puissances soit ajoutée à la Convention, aux effets suivants:

1° Que le sens et l'intention de la Convention sont que les conséquences pénales de l'article 2 ne s'appliquent pas au cas de rupture ou de détérioration d'un câble

télégraphique sous-marin survenue par suite d'une tentative faite de bonne foi pour réparer un autre câble télégraphique sous-marin ;

Mémoire
des compagnies
américaines.
(Suite.)

2° Considérant qu'il est désirable d'assigner une limite aux responsabilités à encourir d'après l'article 4 et de faire en sorte que cet article s'applique seulement aux cas où les réparations de câbles télégraphiques sous-marins sont relativement certaines et n'entraînent pas de frais exorbitants, qu'il soit déclaré que l'article 4 ne s'appliquera pas à la rupture ou à la détérioration d'un câble immergé à une profondeur de plus de cent *fathoms* (brasses); mais que la Convention n'infirmera ou n'affectera aucun droit ou moyen appartenant ou à appartenir à une partie quelconque autrement qu'en vertu de la Convention.

Paris, 15 mai 1886.

ANNEXE B AU PROCÈS-VERBAL DE LA DEUXIÈME SÉANCE.

Texte des lois.

ESPAGNE.

PROJET DE LOI.

(TRADUCTION.)

ARTICLE PREMIER.

Espagne.

Tous les câbles sous-marins qui atterrissent en territoire espagnol auront une zone depuis la mer jusqu'au point d'amarre de cinquante mètres de chaque côté du câble ; dans cette zone, il sera défendu aux embarcations d'ensabler et il sera également défendu d'extraire du sable et des coquillages, de tendre des filets et, en général, de faire toute sorte d'opérations pouvant nuire au câble.

ART. 2.

Les câbles sous-marins tendus dans les eaux juridictionnelles d'Espagne pourront être entourés de bouées par leur propriétaire, de sorte qu'on puisse reconnaître l'endroit où ils se trouvent, et ils auront une zone étendue d'un quart de mille maritime de chaque côté, dans le rayon de laquelle les embarcations ne pourront pas jeter l'ancre, ni traîner des filets ou autres engins qui pourraient endommager ou détruire le câble.

ART. 3.

La rupture ou la détérioration d'un câble sous-marin faite volontairement ou par négligence coupable et qui pourrait avoir pour résultat d'interrompre ou d'entraver en tout ou en partie les communications télégraphiques est punissable de prison correctionnelle, sans préjudice de l'action civile en dommages-intérêts.

Cette disposition ne s'applique pas aux ruptures ou détériorations dont les auteurs

n'auraient eu que le but légitime de protéger leur vie ou la sécurité de leurs bâtiments, après avoir pris toutes les précautions nécessaires pour éviter ces ruptures ou détériorations.

Texte des lois.
(Suite.)
—

Espagne.
(Suite.)

ART. 4.

Seront punis d'une amende de quinze à cinq cents francs :

1° Les bâtiments occupés à la pose ou à la réparation des câbles sous-marins qui n'observeraient pas les règles sur les signaux qui sont ou seront adoptées, d'un commun accord, par les Hautes Parties contractantes, en vue de prévenir les abordages;

2° Les bâtiments occupés à la pose ou à la réparation des câbles qui ne termineraient pas leurs occupations dans le plus bref délai possible;

3° Le capitaine qui, apercevant ou à même d'apercevoir les signaux d'un bâtiment occupé à la pose ou à la réparation d'un câble sous-marin, ne se retirerait pas ou ne se tiendrait pas à la distance d'un mille maritime du navire occupé à la pose ou à la réparation du câble;

4° Le patron d'une barque de pêche qui ne tiendra pas ses engins ou ses filets à la distance d'un mille maritime au moins du navire occupé à la pose ou à la réparation d'un câble sous-marin.

Néanmoins, cette dernière disposition ne s'appliquera que sous la réserve qu'il est accordé aux bateaux de pêche apercevant ou à même d'apercevoir un navire affecté au service télégraphique qui portera les signaux convenus, le délai nécessaire, qui ne devra cependant pas dépasser vingt-quatre heures, pour l'achèvement de leurs opérations, afin qu'ils puissent se conformer à l'avis donné;

5° Le capitaine qui, apercevant ou à même d'apercevoir les bouées destinées à indiquer la position des câbles sous-marins, ne se tiendrait pas à la distance d'un quart de mille maritime au moins de la ligne de ces bouées.

ART. 5.

Les propriétaires des navires ou bâtiments qui peuvent prouver qu'ils ont sacrifié une ancre, un filet ou un autre engin de pêche pour ne pas endommager un câble sous-marin, doivent être indemnisés par le propriétaire du câble.

Pour avoir droit à une telle indemnité, il faut, autant que possible, qu'aussitôt après l'accident, on ait dressé, pour le constater, un procès-verbal appuyé des témoignages des gens de l'équipage, et que le capitaine du navire fasse, dans les vingt-quatre heures de son arrivée au premier port de retour ou de relâche, sa déclaration aux autorités compétentes. Celles-ci en donnent avis aux autorités consulaires de la nation du propriétaire du câble.

ART. 6.

Sera puni d'une amende de 25 à 100 francs, le capitaine d'un bâtiment qui, sans intention de causer un dommage à un câble sous-marin dont l'existence lui serait

Texte des lois.
(Suite.)
—

Espagne.
(Suite.)

connue, commanderait des manœuvres qui pourraient amener la détérioration ou la destruction du câble. Si le capitaine ou le patron d'un bâtiment reconnu déjà coupable se livrait une seconde fois aux manœuvres indiquées, il serait considéré comme ayant agi avec une intention volontairement coupable, sans admettre de preuves contraires.

ART. 7.

Le capitaine ou le patron qui aurait causé la destruction ou la détérioration d'un câble sous-marin sera considéré comme criminellement responsable à moins de preuves contraires, sans préjudice de l'action civile de dommages et intérêts.

ART. 8.

Les infractions à la Convention internationale du 14 mars 1884 pourront être constatées par tous les moyens de preuve admis dans la législation du pays où siège le tribunal saisi.

Lorsque les officiers commandant les bâtiments de guerre ou les bâtiments spécialement commissionnés à cet effet de l'une des Hautes Parties contractantes auront lieu de croire qu'une infraction aux mesures prévues par la présente Convention a été commise par un bâtiment de guerre, ils pourront exiger du capitaine ou du patron l'exhibition des pièces officielles justifiant de la nationalité dudit bâtiment. Mention sommaire de cette exhibition sera faite immédiatement sur les pièces produites.

En outre, des procès-verbaux pourront être dressés par lesdits officiers, quelle que soit la nationalité du bâtiment inculpé. Ces procès-verbaux seront dressés suivant les formes et dans la langue en usage dans le pays auquel appartient l'officier qui les dresse; ils pourront servir de moyen de preuve dans le pays où ils seront invoqués et suivant la législation de ce pays. Les inculpés et les témoins auront le droit d'y ajouter ou d'y faire ajouter, dans leur propre langue, toutes explications qu'ils croiront utiles; ces déclarations devront être dûment signées.

ART. 9.

La procédure et le jugement des infractions indiqués dans cette loi seront de la compétence des autorités maritimes.

Si l'infraction était commise en dehors du territoire ou des eaux juridictionnelles d'Espagne, sera compétent le tribunal du port d'arrivée, s'il se trouve dans des possessions espagnoles. Le Consul du port d'arrivée devra remettre au tribunal du port d'attache du bâtiment à bord duquel l'infraction aurait été commise les pièces nécessaires à la procédure, dans le cas où le port d'arrivée serait un port étranger.

ANNEXE C AU PROCÈS-VERBAL DE LA DEUXIÈME SÉANCE.

NORVÈGE.

Texte des lois.
(Suite.)

Norvège.

LOI NORVÉGIENNE

édicte des peines contre la rupture ou la détérioration des télégraphes.

31 JUILLET 1854.

(TRADUCTION.)

Quiconque aura rompu ou détérioré une partie quelconque d'un télégraphe sera, s'il a agi avec intention, puni d'emprisonnement ou des travaux forcés au cinquième degré, conformément à la loi pénale du 20 août 1842, chapitre 23, § 11, alinéa 1, et, s'il a agi par négligence, d'une amende, conformément au chapitre 23, § 21, de la loi précitée *.

* LOI PÉNALE.

CHAPITRE PREMIER.

§ 1.

Les nationaux norvégiens sont punis conformément aux lois norvégiennes pour les infractions dont ils se sont rendus coupables dans le Royaume ou hors de son territoire.

§ 2.

Les étrangers sont punis conformément aux lois norvégiennes pour les infractions dont ils se sont rendus coupables dans le Royaume, ainsi que pour les infractions

CÂBLES SOUS-MARINS.

Texte des lois.
(Suite.)

Norvège.
(Suite.)

commises hors du Royaume contre la Norvège ou contre des sujets norvégiens, si le Roi ordonne leur poursuite, à raison de ces infractions, devant un tribunal norvégien.

§ 3.

Les infractions commises à bord de navires norvégiens sont considérées comme ayant eu lieu dans le Royaume.

§ 6.

Les dispositions des § 1, 2 et 3 ne constitueront pas un empêchement à l'établissement, sur la base d'une stricte réciprocité, par voie de Convention avec les Puissances étrangères, de stipulations contraires auxdites dispositions en ce qui concerne des infractions commises soit dans le Royaume par des étrangers contre d'autres que la Norvège ou des sujets norvégiens, soit hors du Royaume par des étrangers ou des nationaux norvégiens contre d'autres que la Norvège ou des sujets norvégiens.

CHAPITRE II.

§ 5.

Les travaux forcés ont : a) au premier degré.....
.....
e) au cinquième degré, une durée de six mois à trois ans.

CHAPITRE XXIII.

§ 11.

Quiconque aura rompu ou détérioré.....
.....un anneau d'amarrage ou tout autre moyen d'amarrage.....
.....établi dans un but d'utilité publique, sera puni d'emprisonnement ou des travaux forcés au cinquième degré.

§ 21.

Tout acte de négligence qui aura occasionné la détérioration d'un.....
.....anneau d'amarrage ou de tout autre moyen d'amarrage.....
sera puni d'une amende.

CHAPITRE XXVII.

Les infractions mentionnées dans la présente Loi sont poursuivies par la partie publique, à moins qu'elles ne soient expressément exceptées de cette règle.

SUÈDE.

Texte des lois
(Suite.)
—
Suède

*Ordonnance royale du 31 mars 1880, concernant les mesures à prendre à bord
des navires, en vue de prévenir les abordages.*

(TRADUCTION.)

Nous, Oscar, etc.....
.....
.....

§ 5.

Tout navire, à vapeur ou à voiles, qui est occupé à poser ou à retirer un câble
télégraphique, ou qui, par suite d'accident, est mis hors d'état de manœuvrer, por-
tera les signaux suivants :

.....
.....

Texte des lois.
(Suite.)

Norvège.

NORVÈGE.

*Ordonnance royale du 23 mars 1880, concernant les mesures à prendre à bord
des navires, en vue de prévenir les abordages.*

(TRADUCTION.)

Nous, Oscar, etc.....

(*Texte identique à celui du § 5 ci-dessus*).

TROISIÈME SÉANCE.

(20 MAI 1886.)

PRÉSIDENCE DE M. GRANET,

MINISTRE DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.

Étaient présents :

MM. les Délégués et Secrétaires qui assistaient à la précédente réunion.

La séance est ouverte à quatre heures.

M. LE PRÉSIDENT rappelle que, dans sa dernière séance, la Conférence, après s'être mise d'accord sur l'interprétation de l'article 2 de la Convention du 14 mars 1884, avait dû ajourner la discussion des conclusions de la Commission relativement à l'article 4 de cette même Convention, afin de laisser à la Délégation britannique le temps de recevoir les instructions spéciales qu'elle attendait de son Gouvernement.

Discussion
sur les conclusions
du rapport
de
la Commission.
(Suite.)
—
Art. 4.

M. LE PRÉSIDENT demande à MM. les Délégués britanniques si ces instructions leur sont parvenues.

M. KENNEDY fait connaître que les Délégués britanniques ne sont plus tenus d'insister pour la clause 4 de l'Acte anglais et, en conséquence, se rallient, par voie de transaction, au projet de déclaration proposé par la Commission, mais à la condition que cette déclaration soit complétée par l'addition du membre de phrase suivant :

« , s'il est reconnu qu'elle existe. »

Le projet de déclaration se trouverait, dès lors, rédigé en ces termes :

« Il est entendu que l'article 4 de la Convention n'a eu d'autre but et ne doit avoir d'autre effet que de charger les tribunaux compétents de chaque pays de résoudre,

Discussion
sur les conclusions
du rapport
de
la Commission.
(Suite.)

Art. 4.
(Suite.)

Déclaration
et proposition
de
la Délégation
britannique.

Discussion.

M. Louis Renault.

conformément à leurs lois et suivant les circonstances, la question de la responsabilité civile du propriétaire d'un câble, qui, par la pose ou la réparation de ce câble, cause la rupture ou la détérioration d'un autre câble, de même que les conséquences de cette responsabilité, s'il est reconnu qu'elle existe. »

M. LOUIS RENAULT déclare qu'en son nom personnel, il n'a pas d'objections à élever contre l'addition demandée par MM. les Délégués de la Grande-Bretagne. L'idée qu'ils ont tenu à exprimer ainsi se dégage déjà et du texte même de la Déclaration proposée et de tous les commentaires du rapport : il est évident, en effet, que les tribunaux, ayant compétence pour statuer sur la question de responsabilité civile, en cas de rupture ou de détérioration d'un câble, sont, par là même, appelés à examiner si cette responsabilité existe. Il est non moins évident qu'il ne peut y avoir lieu de déterminer les conséquences de cette responsabilité qu'autant qu'au préalable il aura été reconnu qu'elle existe. La modification réclamée par MM. les Délégués britanniques ne change donc rien au sens de la Déclaration proposée : elle est sans utilité, mais aussi sans inconvénient.

M. le Ministre
de
la Confédération
argentine.

M. LE MINISTRE DE LA CONFÉDÉRATION ARGENTINE appelle l'attention de la Conférence sur les conséquences possibles de l'insertion du membre de phrase dont MM. les Délégués britanniques demandent l'addition. Son adoption ne pourrait-elle pas avoir pour conséquence de permettre d'assurer, en fait, l'exonération de toute responsabilité aux cas de rupture ou de détérioration d'un câble immergé à plus de cent brasses, et de maintenir ainsi indirectement les dispositions de la section 4, § 1^{er}, de l'Acte du Parlement britannique?

Il croit aussi que le membre de phrase « *s'il est reconnu qu'elle existe* » implique qu'il se rencontrerait des cas dans lesquels, tout en agissant volontairement, on n'encourrait aucune responsabilité civile; ce qui laisserait aux tribunaux appelés à en juger la faculté de rendre illusoire la Convention elle-même, la matière étant d'ailleurs réglée par le droit commun de tous les pays en ce qui concerne la responsabilité civile quant aux dommages médiats ou immédiats.

M. Orban.

M. ORBAN reconnaît qu'il n'est pas impossible qu'il en soit ainsi dans la pratique; mais ce résultat ne sera pas la conséquence de l'adoption de l'amendement proposé par MM. les Délégués britanniques; car le membre de phrase dont ils désirent l'addition n'ajoute ni ne change rien au fond de la Déclaration. Du moment où celle-ci reconnaît aux tribunaux de chacun des Pays contractants le droit absolu de statuer, conformément à leurs lois et suivant les circonstances, sur la question de *responsabilité civile*, en cas de rupture ou de détérioration d'un câble, ces tribunaux sont libres d'établir telle jurisprudence

qu'ils jugeront convenable en ce qui concerne l'application, à ce point de vue, des dispositions de la Convention.

Pour prévenir ce résultat, il aurait fallu que, comme la proposition en avait été faite en 1882, les États contractants eussent établi des règles uniformes sur les rapports des diverses compagnies de câbles entre elles et sur l'étendue de la responsabilité civile encourue en cas de rupture ou de détérioration. La Conférence s'est arrêtée, avec raison, en présence des difficultés d'une telle œuvre. Elle a cru devoir se borner à poser le principe de la responsabilité civile, à déclarer qu'un acte de destruction ou de détérioration d'un câble, par cela seul qu'il aura été commis en pleine mer, n'échappera pas à toute juridiction civile; mais elle a laissé aux intérêts lésés le soin de poursuivre une réparation devant les tribunaux du pays auquel appartient l'auteur du dommage, et à ces tribunaux la mission de déterminer l'existence et l'étendue des responsabilités encourues. Dans ces conditions, l'amendement anglais, bien qu'inutile, paraît exempt d'inconvénients.

Discussion
sur les conclusions
du rapport
de
la Commission
(art. 4)
et
sur la proposition
de la Délégation
britannique.
(Suite.)
—
M. Orban.
(Suite.)

M. LOUIS RENAULT s'associe aux observations présentées par M. Orban. Lorsque les Conférences précédentes ont élaboré la Convention du 15 mars 1884, elles ne se sont sans doute pas dissimulé que leur œuvre n'était pas complète et qu'en ce qui concerne les responsabilités civiles, elles ne faisaient que stipuler un *minimum*; mais, si désirable qu'il eût été d'établir des règles uniformes à ce point de vue, on a dû reconnaître que la matière était encore trop neuve pour pouvoir faire l'objet d'une législation internationale. C'est là une question dont la solution appartient à l'avenir et doit être laissée à l'action du temps: il faut que la jurisprudence fournisse des éléments d'appréciation qui font aujourd'hui défaut pour que l'on puisse songer à légiférer avec quelque certitude; aussi est-il très désirable que les décisions que les tribunaux des divers pays rendront en cette matière soient publiées et discutées, afin qu'une doctrine scientifique puisse s'élaborer et frayer la voie à ceux qui seront appelés à développer l'œuvre de la Conférence.

M. Louis Renault.

En attendant, l'hypothèse envisagée par M. le Ministre de la Confédération argentine n'est pas inadmissible, avec ou sans l'adoption du membre de phrase que MM. les Délégués britanniques proposent d'ajouter au projet de Déclaration. On doit cependant la considérer comme improbable, car, ainsi qu'il résulte du rapport de la Commission et des déclarations contenues dans le mémoire des compagnies anglaises de câbles sous-marins, celles-ci n'ont jamais décliné toute responsabilité civile pour les cas de ruptures ou de détériorations de câble survenues à une profondeur de plus de cent brasses. Elles repoussaient la responsabilité absolue, et, pour ainsi dire, mécanique, qui leur semblait résulter du texte de l'article 4 de la Convention; mais elles déclaraient accepter celle qui découle de l'application des règles de droit

Discussion
sur les conclusions
du rapport
de
la Commission
(art. 4)
et
sur la proposition
de la Délégation
britannique.
(Suite.)

M. Louis Renault.
(Suite.)

commun. L'espèce de compromis qu'elles avaient réussi à faire sanctionner par le Parlement britannique consistait uniquement à établir, en quelque sorte, deux zones différentes de responsabilité: au-dessus de cent brasses, la responsabilité établie par l'article 4 de la Convention tel qu'elles l'interprétaient; au-dessous de cent brasses, la responsabilité ordinaire résultant du droit commun et déterminée, suivant les circonstances, par les tribunaux. D'après le projet de Déclaration, au contraire, cette dernière responsabilité est la seule qui dérive de l'article 4 de la Convention; mais elle s'applique à tous les cas de rupture ou de détérioration de câble, sans qu'il y ait lieu de distinguer suivant la profondeur à laquelle le câble se trouve immergé.

M. Marshall.

M. MARSHALL demande ce qu'il adviendra, dans le cas où le Projet de déclaration serait adopté, du paragraphe 1^{er} de la section 4 de l'Acte du Parlement britannique qui déclare l'article 4 de la Convention non applicable à la partie d'un câble immergé à une profondeur de mer de plus de cent brasses. La Conférence doit-elle considérer que, par suite de l'adoption du Projet de déclaration, le Gouvernement britannique s'engage à modifier l'article 4 de l'Acte du Parlement?

M. Trevor.

M. TREVOR répond que, si le Gouvernement britannique accepte la Déclaration, il sera nécessaire qu'un nouveau *bill* soit présenté au Parlement.

M. Orban.

M. ORBAN rappelle qu'il ne s'agit, quant à présent, que d'accepter un simple projet de déclaration, qui n'aura de valeur diplomatique qu'après qu'il aura été soumis aux divers Gouvernements et signé de leurs plénipotentiaires.

M. Clavery.

M. CLAVERY reconnaît que cette observation est fondée; mais il n'en reste pas moins vrai que, comme l'a dit M. Trevor, l'acceptation de la Déclaration par le Gouvernement britannique aura pour conséquence la présentation d'un nouveau *bill* au Parlement.

Adoption
de la proposition
de
la Délégation
britannique.

Sous réserve de ces observations, la Conférence adopte le Projet de déclaration sur l'article 4, dans les termes indiqués plus haut et avec l'adjonction du membre de phrase proposé par MM. les Délégués britanniques.

Mode
de constatation
de
cet accord.

L'accord se trouvant ainsi réalisé sur l'article 4 comme sur l'article 2 de la Convention, la Conférence décide, sur la proposition de M. LE PRÉSIDENT :

1^o Que la formule constatant cet accord sera consignée dans un *Projet de déclaration*;

2^o Que le résultat des travaux de la Conférence sera constaté dans un *Protocole*, que MM. les Délégués signeront, en s'engageant à porter à la connaissance et à recommander à l'approbation de leurs Gouvernements respectifs le *Projet de déclaration* arrêté d'un commun accord.

En conséquence, M. CLIVERY, sur l'invitation de M. le Président, communique à la Conférence le Projet de protocole suivant, qui est adopté sans discussion.

Projets
de protocole
et
de déclaration
adoptés.

• PROTOCOLE.

« Les soussignés, Délégués de la République argentine, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, du Brésil, de Costa-Rica, du Danemark, de la République dominicaine, de l'Espagne, des États-Unis d'Amérique, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Grèce, du Guatemala, de l'Italie, du Japon, des Pays-Bas, du Portugal, de la Roumanie, de la Russie, du Salvador, de la Serbie, de la Suède et de la Norvège, de la Turquie et de l'Uruguay, se sont réunis à Paris, le 12 mai 1886, à l'effet d'examiner la situation des différents États signataires de la Convention du 14 mars 1884, pour la protection des câbles sous-marins, au point de vue de l'exécution de l'article 12 de ladite Convention.

« A la suite de l'examen auquel ils se sont livrés de concert, ils ont arrêté le Projet de déclaration qui est annexé au présent Protocole et qu'ils s'engagent à recommander à l'adoption de leurs Gouvernements respectifs.

« Fait à Paris, le mai 1886.

• PROJET DE DÉCLARATION.

« Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements signataires de la Convention du 14 mars 1884 pour la protection des câbles sous-marins, ayant reconnu la convenance de préciser le sens des termes des articles 2 et 4 de ladite Convention, ont arrêté, d'un commun accord, la Déclaration suivante :

« Certains doutes s'étant élevés sur le sens du mot *volontairement* inséré dans l'article 2 de la Convention du 14 mars 1884, il est entendu que la disposition de responsabilité pénale mentionnée dans ledit article ne s'applique pas aux cas de ruptures ou de détériorations occasionnées accidentellement ou nécessairement en réparant un câble, alors que toutes les précautions ont été prises pour éviter ces ruptures ou détériorations.

« Il est également entendu que l'article 4 de la Convention n'a eu d'autre but et ne doit avoir d'autre effet que de charger les tribunaux compétents de chaque pays de résoudre, conformément à leurs lois et suivant les circon-

Projets
de protocole
et
de déclaration
adoptés.
(Suite.)

stances, la question de la responsabilité civile du propriétaire d'un câble, qui, par la pose ou la réparation de ce câble, cause la rupture ou la détérioration d'un autre câble, de même que les conséquences de cette responsabilité, s'il est reconnu qu'elle existe.

« En foi de quoi, etc. »

Situation
des États en retard
pour l'exécution
de
l'article 12.

M. LE PRÉSIDENT propose à la Conférence d'examiner la question posée par M. Orban dans les précédentes séances et relative à la situation des États qui n'ont pas encore adopté les mesures législatives nécessaires pour assurer l'exécution de la Convention, et notamment la répression des infractions aux articles 2, 5 et 6.

M. Orban.

M. ORBAN se réfère aux observations qu'il a déjà eu l'occasion de présenter. Chargée d'examiner dans quelle mesure l'engagement résultant de l'article 12 de la Convention a été ou non rempli par les divers États, la Conférence n'a pu s'acquitter qu'incomplètement de cette tâche. Elle ne connaît, en effet, ni le *bill* en préparation aux États-Unis, ni la nouvelle loi qui devra intervenir en Angleterre, par suite de l'adoption du Projet de déclaration. Elle a constaté, en outre, que dix ou douze des États signataires de la Convention n'ont pas encore fait adopter ou promulgué les lois d'exécution nécessaires. Dans cette situation, il semble que la Conférence devrait ou s'ajourner à une date très rapprochée de celle qui serait adoptée pour l'entrée en vigueur de la Convention, ou prier le Gouvernement français de vouloir bien centraliser les lois d'exécution, au fur et à mesure de leur promulgation, les examiner et les communiquer à ses coassociés. Mais, dans tous les cas, il paraît impossible de fixer, dès à présent, la date de l'entrée en vigueur de la Convention, à moins de décider en même temps que les États ayant rempli, à une date déterminée, l'engagement résultant de l'article 12 de la Convention seraient seuls considérés comme parties à cet Acte international. Toutefois, ce dernier mode de procéder soulevant beaucoup de difficultés pratiques, ne serait-il pas plus à propos de convenir d'une date rapprochée de la fin de l'année (du 1^{er} décembre par exemple), à laquelle tous les États contractants devraient s'être conformés à l'article 12 de la Convention du 14 mars 1884.

A cette même date, la Conférence se réunirait pour examiner les nouvelles lois qui lui seraient communiquées et arrêterait définitivement la liste des États constituant l'Union pour la protection des câbles sous-marins. Les autres États conserveraient la faculté d'accession que leur réserve l'article 16 de la Convention, mais à la condition de justifier au préalable de la mise en vigueur de lois répondant pleinement aux exigences de l'article 12.

M. ORBAN ajoute que, si la Conférence est d'avis que la Convention n'entre en vigueur qu'après que tous les États signataires se seront mis en règle au point de vue de l'article 12, il n'a pas d'objections à élever contre ce mode de procéder : il se borne à signaler les retards qui pourraient en résulter.

Situation
des États en retard
pour l'exécution
de
l'article 12.
(Suite.)

M. LE PRÉSIDENT croit difficile que la Conférence ne se mette pas d'accord sur le moment de la mise en vigueur de la Convention; mais, tout en maintenant la date du 1^{er} janvier 1887, il serait disposé à admettre la proposition de M. Orban, tendant à ce que la Conférence tint, vers la fin de l'année, une nouvelle réunion dans laquelle il serait définitivement statué sur la situation des États qui se trouveraient encore en retard, en ce qui concerne l'exécution de l'article 12.

M. le Président.

M. CLIVERY ajoute qu'en adressant aux divers Gouvernements une circulaire relativement à la réunion dont il s'agit, le Gouvernement français appellera spécialement leur attention sur la nécessité de munir leurs délégués d'instructions précises en ce qui concerne la décision à prendre vis-à-vis des États retardataires.

M. Clavery.

M. ORBAN désire du moins qu'il soit, dès à présent, bien entendu qu'aucun État ne saurait être tenu à l'exécution de la Convention vis-à-vis d'un autre État qui n'aurait pas pris les dispositions nécessaires pour assurer l'observation de cet acte diplomatique.

M. Orban.

M. LE PRÉSIDENT fait observer que plusieurs Délégations ne sont pas munies des instructions nécessaires pour se prononcer sur ce point. Mais rien n'est préjugé à cet égard, et la situation de la Belgique ainsi que sa liberté de décision restent entières jusqu'à la prochaine réunion de la Conférence, dans laquelle la question sera soulevée de nouveau et résolue.

M. le Président.

M. KENNEDY fait connaître que la Délégation britannique accepte provisoirement la date du 1^{er} janvier 1887 pour l'entrée en vigueur de la Convention, mais sous la réserve que, d'ici à cette époque, les mesures législatives nécessaires auront pu être prises.

M. Kennedy.

M. LE PRÉSIDENT constate que la Conférence est d'accord pour fixer au 1^{er} janvier 1887 la date de l'entrée en vigueur de la Convention et pour s'ajourner au 1^{er} décembre 1886.

Fixation
au 1^{er} janvier 1887
de la date
pour l'entrée
en vigueur
de la Convention.

La Conférence décide ensuite qu'il sera procédé, le lendemain vendredi 21, à dix heures, à la signature du protocole.

Ajournement
de la Conférence
au 1^{er} décembre
1886.

Démarches
à faire
par
le Gouvernement
français
auprès
des
États signataires
de
la Convention.

Il est d'ailleurs entendu, à la suite d'une observation de M. CLAVERY, que cet acte sera porté officiellement par le Gouvernement français à la connaissance des autres Gouvernements signataires de la Convention du 14 mars 1884 : ceux-ci seront invités à donner, le plus tôt possible, à leurs représentants l'autorisation nécessaire pour transformer en un acte définitif le projet de déclaration recommandé à leur approbation.

La séance est levée à cinq heures et demie.

*Le Ministre des postes et des télégraphes,
Président de la Conférence,*

F. GRANET.

Les Secrétaires,

RENÉ LAVOLLÉE, E. LORIN;
P. VEILLET DUFRÊCHE, GÉRARD.

QUATRIÈME SÉANCE.

(21 MAI 1886.)

PRÉSIDENCE DE M. GRANET,

MINISTRE DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.

Étaient présents :

MM. les Délégués et Secrétaires qui assistaient à la précédente réunion.

Le procès-verbal de la deuxième séance est adopté.

Procès-verbaux.

Il est convenu que ceux des troisième et quatrième séances seront communiqués en épreuves à MM. les Délégués, qui voudront bien, avant qu'il soit procédé à l'impression définitive, faire parvenir, s'il y a lieu, leurs observations au Secrétariat.

M. CLAVERY transmet à la Conférence l'expression des regrets de M. Orban, qu'une indisposition empêche d'assister à la séance et dont la signature sera recueillie à domicile.

M. Orban excusé.

Il est ensuite procédé, après collationnement, à la signature du Protocole par MM. les Délégués. (*Voir l'annexe au présent procès-verbal*).

Signature
du Protocole.



Allocution
de M. le Ministre
de Danemark.

M. LE MINISTRE DE DANEMARK prononce les paroles suivantes :

« Monsieur le Président,

« Au moment où nos travaux vont être suspendus, je suis assuré d'être l'interprète des sentiments de tous mes collègues en vous adressant nos plus vifs remerciements pour la courtoisie et la bienveillance dont vous avez fait preuve dans la direction de nos délibérations.

Si elles ont si promptement abouti à une solution favorable, c'est principalement à votre esprit conciliant et éclairé qu'est dû ce résultat ; c'est donc à vous que nous nous plaisons à en reporter l'honneur. »

Réponse
de
M. le Président.

M. LE PRÉSIDENT répond en ces termes :

« Messieurs,

« Je suis profondément touché et reconnaissant des paroles si bienveillantes que vient de prononcer, en votre nom, M. le Ministre de Danemark. Je me félicite avec vous de l'issue rapide et satisfaisante de nos débats et je me plais à ne pas douter que les Gouvernements qui nous ont délégués n'approuvent et ne consacrent notre œuvre. Mais permettez-moi de ne pas accepter la part, beaucoup trop considérable, que M. le Ministre de Danemark veut bien m'attribuer dans le résultat de nos communs travaux. Celui-ci est dû tout entier à vous, Messieurs, au mutuel esprit de conciliation qui a présidé à vos délibérations, et qui, en rendant ma tâche aussi agréable que facile, a seul permis de réaliser l'entente si désirable poursuivie par les divers Gouvernements. »

Remerciements
aux Secrétaires,

M. KENNEDY remercie MM. les Secrétaires du zèle et de l'exactitude avec lesquels ils ont résumé les délibérations de la Conférence et celles de la Commission. Il prie M. le Président de vouloir bien transmettre à M. le Président du Conseil l'expression de la satisfaction de la Conférence pour le concours dévoué que lui a prêté le Secrétariat.

M. LE PRÉSIDENT répond qu'il transmettra volontiers à M. le Président du Conseil ce témoignage auquel il s'associe.

à
M. Louis Renault.

Il croit, en même temps, répondre à un sentiment unanime en adressant les plus vifs remerciements de la Conférence à l'éminent Président et Rapporteur de la commission, M. Louis Renault. On ne saurait trop rendre hommage à la clarté lumineuse avec laquelle il en a résumé les débats, à la profonde science juridique dont il a fait preuve dans l'exposé et dans la discussion



des textes soumis à la Commission et des systèmes développés devant elle, enfin à l'habileté avec laquelle il a su, au milieu de thèses contraires, discerner et préciser le point sur lequel devait se réaliser l'entente. L'accueil si empressé fait par la Conférence aux propositions de M. Louis Renault a été la première et la meilleure preuve de la haute estime en laquelle elle tient son Rapporteur; mais il appartenait à son Président d'y joindre un témoignage tout particulier de sympathique gratitude, et c'est un devoir qu'il est heureux de remplir. (*Vifs applaudissements.*)

Remerciements
à
M. Louis Renault.
(Suite.)

M. LE PRÉSIDENT rappelle ensuite que la date du 1^{er} décembre 1886 a été adoptée pour une nouvelle réunion et prononce la clôture provisoire des travaux de la Conférence.

Clôture provisoire
des travaux
de la Conférence.

La séance est levée à onze heures.

*Le Ministre des postes et des télégraphes,
Président de la Conférence,
F. GRANET.*

*Les Secrétaires,
RENÉ LAVOLLÉE, E. LORIN,
P. VEILLET DUFRÊCHE, GÉRARD.*



ANNEXE AU PROCÈS-VERBAL DE LA QUATRIÈME SÉANCE.

PROCOLE.

Les soussignés, Délégués de la République Argentine, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, du Brésil, de Costa-Rica, du Danemark, de la République Dominicaine, de l'Espagne, des États-Unis d'Amérique, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Grèce, du Guatemala, de l'Italie, du Japon, des Pays-Bas, du Portugal, de la Roumanie, de la Russie, du Salvador, de la Serbie, de la Suède et de la Norvège, de la Turquie et de l'Uruguay, se sont réunis à Paris, le 12 mai 1886, à l'effet d'examiner la situation des différents États signataires de la Convention du 14 mars 1884 pour la protection des câbles sous-marins, au point de vue de l'exécution de l'article 12 de ladite Convention.

À la suite de l'examen auquel ils se sont livrés de concert, ils ont arrêté le projet de Déclaration qui est annexé au présent Protocole et qu'ils s'engagent à recommander à l'adoption de leurs Gouvernements respectifs.

Fait à Paris, le 21 mai 1886.

Signé : JOSÉ C. PAZ.

GOLUCHOWSKI.

LÉOPOLD ORBAN.

ARINOS.

FERNANDEZ.

MOLTKE-HVITFELDT.

EMMANUEL DE ALMEDA.

CÂBLES SOUS-MARINS.

Signé : J. L. ALBAREDA.

VICENTE COROMINA.

ZOILO SANCHEZ ACAÑA.

ROBERT M. MAC LANE.

F. GRANET.

CLAVERY.

FRIBOURG.

Signé : L. RENAULT.

H. CHASSÉRIAU.

J. RAYNAUD.

C. M. KENNEDY.

C. CECIL TREVOR.

J. LAMB.

N. S. DELYANNI.

C. GOGUEL.

F. SALVATORI.

J. POLACCO.

J. MARSHALL.

Signé : A. DE STUERS.

João ANDRADE CORVO.

José ANTONIO DE BRISSAC DAS
NEVES FERREIRA.

V. ALECSANDRI.

E. ALEXEIEFF.

PECTOR.

J. MARINOVITCH.

C. LEWENHAUPT.

DJEMAL.

JUAN J. DIAZ.

PROJET DE DÉCLARATION.

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements signataires de la Convention du 14 mars 1884 pour la protection des câbles sous-marins, ayant reconnu la convenance de préciser le sens des termes des articles 2 et 4 de ladite Convention, ont arrêté, d'un commun accord, la Déclaration suivante :

Certains doutes s'étant élevés sur le sens du mot *volontairement* inséré dans l'article 2 de la Convention du 14 mars 1884, il est entendu que la disposition de responsabilité pénale mentionnée dans ledit article ne s'applique pas aux cas de ruptures ou de détériorations occasionnées accidentellement ou nécessairement en réparant un câble, alors que toutes les précautions ont été prises pour éviter ces ruptures ou détériorations.

Il est également entendu que l'article 4 de la Convention n'a eu d'autre but et ne doit avoir d'autre effet que de charger les tribunaux compétents de chaque pays de résoudre, conformément à leurs lois et suivant les circonstances, la question de la responsabilité civile du propriétaire d'un câble, qui, par la pose ou la réparation de ce câble, cause la rupture ou la détérioration d'un autre câble, de même que les conséquences de cette responsabilité, s'il est reconnu qu'elle existe.

En foi de quoi, etc., etc.



TABLE DES MATIÈRES.

	PAGES.
CONVENTION INTERNATIONALE DU 14 MARS 1884 POUR LA PROTECTION DES CÂBLES SOUS-MARINS.....	V à XII.
LISTE DES ÉTATS CONTRACTANTS QUI ONT RATIFIÉ LA CONVENTION...	XIII.
PROCÈS-VERBAUX.	
PREMIÈRE SÉANCE (12 mai 1886).	
Ouverture de la Conférence. — Liste de MM. les Délégués. — Allocu- tion de M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. — Présidence déléguée à M. le Ministre des Postes et des Télégraphes, et vice- présidence à Son. Exc. M. l'Ambassadeur d'Espagne. — Discours de M. le Ministre des Postes et des Télégraphes. — Secrétariat.	
-Fixation de l'ordre des travaux. — Constitution d'une Commission. — Sa composition. — Question de l'audition des délégués des compagnies de câbles sous-marins. — Dépôt de documents. — Déclaration de la Délégation britannique. — Situation des États en retard pour l'exécution de l'article 12 de la Convention.....	
	1 à 11.
ANNEXE A. — Texte des lois rendues dans les divers États signataires de la Convention internationale du 14 mars 1884 en vue de la mise en vigueur de cette Convention.	
Allemagne.....	13.
Confédération Argentine.....	14.
Autriche-Hongrie.....	15 à 17.
Belgique.....	18 et 19.
Brésil.....	20.
Costa-Rica.....	21.
Danemark.....	22 et 23.
République Dominicaine.....	24 et 25.
Espagne.....	26.
États-Unis d'Amérique.....	27.
France.....	28 à 31.
Grande-Bretagne.....	33 à 39.
Grèce.....	40 à 43.
Guatemala.....	44.
Italie.....	45 à 49.
Japon.....	50 et 51.
Pays-Bas.....	52 et 53.
Portugal.....	53 à 58.

	PAGES.
Roumanie.....	59.
Russie.....	60.
Salvador.....	61.
Serbie.....	62.
Suède et Norvège.....	63 à 66.
Turquie.....	67.
Uruguay.....	68 à 72.
 <i>ANNEXE B. — Suède. — Ordonnance royale du 11 septembre 1885, contenant des dispositions à l'effet de protéger les câbles télégraphiques sous-marins.....</i>	 73 et 74.
 <i>ANNEXE C. — Costa-Rica. — Décret du 5 avril 1886.....</i>	 75 et 76.

DEUXIÈME SÉANCE (19 mai 1886).

Procès-verbal. — Lecture du rapport de la Commission. — Déclaration du Gouvernement allemand. — Discussion sur les conclusions du rapport de la Commission. — Déclaration de la Délégation britannique : demande d'ajournement de la discussion sur l'article 4. — Observations de M. Orban. M. le Ministre des États Unis : projet de protocole proposé. — M. Louis Renault, M. le Ministre des États-Unis. — Rédaction proposée en ce qui concerne l'article 2. — Observations de M. le Ministre de la Confédération Argentine. — Amendement de la rédaction proposée. — Adoption. — Dépôt de documents.....	77 à 84.
--	----------

ANNEXE A. — Rapport de la Commission chargée par la Conférence de procéder à l'examen des mesures prises par les différents États pour assurer l'exécution de la Convention du 14 mars 1884.

Observations préliminaires.....	85 à 87.
Confédération Argentine.....	87 à 88.
Autriche-Hongrie, Belgique, Brésil.....	88.
Costa-Rica, Danemark, République Dominicaine, Espagne.....	89.
États-Unis, France.....	90.
Grande-Bretagne; { Observations générales.....	90.
{ Article 2 de la Convention.....	91 à 93.
{ Article 4 de la Convention.....	93 à 98.
Grèce, Guatemala, Italie, Japon, Pays-Bas.....	98.
Portugal, Roumanie, Russie, Salvador, Serbie, Suède.....	99.
Norvège, Turquie, Uruguay.....	100.
Proposition de M. Orban.....	100.

ANNEXE A AU RAPPORT. — Mémoire des compagnies anglaises des câbles sous-marins relativement aux articles 2 et 4 de la Convention du 14 mars 1884.....

Liste des compagnies télégraphiques au nom desquelles le mémoire ci-dessus a été présenté.....	105.
Note jointe au mémoire.....	106.

ANNEXE B AU RAPPORT. — Mémoire présenté au nom de la <i>Western Union Telegraph Company</i> et de la <i>Commercial Cable Company</i> , relativement à la Convention du 14 mars 1884.....	PAGES. 107 à 109.
ANNEXE B. — <i>Espagne.</i> — Projet de loi.....	110 à 112.
ANNEXE C. — <i>Norvège.</i> — Loi norvégienne édictant des peines contre la rupture ou la détérioration des télégraphes.....	113 et 114.
<i>Suède et Norvège.</i> — Ordonnances royales des 23 et 31 mars 1880, concernant les mesures à prendre à bord des navires, en vue de prévenir les abordages.....	115 et 116.

TROISIÈME SÉANCE (20 mai 1886).

Discussion sur les conclusions du rapport de la Commission (Suite).	
Art. 4. — Déclaration de la Délégation britannique. — Discussion : M. Louis Renault, M. le Ministre de la Confédération Argentine, M. Léopold Orban, M. Marshall, M. Trevor, M. Clavery. — Adoption de la proposition de la Délégation britannique. — Mode de constatation de cet accord. — Projets de protocole et de déclaration adoptés.	
Situation des États en retard pour l'exécution de l'article 12 ; M. Orban, M. le Président, M. Clavery, M. Kennedy. — Fixation au 1 ^{er} janvier 1887 de la date pour l'entrée en vigueur de la Convention. — Ajournement de la Conférence au 1 ^{er} décembre 1886. — Démarches à faire par le Gouvernement français auprès des États signataires de la Convention.....	
	117 à 124.

QUATRIÈME SÉANCE (21 mai 1886).

Procès-verbaux. — M. Orban excusé. — Signature du Protocole. — Allocution de M. le Ministre du Danemark. — Réponse de M. le Président. Remerciments aux secrétaires, à M. Louis Renault.	
Clôture provisoire des travaux de la Conférence.....	125 à 127.
ANNEXE. — Texte du Protocole.....	129 à 131
TABLE DES MATIÈRES.....	133.



CONFÉRENCE INTERNATIONALE
POUR
LA PROTECTION DES CÂBLES SOUS-MARINS.

II.

(1^{er}-8 DÉCEMBRE 1886.)

PROCÈS-VERBAUX.



MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

CONFÉRENCE INTERNATIONALE
POUR
LA PROTECTION DES CÂBLES SOUS-MARINS.

II.

(1^{er}-8 DÉCEMBRE 1886.)

PROCÈS-VERBAUX.



PARIS.
IMPRIMERIE NATIONALE.

1886.



CONFÉRENCE INTERNATIONALE
POUR
LA PROTECTION DES CÂBLES SOUS-MARINS.

CINQUIÈME SÉANCE.

(MERCREDI 1^{er} DÉCEMBRE 1886.)

PRÉSIDENTE DE S. EXC. M. ALBAREDA,

AMBASSADEUR D'ESPAGNE À PARIS.

La Conférence internationale relative à la Convention du 14 mars 1884 pour la protection des câbles sous-marins a repris ses séances le mercredi 1^{er} décembre, à 2 heures et demie, en l'hôtel du Ministère des Affaires étrangères, sous la présidence de S. Exc. M. Albareda, Ambassadeur d'Espagne à Paris, Vice-Président de la Conférence.

Reprise
des travaux
de la Conférence.

Étaient présents, en qualité de Délégués de leurs Gouvernements respectifs :

Liste
de
MM. les Délégués.

Pour la Confédération Argentine :

M. PAZ, Ministre de la Confédération Argentine à Paris;

Pour l'Autriche-Hongrie :

M. le comte GOLUCHOWSKI, Conseiller de l'Ambassade d'Autriche-Hongrie à Paris;

Pour la Belgique :

M. LÉOPOLD ORBAN, Ministre plénipotentiaire, Directeur des Affaires politiques au Ministère des Affaires étrangères de Belgique;

Pour le Brésil :

M. le baron D'ARINOS, Ministre du Brésil à Paris;

Liste
de
MM. les Délégués.
(Suite.)

Pour Costa-Rica :

M. LÉON FERNANDEZ, Ministre de Costa-Rica à Paris ;

Pour le Danemark :

M. le comte DE MOLTKE-HVITTFELDT, Ministre du Danemark à Paris ;

Pour l'Espagne :

S. Exc. M. ALBAREDA, Ambassadeur d'Espagne à Paris ;

Pour les États-Unis de l'Amérique du Nord :

M. MAC-LANE, Ministre des États-Unis à Paris ;

Pour la France :

MM. CLAVERY, Ministre plénipotentiaire, Directeur des Affaires commerciales et consulaires au Ministère des Affaires étrangères ;

FRIBOURG, Directeur au Ministère des Postes et des Télégraphes ;

LOUIS RENAULT, Professeur à la Faculté de droit de Paris ;

AUBRY DE LA NOË, Capitaine de frégate ;

RAYNAUD, Ingénieur des Télégraphes ;

Pour la Grande-Bretagne :

MM. C. KENNEDY, C. B., Directeur du Service commercial au *Foreign-Office* ;

C. TREVOR, C. B., Secrétaire adjoint du *Board of Trade* ;

J. C. LAMB, Directeur du Service des Télégraphes au *Post Office* ;

assistés de M. H. FARNALL, attaché au *Foreign-Office* ;

Pour la Grèce :

M. DELYANNI, Ministre de Grèce à Paris ;

Pour le Guatemala :

M. GOGUEL, Consul général du Guatemala à Paris ;

Pour l'Italie :

M. POLACCO, Secrétaire de l'Ambassade d'Italie à Paris ;

Pour le Japon :

MM. HARA, Chargé d'affaires du Japon à Paris ;

F. MARSHALL, Conseiller de la Légation ,

Pour les Pays-Bas :

M. le Chevalier DE STUERS, Ministre des Pays-Bas à Paris;

Pour le Portugal :

M. le comte DE VALBOM, Ministre du Portugal à Paris;

Pour la Roumanie :

M. ALECSANDRI, Ministre de Roumanie à Paris;

Pour la Russie :

M. DE KOTZEBUE, Conseiller de l'Ambassade de Russie à Paris;

Pour le Salvador :

M. PECTOR, Consul général du Salvador à Paris;

Pour la Serbie :

M. MARINOVITCH, Ministre de Serbie à Paris;

Pour la Suède et la Norvège :

M. le Comte CHARLES LEWENHAUPT, Ministre de Suède et Norvège à Paris;

Pour l'Uruguay :

M. le Colonel DIAZ, Ministre de l'Uruguay à Paris.

M. LE PRÉSIDENT déclare la séance ouverte et prononce les paroles suivantes :

MESSIEURS,

« L'état de santé de M. le Ministre des postes et des télégraphes ne lui a pas permis de venir présider la Conférence, et c'est en raison de cette circonstance, que nous regrettons tous, que j'ai aujourd'hui l'honneur d'être appelé à diriger vos délibérations.

« Dans sa dernière séance du 21 mai dernier, la Conférence avait confié au Gouvernement français le soin de communiquer aux divers États signataires de la Convention du 14 mars 1884 le projet de déclaration explicative dont les délégués avaient arrêté les termes.

« Cette communication a été faite, et tous les États, à l'exception toutefois de l'Allemagne, qui demande encore un certain délai avant de se prononcer formellement, ont autorisé leurs Représentants diplomatiques à Paris à revêtir de leurs signatures la déclaration dont il s'agit. La réunion actuelle a un double objet : 1° achever l'examen des lois adoptées dans les divers États en vue de l'exécution de l'article 12 de la Convention; 2° fixer la date de la mise en vigueur de la Convention du 14 mars 1884.

« MM. les Délégués des États dont les lois n'ont pas été encore soumises à

Liste
de
MM. les Délégués.
(Suite.)

Ouverture
de la séance
par S. Exc.
M. l'Ambassadeur
d'Espagne,
vice-président.

Ouverture
de la séance
par S. Exc.
M. l'Ambassadeur
d'Espagne,
vice-président.
(Suite.)

la Conférence voudront bien en conséquence faire connaître les dispositions législatives ou réglementaires adoptées dans leur pays, conformément à l'article 12.

« La mission de les examiner serait naturellement confiée à la Commission qui a bien voulu déjà remplir cette tâche et qui a fait preuve d'une si haute compétence. »

Désignation
des secrétaires.

Sur la proposition de M. le Président, la Conférence confie les fonctions de secrétaires à M. Lorin, chef de bureau au Ministère des postes et des télégraphes, et à M. J. de Cazotte, chef de bureau au Ministère des affaires étrangères, et celles de secrétaire adjoint à M. Veillet Dufrèche, commis principal au Ministère des affaires étrangères.

Regrets exprimés
par M. Clavery
au nom
de M. le Ministre
des postes
et des télégraphes,
président
de la Conférence.

M. CLAVERY (France) exprime à la Conférence tous les regrets de M. le Ministre des postes et des télégraphes de ne pouvoir ouvrir aujourd'hui, par suite de son état de santé, la nouvelle session. M. Granet espère pourtant qu'il lui sera possible de venir prendre part bientôt aux travaux de la Conférence.

Excuses
de
MM. les Délégués
de la Turquie
et de
la République
dominicaine.

M. Clavery donne connaissance d'une lettre que Missak Effendi, délégué de la Turquie, a écrite au Président de la Conférence pour s'excuser de ne pouvoir assister aujourd'hui à la séance; Missak Effendi a adressé en même temps la loi pénale adoptée par la Turquie; cette loi est déposée sur le bureau de la Conférence. M. Clavery ajoute que M. le Ministre de la République Dominicaine, actuellement à Londres et souffrant, s'excuse également de ne pas pouvoir se rendre à la présente séance.

Indication
qu'un délai
est encore
nécessaire
à l'Allemagne.

En se référant à l'indication donnée par M. le Président que toutes les Puissances contractantes, à l'exception de l'Allemagne, avaient signé la déclaration explicative, M. Clavery fait connaître que le Gouvernement de la République française a été autorisé par le Gouvernement allemand à déclarer officiellement à la Conférence « qu'un délai est encore nécessaire à l'Allemagne avant qu'elle puisse se prononcer sur son adhésion formelle à la déclaration interprétative de la Convention du 14 mars 1884 ».

Énumération
des États
qui n'ont pas
encore adopté
les mesures
prévues
à l'article 12.

M. CLAVERY ajoute que la question est actuellement soumise au Bundesrath.

Il rappelle ensuite que, dans sa précédente session, la Conférence avait constaté que douze États, savoir : l'Allemagne, la République Argentine, l'Autriche-Hongrie, le Brésil, l'Espagne, les États-Unis d'Amérique, le Guatemala, la Roumanie, la Russie, le Salvador, la Serbie et la Turquie n'avaient pas adopté les mesures prévues par l'article 12. Depuis cette époque, le Gouvernement français a reçu communication officielle des lois adoptées en Serbie et dans la



République de Salvador; d'autre part, le Gouvernement de Guatémala a communiqué le projet de loi qu'il a préparé, et M. le Délégué de Turquie vient de faire remettre à la Conférence le texte de la loi adoptée dans l'Empire ottoman en exécution de l'article 12. Il ne reste plus aujourd'hui que huit Puissances dont la Conférence aurait besoin de connaître la situation au point de vue de l'exécution de la stipulation inscrite dans l'article 12 précité.

Dépôt des lois votées en Serbie, dans la République du Salvador et en Turquie. Projet de loi préparé par le Gouvernement du Guatémala.

M. le C^{te} GOLUCHOWSKI (Autriche-Hongrie) fait alors connaître que, par suite de circonstances indépendantes de sa volonté, le Gouvernement austro-hongrois n'est pas à même de produire encore les mesures destinées à assurer complètement la mise à exécution de la Convention, bien qu'il ait accepté provisoirement, dans la séance du 3 mai dernier, la date du 1^{er} janvier 1887 pour l'entrée en vigueur. Il demanderait donc à la Conférence de vouloir bien ajourner cette entrée en vigueur à une date autre que le 1^{er} janvier 1887 et proposerait la date du 1^{er} mai comme étant celle à laquelle le Gouvernement austro-hongrois est certain d'être à même de mettre la Convention à exécution.

Discussion relative à la fixation de la date de l'entrée en vigueur de la Convention.

M. LE MINISTRE DU BRÉSIL indique, à son tour, que le Parlement brésilien ne se réunissant qu'au mois de mai et n'ayant pas encore adopté la loi pénale requise, le Brésil se trouve dans la même situation que l'Autriche-Hongrie, mais il demanderait que la mise à exécution de la Convention ne fût pas arrêtée à une date antérieure au 1^{er} octobre.

MM. LES DÉLÉGUÉS DE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE, DE L'ESPAGNE, DES ÉTATS-UNIS, DU GUATÉMALA, DE LA ROUMANIE ET DE LA RUSSIE indiquent successivement quelle est, sur ce point, la situation de leurs États respectifs, analogue à celle de l'Autriche-Hongrie et du Brésil; ils déclarent se rallier, en ce qui les concerne, à la proposition tendant à ajourner la mise en vigueur au 1^{er} octobre 1887.

M. LE MINISTRE DU PORTUGAL déclare que son Gouvernement est en règle, puisqu'en exécution de l'article 12 de la convention, il a fait publier dans le *Journal officiel* (*Diario do Governo*) du 3 mai la loi pénale nécessaire. En ce qui concerne les autres Puissances qui ne sont pas encore en règle, il émet l'opinion qu'on doit proroger en leur faveur la date de la mise à exécution de la convention.

M. KENNEDY (Grande-Bretagne) fait observer que les Délégués britanniques ne sont pas actuellement autorisés à formuler un avis sur la proposition dont se trouve saisie la Conférence : ils reconnaissent que, la Conférence étant actuellement appelée à examiner une proposition tendant à ajourner de quelques mois la mise à exécution de l'arrangement du 14 mars 1884, fixée pro-

Observation de MM. les Délégués de la Grande-Bretagne.

Observation
de
MM. les Délégués
de la
Grande-Bretagne.
(Suite.)

visoirement au 1^{er} janvier 1887, il est nécessaire de tomber d'accord quant à la date à arrêter pour cette mise à exécution. Ils s'engagent à en référer immédiatement sur ce point à leur Gouvernement et comptent pouvoir faire connaître définitivement la manière de voir du Gouvernement de Sa Majesté Britannique dans la prochaine séance de la Conférence.

M. LE DÉLÉGUÉ D'AUTRICHE-HONGRIE fait remarquer qu'il y a intérêt néanmoins à fixer dès aujourd'hui, à titre provisoire, la date à adopter, afin de permettre aux Délégués de la Grande-Bretagne de mieux préciser à leur Gouvernement la question qui se pose; il ajoute qu'il n'a aucune objection à accepter la date du 1^{er} octobre.

M. LÉOPOLD ORBAN (Belgique) se demande si la date du 1^{er} octobre, assez généralement acceptée par les Délégués des divers États, suffira au Gouvernement allemand pour être en mesure de promulguer la Convention.

M. CLAVERY (France) rappelle que, dans la déclaration qu'il a lue au commencement de la séance, le Gouvernement allemand a fait connaître que « un délai » seulement lui est encore nécessaire pour se prononcer formellement sur la déclaration interprétative. Il résulte, d'autre part, des renseignements parvenus au Gouvernement français que les dispositions pénales ou autres nécessaires à la mise en vigueur de la Convention ont été élaborées en Allemagne et sont actuellement soumises aux pouvoirs compétents. Il y a tout lieu, dès lors, de croire qu'un délai de neuf mois, comme celui qui est actuellement proposé, sera suffisant.

Adoption
provisoire
de la date du
1^{er} octobre 1887,
sous réserve
de l'acceptation
du Gouvernement
anglais.

Après diverses observations échangées entre MM. les Délégués de la Belgique, de l'Autriche, du Brésil et des États-Unis, il demeure entendu que la date du 1^{er} octobre est provisoirement adoptée par la Conférence, sous la réserve de l'acceptation de cette date par le Gouvernement anglais.

Proposition
de
M. le Délégué
d'Autriche-
Hongrie
de confier
l'examen ultérieur
des
lois d'exécution
à
un comité spécial.

M. LE DÉLÉGUÉ D'AUTRICHE-HONGRIE croit devoir appeler l'attention de la Conférence sur une question importante qu'il y aurait lieu d'envisager dès aujourd'hui. En supposant que la date du 1^{er} octobre 1887 soit définitivement arrêtée pour la mise en vigueur de la Convention, la Conférence devrait être appelée à examiner les lois qui seront adoptées par les Hautes Puissances contractantes qui ont encore besoin d'un délai, et à déclarer si ces lois répondent aux stipulations de la Convention. M. le Comte Goluchowski estime que la Conférence ne peut siéger pour ainsi dire en permanence et qu'il serait amplement suffisant que le soin de procéder à cet examen absolument nécessaire fût délégué par la Conférence à un comité pris dans son sein et dont la présidence serait déférée au Gouvernement français.

On doit également se demander quelle sera la situation des Puissances signataires qui, à la date fixée pour l'entrée en vigueur de la Convention, n'auraient pas encore pris les dispositions pénales que cet arrangement comporte.

M. TREVOR (Grande-Bretagne) dit que tous les États signataires de la Convention du 14 mars 1884 n'ayant pas adopté encore les mesures législatives pour en assurer définitivement l'exécution, la Conférence ne peut remplir complètement la tâche qui lui a été dévolue. Les Délégués britanniques ne croient pas toutefois qu'il soit, en raison de ce fait, nécessaire de convoquer à nouveau la Conférence. Les États actuellement en retard, en acceptant la date ultérieure que l'on vient de proposer pour la mise à exécution, devraient s'engager également à déclarer au Gouvernement français, dès qu'ils pourront le faire, que les mesures prévues par l'article 12 ont été prises par eux et seront promulguées à la date en question; ils communiqueront en même temps au Gouvernement français le texte de ces mesures. Dans le cas où le Gouvernement français reconnaîtrait qu'il n'y aurait pas d'autres explications à demander, il prendrait acte de la déclaration à lui faite et la communiquerait aux autres États signataires. Ce mode de procéder permettrait à la Conférence de terminer ses travaux dans cette session.

Contre-proposition
de
M. Trevor.

M. ORBAN fait remarquer que, dans son opinion, la Conférence doit définitivement se prononcer sur la situation des Puissances qui ne seront pas prêtes à exécuter la Convention à la date arrêtée pour l'entrée en vigueur.

En communiquant les procès-verbaux des séances du mois de mai dernier, le Gouvernement français a eu soin de demander aux Puissances de munir leurs Délégués d'instructions précises en vue de régler définitivement la situation de ces États vis-à-vis de leurs cosignataires. Il rappelle que les premières délibérations des Puissances, relativement à la question de la protection des câbles datent de 1882; que déjà, à cette époque, le Président de la première Conférence déclarait qu'il était urgent, en raison des intérêts laissés en souffrance d'assurer la protection des conducteurs sous-marins; la Convention a été d'ailleurs signée en mars 1884. Il semble donc que, sous peine de laisser croire qu'elles n'attachent plus d'intérêt à assurer et garantir les communications télégraphiques contre les actes coupables dont elles peuvent être l'objet, les Puissances qui ont conclu la Convention du 14 mars 1884 doivent adopter aujourd'hui une date ferme pour l'entrée en vigueur et arrêter la liste des Puissances qui formeront l'Union de la protection des câbles.

En présence des demandes faites par des États particulièrement intéressés dans la question, la Belgique ne s'opposera pas à ce que la date du 1^{er} janvier 1887, précédemment proposée, soit prorogée jusqu'au 1^{er} octobre; mais il paraît urgent de déclarer que les États qui, à cette date extrême, n'auront pas

Observations
de
M. le Délégué
de
la Belgique
sur la proposition
de M. Trevor
et
sur la situation
des
États en retard
pour l'exécution
de
l'article 12.

pris les dispositions pénales nécessaires ne feront plus partie du *Consortium* pour la protection des Câbles. La faculté d'adhérer à la Convention leur restera acquise, conformément aux stipulations de l'article 14 de l'Arrangement du 14 mars 1884.

Remarques
de
M. Louis Renault.

M. LOUIS RENAULT (France) pense que si le point de vue auquel se place M. Orban est admis, il semblerait utile que la Conférence s'expliquât d'une manière formelle sur la question de l'adhésion réservée aux États qui, ayant signé la Convention, devront être considérés comme n'étant pas admis dans l'Union pour la protection des câbles sous-marins, par suite de la non-exécution des stipulations de l'article 12. Les termes de l'article 14 ne prévoient pas, en effet, ce cas d'adhésion. Cet article n'accorde la faculté d'accéder à la Convention du 14 mars 1884 qu'aux États *qui n'y ont pas pris part*.

Diverses considérations sont ensuite exposées relativement à ce point par MM. les Délégués de l'Autriche-Hongrie, de la Confédération Argentine, du Brésil et des États-Unis. M. Marshall, Délégué du Japon, fait remarquer que son Gouvernement a besoin de connaître d'une manière exacte, à la date du 1^{er} octobre, qui paraît généralement acceptée pour la mise en vigueur, les noms des Puissances qu'il y aurait lieu de considérer comme liées par la Convention.

Observation
de
M. le Président.

Pour préciser la discussion, M. LE PRÉSIDENT émet l'avis que le soin de formuler une appréciation à cet égard pourrait être dévolu à la Commission qui a été prise dans le sein de la Conférence et a examiné, au mois de mai dernier, les diverses lois pénales déjà votées.

Objection
de
M. Orban.

M. ORBAN estime que la question soulevée n'est pas du ressort de la Commission et qu'il appartient à la Conférence seule de la trancher.

Contre-proposition
de
M. Louis Renault.

M. RENAULT partage l'opinion de MM. les Délégués de la Belgique, de l'Autriche et du Japon, en ce qui concerne la nécessité que les Délégués prennent, dans la réunion actuelle, des résolutions définitives relativement à la fois à la date de l'entrée en vigueur de la Convention et à la liste des Puissances qui seront considérées comme jouissant des avantages de la Convention et soumises à ses obligations.

On doit donc se préoccuper, à son avis, après avoir fixé la date de la mise à exécution, de la question de savoir de quelle manière les divers États seront en mesure de se rendre compte que les neuf Puissances, qui actuellement n'ont pas voté les lois nécessaires, ont exécuté cette stipulation. Une autre question doit même se poser : comment constatera-t-on que les Puissances qui voudront adhérer, conformément à l'article 14 de la Convention, ont rempli les stipula-

tions de l'article 12 ? M. le Délégué d'Autriche-Hongrie a proposé que la Conférence, en clôturant actuellement ses travaux, délègue ses pouvoirs d'examen à un Comité pris dans son sein et présidé par le Gouvernement français. Mais ce Comité ne pourrait pas avoir juridiquement une existence internationale qui explique son mandat : la Conférence se trouve également en présence d'une autre motion de MM. les Délégués de la Grande-Bretagne, qui proposent de laisser au Gouvernement français le soin d'examiner les dispositions prises par les neuf États qui n'ont pas encore produit leur loi d'exécution.

Contre-proposition
de
M. Louis Renault.
(Suite.)

En vue de concilier ces deux solutions, M. LOUIS RENAULT proposerait en son nom personnel de déférer au Gouvernement français l'examen qui préoccupe la Conférence ; avant de se prononcer, le Gouvernement français devrait toutefois consulter les Délégués de certains États désignés à l'avance par la Conférence.

M. LE COMTE GOLUCHOWSKI, Délégué de l'Autriche-Hongrie, déclare qu'il se rallie à la proposition de M. Louis Renault comme répondant au but qu'il avait envisagé.

M. KENNEDY fait observer qu'il ne pourrait pas accepter la proposition de M. Renault, car elle obligerait le Gouvernement anglais à envoyer un Délégué à Paris ; il lui semble que la proposition britannique répond parfaitement aux exigences de la situation.

Discussion
de la
contre-proposition
de
M. Louis Renault.

M. ORBAN déclare qu'il accepte la proposition de MM. les Délégués britanniques. Il ne pense pas qu'il y ait lieu de nommer un Comité d'examen. Le Gouvernement français est parfaitement en mesure, s'il veut bien accepter cette mission, d'examiner les diverses lois qui lui seront communiquées par les États actuellement en retard. Si ces lois ne soulèvent aucune objection, le Gouvernement français en avisera les États contractants, qui d'ailleurs, aux termes de l'article 13, devront recevoir directement, de la part des États dont il s'agit, communication des lois rendues relativement à l'objet de la Convention. Dans le cas contraire, il provoquerait les explications nécessaires et soumettrait aux Puissances les difficultés qui pourraient surgir, mais qui vraisemblablement ne se produiront pas. Il profite de cette occasion pour insister de nouveau sur la nécessité qu'il y a à ce que les diverses Puissances soient avisées, avant la date extrême du 1^{er} octobre, de l'exécution des stipulations de l'article 12 par les États en retard : la Belgique notamment, pour pouvoir promulguer en temps utile la Convention, doit être prévenue le 15 septembre au plus tard. Des délais analogues sont vraisemblablement nécessaires à toutes les Puissances.

M. CLAVERY déclare que le Gouvernement français est prêt à remplir la

Discussion
de la
contre-proposition
de
M. Louis Renault.
(Suite.)

mission qui lui serait ainsi confiée. Il ajoute que la date du 1^{er} octobre pour la mise en vigueur de la Convention, date qui a été adoptée par tous les délégués, sous réserve de l'acceptation de l'Angleterre, doit être irrévocable. Il ne semble pas d'ailleurs qu'après les atermoiements successifs qui ont eu lieu à cet égard, il y aurait manque de courtoisie à convenir que les Puissances signataires qui, à cette date, n'auraient pas pris les mesures nécessaires ne seront pas admises à profiter de la Convention. La faculté d'accéder leur demeurerait acquise; la Conférence aura toutefois, à cet égard, à examiner et à résoudre l'objection de M. Louis Renault relative aux termes de l'article 14.

Adoption
de la
contre-proposition
de la
Délégation
britannique
de confier
au Gouvernement
français
l'examen ultérieur
des
lois d'exécution.

A la demande de MM. les Délégués britanniques, M. Clavery donne de nouveau connaissance de la proposition de M. Trevor. Il fait remarquer que cette proposition concerne les Puissances qui ne sont pas actuellement en mesure de produire une loi pénale; mais le même contrôle peut être fait également, si la Conférence le désire, par le Gouvernement français, à l'égard de la situation des Puissances qui adhéreront à la Convention à partir du 1^{er} octobre 1887, en ce qui concerne l'exécution de l'article 12.

Le PRÉSIDENT constate que la Conférence est d'accord pour accepter la proposition de MM. les Délégués de l'Angleterre telle qu'elle vient d'être exposée et complétée.

M. CLIVERY demande ensuite la parole pour poser une question à MM. les Délégués de la Grande-Bretagne : conformément aux stipulations de l'article additionnel à la Convention, le Gouvernement britannique a adressé au Gouvernement français, les 30 mai et 17 octobre 1885 et le 28 juillet 1886, en ce qui concerne les colonies anglaises de l'Australie du sud, de Victoria et de Queensland, la notification requise pour rendre la Convention applicable aux colonies précitées.

Application
des « Submarine
Telegraph Acts »
aux
colonies anglaises
énumérées
à l'article
additionnel
de la Convention.

Il semble que les « Submarine Telegraph Acts » de 1885 et 1886 votés par le Parlement anglais, conformément à l'article 12 de la Convention, doivent recevoir leur effet dans les trois colonies précitées par le seul fait de leur promulgation. Il y aurait intérêt, pour les États contractants, à être fixés d'une manière précise sur ce point.

M. KENNEDY répond que les Délégués britanniques sont d'avis que le jour où la Convention entrera en vigueur pour la Grande-Bretagne, les Actes du Parlement de 1885 et de 1886 sortiront leur effet dans le Royaume-Uni et dans toutes les Possessions britanniques, sauf dans les colonies mentionnées à l'article additionnel de la Convention. Dans ces dernières, les mêmes Actes suffiront pleinement à partir de la date de l'entrée en vigueur de la Convention dans chacune desdites colonies par suite de leurs adhésions respec-

tives. Les Actes du Parlement du Royaume-Uni, en ce qui concerne le cas actuel, s'étendent à toutes les Colonies autonomes qui adhèrent à la Convention.

M. LE PRÉSIDENT prie ensuite la Commission nommée dans la séance du 12 mai dernier de procéder à l'examen des quelques lois communiquées à la Conférence ; il propose seulement de remplacer M. Lamb, empêché, et M. Sanchez Ocaña, qui n'assiste pas à la présente séance, par M. Trevor, Délégué de la Grande-Bretagne, et M. Polacco, Délégué de l'Italie. Cette proposition obtient l'assentiment unanime.

Remplacement
de
deux membres
de la Commission
d'examen.

La prochaine réunion de la Conférence est ensuite fixée au lundi 6 décembre, à 2 heures et demie.

La séance est levée à 4 heures et demie.

*L'Ambassadeur d'Espagne,
Vice-Président de la Conférence,*

J. L. ALBAREDA.

Les Secrétaires,

J. DE CAZOTTE, E. LORIN,
P. VEILLET DUFRÈCHE.

SIXIÈME SÉANCE.

(LUNDI 6 DÉCEMBRE 1886.)

PRÉSIDENCE DE S. EXC. M. ALBÁREDA,

AMBASSADEUR D'ESPAGNE À PARIS.

Étaient présents :

MM. les Délégués qui assistaient à la précédente séance, à l'exception de M. le Ministre de l'Uruguay et de M. le Ministre de Costa-Rica ;

Et en outre,

Pour l'Espagne :

MM. COROMINA Y MARCELLAN, chef de l'office international des Télégraphes ;
le capitaine de vaisseau SANCHEZ OCAÑA ;

Pour la Turquie :

MISSAK EFFENDI, Conseiller de l'Ambassade ottomane à Paris.

Lecture est donnée du procès-verbal de la cinquième séance, qui est adopté sans observations.

Adoption
du procès-verbal
de la 5^e séance.

Sur l'invitation de M. le Président, M. LOUIS RENAULT, Président de la Commission chargée d'examiner les différentes lois d'exécution soumises à la Conférence, donne lecture du nouveau Rapport de cette Commission.

Lecture
et adoption
du rapport
de la Commission.

Ce rapport, dont le texte est annexé au présent procès-verbal (Voir *Annexe*), ne donne lieu à aucune observation.

M. LE PRÉSIDENT rappelle que, dans sa dernière séance, la Conférence s'est mise d'accord pour accepter la date du 1^{er} octobre pour l'entrée en vigueur de la Convention du 14 mars 1884, sous la réserve de l'acceptation de cette date par le Gouvernement anglais, MM. les Délégués britanniques ayant exprimé le désir d'en référer, sur ce point, à leur Gouvernement.

M. LE PRÉSIDENT demande à MM. les Délégués britanniques si les instructions qu'ils ont sollicitées leur sont parvenues.

Déclaration
de la Délégation
britannique
tendant à ajourner
la date
de la mise
en vigueur
de la Convention.

M. KENNEDY donne lecture de la déclaration suivante :

« Nous avons dit à la dernière séance que nous avions l'intention d'en référer à notre Gouvernement quant à la proposition qui avait été faite par plusieurs Délégués de proroger la date fixée provisoirement pour l'entrée en vigueur de la Convention. Nous avons reçu les instructions que nous avons demandées.

« La Déclaration dont les termes ont été arrêtés par la Conférence, le 21 mai dernier, n'ayant pas encore été acceptée par l'Allemagne, le Gouvernement britannique est d'avis qu'il serait préférable de ne fixer aucune date pour la mise en vigueur de la Convention, jusqu'à ce que l'Allemagne ait accepté la Déclaration interprétative. Mais s'il arrivait que le Gouvernement allemand se trouvât à même d'accepter cette Déclaration, pendant la session actuelle, le Gouvernement de Sa Majesté Britannique serait prêt à adopter, comme date définitive, pour la mise à exécution de la Convention, celle que recommanderait la Conférence. Il lui semble pourtant que la date du 1^{er} juillet serait préférable à une autre date plus éloignée.

« Si au contraire le Gouvernement allemand ne peut adhérer, dès à présent, à la Déclaration interprétative, le Gouvernement britannique demande l'ajournement de la Conférence qui se réunirait de nouveau dès que l'Allemagne aurait accepté la Déclaration. Il est permis d'espérer que pendant ce délai toutes les Puissances auront adopté les mesures législatives prévues par l'article 12 de la Convention.

« Si le Gouvernement français pense qu'il n'y a aucun avantage à renouveler actuellement ses démarches auprès du Gouvernement allemand, nous proposons l'ajournement de la Conférence jusqu'au 1^{er} juillet, pourvu qu'à cette date l'Allemagne ait accepté la Déclaration interprétative. Dans tous les cas, le Gouvernement français voudra bien nous notifier l'acceptation de la Déclaration par le Gouvernement allemand, et nous le prions de nous faire connaître, quinze jours d'avance, la date à laquelle la réponse de l'Allemagne lui permettra de convoquer de nouveau la Conférence. »

Observations
de M. Clavery.

M. CLIVERY dit que dans leur communication MM. les Délégués britanniques ont exprimé le désir de savoir si le Gouvernement français est disposé à demander actuellement au Gouvernement allemand de revêtir sans retard de sa signature la Déclaration explicative des articles 2 et 4 arrêtée par la Conférence au mois de mai dernier et déjà signée par les autres Gouvernements contractants.

A cet égard il ne peut que se référer à l'information qu'il a donnée au commencement de la dernière séance relativement à la situation de l'Allemagne. Le Gouvernement allemand a fait connaître au Gouvernement français qu'il l'autorisait à déclarer à la Conférence « qu'un délai est encore nécessaire à

l'Allemagne pour qu'elle puisse se prononcer sur son adhésion formelle à la Déclaration interprétative ».

Observations
de M. Clavery.
(Suite.)

Si le Gouvernement français, qui a reçu cet avis par la voie télégraphique, faisait à six jours d'intervalle la démarche que proposent MM. les Délégués britanniques, la réponse de l'Allemagne serait sans doute la même. M. Clavery fait d'ailleurs remarquer que la demande d'un délai ne saurait être considérée comme impliquant un rejet de la Déclaration de la part du Gouvernement allemand. Il ajoute qu'il a précédemment indiqué que la question est soumise au *Bundesrath*; il ne pense donc pas qu'il soit nécessaire, pour que la Conférence statue sur la date de l'entrée en vigueur de la Convention, que le Gouvernement allemand ait procédé à la signature de la Déclaration.

La date du 1^{er} octobre, acceptée provisoirement dans la précédente séance, semble d'ailleurs devoir répondre au désir exprimé par le Gouvernement allemand.

M. Clavery attacherait du prix à connaître le sentiment de MM. les Délégués des autres Puissances sur la proposition dont MM. les Représentants de la Grande-Bretagne viennent de saisir la Conférence.

M. ORBAN estime que la proposition de MM. les Délégués de la Grande-Bretagne aurait besoin de quelques explications complémentaires. S'il l'a bien saisie, il s'agirait aujourd'hui d'attendre, pour fixer la date de la mise à exécution de la Convention, que le Gouvernement allemand ait signé la Déclaration arrêtée le 21 mai dernier par la Conférence.

Observations
de M. Orban.

Il fait observer que l'Allemagne a ratifié la Convention signée le 14 mars 1884 et que la Déclaration est uniquement une Déclaration explicative; par suite la Convention reste telle que l'Allemagne l'a signée. Un nouvel atermoiement lui paraît donc inutile; il y a même lieu de craindre que lorsque l'Allemagne aura signé, l'un des États qui ne sont pas en mesure de mettre la Convention à exécution ne vienne à son tour demander une prorogation de l'entrée en vigueur.

M. LE MINISTRE DES ÉTATS-UNIS s'associe aux observations de M. le Délégué de la Belgique; à son avis, il résulte de la Déclaration faite dans la séance du 19 mai, au nom de l'Allemagne, que le Gouvernement allemand était tout disposé à mettre la Convention en vigueur le 1^{er} janvier 1887, comme l'avait proposé le Gouvernement français, pourvu que les difficultés relatives à la loi anglaise fussent écartées; il estimait seulement qu'on ne devait pas modifier la Convention, mais seulement mettre les lois en harmonie avec le texte de l'Acte du 14 mars 1884.

Observations
de
M. le Ministre
des États-Unis.

Le Gouvernement des États-Unis avait également déclaré, par l'entremise de son Délégué, que la date du 1^{er} janvier 1887 ne soulevait, de sa part, aucune

Observations
de
M. le Ministre
des États-Unis.
(Suite.)

objection. Aujourd'hui l'Allemagne se trouve dans la même situation que les États-Unis : un délai est actuellement nécessaire à ces deux États pour mettre la Convention en vigueur.

En ce qui concerne les États-Unis, la Convention ne peut être mise encore à exécution parce que le Congrès américain n'a pas voté actuellement les mesures visées dans l'article 12. Le Gouvernement fédéral ne s'oppose pas toutefois formellement, ainsi que son Délégué l'a déclaré précédemment, à ce que la date du 1^{er} janvier 1887 demeure fixée pour l'entrée en vigueur, pourvu qu'on détermine le mode d'accession réservé aux États qui n'auraient pas pu promulguer la Convention à cette date.

Si, dans la précédente séance, il s'est rallié à la proposition tendant à fixer la mise à exécution de la Convention au 1^{er} octobre, alors que MM. les Délégués de la Grande-Bretagne n'étaient partisans d'aucune prorogation et ont demandé à consulter sur cette date leur Gouvernement, c'est qu'il estime préférable qu'une date ferme, acceptée par tous les États, soit choisie. M. le Délégué du Brésil avait fait alors connaître que son Gouvernement ne pourrait guère être prêt à communiquer sa loi d'exécution avant la fin de septembre et M. le Délégué de la Belgique avait demandé à être avisé une quinzaine de jours avant la date à laquelle la promulgation de la Convention doit être faite en Belgique. Dans ces conditions, M. le Ministre des États-Unis croit devoir proposer aujourd'hui à la Conférence, au lieu de la prorogation au mois de juillet prochain demandée par la Grande-Bretagne, une prorogation de la mise à exécution de la Convention jusqu'au 15 octobre, date qui donnerait entièrement satisfaction aux Gouvernements brésilien et belge.

Réponse
de
MM. les Délégués
britanniques.

M. TREVOR répond que le Gouvernement britannique estime qu'on ne doit fixer aucune date pour la mise en vigueur de la Convention jusqu'à ce que l'Allemagne ait accepté la Déclaration explicative.

M. KENNEDY ajoute que, dans l'opinion de son Gouvernement, les Délégués devront, d'autre part, se réunir quelques jours après la signature de la Déclaration par l'Allemagne, afin d'arrêter définitivement la date de l'entrée en vigueur de la Convention du 14 mars 1884.

Observations
de M. le comte
Goluchowski.

—
Suite
de la discussion.

En réponse à une nouvelle observation de M. le Ministre des États-Unis, qui indique que la date de l'entrée en vigueur paraît déjà avoir été fixée au 1^{er} janvier 1887 et qu'il s'agit aujourd'hui de la proroger M. le Comte GOLUCHOWSKI, Délégué d'Autriche-Hongrie, rappelle que dans la dernière séance les divers Délégués ont émis l'avis qu'il y aurait lieu de fixer la mise à exécution de la Convention au 1^{er} octobre 1887 si cette date était acceptée par l'Angleterre; il résulte de la déclaration de MM. les Délégués de la Grande-Bretagne qu'ils ne sont autorisés à accepter actuellement aucune date pour l'entrée en

vigueur. La Conférence se trouvant aujourd'hui saisie d'une proposition d'ajournement, l'époque de la mise à exécution de la Convention pourra être tout naturellement fixée lors de la nouvelle réunion des Délégués. Il n'a, quant à lui, aucune objection à formuler contre une prorogation de la Conférence jusqu'au mois de juillet. Il faudrait néanmoins qu'il demeurât entendu que la date du 1^{er} janvier 1887, précédemment indiquée au procès-verbal de la troisième séance pour la mise en vigueur, n'a pas été définitivement arrêtée.

Suite
de
la discussion.

M. CLIVERY se demande s'il y a une réelle nécessité d'ajourner la Conférence, alors même que celle-ci, suivant l'avis exprimé par les Délégués des deux États particulièrement intéressés, l'Angleterre et les États-Unis, ne fixerait pas dans la présente session la date de la mise à exécution de la Convention. Il fait ressortir que, dans le cas où le Gouvernement allemand procéderait, dans un délai relativement rapproché, à la signature de la Déclaration explicative, on pourrait arrêter la date de l'entrée en vigueur par la voie diplomatique. La fixation d'une date pour la mise à exécution d'une Convention ne requiert pas absolument la réunion de Délégués, et les démarches qu'aurait à faire le Gouvernement français pour obtenir, à cet égard, l'adhésion des autres Gouvernements cosignataires, auraient naturellement pour base la proposition qui a paru, dans la dernière séance, ne soulever aucune objection essentielle, c'est-à-dire la fixation de l'entrée en vigueur au 1^{er} octobre.

Remarques
de
M. Clavery.

D'autre part, la Conférence actuelle a également pour objet de définir la situation des États signataires qui n'auraient pas adopté les mesures prévues par l'article 12 de la Convention, au moment où cette Convention devra entrer en vigueur. Les Délégués pourraient actuellement, ce semble, en laissant de côté la question de la mise en vigueur, régler ce point important.

M. ORBAN pense que la fixation de la date de la mise en vigueur par correspondances diplomatiques offrirait de grands inconvénients; il sera difficile de tomber d'accord sur une date ferme, car les États qui n'ont pas encore pu communiquer les lois d'exécution qui répondent à la stipulation de l'article 12 pourront l'un après l'autre demander un délai par la voie diplomatique et on sera très porté à ne pas le leur refuser. Il est très désirable que tous les Gouvernements signataires puissent mettre la Convention en vigueur en même temps; mais, en cherchant toujours cette unanimité, on court le risque de laisser la Convention longtemps encore en suspens.

M. CLIVERY fait observer que c'est pour obvier à cet inconvénient qu'il a émis l'opinion que la Conférence pourrait actuellement statuer sur la situation des États qui, le moment venu, ne seront pas en mesure de promulguer la Convention.

Proposition
de
M. le Comte
Goluchowski
de
terminer
les travaux
de
la Conférence
par la signature
d'un
Protocole.

M. le Comte GOLUCHOWSKI fait remarquer que la Conférence peut terminer ses travaux par la signature d'un Protocole résumant les décisions que les Délégués se seront engagés à recommander à l'adoption de leurs Gouvernements; mais ces décisions ne pourront être définitives que lorsqu'elles auront été approuvées et consignées dans un Acte diplomatique qui sera signé par des Plénipotentiaires, ainsi qu'on a procédé pour la Déclaration dont les termes ont été arrêtés par la Conférence le 21 mai dernier. Cette Déclaration a été soumise en effet aux Gouvernements respectifs, puis signée par les Représentants des Puissances à Paris.

Les Délégués ne sont pas, dans son opinion, autorisés par leurs Gouvernements respectifs à signer une Déclaration qui dès aujourd'hui pourrait faire corps avec la Convention, mais rien ne s'oppose à ce qu'ils signent un Protocole dans lequel ils proposeraient une date ferme pour l'entrée en vigueur de la Convention et indiqueraient, en même temps, quelle devrait être, vis-à-vis des autres Gouvernements cosignataires, la situation des Puissances contractantes qui, à la date fixée, ne seraient pas en mesure de mettre la Convention à exécution.

M. CLAVERY dit qu'il ne peut que partager la manière de voir de M. le Comte Goluchowski.

Objection
de
M. Kennedy.

M. KENNEDY indique que ses instructions ne lui permettraient pas de signer le Protocole dont parle M. le Délégué de l'Autriche-Hongrie.

Diverses observations de détail sont échangées entre M. LE MINISTRE DES ÉTATS-UNIS, M. TREVOR et M. LE MINISTRE DU BRÉSIL.

Proposition
de S. Exc.
M. l'Ambassadeur
d'Espagne.

S. Exc. M. L'AMBASSADEUR D'ESPAGNE résume ensuite les débats :

M. LE PRÉSIDENT expose que les différentes opinions qui viennent d'être exprimées peuvent se concilier : les divers Délégués qui ont pris la parole ne sont pas, en principe, formellement opposés à un ajournement de la Conférence; des divergences de vues existent plutôt sur la date de la nouvelle réunion et sur l'objet qu'elle devra avoir. En ce qui le concerne, il estime qu'un ajournement de la Conférence au mois d'octobre serait trop éloigné, mais il propose à MM. les Délégués de suspendre leurs travaux jusqu'au 1^{er} juillet prochain.

Parmi les neuf États qui ne sont pas en mesure de mettre la Convention en vigueur, le Brésil, seul, paraît avoir besoin d'un délai plus long pour pouvoir soumettre à la Conférence le texte des dispositions qui doivent être adoptées dans cet État, en exécution de l'article 12. En ce qui concerne l'Espagne notamment, la loi pénale a été votée par le Sénat, et elle est déjà déposée à la Chambre des députés; aux États-Unis, le Congrès est déjà saisi de la ques-

tion. En adoptant, d'ailleurs, la date du 1^{er} juillet pour la reprise des délibérations de la Conférence, on ne modifie en rien la situation des choses. La plupart des Délégués des Puissances susvisées pourront même produire les mesures prises dans leurs États respectifs.

Proposition
de S. Exc.
M. l'Ambassadeur
d'Espagne.
(Suite.)

Dans sa nouvelle réunion du mois de juillet, la Conférence sera appelée, alors, à arrêter la date définitive de la mise en vigueur, qui ne peut plus être celle du 1^{er} janvier 1887, et M. le Délégué du Brésil trouvera certainement ses Collègues tout disposés, comme aujourd'hui, à fixer cette date au 1^{er} octobre. Il recommande donc à l'attention de MM. les Délégués la proposition qu'il vient d'exposer.

M. LE DÉLÉGUÉ DU BRÉSIL fait connaître que, quant à lui, il n'a à élever, dans ces conditions, aucune objection contre l'ajournement de la Conférence.

La proposition de S. Exc. M. L'AMBASSADEUR D'ESPAGNE est adoptée unanimement par la Conférence qui s'ajourne au 1^{er} juillet 1887.

Adoption
de
cette proposition.

Il est ensuite convenu que MM. les Délégués se réuniront le surlendemain à 3 heures, pour entendre la lecture du procès-verbal.

Ajournement
de
la Conférence
au
1^{er} juillet 1887.

La séance est levée à 4 heures et demie.

*L'Ambassadeur d'Espagne,
Vice-Président de la Conférence,*

J. L. ALBAREDA.

Les Secrétaires,

J. DE CAZOTTE, E. LORIN,
P. VEILLET DUFRÈCHE.

ANNEXE AU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 6 DÉCEMBRE 1886.

RAPPORT DE LA COMMISSION

CHARGÉE

PAR LA CONFÉRENCE

DE PROCÉDER À L'EXAMEN DES MESURES PRISES

PAR LES DIFFÉRENTS ÉTATS

POUR ASSURER L'EXÉCUTION DE LA CONVENTION

DU 14 MARS 1884⁽¹⁾.

Nous venons rendre compte à la Conférence de la mission qu'elle a bien voulu nous confier dans sa séance du 1^{er} décembre. Nous n'avons qu'à formuler brièvement les résultats de notre examen des lois ou projets de lois qui nous ont été soumis; nous nous référons, pour les idées générales, au rapport présenté à la séance du 19 mai dernier. (Voir Procès-verbaux de la Conférence de 1886, p. 85 et suivantes.)

Rapport
de
la Commission.

AUTRICHE-HONGRIE.

Nous avons déjà constaté que la Convention du 14 mars 1884 est devenue loi de l'État dans toute l'étendue de la Monarchie et qu'il n'y a qu'à pourvoir à la sanction pénale de cette Convention. (Voir Procès-verbaux de 1886, p. 88.) Nous avons été saisis de deux projets de lois proposés, l'un pour l'Autriche, l'autre pour la Hongrie. Ces projets, presque identiques, répriment les faits prévus par

⁽¹⁾ Les Membres de la Commission sont MM. Léopold Orban (*Belgique*), Mac-Lane (*États-Unis*), Louis Renault (*France*), Trevor (*Grande-Bretagne*), Polacco (*Italie*).

Rapport
de
la Commission.
(Suite.)

les articles 2, 5 et 6 de la Convention. S'ils sont votés sans modification, ils satisferont pleinement aux exigences de l'article 12 de la Convention.

ESPAGNE.

Au mois de mai, nous avons examiné un projet de loi préparé par le Gouvernement espagnol pour assurer l'exécution de la Convention, et nous avons remarqué une lacune relative à l'article 4 de cette Convention, que M. le Délégué de l'Espagne s'était engagé à signaler à son Gouvernement. (Voir Procès-verbaux de 1886, p. 89 et 90.) Nous avons reçu communication du projet de loi déjà voté par le Sénat espagnol et qui comble effectivement cette lacune.

GRANDE-BRETAGNE.

La Commission a pris connaissance avec grande satisfaction de la loi du 25 septembre 1886 qui abroge l'article 4 de la loi du 6 août 1885, et qui donne à la Reine le pouvoir d'ordonner que la Déclaration du 21 mai 1886 aura force légale.

GUATÉMALA.

Un projet de loi est préparé pour réprimer les faits prévus par la Convention (art. 2, 5 et 6).

Le projet omet les dispositions de droit civil de la Convention (art. 4 et 7), mais ces dispositions sont devenues obligatoires dans le Guatemala, par suite de la ratification de la Convention par le Gouvernement.

PORTUGAL.

Nous avons constaté en mai qu'une loi avait été votée pour sanctionner la Convention et qu'elle n'était pas promulguée. (Voir Procès-verbaux de 1886, p. 54 et 99.) Il y avait une légère inexactitude : la loi a été sanctionnée par le Roi le 21 avril dernier et promulguée dans le *Diario do Governo* du 3 mai.

SALVADOR.

Une loi avait été votée le 28 février 1885 pour donner satisfaction à l'article 12 de la Convention, et elle a été promulguée le 17 mars de la même année. Si elle n'a pas été soumise à la Conférence en mai dernier, il faut l'attribuer uniquement aux événements politiques qui se sont passés au Salvador et qui ont naturellement fait oublier la question des câbles sous-marins.

Cette loi contient les dispositions nécessaires pour réprimer les faits prévus par la Convention.

Rapport
de
la Commission.
(Suite.)

La loi du Salvador est purement pénale. Les dispositions de la Convention qui touchent au droit civil sont légalement obligatoires pour les tribunaux du Salvador, la Convention ayant été ratifiée par le Gouvernement du Salvador sous l'empire de la Constitution du 4 décembre 1883 et par conséquent après approbation du pouvoir législatif (art. 62, 21° de cette Constitution).

SERBIE.

La Convention ayant été ratifiée par le Roi, en vertu de ses pouvoirs constitutionnels, est devenue obligatoire pour les tribunaux serbes. Une loi, sanctionnée par le Roi le 21 juillet 1886, édicte des peines pour les infractions prévues par les articles 2, 5 et 6 de la Convention.

TURQUIE.

Nous constatons en mai (voir Procès-verbaux de 1886, p. 100) que la Convention ratifiée était certainement obligatoire pour les tribunaux ottomans, que des dispositions pénales devaient seulement être prises. Elles l'ont été à la date du 9/21 octobre dernier par une loi qui satisfait pleinement à l'article 12 de la Convention.

Si nous résumons l'examen fait par nous, soit en mai dernier, soit actuellement, de la situation des divers Pays, au point de vue de l'exécution de la Convention du 14 mars 1884, nous arrivons à la conclusion suivante, qu'il nous a paru nécessaire de soumettre à la Conférence en termes exprès ;

Conclusions
du
rapport.

La Convention pour la protection des câbles sous-marins a été signée et ratifiée par les États suivants :

Allemagne, Confédération Argentine, Autriche-Hongrie, Belgique, Brésil, Costa-Rica, Danemark, République Dominicaine, Espagne, États-Unis d'Amérique, France, Grande-Bretagne, Grèce, Guatemala, Italie, Pays-Bas, Portugal, Roumanie, Russie, Salvador, Serbie, Suède et Norvège, Turquie, Uruguay. De plus, le Japon a adhéré à la Convention.

Sont actuellement en mesure de donner plein effet à la Convention, en ce qui touche ses dispositions pénales comme ses dispositions civiles, les États suivants :

Liste des États
prêts
à mettre
en vigueur
la Convention.

Belgique Costa-Rica, Danemark, République Dominicaine, France, Grande-

Bretagne, Grèce, Italie, Japon, Pays-Bas, Portugal, Salvador, Serbie, Suède et Norvège, Turquie, Uruguay.

Liste des États
qui n'ont
pas encore
pris les mesures
prévues
par l'art 12.

Doivent se mettre en mesure d'exécuter l'article 12 de la Convention :

Allemagne, Confédération Argentine, Autriche-Hongrie, Brésil, Espagne, États-Unis d'Amérique, Guatemala, Roumanie et Russie.

LOUIS RENAULT,

Président et Rapporteur de la Commission.

AUTRICHE.

Texte des lois.

PROJET DE LOI

RELATIF AUX DISPOSITIONS PÉNALES POUR LA PROTECTION DES CÂBLES SOUS-MARINS.

Avec l'assentiment des deux Chambres du Reichsrath, nous ordonnons ce qui suit :

Autriche.
(Projet de loi)

ARTICLE PREMIER.

En exécution de l'article 12 de la Convention internationale du 14 mars 1884, relative à la protection des communications télégraphiques établies par câbles sous-marins, il est pris les dispositions suivantes pour ce qui concerne ceux de ces conducteurs qui atterrissent sur les territoires, colonies ou possessions d'un ou plusieurs des États qui sont considérés comme ayant adhéré à la Convention précitée.

§ 1^{er}.

Se rend coupable d'une contravention :

1° Le patron d'un navire occupé à la pose ou à la réparation d'un câble sous-marin et qui n'aurait pas observé les règles sur les signaux, admises en vue de prévenir les collisions;

2° Le patron ou capitaine d'un bâtiment qui aperçoit ou est en mesure d'apercevoir les signaux spécifiés au premier alinéa et qui ne se serait pas retiré ou se serait éloigné de moins d'un mille nautique du navire occupé à la pose ou à la réparation d'un câble sous-marin;

3° Le patron ou capitaine d'un bâtiment qui aperçoit ou est en mesure d'apercevoir les bouées destinées à indiquer la position du câble sous-marin et qui ne se tiendrait pas à une distance d'au moins un quart de mille nautique de la ligne de ces bouées.

La contravention est passible d'une amende maximum de 300 florins.

§ 2.

Se rend coupable d'une contravention :

1° Le patron ou capitaine d'un bâtiment qui, sauf en cas de nécessité, a jeté l'ancre à une distance moindre d'un quart de mille nautique d'un câble sous-marin dont il pouvait reconnaître la position d'après la ligne des bouées ou de toute autre

Texte des lois.
(Suite.)

Autriche.
(Suite.)

manière, ou qui a attaché son bâtiment à une des bouées destinées à indiquer la position du câble sous-marin ;

2° Le patron d'un bateau de pêche qui ne maintient pas ses engins ou ses filets au moins à une distance d'un mille nautique du navire occupé à la pose ou à la réparation d'un câble.

Néanmoins, cette disposition ne sera appliquée qu'avec cette réserve que les bateaux de pêche qui aperçoivent ou sont en mesure d'apercevoir le navire télégraphique portant les signaux convenus auront, pour se conformer à l'avertissement donné, un délai qui ne pourra dépasser vingt-quatre heures et pendant lequel ils pourront terminer leurs manœuvres ;

3° Le patron d'un bateau de pêche qui ne tient pas ses engins et ses filets au moins à une distance d'un quart de mille nautique de la ligne des bouées destinées à indiquer la position du câble sous-marin.

La contravention est punie d'un emprisonnement maximum d'une semaine ou d'une amende qui peut s'élever jusqu'à 300 florins.

§ 3.

Celui qui, par négligence, ou dans les cas prévus aux paragraphes 1 et 2, cause la rupture d'un câble sous-marin ou lui cause une détérioration qui peut avoir pour conséquence un dérangement ou une interruption partielle ou totale des communications télégraphiques, se rend coupable d'une contravention et est passible d'un emprisonnement d'une semaine à deux mois ou d'une amende pouvant s'élever jusqu'à 300 florins.

§ 4.

Celui qui, intentionnellement, rompt un câble sous-marin ou lui cause une détérioration de nature à pouvoir entraîner un dérangement ou une interruption partielle ou totale des communications télégraphiques, se rend coupable d'un crime et est passible d'une reclusion de trois mois à cinq ans, susceptible d'être augmentée d'une amende de 50 à 500 florins.

§ 5.

Les dispositions des paragraphes 3 et 4 ne seront pas appliquées lorsque les délinquants auront été obligés, par une nécessité pressante, de rompre ou de détériorer le câble sous-marin pour protéger leur vie ou la sécurité de leur bâtiment, ou lorsque la destruction ou la détérioration auront été provoquées soit accidentellement, soit nécessairement par la réparation d'un câble, et cela malgré toutes les mesures de précaution nécessaires employées pour éviter la destruction ou la détérioration.

§ 6.

Se rend coupable d'une contravention celui qui refuse de montrer les pièces officielles justifiant de la nationalité du bâtiment, toutes les fois qu'il y a lieu de dresser procès-verbal conformément à l'article 10 de la Convention mentionnée à l'article 1^{er} de la présente loi.

La contravention est passible d'un emprisonnement de trois à quatorze jours ou d'une amende qui peut s'élever jusqu'à 100 florins.

Texte des lois.
(Suite.)
—
Autriche.
(Suite.)

§ 7.

Les dispositions des paragraphes 68 à 72, 81, 82, 312, 313 de la loi pénale générale du 27 mai 1852 (*Bulletin des lois* n° 117), des paragraphes 344 à 348, 358, 359, 569, 570 de la loi pénale militaire du 15 janvier 1855 (*Bulletin des lois* n° 19), sont applicables lorsque les actes y spécifiés sont commis à l'égard des personnes désignées à l'article 10 de la Convention mentionnée à l'article 1^{er} de la présente loi, comme ayant qualité pour intervenir et se trouvant dans l'exercice des fonctions prévues audit article 10.

La procédure et le prononcé du jugement relatifs aux contraventions spécifiées dans la présente loi appartiennent aux tribunaux de district.

§ 9.

La procédure et le prononcé du jugement pour les personnes soumises à la juridiction militaire appartiennent aux tribunaux militaires qui traiteront comme délits tous les actes coupables désignés à titre de contravention par la présente loi.

§ 10.

Les pénalités prévues par la présente loi sont applicables quels que soient la nationalité du délinquant et le lieu du délit, lorsque l'extradition n'a pas lieu.

Il sera tenu compte des pénalités subies à l'étranger.

§ 11.

La juridiction des actes délictueux commis en pleine mer ou dans les eaux territoriales étrangères appartient au tribunal du port d'attache du bâtiment autrichien sur lequel ledit acte a été commis, ou au tribunal du port autrichien où le bâtiment relâche en premier lieu, ou au tribunal où le délinquant a été pris en flagrant délit.

La juridiction des actes délictueux commis dans les eaux territoriales autrichiennes appartient, outre les tribunaux indiqués au premier alinéa, encore au tribunal du lieu du délit.

ART. 2.

Notre Ministre de la justice est chargé, de concert avec notre Ministre de la guerre, de fixer le moment où la présente loi entrera en vigueur et d'en assurer l'exécution.

Texte des lois.
(Suite.)

HONGRIE.

PROJET DE LOI

RELATIF AUX DISPOSITIONS PÉNALES À PRENDRE POUR LA PROTECTION DES CÂBLES SOUS-MARINS.

§ 1^{er}.

Hongrie.
(Projet de loi.)

En exécution de l'article 12 de la Convention internationale du 14 mars 1884 pour la protection des communications télégraphiques par câbles sous-marins, il est pris les dispositions suivantes pour ce qui concerne ceux de ces conducteurs qui atterrissent sur les territoires, colonies ou possessions de l'un ou de plusieurs des États qui sont considérés comme ayant adhéré à la Convention précitée.

§ 2.

Se rend coupable d'une contravention et est passible d'une amende pouvant s'élever jusqu'à 300 florins :

1° Le patron d'un navire occupé à la pose ou à la réparation d'un câble et qui n'aurait pas observé les règles sur les signaux qui sont adoptés en vue de prévenir une collision ;

2° Le patron ou capitaine d'un bâtiment qui aperçoit ou est en mesure d'apercevoir les signaux spécifiés en 1° et qui ne s'éloignerait pas ou ne se tiendrait pas à une distance minimum d'un mille nautique du bâtiment occupé à la pose ou à la réparation d'un câble sous-marin ;

3° Le patron ou capitaine d'un bâtiment qui aperçoit ou est en mesure d'apercevoir les bouées destinées à indiquer la position des câbles et qui ne se tiendrait pas à une distance d'au moins un quart de mille nautique de la ligne de ces bouées.

§ 3.

Se rend coupable d'une contravention et est passible d'un emprisonnement maximum de huit jours :

1° Le patron ou capitaine d'un bâtiment qui, sauf dans le cas d'absolue nécessité, aura jeté l'ancre à une distance moindre d'un quart de mille nautique d'un câble sous-marin dont il pouvait reconnaître la position d'après la ligne des bouées ou de toute autre manière, ou qui aura attaché son bâtiment à une des bouées destinées à indiquer la position du câble sous-marin ;



2° Le patron d'un bateau de pêche qui ne maintient pas ses engins ou ses filets à une distance d'au moins un mille nautique du bâtiment occupé à la pose ou à la réparation d'un câble sous-marin.

Néanmoins, cette disposition ne sera appliquée qu'avec cette réserve que les bateaux de pêche qui aperçoivent ou sont en mesure d'apercevoir le navire télégraphique portant les signaux convenus auront, pour se conformer à l'avertissement donné, un délai de vingt-quatre heures, pendant lequel ils termineront leurs opérations;

3° Le patron d'un bateau de pêche qui ne maintient pas ses engins et ses filets à une distance d'au moins un quart de mille nautique de la ligne des bouées destinées à indiquer la position du câble sous-marin.

§ 4.

Celui qui, dans les cas prévus aux paragraphes 2 et 3, rompt un câble sous-marin ou lui cause une détérioration qui peut avoir pour conséquence une interruption ou un dérangement partiel ou total des communications télégraphiques, se rend coupable d'une contravention et est passible d'un emprisonnement de huit jours à deux mois.

§ 5.

Se rend coupable d'un délit et est passible d'un emprisonnement maximum de trois mois et d'une amende pouvant aller jusqu'à 100 florins, celui qui, par négligence, commet un acte ou une omission susceptible d'entraîner une interruption du fonctionnement du câble sous-marin.

§ 6.

Celui qui, intentionnellement, détériore un câble sous-marin ou commet un acte ou une omission ayant ou pouvant avoir pour effet d'interrompre le fonctionnement d'un câble sous-marin, commet un délit et est passible d'un emprisonnement maximum de deux ans et d'une amende pouvant s'élever jusqu'à 1,000 florins.

§ 7.

Les dispositions des paragraphes 4, 5 et 6 ne seront pas appliquées lorsque les délinquants auront été obligés, par une nécessité réelle, de rompre ou de détériorer le câble sous-marin pour protéger leur vie ou la sécurité de leurs bâtiments, ou lorsque la rupture, la détérioration ou le dérangement auront été provoqués soit accidentellement, soit nécessairement par la réparation d'un câble, et cela malgré toutes les précautions nécessaires ordonnées pour éviter la rupture, la détérioration ou le dérangement.

§ 8.

Se rend coupable d'une contravention et est passible d'un emprisonnement maximum de huit jours celui qui refuse de montrer les pièces officielles justifiant de la nationalité du bâtiment toutes les fois qu'il y aura lieu de dresser un procès-verbal, conformément à l'article 10 de la Convention conclue pour la protection des câbles sous-marins.

Texte des lois.
(Suite.)

Hongrie.
(Suite.)

§ 9.

Texte des lois.
(Suite.)
—
Hongrie.
(Suite.)

Les personnes autorisées à intervenir conformément à l'article 10 de la Convention précitée seront, dans l'exercice des fonctions prévues audit article, considérées comme des organes de l'autorité nationale; les actes délictueux commis contre ces personnes seront qualifiés et punis en conséquence.

§ 10.

Le délinquant sera puni conformément aux dispositions de la présente loi, quels que soient sa nationalité et le lieu du délit, en tant que son extradition n'aura pas lieu.

§ 11.

Dans l'application de la peine, il sera tenu compte des pénalités subies à l'étranger.

§ 12.

Les actes délictueux spécifiés dans la présente loi seront poursuivis d'office et les contraventions déferées aux tribunaux royaux de district.

§ 13.

La juridiction des actes délictueux commis en pleine mer ou dans les eaux territoriales étrangères appartient au tribunal du port d'attache du bâtiment hongrois sur lequel ledit acte a été commis, ou au tribunal du port hongrois où le bâtiment relâche en premier lieu, ou au tribunal du lieu où le délinquant a été pris en flagrant délit.

La juridiction des actes délictueux commis dans les eaux territoriales hongroises appartient, outre les tribunaux indiqués au premier alinéa, encore au tribunal du lieu du délit.

§ 14.

Le Ministre de la justice est chargé de déterminer le moment où la présente loi entrera en vigueur et d'en assurer l'exécution.

ESPAGNE.

Texte des lois.
(Suite.)

PROJET DE LOI.

ARTICLE PREMIER.

Tous les câbles sous-marins qui atterrissent en territoire espagnol auront une zone depuis la mer jusqu'au point d'amarre de 50 mètres de chaque côté du câble; dans cette zone, il sera défendu aux embarcations d'ensabler et il sera également défendu d'extraire du sable et des coquillages; de tendre des filets et, en général, de faire toute sorte d'opérations pouvant nuire au câble.

Espagne.
(Projet de loi).

ART. 2.

Les câbles sous-marins tendus dans les eaux juridictionnelles d'Espagne pourront être entourés de bouées par leur propriétaire, de sorte qu'on puisse reconnaître l'endroit où ils se trouvent, et ils auront une zone étendue d'un quart de mille maritime de chaque côté, dans le rayon de laquelle les embarcations ne pourront pas jeter l'ancre, ni traîner des filets ou autres engins qui pourraient endommager ou détruire le câble.

ART. 3.

La rupture ou la détérioration d'un câble sous-marin faite volontairement ou par négligence coupable et qui pourrait avoir pour résultat d'interrompre ou d'entraver en tout ou en partie les communications télégraphiques est punissable de prison correctionnelle, sans préjudice de l'action civile en dommages-intérêts.

Cette disposition ne s'applique pas aux ruptures ou détériorations dont les auteurs n'auraient eu que le but légitime de protéger leur vie ou la sécurité de leurs bâtiments, après avoir pris toutes les précautions nécessaires pour éviter ces ruptures ou détériorations.

ART. 4.

Seront punis d'une amende de quinze à cinq cents francs :

1° Les bâtiments occupés à la pose ou à la réparation des câbles sous-marins qui n'observeraient pas les règles sur les signaux qui sont ou seront adoptées, d'un commun accord, par les Hautes Parties contractantes, en vue de prévenir les abordages;

2° Les bâtiments occupés à la pose ou à la réparation des câbles qui ne termineraient pas leurs occupations dans le plus bref délai possible;

Texte des lois.
(Suite.)

Espagne.
(Suite.)

3° Le capitaine qui, apercevant ou à même d'apercevoir les signaux d'un bâtiment occupé à la pose ou à la réparation d'un câble sous-marin, ne se retirerait pas ou ne se tiendrait pas à la distance d'un mille maritime du navire occupé à la pose ou à la réparation du câble;

4° Le patron d'une barque de pêche qui ne tiendra pas ses engins ou ses filets à la distance d'un mille maritime au moins du navire occupé à la pose ou à la réparation d'un câble sous-marin.

Néanmoins, cette dernière disposition ne s'appliquera que sous la réserve qu'il est accordé aux bateaux de pêche apercevant ou à même d'apercevoir un navire affecté au service télégraphique qui portera les signaux convenus, le délai nécessaire, qui ne devra cependant pas dépasser vingt-quatre heures, pour l'achèvement de leurs opérations, afin qu'ils puissent se conformer à l'avis donné;

5° Le capitaine qui, apercevant ou à même d'apercevoir les bouées destinées à indiquer la position des câbles sous-marins, ne se tiendrait pas à la distance d'un quart de mille maritime au moins de la ligne de ces bouées.

ART. 5.

Le propriétaire d'un câble qui, par la pose ou la réparation de ce câble, cause la rupture ou la détérioration d'un autre câble, doit supporter les frais de réparation que cette rupture ou cette détérioration aura rendus nécessaires, sans préjudice, s'il y a lieu, de l'application de l'article 2 de la Convention internationale.

ART. 6.

Les propriétaires des navires ou bâtiments qui peuvent prouver qu'ils ont sacrifié une ancre, un filet ou un autre engin de pêche pour ne pas endommager un câble sous-marin, doivent être indemnisés par le propriétaire du câble.

Pour avoir droit à une telle indemnité, il faut, autant que possible, qu'aussitôt après l'accident, on ait dressé, pour le constater, un procès-verbal appuyé des témoignages des gens de l'équipage, et que le capitaine du navire fasse, dans les vingt-quatre heures de son arrivée au premier port de retour ou de relâche, sa déclaration aux autorités compétentes. Celles-ci en donnent avis aux autorités consulaires de la nation du propriétaire du câble.

ART. 7.

Sera puni d'une amende de 25 à 100 francs le capitaine d'un bâtiment qui, sans intention de causer un dommage à un câble sous-marin dont l'existence lui serait connue, commanderait des manœuvres qui pourraient amener la détérioration ou la destruction du câble. Si le capitaine ou le patron d'un bâtiment reconnu déjà coupable se livrait une seconde fois aux manœuvres indiquées, il serait considéré comme ayant agi avec une intention volontairement coupable, sans admettre de preuves contraires.

ART. 8.

Le capitaine ou le patron qui aurait causé la destruction ou la détérioration d'un

câble sous-marin sera considéré comme criminellement responsable à moins de preuves contraires, sans préjudice de l'action civile de dommages et intérêts.

Texte des lois.
(Suite.)

ART. 9.

L'action à engager par suite des infractions prévues dans les articles 2, 5 et 6 de la présente loi sera exercée par l'État ou en son nom.

Espagne.
(Suite.)

ART. 10.

Les infractions à la Convention internationale du 14 mars 1884 pourront être constatées par tous les moyens de preuve admis dans la législation du pays où siège le tribunal saisi.

Lorsque les officiers commandant les bâtiments de guerre ou les bâtiments spécialement commissionnés à cet effet de l'une des Hautes Parties contractantes auront lieu de croire qu'une infraction aux mesures prévues par la présente Convention a été commise par un bâtiment de guerre, ils pourront exiger du capitaine ou du patron l'exhibition des pièces officielles justifiant de la nationalité dudit bâtiment. Mention sommaire de cette exhibition sera faite immédiatement sur les pièces produites.

En outre, des procès-verbaux pourront être dressés par lesdits officiers, quelle que soit la nationalité du bâtiment inculpé. Ces procès-verbaux seront dressés suivant les formes et dans la langue en usage dans le pays auquel appartient l'officier qui les dresse; ils pourront servir de moyen de preuve dans le pays où ils seront invoqués et suivant la législation de ce pays. Les inculpés et les témoins auront le droit d'y ajouter ou d'y faire ajouter, dans leur propre langue, toutes explications qu'ils croiront utiles; ces déclarations devront être dûment signées.

ART. 11.

La procédure et le jugement des infractions indiquées dans cette loi seront de la compétence des autorités maritimes.

Si l'infraction était commise en dehors du territoire ou des eaux juridictionnelles d'Espagne, sera compétent le tribunal du port d'arrivée, s'il se trouve dans des possessions espagnoles. Le conseil du port d'arrivée devra remettre au tribunal du port d'attache du bâtiment à bord duquel l'infraction aurait été commise les pièces nécessaires à la procédure, dans le cas où le port d'arrivée serait un port étranger.

Texte des lois.
(Suite.)

GRANDE-BRETAGNE.

LOI COMPLÉMENTAIRE DU 25 SEPTEMBRE 1886.

Grande-Bretagne.

TEXTE ANGLAIS.

TRADUCTION FRANÇAISE.

1. This Act shall be construed as one with the Submarine Telegraph Act, 1885, and that Act and this Act may be cited together as the Submarine Telegraph Acts, 1885 and 1886, and this Act may be cited separately as the Submarine Telegraph Act, 1886.

2. It shall be lawful for Her Majesty in Council at any time, after the passing of this Act to order that the declaration mentioned in the schedule to this Act, as set forth in that schedule, shall be of the same force, and the same shall accordingly be of the same force, as the articles of the Convention set forth in the schedule to the Submarine Telegraph Act, 1885.

3. Section four of the Submarine Telegraph Act, 1885, is hereby repealed.

SCHEDULE.

SUBMARINE TELEGRAPH DECLARATION.

Certain doubts having been raised as to the meaning of the word « wilfully » used in article two of the Convention of the fourteenth of March one thousand eight hundred and eighty-four, it is understood that the provision in respect of penal res-

1. Le présent Acte sera considéré comme faisant corps avec le *Submarine Telegraph Act* de 1885, et ces deux Actes seront cités conjointement, sous le titre de : *Submarine Telegraph Acts, 1885 et 1886*; celui-ci sera cité séparément, sous le titre de : *Submarine Telegraph Act, 1886*.

2. Après l'adoption de cet Acte, il sera toujours loisible à Sa Majesté d'ordonner, en Conseil, que la Déclaration mentionnée dans l'annexe au présent Acte, telle qu'elle est transcrite dans cette annexe, aura la même force et par conséquent la même vigueur que les articles de la Convention insérée comme annexe au *Submarine Telegraph Act, 1885*.

3. La quatrième section du *Submarine Telegraph Act, 1885*, est et demeure abrogée par le présent Acte.

ANNEXE.

SUBMARINE TELEGRAPH DECLARATION.

Certains doutes s'étant élevés sur le sens du mot « volontairement » inséré dans l'article 2 de la Convention du 14 mars 1884, il est entendu que la disposition relative à la responsabilité pénale, contenue dans ledit article, ne s'applique pas

TEXTE ANGLAIS.

TRADUCTION FRANÇAISE.

Texte des lois.
(Suite.)

Grande-Bretagne.
(Suite.)

possibility, contained in the said article, does not apply to cases of breakage or injury caused accidentally or of necessity in the repair of a cable when all precautions have been taken to avoid such breakage or injury.

It is equally understood that article four of the Convention had no other object, and is to have no other effect, than to empower the competent tribunals of each country to decide in conformity with their laws and according to the circumstances the question of the civil responsibility of the owner of a cable who in laying or repairing his own cable breaks or injures another cable, as well as the consequences of such responsibility if it is recognised as existing.

aux cas de ruptures ou de détériorations occasionnées accidentellement ou nécessairement en réparant un câble, alors que toutes les précautions ont été prises pour éviter ces ruptures ou détériorations.

Il est également entendu que l'article 4 de la Convention n'a eu d'autre but et ne doit avoir d'autre effet que de charger les tribunaux compétents de chaque pays de résoudre, conformément à leurs lois et suivant les circonstances, la question de responsabilité civile du propriétaire d'un câble qui, par la pose ou la réparation de ce câble, cause la rupture ou la détérioration d'un autre câble, de même que les conséquences de cette responsabilité, s'il est reconnu qu'elle existe.

Texte des lois.
(Suite.)

RÉPUBLIQUE DU GUATÉMALA.

DÉCRET DU

(PROJET.)

ARTICLE PREMIER.

République
du Guatemala.
(Projet de décret.)

Sera puni de prison (*Arresto mayor*) au degré supérieur ou de reclusion correctionnelle au degré inférieur, quiconque coupera volontairement et dolosivement un câble sous-marin ou le détériorera de manière à interrompre ou à entraver les communications, en tout ou en partie.

ART. 2.

Seront punis de prison (*Arresto mayor*) :

1° Quiconque, par imprudence ou par négligence coupable, coupera un câble ou le détériorera de manière à interrompre ou à entraver les communications, en tout ou en partie;

2° Le capitaine de tout navire employé à la pose ou à la réparation d'un câble sous-marin qui, par inobservation des règles sur les signaux adoptés ou qui seraient adoptés pour prévenir les collisions, sera cause qu'un câble sous-marin aura été coupé ou détérioré par un autre bâtiment.

La personne responsable du délit défini dans le premier alinéa du présent article doit, dans les vingt-quatre heures après son arrivée, donner avis aux autorités locales du premier port où mouille le navire à bord duquel il se trouve, de la rupture ou de la détérioration du câble sous-marin; à défaut de cette déclaration la peine sera doublée.

ART. 3.

Sera puni de détention (*Arresto menor*) :

1° Le capitaine d'un bâtiment occupé à la pose ou à la réparation d'un câble sous-marin qui n'observera pas les signaux adoptés ou qui seront adoptés pour prévenir les collisions;

2° Le capitaine ou patron de tout bâtiment qui, apercevant ou étant en mesure d'apercevoir ces signaux, ne se retirera pas ou ne se maintiendra pas à la distance d'un mille marin au moins du navire occupé à la pose ou à la réparation d'un câble sous-marin;

3° Le capitaine de tout bâtiment qui, voyant ou étant en mesure de voir les bouées destinées à indiquer la position des câbles, ne se maintiendra pas à la distance d'un quart de mille marin au moins de la ligne des bouées;

4° Le capitaine ou patron de tout bâtiment qui jette l'ancre à moins d'un quart de mille d'un câble sous-marin dont il a pu connaître la position au moyen des lignes de bouées ou de toute autre façon;

5° Le capitaine de tout bateau de pêche qui ne tient pas ses filets ou engins à un quart de mille au moins de la ligne des bouées qui indique la position des câbles sous-marins;

6° Le capitaine de tout bateau de pêche qui ne maintiendra pas ses filets ou engins à la distance d'un mille au moins d'un navire occupé à la pose ou à la réparation d'un câble. Toutefois, si le bateau était occupé à des opérations de pêche, il ne sera encouru aucune peine par le capitaine ou patron qui, dans un délai de vingt-quatre heures à partir du moment où il aura vu ou aura été en mesure de voir le navire télégraphique qui porte les signaux adoptés, se retire à la distance ci-dessus indiquée.

ART. 4.

Les peines corporelles mentionnées plus haut pourront être, en tout ou en partie, suivant les circonstances, commuées en amende à raison de cinquante centavos à cinq piécettes par jour de détention.

ART. 5.

Il sera connu des contraventions énoncées dans les articles précédents : si elles ont été commises hors des eaux territoriales et par des hommes faisant partie de l'équipage d'un bâtiment national, par le juge du premier port de relâche dudit bâtiment; si elles ont été commises dans les eaux territoriales par des hommes faisant partie de l'équipage d'un navire quelconque, national ou étranger, par le juge du premier endroit où abordera le navire, ou par le juge du lieu où les délits ont été commis.

ART. 6.

La présente loi cessera d'être obligatoire, dès que la Convention du 14 mars 1884 cessera elle-même d'être obligatoire dans la République du Guatemala.

Texte des lois.
(Suite.)

République
du Guatemala.
(Suite.)

Texte des lois.
(Suite.)

RÉPUBLIQUE DE SALVADOR.

LOI DU 3 MARS 1885.

TITRE PREMIER.

DISPOSITIONS SPÉCIALES AUX EAUX NON TERRITORIALES.

ARTICLE PREMIER.

République
de
Salvador,

Les infractions à la Convention internationale du 14 mars 1884, qui a pour objet d'assurer la protection des câbles sous-marins, et qui seront commises par toute personne faisant partie de la marine de Salvador seront jugées par les tribunaux ordinaires du district dont fait partie le premier port dans lequel le navire entrera ou qui le premier sera informé de l'infraction.

ART. 2.

L'instruction de l'affaire sera faite d'office ou sur poursuite privée, sans préjudice de l'action civile, s'il y a lieu, conformément aux lois.

ART. 3.

Les procès-verbaux rédigés conformément à l'article 10 de la Convention du 14 mars 1884 ne seront soumis à aucune espèce d'affirmation; ils feront foi en justice, à moins que leur fausseté ne puisse en être démontrée.

A défaut de procès-verbaux, ou en présence de procès-verbaux insuffisants, tout moyen de preuve sera admis.

ART. 4.

Sera punie de prison simple et d'une amende de cinq piastres toute personne qui se refusera à donner les éléments nécessaires pour dresser les procès-verbaux prévus dans l'article précédent.

ART. 5.

Toute attaque, résistance ou voie de fait sur les agents autorisés aux termes de la Convention du 14 mars 1884 à dresser les procès-verbaux, dans l'exercice de leurs fonctions, sera punie des mêmes peines que les délits de même genre prévus par le Code pénal.

ART. 6.

Seront punis de prison simple et d'une amende de cinq à vingt-cinq piastres ;

1° Le capitaine d'un navire chargé de la réparation ou de la pose d'un câble et

qui n'observera pas les règlements prescrits pour les signaux dans le but de prévenir les abordages ;

2° Le capitaine ou patron d'un navire qui, apercevant ou étant en mesure d'apercevoir les signaux, ne se retirera pas, ou ne se maintiendra pas à la distance d'au moins un mille marin du navire occupé à la pose ou à la réparation du câble ;

3° Le capitaine ou patron d'un navire qui voyant ou étant en mesure de voir les bouées destinées à indiquer la position des câbles ne se maintiendra pas à la distance d'au moins un quart de mille marin de la ligne des bouées.

ART. 7.

Seront punis de prison majeure et amende :

1° Tout capitaine ou patron de navire qui, jettera l'ancre à moins d'un quart de mille marin d'un câble, dont il est à même de connaître la position, soit par la ligne des bouées, soit de toute autre manière, ou qui amarrera son navire à une de ces bouées, sauf cas de force majeure ;

2° Tout patron d'une barque de pêche qui ne tiendra pas ses filets et ustensiles de pêche à la distance d'un mille marin d'un navire occupé à la pose ou à la réparation d'un câble ; cependant les barques de pêche apercevant ou étant en mesure d'apercevoir le navire porteur des signaux adoptés auront, pour se soumettre au règlement, le temps nécessaire pour mener à bonne fin le travail commencé, sans que ce terme puisse excéder vingt-quatre heures ;

3° Tout patron d'une barque de pêche qui ne tiendra pas ses filets ou ustensiles de pêche à au moins un quart de mille marin de la ligne des bouées destinées à signaler la position des câbles.

ART. 8.

Seront punis de prison majeure et d'une amende de vingt-cinq à cinquante piastres :

1° Quiconque aura par une coupable négligence, et spécialement dans les cas établis dans les articles 6 et 7, rompu un câble sous-marin, ou l'aura détérioré de telle manière que les communications télégraphiques puissent être interrompues ou entravées en tout ou en partie ;

2° Tout capitaine de navire qui, occupé à la pose ou à la réparation d'un câble sous-marin, causera, par l'inobservation des règles prescrites pour les signaux dans le but d'éviter les abordages, la rupture ou la détérioration d'un câble par un autre navire.

ART. 9.

Seront punis des mêmes peines que celles édictées dans l'article précédent :

1° Quiconque aura fabriqué, transporté, mis en vente, embarqué ou fait embarquer des instruments ou outils exclusivement destinés à rompre ou à détruire les câbles sous-marins ;

2° Quiconque aura fait usage des mêmes instruments ou outils.

Texte des lois.
(Suite.)

République
de
Salvador.
(Suite.)

ART. 10.

Texte des lois.
(Suite.)
—
République
de
Salvador.
(Suite.)

Sera puni de prison correctionnelle et d'une amende de cinquante à deux cents piastres quiconque aura volontairement rompu un câble sous-marin ou aura causé une détérioration qui pourrait interrompre ou entraver les communications en tout ou en partie.

Les mêmes peines sont applicables aux auteurs de tentatives du même genre.

Le coupable pourra en outre être soumis à la surveillance pendant dix ans au maximum à partir de l'expiration de la peine.

Ces dispositions ne sont pas applicables à ceux qui se verraient obligés de rompre ou de détériorer un câble afin de sauver leur vie ou leur navire.

TITRE II.

DISPOSITIONS SPÉCIALES AUX EAUX TERRITORIALES.

ART. 11.

Les dispositions des articles 4 et 6 à 10 seront observées dans le cas où l'infraction aurait eu lieu dans nos eaux territoriales par un marin ou autre personne à bord d'un navire de n'importe quelle nationalité.

ART. 12.

Les infractions poursuivies dans les termes de l'article précédent seront jugées par les tribunaux ordinaires, soit du premier port où touchera le navire, soit de celui de la juridiction duquel ressort le lieu où le délit a été commis.

ART. 13.

Les infractions commises dans nos eaux territoriales seront consignées dans des procès-verbaux et, à défaut de ceux-ci, seront constatées par tout autre moyen légal.

ART. 14.

Les procès-verbaux visés dans l'article précédent seront dressés par les capitaines de navires de guerre de Salvador, les commandants ou capitaines de ports et toute autre autorité de l'ordre judiciaire.

Les dispositions de l'article 5 seront appliquées également pour ce qui regarde les autorités mentionnées dans le présent article.

ART. 15.

En ce qui concerne les procès-verbaux dressés par les capitaines de navires de guerre, les dispositions de l'article 3 ne sont pas applicables.

TITRE III.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. 16.

Le délinquant visé par l'article 8, § 1, devra donner avis, dans les vingt-quatre

heures de son arrivée, aux autorités locales du premier port où touchera le navire qui le porte, de la rupture ou détérioration du câble sous-marin dont il est accusé.

Faute par lui de ce faire, la peine maximum lui sera appliquée.

Dans le cas de l'article 10, § 4, l'auteur de la rupture ou de la détérioration sera tenu d'en donner avis, sous peine d'une amende de cinq à vingt-cinq piastres.

Texte des lois.
(Suite.)

République
de Salvador.
(Suite.)

ART. 17.

La récidive sera considérée et punie conformément aux dispositions de cette loi et à celles du Code pénal.

ART. 18.

Pour ce qui est des personnes civilement responsables par suite des infractions punies par cette loi, on s'en tiendra aux dispositions des Codes civil et pénal, en y ajoutant les armateurs, qu'ils soient ou non propriétaires du navire.

ART. 19.

En cas de plusieurs infractions commises par la même personne, elles seront punies conformément aux dispositions de la présente loi et à celles du Code pénal.

Texte des lois.
(Suite.)

SERBIE.

LOI DU 21 JUILLET 1886.

ARTICLE PREMIER.

Serbie.

Toute infraction à l'article 2 de la Convention sera punie conformément à l'article 304 du Code pénal (1).

Les infractions résultant de la négligence seront punies conformément à l'article 306 du Code pénal (2).

ART. 2.

Quiconque aura involontairement causé la rupture ou la détérioration d'un câble sous-marin est tenu d'en informer les autorités compétentes du premier port où son navire abordera, dans les vingt-quatre heures de son arrivée, faute de quoi le coupable sera puni d'une amende de 50 à 500 dinars (francs).

ART. 3.

Quiconque a causé la rupture ou la détérioration d'un câble sous-marin dans le but de protéger sa vie ou de sauver son navire sera également tenu d'en informer les autorités mentionnées à l'article précédent, faute de quoi il sera puni d'une amende de 10 à 50 dinars (francs).

ART. 4.

Les infractions aux dispositions visées par les paragraphes 1, 2 et 3 de l'article 5 et par l'article 6 de la Convention seront punies d'une amende de 30 à 500 dinars (francs).

Dans le cas où le commandant d'un navire occupé à la pose ou à la réparation d'un câble sous-marin aura, par suite de la non-exécution des dispositions qui font l'objet du paragraphe 1 de l'article 5, donné lieu à un autre navire de rompre ou de détériorer un câble, l'amende prévue plus haut sera augmentée de moitié.

(1) Le paragraphe 304 prescrit une punition de trois mois à trois ans d'emprisonnement pour la détérioration des appareils télégraphiques.

(2) Le paragraphe 306 prescrit une peine jusqu'à six mois d'emprisonnement pour les faits mentionnés au paragraphe 304 lorsqu'ils seraient le résultat d'une négligence; mais s'il en est résulté la mort d'un homme, la peine est de deux mois à deux ans de prison.

ART. 5.

Quiconque se refusera à exhiber les pièces nécessaires pour l'établissement de l'enquête conformément à l'article 10 de la Convention sera puni d'une amende de 20 à 200 dinars (francs).

En cas d'une résistance matérielle ou de menaces, il sera fait application des peines prescrites pour ce cas par le Code pénal.

[Texte des lois.
(Suite.)
Serbie.
(Suite.)

ART. 6.

Les tribunaux correctionnels du pays auquel appartient le navire ou du lieu où il se trouve connaîtront des infractions prévues par cette loi.

ART. 7.

La présente loi entrera en vigueur quand elle aura été signée par Sa Majesté le Roi.

Texte des lois.
(Suite.)

TURQUIE.

LOI DU 9/21 OCTOBRE 1886.

TITRE PREMIER.

DISPOSITIONS SPÉCIALES AUX EAUX NON TERRITORIALES.

ARTICLE PREMIER.

Turquie.

Les infractions à la Convention internationale du 14 mars 1884, ayant pour objet d'assurer la protection des câbles sous-marins, qui seront commises par tout individu faisant partie de l'équipage d'un navire ottoman seront jugées par le tribunal de première instance, soit de l'arrondissement où sera situé le port d'attache du bâtiment du délinquant, soit de l'arrondissement du premier port de Turquie dans lequel sera conduit le bâtiment.

ART. 2.

Les poursuites auront lieu à la diligence du Ministère public, sans préjudice du droit des parties civiles.

ART. 3.

Les procès-verbaux dressés conformément à l'article 10 de la Convention du 14 mars 1884 font foi jusqu'à inscription de faux.

A défaut de procès-verbaux, ou en cas d'insuffisance de ces actes, les infractions pourront être prouvées par témoins.

ART. 4.

Sera puni d'une amende de 1 à 20 médjidiés quiconque se sera refusé à exhiber les pièces nécessaires pour rédiger les procès-verbaux prévus par l'article précédent.

ART. 5.

Toute attaque, toute résistance avec violence et voies de fait envers les personnes ayant qualité, aux termes de l'article 10 de la Convention du 14 mars 1884, à l'effet de dresser procès-verbal, dans l'exercice de leurs fonctions, sera punie suivant les distinctions établies au Code pénal.

ART. 6.

Sera puni d'une amende de 3 à 50 médjidiés :

1° Le capitaine d'un bâtiment qui, occupé à la réparation ou à la pose d'un câble

sous-marin, n'observera pas les règles sur les signaux adoptés en vue de prévenir les abordages;

Texte des lois.
(Suite.)

2° Le capitaine de tout bâtiment qui, apercevant ou étant en mesure d'apercevoir ces signaux, ne se retirera pas ou ne se tiendra pas éloigné d'un mille nautique au moins du bâtiment occupé à la pose ou à la réparation d'un câble sous-marin;

Turquie.
(Suite.)

3° Le capitaine de tout bâtiment qui, voyant ou étant en mesure de voir les bouées destinées à indiquer la position des câbles, ne se tiendra pas éloigné de la ligne des bouées d'un quart de mille nautique au moins.

ART. 7.

Sera puni d'une amende de 3 à 50 médjidiés et pourra être puni d'un emprisonnement d'un à cinq jours :

1° Le capitaine de tout bâtiment qui aura jeté l'ancre à moins d'un quart de mille nautique d'un câble sous-marin dont il est en mesure de connaître la position au moyen de lignes de bouées ou autrement, ou se sera amarré à une bouée destinée à indiquer la position du câble, sauf les cas de force majeure;

2° Le patron de tout bateau de pêche qui ne tiendra pas ses engins ou filets à un mille nautique au moins du bâtiment occupé à la pose ou à la réparation d'un câble sous-marin; toutefois les bateaux de pêche qui aperçoivent ou sont en mesure d'apercevoir le bâtiment télégraphique portant les signaux adoptés auront, pour se conformer à l'avertissement, le délai nécessaire pour terminer l'opération en cours, sans que ce délai puisse dépasser vingt-quatre heures;

3° Le patron de tout bateau de pêche qui ne tiendra pas ses engins ou filets à un quart de mille nautique au moins de la ligne des bouées destinées à indiquer la position des câbles sous-marins.

Ces dispositions ne s'appliquent naturellement pas aux eaux du Bosphore.

ART. 8.

Sera puni d'une amende de 3 à 50 médjidiés et pourra être puni d'un emprisonnement de six jours à deux mois :

1° Quiconque par négligence coupable, et notamment dans les cas visés par les articles 6 et 7, aura rompu un câble sous-marin ou lui aura causé une détérioration qui pourrait avoir pour résultat d'interrompre ou d'entraver, en tout ou en partie, les communications télégraphiques;

2° Le capitaine de tout bâtiment qui, occupé à la pose ou à la réparation d'un câble sous-marin, sera cause, par l'inobservation des règles sur les signaux adoptés en vue de prévenir les abordages, de la rupture ou de la détérioration d'un câble commise par tout autre navire.

ART. 9.

Sera puni d'une amende de 3 à 50 médjidiés et pourra être puni d'un emprisonnement de six jours à deux mois :

Texte des lois.
(Suite.)

Turquie.
(Suite.)

1° Quiconque aura sciemment fabriqué, mis en vente, embarqué ou fait embarquer des instruments ou engins servant exclusivement à couper ou à détruire des câbles sous-marins;

2° Quiconque aura fait usage des mêmes instruments ou engins.

ART. 10.

Sera puni d'une amende de 50 à 200 médjidiés et d'un emprisonnement de trois mois à trois ans, quiconque volontairement aura rompu un câble sous-marin ou lui aura causé une détérioration qui pourrait interrompre ou entraver en tout ou en partie les communications télégraphiques.

Les mêmes peines seront prononcées contre les auteurs de tentatives des mêmes faits.

Toutefois ces dispositions ne s'appliquent pas aux personnes qui auraient été contraintes de rompre un câble sous-marin ou de lui causer une détérioration par la nécessité actuelle de protéger leur vie ou d'assurer la sécurité de leur navire.

TITRE II.

DISPOSITIONS SPÉCIALES AUX EAUX TERRITORIALES.

Les dispositions des articles ci-dessus seront observées dans le cas où l'infraction aurait été commise dans nos eaux territoriales par tout navire ottoman ou étranger.

Les infractions commises dans nos eaux territoriales pourront être établies par procès-verbaux dressés : par les officiers de l'armée de terre et de mer, par tous officiers de police judiciaire et par tous officiers de police municipale.

Il appartient aux tribunaux de statuer sur le bien-fondé des objections qui seraient soulevées contre le contenu des procès-verbaux dressés par lesdits officiers.

TITRE III.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. 11.

Le délinquant, dans le cas de l'article 8, § 1, sera tenu, dans les vingt-quatre heures de son arrivée, de donner avis aux autorités locales du premier port où le navire sur lequel il est embarqué abordera, de la rupture ou de la détérioration du câble sous-marin dont il se serait rendu coupable.

A défaut de déclaration, les peines encourues seront élevées jusqu'au double.

Dans le cas de l'article 10, § 4, l'auteur de la rupture ou détérioration sera tenu, sous peine d'une amende de 3 à 50 médjidiés, de faire la déclaration ci-dessus.

ART. 12.

En cas de récidive, le maximum des peines édictées ci-dessus sera prononcé; ce maximum pourra être élevé jusqu'au double.

ART. 13.

Il y a récidive pour les faits prévus par les articles 6, 7, 8 et 9 de la présente loi lorsque dans les deux années qui précèdent il a été rendu contre le contrevenant un jugement définitif pour infraction aux dispositions desdits articles et pour les faits prévus par l'article 10, lorsqu'à une époque quelconque il a été rendu contre le délinquant un jugement définitif pour infraction aux dispositions de cet article.

Texte des lois.

(Suite.)

—
Turquie.

(Suite.)

ART. 14.

Seront déclarés responsables des amendes prononcées pour infraction à la présente loi et des condamnations civiles auxquelles ces infractions pourraient donner lieu, les armateurs des navires, qu'ils en soient ou non propriétaires.

Toutes actions civiles auxquelles pourraient donner lieu les infractions prévues par la présente loi seront réglées conformément aux dispositions des lois générales de l'Empire.

Sublime-Porte, le 22 mouharrem 1304 et 9/21 octobre 1886.

SEPTIÈME SÉANCE.

(MERCREDI 8 DÉCEMBRE 1886.)

PRÉSIDENCE DE S. EXC. M. ALBAREDA,

AMBASSADEUR D'ESPAGNE À PARIS.

Étaient présents :

MM. les Délégués qui assistaient à la précédente séance, à l'exception de MM. les Délégués de l'Autriche-Hongrie et de la Belgique, qui s'étaient fait excuser.

La séance est ouverte à 3 heures.

Lecture est donnée par M. DE CAZOTTE, l'un des secrétaires, du procès-verbal de la sixième séance, qui est adopté sans observations.

Lecture
et adoption
du procès-verbal
de la 6^e séance.

M. KENNEDY demande ensuite la parole et dit qu'au moment où les travaux de la Conférence vont être suspendus, il se fait l'interprète de ses Collègues en priant S. Exc. M. L'AMBASSADEUR D'ESPAGNE d'agréer les sentiments de gratitude des Délégués pour l'esprit éclairé et la courtoisie avec lesquels il a dirigé leurs délibérations.

Remerciements
de M. Kennedy,
au nom
de la Conférence,
à Son Excellence
M. l'Ambassadeur
d'Espagne.

M. LE PRÉSIDENT remercie M. KENNEDY des obligeantes paroles qu'il vient de prononcer, et il ajoute qu'il est assuré de répondre à un sentiment unanime en demandant que le procès-verbal de la présente séance mentionne combien la Conférence a regretté que l'état de santé de M. LE MINISTRE DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES l'ait empêché de présider les réunions.

Réponse
de
M. le Président.

M. LE MINISTRE DE SERBIE se fait l'organe de ses Collègues et croit ne remplir qu'un devoir en renouvelant l'expression de la reconnaissance des Délégués à l'éminent Président et Rapporteur de la Commission d'examen qui a particulièrement contribué à faciliter la tâche de la Conférence.

Vote
de remerciement
à
M. Louis Renault.

Sur la proposition de M. LE MINISTRE DU BRÉSIL, des remerciements sont

Remerciements
aux Secrétaires.

votés à MM. les Secrétaires pour le zèle et l'exactitude avec lesquels ils ont rendu compte des délibérations.

Clôture provisoire
des travaux
de
la Conférence.

M. LE PRÉSIDENT rappelle que la date du 1^{er} juillet 1887 est adoptée pour une nouvelle réunion et prononce la clôture provisoire des travaux de la Conférence.

La séance est levée à 4 heures.

*L'Ambassadeur d'Espagne,
Vice-Président de la Conférence,*

J. L. ALBAREDA.

Les Secrétaires,

J. DE CAZOTTE, E. LORIN,
P. VEILLET DUFRÈCHE.

TABLE DES MATIÈRES.

	PAGES.
PROCÈS-VERBAL DE LA CINQUIÈME SÉANCE (1 ^{er} décembre 1886).	
Reprise des travaux de la Conférence. — Liste de MM. les Délégués. — Ouverture de la séance par Son Exc. M. l'Ambassadeur d'Espagne, vice-président. — Désignation des Secrétaires.....	137
Regrets exprimés par M. Clavery, au nom de M. le Ministre des Postes et des Télégraphes, président de la Conférence. — Excuses de MM. les Délégués de la Turquie et de la République Dominicaine.	140
Indication qu'un délai est encore nécessaire à l'Allemagne. — Énumération des États qui n'ont pas encore adopté les mesures prévues à l'article 12. — Dépôt des lois votées en Serbie, dans la République du Salvador et en Turquie; projet de loi préparé par le Gouvernement du Guatemala.	140
Discussion relative à la fixation de la date de l'entrée en vigueur de la Convention. — Observation de MM. les Délégués de la Grande-Bretagne. — Adoption provisoire de la date du 1 ^{er} octobre 1887.....	141
Proposition de M. le Délégué d'Autriche-Hongrie de confier l'examen ultérieur des lois d'exécution à un Comité spécial. — Contre-proposition de M. Trevor, délégué de la Grande-Bretagne. — Observations de M. le Délégué de la Belgique sur cette proposition et sur la situation des États en retard pour l'exécution de l'article 12. — Remarques de M. Renault.....	142
Observation de M. le Président. — Objection de M. Orban. — Contre-proposition de M. Renault. — Discussion de cette contre-proposition.....	144
Adoption de la contre-proposition de la Délégation britannique de confier au Gouvernement français l'examen ultérieur des lois d'exécution.....	146
Application des <i>submarine telegraph acts</i> aux colonies anglaises énumérées à l'article additionnel de la Convention.....	146
Remplacement de deux membres de la Commission d'examen.....	137-147
PROCÈS-VERBAL DE LA SIXIÈME SÉANCE (6 décembre 1886).	
Adoption du procès-verbal de la 5 ^e séance. — Lecture et adoption du rapport de la Commission.....	149
Déclaration de la Délégation britannique tendant à ajourner la discussion de la date de la mise en vigueur de la Convention.....	150
Observation de M. Clavery, de M. Orban et de M. le Ministre des États-Unis à Paris. — Réponse de MM. les Délégués britanniques. — Suite de la discussion.....	150-152
Remarque de M. Clavery. — Proposition de M. le comte Goluchowski de terminer les travaux de la Conférence par la signature d'un Protocole. — Objections de M. Kennedy.....	152

	PAGES.
Proposition de Son Exc. M. l'Ambassadeur d'Espagne. — Adoption de cette proposition.....	154 et 155
Ajournement de la Conférence au 1 ^{er} juillet 1887.....	149 à 155
 <i>ANNEXE.</i> — Rapport de la Commission chargée par la Conférence de procéder à l'examen des mesures prises par les différents États pour assurer l'exécution de la Convention du 14 mars 1884.....	
Conclusions du Rapport.....	157
Texte des lois.....	159
Autriche (projet de loi).....	161
Hongrie (projet de loi).....	161
Espagne (projet de loi).....	164
Grande-Bretagne (loi complémentaire du 25 septembre 1886).....	167
République du Guatemala (projet de décret).....	170
République du Salvador (loi du 3 mars 1885).....	172
Serbie (loi du 21 juillet 1886).....	174
Turquie (loi des 9 et 21 octobre 1886).....	178
 SEPTIÈME SÉANCE (8 décembre 1886).	
Lecture et adoption du procès-verbal de la 6 ^e séance.....	180
Remerciements de M. Kennedy, au nom de la Conférence, à Son Exc. M. l'Ambassadeur d'Espagne. — Réponse de M. le Président.....	185
Vote de remerciements à M. Renault et aux Secrétaires.....	185
Clôture provisoire des travaux de la Conférence.....	186
TABLE DES MATIÈRES.....	187

CONFÉRENCE INTERNATIONALE
POUR
LA PROTECTION DES CÂBLES SOUS-MARINS.

HUITIÈME SÉANCE.

(1^{er} JUILLET 1887.)

PRÉSIDENCE DE M. FLOURENS,
MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

La Conférence internationale relative à la Convention du 14 mars 1884 pour la protection des câbles sous-marins a repris ses séances le vendredi 1^{er} juillet, à 3 heures, en l'hôtel du Ministère des Affaires étrangères, sous la présidence de M. FLOURENS, Ministre des Affaires étrangères.

Reprise
des travaux
de la Conférence.

Étaient présents, en qualité de Représentants de leurs Gouvernements respectifs :

Liste
des Représentants
des Puissances.

Pour l'Autriche-Hongrie :

S. Exc. M. le Comte Hovos, Ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Paris;

Pour la Belgique :

M. le Baron BEYENS, Ministre de Belgique à Paris;

Pour le Brésil :

M. le Baron D'ARINOS, Ministre du Brésil à Paris;

Pour Costa-Rica :

M. DE PERALTA, Ministre de Costa-Rica à Paris;

Pour le Danemark :

M. le Comte DE MOLTKE-HVITFELDT, Ministre du Danemark à Paris;

Pour la République Dominicaine :

M. le Baron EMANUEL DE ALMEDA, Ministre de la République Dominicaine à Paris;

Pour l'Espagne :

S. Exc. M. ALBAREDA, Ambassadeur d'Espagne à Paris;

M. COROMINA Y MARCELLAN, Chef de l'Office international des Télégraphes;

Pour les États-Unis de l'Amérique du Nord :

M. MAG-LANE, Ministre des États-Unis à Paris;

Pour la France :

M. FLOURENS, Ministre des Affaires étrangères,

assisté de : MM. CLAVERY, Ministre plénipotentiaire, Directeur des Affaires commerciales et consulaires au Ministère des Affaires étrangères;

FRIBOURG, Directeur à la Direction générale des Postes et des Télégraphes;

LOUIS RENAULT, Professeur à la Faculté de droit de Paris;

AUBRY DE LA NOË, Capitaine de frégate;

RAYNAUD, Ingénieur des Télégraphes;

Pour la Grande-Bretagne :

M. C. KENNEDY, C. B., Directeur du Service commercial au *Foreign-Office*;

Pour la Grèce :

M. DELYANNI, Ministre de Grèce à Paris;

Pour le Guatemala :

M. CRISANTO MEDINA, Ministre de Guatemala à Paris;

Pour l'Italie :

S. Exc. le général Comte MENABREA, Ambassadeur d'Italie à Paris;

M. POLACCO, Secrétaire de l'Ambassade d'Italie à Paris;

Pour le Japon :

MM. HARA, Chargé d'affaires du Japon à Paris;

F. MARSHALL, Conseiller de la Légation;

Pour les Pays-Bas :

M. le Chevalier DE STUERS, Ministre des Pays-Bas à Paris;

Pour le Portugal :

M. le Comte DE VALBOM, Ministre de Portugal à Paris;

Pour la Roumanie :

M. ALECSANDRI, Ministre de Roumanie à Paris;

Pour la Russie :

M. NICOLAS DE GIERS, premier Secrétaire de l'Ambassade de Russie à Paris;

Pour le Salvador :

M. FRANCISCO MEDINA, Ministre de Salvador à Paris;

Pour la Serbie :

M. MARINOVITCH, Ministre de Serbie à Paris;

Pour la Suède et la Norvège :

M. le Comte CHARLES LEWENHAUPT, Ministre de Suède et Norvège à Paris;

Pour la Turquie :

M. MISSAK-EFFENDI, Conseiller de l'Ambassade de Turquie à Paris.

Étaient absents :

M. PAZ, Ministre de la République Argentine, à Paris, et M. le Colonel DIAZ, Ministre de l'Uruguay, à Paris.

M. le capitaine de vaisseau SANCHEZ OCAÑA, Délégué du Gouvernement espagnol, se fait excuser de ne pouvoir pas assister à la séance.

Les fonctions de *secrétaires* sont remplies par M. J. DE CAZOTTE, Chef de bureau au Ministère des Affaires étrangères et M. LORIN, Chef de bureau à la Direction générale des Postes et des Télégraphes au Ministère des Finances; celles de *secrétaire-adjoint* par M. VEILLET DUFRÈCHE, Commis principal au Ministère des Affaires étrangères.

Secrétariat.

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ouvre la séance en remerciant MM. les Représentants des diverses Puissances d'avoir bien voulu répondre à la nouvelle convocation qui leur a été faite. Il rappelle que la Convention

25.

Ouverture
de la séance
par M. Flourens,
Ministre
des
Affaires étrangères,
Président.

internationale pour la protection des câbles sous-marins, signée à Paris, le 14 mars 1884, a été ratifiée le 16 avril 1885 par vingt-quatre des vingt-six Puissances signataires. Le Gouvernement du Japon ayant, d'autre part, accédé à cet acte international, le nombre des Puissances qui ont accepté de former une union pour la protection des câbles sous-marins s'élève à vingt-cinq.

Aux termes de l'article 16, la Convention doit être mise à exécution « à partir du jour dont les Hautes Parties contractantes conviendront ». Peu après l'échange des ratifications, le Gouvernement français avait proposé de fixer l'entrée en vigueur au 15 janvier 1886; elle fut reportée ensuite au 1^{er} janvier 1887, et, dans la session de la Conférence du mois de décembre 1886, on a constaté qu'il n'était pas encore possible de mettre à cette dernière date la Convention à exécution.

Ces retards successifs proviennent de la nécessité dans laquelle se trouvent les Puissances contractantes, d'après les stipulations de l'article 12, de prendre ou de proposer à leurs législatures respectives les mesures nécessaires pour assurer l'exécution de la Convention, et notamment pour faire punir, soit de l'emprisonnement, soit de l'amende, soit de ces deux peines, ceux qui contreviendraient aux dispositions des articles 2, 5 et 6.

Objet de la réunion
et énumération
des États
qui n'ont pas
encore adopté
les dispositions
prevues
par l'article 12
de
la Convention.

Dans la session du mois de décembre dernier, la Conférence a constaté que neuf États avaient encore à remplir les obligations inscrites dans l'article 12 précité. Depuis lors quatre Puissances : l'Allemagne, l'Espagne, le Guatemala et la Russie, ont pris les dispositions dont il s'agit; aujourd'hui cinq États seulement ne sont pas en mesure de mettre la Convention à exécution, savoir : la République argentine, l'Autriche-Hongrie, le Brésil, les États-Unis et la Roumanie.

M. le Président indique ensuite quel est l'objet de la réunion : 1° achever l'examen des dispositions législatives prises depuis le mois de décembre dernier; 2° examiner s'il est possible d'arrêter la date de l'entrée en vigueur de la Convention et envisager quelles sont les conséquences qui découlent de la fixation de cette date, en ce qui concerne les États qui n'auront pas adopté les mesures visées dans l'article 12. Pour faciliter une entente à cet égard, le Gouvernement de la République a soumis aux divers États signataires un double projet de Protocole de clôture. L'hypothèse prévue par le projet de Protocole n° II est celle en face de laquelle se trouve aujourd'hui la Conférence, puisque tous les États ne sont pas à même de mettre dès maintenant la Convention en vigueur.

Question
du Président
aux Représentants
des États en retard
pour l'exécution
de l'article 12.

M. le Président prie MM. les Représentants des États qui n'ont pas encore communiqué les dispositions visées dans l'article 12 de la Convention de vouloir bien faire connaître quel est l'état de la question dans leurs pays respectifs et d'indiquer d'une manière approximative les délais qui sembleraient

être nécessaires encore à leurs Gouvernements pour pouvoir mettre la Convention à exécution.

S. Exc. M. LE COMTE HOYOS (*Autriche-Hongrie*) expose que le Parlement hongrois n'a pas eu le temps d'examiner avant sa séparation le projet de loi qui lui a été soumis en exécution de l'article 12. Il en est de même du Parlement autrichien. M. l'Ambassadeur d'Autriche-Hongrie ajoute qu'il ne peut indiquer la date exacte à laquelle le Gouvernement austro-hongrois pourra être à même de donner plein effet à la Convention, mais il est plus que probable que, dans leur session prochaine, les deux Parlements de la Monarchie adopteront les mesures utiles.

Réponse
de
M. l'Ambassadeur
d'Autriche-
Hongrie.

A la suite d'un échange d'observations entre M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES et de MM. les Ambassadeurs d'Autriche-Hongrie et d'Italie, relativement à la date qu'il conviendrait de choisir, dans ces conditions, pour l'entrée en vigueur de la Convention, M. le Comte DE HOYOS dit que la date du 1^{er} mai 1888 ne pourrait qu'être agréée par le Gouvernement impérial et royal.

Proposition
et acceptation
de
la date
du 1^{er} mai 1888
pour
l'entrée
en vigueur
de
la Convention.

M. LE MINISTRE DU BRÉSIL déclare que les mesures nécessaires à la mise en exécution de la Convention seront votées au Brésil avant le mois d'octobre; il ajoute qu'il est autorisé à signer le Protocole n° II communiqué par le Gouvernement français. La date du 1^{er} mai 1888 ne soulève, dès lors, aucune objection de sa part.

Réponse
de
M. le Ministre
du Brésil.

M. LE MINISTRE DES ÉTATS-UNIS exprime tous les regrets du Gouvernement fédéral de ne pouvoir communiquer encore les dispositions pénales visées dans l'article 12, le Sénat américain n'ayant pas été en mesure de les examiner avant sa séparation. Mais il déclare qu'il est autorisé à signer le Protocole n° II et que la date du 1^{er} mai 1888 qui vient d'être proposée ne donne lieu à aucune observation de sa part. Le Gouvernement fédéral ne prévoit point, en effet, que l'exécution de la Convention par les États-Unis souffre d'autres délais que ceux strictement nécessaires, et M. Mac-Lane rappelle que le Parlement américain se réunit au commencement de décembre.

Réponse
de
M. le Ministre
des États-Unis.

M. LE MINISTRE DE ROUMANIE indique que le projet de loi relatif aux câbles sous-marins sera probablement voté par les Chambres roumaines dans le courant de novembre. M. Alecsandri accepte, en conséquence, la date du 1^{er} mai 1888.

Réponse
de
M. le Ministre
de Roumanie.

Lecture
d'une lettre
de M. le Ministre
de
la République
argentine
à Paris
à
M. le Ministre
des Affaires
étrangères
de France.

M. LE MINISTRE DE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE n'assistent pas à la séance, M. CLAVERY (France) donne lecture à la Conférence de la lettre ci-après, que M. PAZ a adressée à M. le Ministre des Affaires Étrangères de France le 28 juin 1887 :

« MONSIEUR LE MINISTRE,

« Je crois opportun de vous informer que je n'ai point encore reçu de mon Gouvernement les lois pénales *ad hoc* nécessaires à l'application de la Convention internationale pour la protection des câbles sous-marins.

« Ce fait ne semblera pas extraordinaire si l'on remarque que le Congrès argentin dont ces lois dépendent, et auquel le Gouvernement a soumis déjà en 1886 leurs projets respectifs, a clos ses séances en septembre dernier et que sa rentrée en session ne date guère que d'un mois et demi.

« Je ne saurais, dès lors, dans cette période d'attente, que m'en référer à l'appréciation de la Conférence sur ce qu'il y aurait de plus convenable à faire à cet égard.

« Je m'empresse d'ailleurs de vous prévenir que je viens de recevoir de pleines facultés de mon Gouvernement pour arrêter, en son nom et de concert avec les autres États contractants, la date de l'entrée en vigueur de la Convention, déterminer la situation de celles des Puissances n'étant pas en mesure de mettre à exécution ladite Convention à l'époque qui sera fixée, et participer, en un mot, à la solution des différents points qui ont fait l'objet de votre communication du 1^{er} avril dernier.

« Veuillez agréer, etc.

« Signé : JOSÉ, C. PAZ. »

Communication
d'une lettre
de
M. l'Ambassadeur
d'Allemagne
à Paris
à
M. le Ministre
des Affaires
étrangères
de France.

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES communique à la Conférence la lettre suivante qu'il a reçue hier de S. Exc. M. l'Ambassadeur d'Allemagne :

« Paris, le 30 juin 1887.

« MONSIEUR LE MINISTRE,

« En réponse à la lettre que vous avez bien voulu m'adresser le 28 de ce mois, je m'empresse de porter à la connaissance de Votre Excellence que mon Gouvernement n'est pas en mesure de prendre part à la Conférence qui va se réunir demain, 1^{er} juillet, pour fixer la date de l'entrée en vigueur de la Convention internationale relative aux câbles sous-marins.

« Mon Gouvernement est toutefois disposé à accepter toute date qui serait arrêtée par tous les autres États signataires de la Convention du 14 mars 1884, et il serait reconnaissant au Gouvernement de la République française de vouloir bien se charger de faire une déclaration dans ce sens dans la session de demain.

« Veuillez agréer, etc.

« Signé : MUNSTER. »

Déclaration
de
M. le Délégué
britannique.

M. KENNEDY (*Grande-Bretagne*) demande ensuite la parole et fait la déclaration suivante:

« On espérait avec confiance, au mois de décembre dernier, que, dans la

réunion actuelle, toutes les Hautes Parties contractantes auraient été mises en mesure, par leurs législatures respectives, d'assurer l'entrée en vigueur de la Convention pour la protection des câbles sous-marins. Cette espérance ne s'est pas pourtant réalisée. La législation des États-Unis, l'un des pays les plus intéressés dans la question des câbles télégraphiques, n'est pas encore conforme à l'acte international signé, à Paris, le 14 mars 1884.

« Dans ces circonstances, le Gouvernement de Sa Majesté britannique ne peut consentir à fixer la date de l'entrée en vigueur de la Convention avant que les mesures législatives nécessaires n'aient été adoptées par les États-Unis aussi bien que par les grands États de l'Europe.

« J'ai l'honneur, en conséquence, de proposer à la Conférence, de la part du Gouvernement de la Reine, de se limiter, dans la réunion actuelle, à l'examen de la législation adoptée depuis la dernière session, dans les pays signataires de la Convention, et de s'ajourner jusqu'à ce que la législation des États-Unis et celle des grandes Puissances européennes qui n'ont pas encore voté les dispositions prévues par la Convention soient conformes aux stipulations de cette Convention.

« Après l'ajournement de la Conférence, les Gouvernements qui ne sont pas à même de mettre l'arrangement en vigueur pourraient être priés de faire connaître au Gouvernement français le moment où ils seront en mesure d'y donner plein effet. Le Gouvernement français notifierait cette information aux Représentants, à Paris, des Puissances signataires, et ceux-ci se réuniraient alors dans une dernière Conférence pour arrêter la date à laquelle la Convention du 14 mars 1884 entrerait en vigueur. »

M. LE PRÉSIDENT fait ressortir que la proposition dont a donné lecture M. le Délégué de la Grande-Bretagne constitue une solution différente de celle indiquée dans le projet du Protocole n° II communiqué, en avril dernier, aux divers États par le Gouvernement de la République française : la Conférence se prorogerait jusqu'à ce que tous les États contractants fussent à même d'assurer l'exécution de la Convention ; à ce moment la Conférence se réunirait de nouveau pour convenir de la date de l'entrée en vigueur. Dans l'opinion du Gouvernement de la République, le moment semblait, au contraire, venu d'arrêter définitivement la date de cette entrée en vigueur, sous la réserve toutefois que les effets de la Convention seraient suspendus à l'égard des États qui, à la date fixée, ne seraient pas à même d'appliquer l'arrangement. Tel était l'objet du Protocole n° II soumis à l'approbation des divers Gouvernements signataires.

M. le Ministre des Affaires étrangères ajoute que les obligations de la Convention ayant un caractère bilatéral, on s'explique que le Gouvernement britannique puisse ne pas considérer comme opportun d'admettre qu'une partie des Puissances contractantes demeurent soumises à ces obligations,

Observations
de
M. le Président.

tandis que quelques-unes d'entre elles, ayant des intérêts considérables dans la question, y échappent au moins momentanément. Dans cet ordre d'idées, le Gouvernement français serait d'avis de modifier les deux premiers paragraphes du projet de Protocole n° II, de manière qu'il soit entendu que, dans le cas où, à la date adoptée pour l'entrée en vigueur de la Convention, un ou plusieurs des États signataires ne seraient pas à même de l'appliquer, les effets de la Convention demeureront suspendus d'une manière générale.

Protocole
de clôture
proposé
par
le Gouvernement
français.

La rédaction proposée par le Gouvernement de la République française pour le Protocole de clôture serait en conséquence la suivante :

« Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements signataires de la Convention du 14 mars 1884 pour la protection des câbles sous-marins, réunis à Paris à l'effet d'arrêter, conformément à l'article 16 de cet acte international, la date de la mise à exécution de ladite Convention, sont convenus de ce qui suit :

I. — « La Convention internationale du 14 mars 1884 pour la protection des câbles sous-marins entrera en vigueur le 1^{er} mai 1888, sous la condition toutefois qu'à cette date ceux des Gouvernements contractants qui n'ont pas encore adopté les mesures prévues par l'article 12 dudit acte international se seront conformés à cette stipulation.

II. — « Les dispositions que lesdits États auront prises en exécution de l'article 12 précité seront notifiées aux autres Puissances contractantes par l'intermédiaire du Gouvernement français, chargé d'en examiner la teneur.

III. — « Le Gouvernement de la République française reste également chargé d'examiner les mêmes dispositions législatives ou réglementaires que devront adopter, dans leurs pays respectifs, pour se conformer à l'article 12, les États qui n'ont pas pris part à la Convention et qui voudraient profiter de la faculté d'accession prévue dans l'article 14.

« En foi de quoi, les Plénipotentiaires soussignés ont arrêté le présent Protocole de clôture, qui sera considéré comme faisant partie intégrante de la Convention internationale du 14 mars 1884.

« Paris, le juillet 1887. »

M. LE PRÉSIDENT dit que, d'après un entretien qu'il a eu aujourd'hui avec l'Ambassadeur d'Allemagne, le Gouvernement impérial est d'avis que la Convention doit être appliquée simultanément par tous les États signataires.

La rédaction proposée ci-dessus ne soulèverait pas dès lors d'objection de la part du Gouvernement allemand.

M. le Président demande ensuite à Messieurs les Membres de la Conférence s'ils acceptent cette rédaction modifiée.

S. Exc. M. L'AMBASSADEUR D'ITALIE fait connaître qu'avant de déclarer qu'il est prêt à signer la nouvelle rédaction il croit devoir en référer au Gouvernement royal.

Discussion.

M. KENNEDY (*Grande-Bretagne*) fait observer qu'il n'est pas autorisé par son Gouvernement à accepter le Protocole, mais il va lui soumettre la nouvelle proposition du Gouvernement français; il demande par suite à différer jusqu'à mardi sa réponse.

S. Exc. LE COMTE HOYOS (*Autriche-Hongrie*) dit qu'étant donnée la situation spéciale dans laquelle se trouve l'Autriche-Hongrie en ce qui concerne la Convention du 14 mars 1884, il croit pouvoir accepter la nouvelle rédaction du Protocole n° II et se considère comme suffisamment autorisé à le signer. Mais, en présence du désir exprimé par S. Exc. M. l'Ambassadeur d'Italie, il pense que la Conférence doit renvoyer à une séance ultérieure l'adoption définitive du nouveau texte.

LE PRÉSIDENT constate que la nouvelle rédaction ne soulève, en principe, aucune opposition.

Après un échange d'observations, la Conférence décide qu'elle statuera définitivement sur l'adoption du nouveau projet de protocole, mardi prochain, après avoir eu connaissance de la réponse du Gouvernement britannique.

Remise
de la suite
de
la discussion
à la
prochaine séance.

M. LE PRÉSIDENT rappelle que la Conférence a pour mission d'examiner les dispositions prises dans les divers États en exécution de l'article 12.

Depuis la session du mois de décembre, le Gouvernement français a reçu communication: 1° des lois adoptées à cet effet en Espagne, au Guatemala et en Allemagne; 2° de la législation destinée à régler la matière en Russie. Il propose à la Conférence de remettre ces textes à la Commission qu'elle a désignée dans l'une des précédentes sessions pour procéder à l'examen de la législation existant dans les différents États pour assurer la protection des câbles sous-marins, d'après les termes de la Convention. M. le Ministre des Affaires étrangères rappelle que cette Commission se composait de: M. Louis Renault (France), M. Mac-Lane (États-Unis), M. Trevor (Grande-Bretagne), M. Léopold Orban (Belgique) et M. Polacco (Italie).

Remplacement
de
deux membres
de
la Commission
d'examen
des lois.

Cette proposition est accueillie, et, sur la demande de M. le Président, M. le Baron BEYENS (*Belgique*) et M. KENNEDY (*Grande-Bretagne*) acceptent de remplacer M. Léopold Orban et M. Trevor qui ne sont pas venus à la présente réunion. Il est entendu que la Commission se réunira à l'issue de la séance.

La prochaine réunion de la Conférence est ensuite fixée au mardi 5 juillet à trois heures.

La séance est levée à quatre heures et demie.

Le Président,
FLOURENS.

Les Secrétaires,
J. DE CAZOTTE, E. LORIN.
P. VEILLET DUFRÊCHE.



NEUVIÈME SÉANCE.

(5 JUILLET 1887.)

PRÉSIDENCE DE M. FLOURENS,

MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Étaient présents :

MM. les Représentants des diverses Puissances qui assistaient à la précédente réunion.

Et en outre :

Pour la République Argentine :

M. JOSE C. PAZ, Ministre de la République Argentine, à Paris.

Pour l'Uruguay :

M. le Colonel DIAZ, Ministre de l'Uruguay, à Paris;

M. le Capitaine de vaisseau SANCHEZ OCAÑA, Délégué du Gouvernement Espagnol, assiste également à la séance.

Le procès-verbal de la précédente séance est adopté sans observations.

Adoption
du procès-verbal
de la 8^e séance.

Sur l'invitation de M. LE PRÉSIDENT, M. LOUIS RENAULT (*France*) donne lecture du rapport de la Commission chargée par la Conférence de prendre connaissance des lois d'exécution qui lui ont été communiquées et de vérifier si elles sont en concordance avec les dispositions de la Convention du 14 mars 1884.

Lecture
et
adoption
du Rapport
de
la Commission
d'examen.

Ce rapport, dont le texte est annexé au présent procès-verbal (voir page 203) constate que les dispositions prises en Allemagne, en Espagne, au Guatemala et en Russie, répondent aux stipulations de l'article 12, et que cinq États seulement, savoir : la République Argentine, l'Autriche-Hongrie, le Brésil, les États-Unis et la Roumanie ne sont pas en mesure d'appliquer la Convention.

LE PRÉSIDENT prie ensuite M. le Délégué de la Grande-Bretagne de vouloir bien faire connaître la réponse de son Gouvernement relativement au Protocole de clôture qui a été proposé dans la précédente séance.

Reprise
de la discussion
sur
le Protocole
de clôture.

Proposition
du Gouvernement
britannique.

M. KENNEDY fait la déclaration suivante :

« Le Gouvernement de la Reine a pris en considération le nouveau projet
« de Protocole de clôture qui a été communiqué vendredi dernier à la Confé-
« rence par le Gouvernement français.

« Dans les circonstances actuelles, il lui semble que les Délégués suivraient
« une procédure plus prudente et plus régulière en signant un Protocole par
« lequel ils soumettraient le nouveau projet de Protocole à leurs Gouvernements
« respectifs.

« Après avoir constaté de cette manière la décision intervenue, la Confé-
« rence devrait s'ajourner à une date immédiatement antérieure au 1^{er} mai de
« l'année prochaine. Si toutes les Puissances contractantes avaient à cette date
« complété leur législation de manière à assurer la mise à exécution de la
« Convention, les Représentants de ces Puissances pourraient signer un der-
« nier Protocole de clôture. Actuellement ils ne peuvent que conclure un
« Arrangement conditionnel.

« Je suis chargé de prier M. le Président de vouloir bien demander à
« MM. les Représentants des Puissances signataires dans cette Conférence leur
« opinion sur cette proposition. »

Observations
du Président
sur
cette proposition.

M. LE PRÉSIDENT dit qu'en soumettant à la Conférence la proposition du
Gouvernement anglais, il croit devoir faire ressortir quelle est la situation
actuelle. A la suite des explications qui lui ont été fournies, la Conférence a
la conviction que les Puissances qui n'ont pas encore pris les dispositions
prévues par l'article 12 de la Convention seront en mesure, au mois de mai
1888, de mettre à exécution l'Arrangement du 14 mars 1884. Il paraît, dès
lors, sans avantage de recourir à la procédure indiquée dans la déclaration
de M. le Délégué de la Grande-Bretagne, du moment où le Protocole de
clôture proposé par le Gouvernement français contient une clause suspensive
de l'entrée en vigueur, si un ou plusieurs des cinq États énumérés dans le rap-
port de la Commission ne peuvent pas donner plein effet à la Convention, à
la date insérée dans ce Protocole de clôture.

M. le Président ajoute que, dans ces conditions, il demande, de son côté,
à la Conférence de vouloir bien adhérer à la solution proposée dans la der-
nière séance.

Remarques
de
MM. les Ambas-
sadeurs d'Italie
et
d'Autriche-
Hongrie.

S. Exc. M. le Général MENABREA fait remarquer que, le Protocole de clôture
contenant une clause suspensive, il est préférable de le signer actuellement
plutôt que de renvoyer la signature à une date ultérieure.

S. Exc. M. le Comte HAYOS s'associe à cette manière de voir. Il ajoute qu'on
éviterait ainsi l'obligation d'une nouvelle réunion.

La Conférence consultée par M. LE PRÉSIDENT se prononce unanimement pour la proposition du Gouvernement français tendant à procéder à la signature définitive du Protocole de clôture.

Acceptation
par la Conférence
du Protocole
de clôture
proposé
par
le Gouvernement
français.

M. KENNEDY dit qu'en présence de l'opinion émise par la Conférence il annonce que, le Gouvernement de Sa Majesté britannique ne voulant pas se séparer des autres Puissances contractantes, S. Exc. LORD LYONS signera le Protocole de clôture au nom de son Gouvernement.

Adhésion
du Délégué
britannique
à ce Protocole.

Il est entendu que le Protocole de clôture sera préparé au bureau du Protocole du Ministère des Affaires étrangères, et qu'à partir de demain, deux heures, MM. les Représentants des Puissances contractantes dans la Conférence pourront le revêtir de leur signature.

Fixation du jour
de la signature.

S. Exc. M. L'AMBASSADEUR D'ITALIE prie M. le Président de vouloir bien agréer les remerciements de la Conférence dont il a particulièrement facilité la tâche et se fait auprès du Rapporteur de la Commission l'interprète de la gratitude des Représentants des diverses Puissances.

Remerciements
à M. le Président
et à
M. Louis Renault.

M. LE PRÉSIDENT prononce ensuite la clôture des travaux de la Conférence.

Clôture
de la Conférence.

La séance est levée à trois heures trois quarts.

Le Président,
FLOURENS.

Les Secrétaires,

J. DE CAZOTTE, E. LORIN.
P. VEILLET DUFRÊCHE.

7

ANNEXE AU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 5 JUILLET.

RAPPORT DE LA COMMISSION

Rapport
de la Commission.

CHARGÉE

PAR LA CONFÉRENCE

DE PROCÉDER À L'EXAMEN DES MESURES PRISES

PAR LES DIFFÉRENTS ÉTATS

POUR ASSURER L'EXÉCUTION DE LA CONVENTION

DU 14 MARS 1884 ⁽¹⁾.

Dans son rapport fait à la séance du 6 décembre 1886 (*Procès-verbaux*, 1886, p. 157-160), la Commission constatait que les États suivants devaient se mettre en mesure d'exécuter l'article 12 de la Convention :

Allemagne, République Argentine, Autriche-Hongrie, Brésil, Espagne, États-Unis d'Amérique, ~~Guatemala~~, Roumanie et Russie.

La Commission a reçu communication de lois d'exécution concernant seulement quatre de ces États.

ALLEMAGNE.

Certains des faits réprimés par la Convention du 14 mars 1884 tombaient déjà sous le coup du Code pénal de l'Empire allemand : ainsi, ceux de l'article 2 (Cf. art. 317-319, C. pén.) et de l'article 5, al. 1 (art. 145, C. pén. combiné avec l'art. 5 d'une Ordonnance impériale du 7 janvier 1880 pour éviter la collision des navires en mer). Des dispositions spéciales étaient seulement nécessaires pour punir les infractions prévues par l'article 5, al. 2-4, et par l'article 6 de la Convention ; elles ont été prises par une loi spéciale qui doit entrer en vigueur en même temps que la Convention. L'Allemagne s'est donc ainsi pleinement conformée aux exigences de l'article 12.

⁽¹⁾ Les Membres de la Commission sont MM. le baron Beyens (*Belgique*), Mac-Lane (*États-Unis*), Louis Renault (*France*), Kennedy (*Grande-Bretagne*), Polacco (*Italie*).

Rapport
de la Commission.
(Suite.)

ESPAGNE.

Il nous suffit de constater que, le 12 janvier 1887, a été promulguée en Espagne une loi conforme au projet que nous avons examiné l'année dernière (*Procès-verbaux* de 1886, p. 89 et 158).

GUATÉMALA.

Une observation identique doit être faite pour le Guatemala où une loi du 11 avril 1887 reproduit le projet précédemment examiné (*Procès-verbaux* de 1886, p. 158).

RUSSIE.

Des dispositions insérées soit dans le Code pénal (art. 1140 et 1141), soit dans le Règlement sur les peines que peut appliquer un juge de paix (art. 101, 101 *bis* et 101 *ter*), répriment les diverses infractions prévues par les articles 2, 5 et 6 de la Convention.

Conclusions
du rapport
de la Commission.

Il y a donc encore aujourd'hui cinq États qui ne sont pas en mesure de donner plein effet à la Convention. Ce sont :

La République Argentine, l'Autriche-Hongrie, le Brésil, les États-Unis d'Amérique et la Roumanie.

LOUIS RENAULT,

Président et Rapporteur de la Commission.

ALLEMAGNE.

Texte des lois.

—
Allemagne.

LOI DU 14 MARS 1884

*concernant l'exécution de la Convention internationale pour la protection
des câbles télégraphiques sous-marins.*

(TRADUCTION.)

ARTICLE PREMIER.

Les dispositions des articles 5 (alinéas 2-4), 6 et 7 de la Convention internationale pour la protection des câbles télégraphiques sous-marins, du 14 mars 1884, s'appliqueront également dans les eaux territoriales allemandes aux câbles télégraphiques sous-marins spécifiés dans l'article 1 de la Convention.

ART. 2.

Les contraventions aux dispositions des articles 5 (alinéas 2-4), 6 et 7 de la Convention internationale du 14 mars 1884, et aux dispositions de l'article 1 de la présente loi seront punies, à moins que les lois pénales générales n'infligent une peine plus forte, d'une amende de 600 marcs ou de trois mois de prison au maximum.

ART. 3.

Seront appliqués les articles 113 et 114 du Code pénal de l'empire allemand, lorsque les actes y prévus auront été commis contre des officiers commandant les navires désignés à l'article 10 de la Convention, alors qu'ils se seront trouvés dans l'exercice des droits à eux conférés par ledit article.

ART. 4.

La présente loi entrera en vigueur en même temps que la Convention internationale du 14 mars 1884.

Texte des lois.

Espagne.

ESPAGNE.

LOI DU 12 JANVIER 1887

*concernant la répression en Espagne des infractions à la Convention internationale
pour la protection des câbles sous-marins.*

(TRADUCTION.)

ARTICLE PREMIER.

Tous les câbles sous-marins qui atterriront ou seront amarrés en territoire espagnol auront de la mer jusqu'au point d'atterrissement, une zone de 50 mètres de chaque côté du câble; dans cette zone, il sera défendu de tirer à terre des embarcations, et il sera également défendu d'extraire du sable et des coquillages, de tendre des filets et, en général, de faire toute sorte d'opérations pouvant nuire au câble.

ART. 2.

Les câbles sous-marins posés dans les eaux juridictionnelles d'Espagne pourront être entourés de bouées par leur propriétaire, de sorte que les navigateurs puissent reconnaître l'endroit où ils se trouvent, et ils auront une zone d'un quart de mille maritime de chaque côté, dans le rayon de laquelle les embarcations ne pourront pas jeter l'ancre, ni traîner des filets ou autres engins qui pourraient endommager ou détruire le câble.

ART. 3.

La rupture ou la détérioration d'un câble sous-marin, faite volontairement ou par négligence coupable et qui pourrait avoir pour résultat d'interrompre ou d'entraver en tout ou en partie les communications télégraphiques, est punissable de prison correctionnelle en son degré moyen au maximum.

Cet article ne s'applique pas aux ruptures ou détériorations dont les auteurs n'auraient eu que le but légitime de protéger leur vie ou la sécurité de leurs bâtiments, après avoir pris toutes les précautions nécessaires pour éviter ces ruptures ou détériorations. En tous cas, l'action civile en dommages et intérêts restera entière.

ART. 4.

Seront punis d'une amende de quinze à cinq cents francs :

1° Les bâtiments occupés à la pose ou à la réparation des câbles sous-marins qui n'observeraient pas les règles sur les signaux qui sont ou seront adoptés, d'un commun accord, en vue de prévenir les abordages;

Texte des lois.

Espagne.
(Suite.)

ART. 8.

Sera considéré toujours comme criminellement responsable, à moins de preuves contraires, sans préjudice de l'action civile de dommages et intérêts contre qui il appartiendra, le capitaine ou le patron commandant le navire qui aura causé ou tenté de causer le dommage.

ART. 9.

L'action à engager par suite des infractions prévues dans les articles 2, 5 et 6 de la présente loi sera exercée par l'État ou en son nom.

ART. 10.

Les infractions à la Convention internationale du 14 mars 1884 pourront être constatées par tous les moyens de preuve admis dans la législation du pays où siège le tribunal saisi.

Lorsque les officiers commandant les bâtiments de guerre ou les bâtiments spécialement commissionnés pour la pose, la réparation ou la surveillance des câbles de l'une des Hautes Parties contractantes, auront lieu de croire qu'une infraction aux mesures prévues par la présente Convention a été commise par un bâtiment qui ne serait pas un navire de guerre, ils pourront exiger du capitaine ou du patron l'exhibition des pièces officielles justifiant de la nationalité dudit bâtiment. Mention sommaire de cette exhibition sera faite immédiatement sur les pièces produites.

En outre, des procès-verbaux pourront être dressés par lesdits officiers, quelle que soit la nationalité du bâtiment inculpé. Ces procès-verbaux seront dressés suivant les formes et dans la langue en usage dans le pays auquel appartient l'officier qui les dresse; ils pourront servir de moyen de preuve dans le pays où ils seront invoqués et suivant la législation de ce pays. Les inculpés et les témoins auront le droit d'y ajouter ou d'y faire ajouter, dans leur propre langue, toutes explications qu'ils croiront utiles; ces déclarations devront être dûment signées.

ART. 11.

La procédure et le jugement des infractions indiquées dans cette loi seront de la compétence de la juridiction maritime. Sera compétent, en première instance, le tribunal du lieu où le délit ou l'infraction aura été commis: le Commandant de marine ou le Consul du port de relâche devra transmettre à ce tribunal les premiers actes de la procédure.

Si le délit ou l'infraction était commis en dehors du territoire ou des eaux juridictionnelles d'Espagne, sera compétent le tribunal du port d'arrivée, s'il se trouve dans des possessions espagnoles. Dans le cas où le port d'arrivée serait un port étranger, le tribunal compétent sera celui du port d'attache du bâtiment, et le consul du port d'arrivée devra adresser à ce tribunal les premières pièces de la procédure.

RÉPUBLIQUE DU GUATÉMALA.

Texte des lois.

Guatemala.

DÉCRET N° 196 DU 5 AVRIL 1887.

(TRADUCTION.)

ARTICLE PREMIER.

Sera puni de prison (*Arresto mayor*) au degré supérieur ou de reclusion correctionnelle au degré inférieur, quiconque coupera volontairement et dolosivement un câble sous-marin ou le détériorera de manière à interrompre ou à entraver les communications, en tout ou en partie.

ART. 2.

Seront punis de prison (*Arresto Mayor*) :

1° Quiconque, par imprudence ou par négligence coupable, coupera un câble ou le détériorera de manière à interrompre ou à entraver les communications, en tout ou en partie ;

2° Le capitaine de tout navire employé à la pose ou à la réparation d'un câble sous-marin qui, par inobservation des règles sur les signaux adoptés ou qui seraient adoptés pour prévenir les collisions, sera cause qu'un câble sous-marin aura été coupé ou détérioré par un autre bâtiment.

La personne responsable du délit défini dans le premier alinéa du présent article doit, dans les vingt-quatre heures après son arrivée, donner avis aux autorités locales du premier port où mouille le navire à bord duquel il se trouve, de la rupture ou de la détérioration du câble sous-marin ; à défaut de cette déclaration la peine sera doublée.

ART. 3.

Sera puni de détention (*Arresto menor*) :

1° Le capitaine d'un bâtiment occupé à la pose ou à la réparation d'un câble sous-marin qui n'observera pas les signaux adoptés ou qui seront adoptés pour prévenir les collisions ;

2° Le capitaine ou patron de tout bâtiment qui, apercevant ou étant en mesure d'apercevoir ces signaux, ne se retirera pas ou ne se maintiendra pas à la distance d'un mille marin au moins du navire occupé à la pose ou à la réparation d'un câble sous-marin ;

3° Le capitaine de tout bâtiment qui, voyant ou étant en mesure de voir les bouées destinées à indiquer la position des câbles, ne se maintiendra pas à la distance d'un quart de mille marin au moins de la ligne des bouées ;

Texte des lois.
—
Guatemala.
(Suite.)

4° Le capitaine ou patron de tout bâtiment qui jette l'ancre à moins d'un quart de mille d'un câble sous-marin dont il a pu connaître la position au moyen des lignes de bouées ou de toute autre façon ;

5° Le capitaine de tout bateau de pêche qui ne tient pas ses filets ou engins à un quart de mille au moins de la ligne des bouées qui indique la position des câbles sous-marins ;

6° Le capitaine de tout bateau de pêche qui ne maintiendra pas ses filets ou engins à la distance d'un mille au moins d'un navire occupé à la pose ou à la réparation d'un câble. Toutefois, si le bateau était occupé à des opérations de pêche, il ne sera encouru aucune peine par le capitaine ou patron qui, dans un délai de vingt-quatre heures à partir du moment où il aura vu ou aura été en mesure de voir le navire télégraphique qui porte les signaux adoptés, se retire à la distance ci-dessus indiquée.

ART. 4.

Les peines corporelles mentionnées plus haut pourront être, en tout ou en partie, suivant les circonstances, converties en amende à raison de cinquante centavos à cinq piastres par jour de détention.

ART. 5.

Sera compétent pour connaître des contraventions énoncées dans les articles précédents, si elles ont été commises hors des eaux territoriales et par des hommes faisant partie de l'équipage d'un bâtiment national, le juge du premier port de relâche dudit bâtiment ; si elles ont été commises dans les eaux territoriales par des hommes faisant partie de l'équipage d'un navire quelconque, national ou étranger, le juge du premier endroit où abordera le navire, ou le juge du lieu où les délits ont été commis.

ART. 6.

La présente loi cessera d'être obligatoire, dès que la Convention du 14 mars 1884 cessera elle-même d'être obligatoire dans la République du Guatemala.

RUSSIE.

Texte des lois.

Russie.

**DISPOSITIONS DES CODES RUSSES CONCERNANT LA VIOLATION DES RÈGLEMENTS
SUR LES TÉLÉGRAPHES.**

(TRADUCTION.)

Code pénal russe.

ART. 1140.

Quiconque aura, non par imprudence, mais dans une mauvaise intention, détérioré un appareil télégraphique, dans une quelconque de ses parties, sera passible :

De la privation de tous ses droits et privilèges personnels et réels, de l'internement en Sibérie ou de l'incorporation dans les Compagnies correctionnelles de détenus, suivant le troisième ou le quatrième alinéa de l'article 31 du présent code.

ART. 1141.

Quand la détérioration du télégraphe aura été commise en vue du vol des objets qui entrent dans sa construction, le coupable sera, toujours en vertu du principe de la connexité des crimes et sans égard à la valeur des objets volés, condamné au maximum des peines déterminées à l'article 1140 précédent.

Code des peines infligées par les juges de paix.

ART. 101.

Quiconque aura, par négligence, occasionné à une partie quelconque du télégraphe une détérioration pouvant avoir pour résultat un arrêt dans les communications télégraphiques sera puni :

S'il a immédiatement donné avis du dégât commis à la Direction du Télégraphe :

D'une amende qui ne pourra excéder 25 roubles ;

A défaut de déclaration :

D'une amende qui ne pourra excéder 50 roubles.

Dans le cas où la détérioration susindiquée aura pour conséquence une interruption des communications télégraphiques, il sera prononcé :

Un emprisonnement d'un mois au plus, ou une amende qui ne pourra excéder 100 roubles.

Texte des lois.

—
Russie.
(Suite.)

ART. 101 (1).

Le capitaine d'un bâtiment occupé à la pose ou à la réparation d'un câble sous-marin qui n'observera pas les règles sur les signaux adoptés en vue de prévenir les abordages sera puni :

D'un emprisonnement d'un mois au plus ou d'une amende qui ne pourra excéder 100 roubles.

ART. 101 (2).

Ceux qui ne retireront pas leurs bâtiments ou leurs engins de pêche ou filets à un mille nautique au moins du bâtiment, occupé à la pose ou à la réparation d'un câble sous-marin, portant les signaux adoptés, ou qui ne se seront pas retirés à temps, seront punis :

D'une amende qui ne pourra excéder 50 roubles.

La même peine sera prononcée contre ceux qui ne tiendront pas leurs bâtiments, engins de pêche ou filets, éloignés d'un quart de mille nautique au moins d'une bouée destinée à indiquer la position d'un câble en pose ou en réparation.

Celui qui, s'étant rendu coupable d'une des infractions indiquées dans le présent article, ne retirera pas son bâtiment ou ses engins de pêche à la distance requise, même après sommation faite par la personne chargée de la pose ou de la réparation du câble, sera puni :

D'un emprisonnement d'un mois au plus.

PROTOCOLE DE CLÔTURE.

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements signataires de la Convention du 14 mars 1884 pour la protection des câbles sous-marins, réunis à Paris à l'effet d'arrêter, conformément à l'article 16 de cet Acte international, la date de la mise à exécution de ladite Convention, sont convenus de ce qui suit :

I. — La Convention internationale du 14 mars 1884, pour la protection des câbles sous-marins, entrera en vigueur le 1^{er} mai 1888, sous la condition, toutefois, qu'à cette date ceux des Gouvernements contractants qui n'ont pas encore adopté les mesures prévues par l'article 12 dudit Acte international se seront conformés à cette stipulation.

II. — Les dispositions que lesdits États auront prises en exécution de l'article 12 précité seront notifiées aux autres Puissances contractantes par l'intermédiaire du Gouvernement français, chargé d'en examiner la teneur.

III. — Le Gouvernement de la République française reste également chargé d'examiner les mêmes dispositions législatives ou réglementaires que devront adopter dans leurs pays respectifs, pour se conformer à l'article 12, les États qui n'ont pas pris part à la Convention et qui voudraient profiter de la faculté d'accession prévue dans l'article 14.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires soussignés ont arrêté le présent

Protocole de clôture qui sera considéré comme faisant partie intégrante
de la Convention internationale du 14 mars 1884.

Fait à Paris, le 7 juillet 1887.

Signé : FLOURENS.

LEYDEN.

José C. PAZ.

HOYOS.

BEYENS.

ARINOS.

Moltke Kriffelch
Emanuel de Almeda

MANUEL DE PERALTA.

J. L. ALBAREDA.

ROBERT M. MAC-LANE.

LYONS.

CRISANTO MEDINA.

N. S. DELYANNI.

MENABREA.

H. Minak

HARA.

DE STUERS.

COMTE DE VALBOM.

V. ALECSANDRI.

N. DE GIER.

F. J. MEDINA.

J. MARINOVITCH.

C. LEWENHAUPT.

JUAN J. DIAZ.

TABLE DES MATIÈRES.

PROCÈS-VERBAL DE LA HUITIÈME SÉANCE (1^{er} juillet 1887).

	PAGES.
Reprise des travaux de la Conférence. — Liste de MM. les Représentants des Puissances. — Secrétariat. — Ouverture de la séance par M. Flourens, Ministre des Affaires étrangères, Président.....	189
Objet de la Réunion. — Énumération des États qui n'ont pas encore adopté les mesures prévues par l'article 12 de la Convention. — Questions du Président aux Représentants de ces États. — Réponse de M. l'Ambassadeur d'Autriche-Hongrie. — Proposition et acceptation de la date du 1 ^{er} mai 1888 pour l'entrée en vigueur de la Convention. — Réponse du Ministre du Brésil. — Réponse du Ministre des États-Unis. — Réponse du Ministre de Roumanie. — Lecture d'une lettre du Ministre de la République Argentine au Ministre des Affaires étrangères de France. — Communication d'une lettre de l'Ambassadeur d'Allemagne au Ministre des Affaires étrangères de France.....	194
Déclaration du Délégué britannique. — Observations de M. le Président. — Protocole de clôture proposé par le Gouvernement français. — Discussion. — Remise de la suite de la discussion à la prochaine séance.....	197
Remplacement de deux Membres de la Commission d'examen.....	198

PROCÈS-VERBAL DE LA NEUVIÈME SÉANCE (5 juillet 1887).

Adoption du procès-verbal de la huitième séance. — Lecture et adoption du rapport de la Commission d'examen.....	199
• Reprise de la discussion sur le Protocole de clôture. — Proposition du Gouvernement britannique. — Observations de M. le Président sur cette proposition. — Remarques de MM. les Ambassadeurs d'Italie et d'Autriche-Hongrie.....	199
Acceptation par la Conférence du Protocole de clôture proposé par le Gouvernement français. — Adhésion du Délégué de la Grande-Bretagne à ce protocole. — Fixation du jour de la signature.....	201
Remerciements à M. le Président et à M. Louis Renault.....	201
Clôture des travaux de la Conférence.....	201
ANNEXE. — Rapport de la Commission chargée par la Conférence de procéder à l'examen des mesures prises par les différents États pour assurer l'exécution de la Convention du 14 mars 1884.....	203
Conclusions du rapport. — Énumération des États qui n'ont pas encore adopté les dispositions visées dans l'article 12.....	204

	PAGES.
Texte des lois soumis à l'examen de la Commission.....	205
Allemagne (loi du 14 mars 1884).....	205
Espagne (loi du 12 janvier 1887).....	206
Guatemala (décret du 5 avril 1887).....	209
Russie (extrait de la législation pénale).....	211
TEXTE DU PROTOCOLE DE CLÔTURE.....	213
TABLE DES MATIÈRES.....	215



	PAGES.
Texte des lois soumis à l'examen de la Commission.....	205
Allemagne (loi du 14 mars 1884).....	205
Espagne (loi du 12 janvier 1887).....	206
Guatemala (décret du 5 avril 1887).....	209
Russie (extrait de la législation pénale).....	211
 TEXTE DU PROTOCOLE DE CLÔTURE.....	 213
 TABLE DES MATIÈRES.....	 215

[REDACTED]

[REDACTED]





